

Université de Montréal

**Entrer en état d'urgence à l'ère du capitalisme  
globalisé**

**Retour critique sur quatorze ans avec Médecins Sans  
Frontières**

Par Philippe Blackburn

Département d'anthropologie

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée  
en vue de l'obtention du grade de *Philosophiae Doctor* (Ph.D.)  
en Anthropologie

15 juin 2018

© Philippe Blackburn, 2018

## RÉSUMÉ

Basée sur une expérience de travail de 14 ans avec l'organisation d'urgence Médecins Sans Frontières, cette thèse cherche à dévoiler un visage de la mondialisation contemporaine en explorant plusieurs terrains d'intervention humanitaire en Afrique centrale, ainsi qu'au siège de l'organisation à Genève. Partant de l'hypothèse que l'humanitaire est un lieu de prédilection pour cerner une part essentielle de la globalisation, la thèse questionne la légitimité des interventions humanitaires internationales en montrant, entre autres, qu'une même logique d'intervention s'impose de plus en plus au niveau international, avec comme conséquence de relativiser, voire d'ignorer toutes formes de conditions locales. En retour, cette logique tend à instituer un ordre inégal entre les victimes et les secouristes, laissant très peu de place aux voix, aux demandes et aux choix des populations secourues, ce qui nous éclaire sur les questions de souveraineté qui sont au cœur de la mondialisation contemporaine. C'est aux confluent de ces questions que s'articule cette recherche.

Dans un premier temps, la thèse s'appuie sur une description ethnographique qui fait apparaître le paradigme inégalitaire entre les populations locales et les secouristes tel qu'il se déploie concrètement dans les missions humanitaires, pour ensuite questionner l'ambiguïté de l'urgence comme idéologie dans les projets d'assistance sur la longue durée. Lorsqu'on regarde la réalité à partir de la base et des populations aidées, il est difficile de séparer « l'humanitaire » du « développement », les secours d'urgence des inégalités politico-économiques globales, le rôle des gouvernements locaux dans les misères de leur peuple de l'exploitation économique étrangère du pays. La thèse dévoile ainsi l'ambiguïté idéologique et pratique de l'humanitaire d'urgence, afin d'amorcer une réflexion théorique sur les dessous de l'humanitaire d'urgence contemporain et sa place dans la globalisation.

Dans un deuxième temps, nous approfondissons la critique théorique de l'humanitaire en prenant appui sur les critiques du colonialisme et du développement, pour ensuite questionner la place de l'humanitaire dans l'ordre international à partir des années 1990 et l'apport de l'anthropologie de l'humanitaire dans ces questions. Une mutation anthropologique signe l'entrée en modernité tardive et accompagne l'uniformisation du monde et la crise de l'habitation, qui va de pair avec une crise de l'anthropologie en tant que discipline universitaire. Les sciences sociales et l'anthropologie évoluent en effet au sein des mêmes apories et des mêmes contradictions que celles dans lesquelles se déploient les secours humanitaires. C'est finalement à situer la réponse humanitaire et l'analyse anthropologique à l'intérieur du capitalisme globalisé vu comme un « fait social total » que nous mettrons en perspective les limites de cette étude.

**Mots clés :** Capitalisme, crise, dispositif, guerre, humanitaire, inégalités, néocolonialisme, nihilisme, pouvoir, souveraineté, technique, urgence, victime.

## ABSTRACT

Based on a 14 year working experience with the emergency organization Doctors Without Borders, this thesis seeks to unveil a side of contemporary globalization by exploring numerous fields of humanitarian intervention in Central Africa, as well as as in its headquarters in Geneva. Beginning with the hypothesis that humanitarian assistance is a place of predilection to grasp an essential aspect of globalization, the thesis questions the legitimacy of international humanitarian interventions by showing that, within other things, the same logic of intervention is increasingly imposing itself at the international level, with the consequence of relativising, even of ignoring all forms of local conditions. In return, this logic tends to institute an unequal order between victims and emergency workers, leaving little place to the voices, demands and choices of the aided populations, which further enlightens us on questions of sovereignty at the heart of contemporary globalization. The research unfolds at the confluence of these questions.

First, the thesis is anchored in an ethnographic description which makes the inegalitarian paradigm appear between local populations and the emergency workers as it concretely unfolds in the humanitarian missions, to afterwards question the ambiguity of emergency as ideology in long term assistance projects. When we look at the reality from the grounds and from the aided populations, it becomes difficult to separate "humanitarian aid" from "development", emergency assistance from global politico-economic inequalities, the role of local governments in the miseries of their people from the economic foreign exploitation of the country. The thesis hence unveils the ideological and practical ambiguity of emergency humanitarian aid in order to begin a theoretical reflection on the undersides of contemporary emergency humanitarian aid and its place within globalization.

Second, we go deeper into the theoretical critique of humanitarian aid by leaning on the critiques of colonialism and of development, to afterwards question the place of

humanitarian aid in the international order from the 1990s onwards and the contribution of anthropology of humanitarian aid on these issues. An anthropological mutation signs the entry into late modernity and accompanies the uniformisation of the world, which go hand in hand with a crisis of anthropology as an academic discipline. In fact, the social sciences and anthropology evolve within the same aporia and the same contradictions as those in which humanitarian assistance is deployed. It is finally upon situating the humanitarian response and anthropological analysis within globalized capitalism seen as "total social fact" that we will bring the limits of this study into perspective.

**Key words:** Capitalism, crisis, apparatus, war, humanitarian, inequalities, neocolonialism, nihilism, power, sovereignty, technique, emergency, victim.

## Table des matières

RÉSUMÉ	I
ABSTRACT	III
LISTE DES SIGLES	VIII
LISTE DES ABRÉVIATIONS	X
REMERCIEMENTS	XII
AVANT-PROPOS	1
<b>PRÉSENTATION DE LA THÈSE</b>	<b>6</b>
Partie I : Entrer en état d'urgence	7
Partie II : Au chevet du monde	8
Partie III : Penser l'humanitaire	10
<b>POUR UN ANTI-PROGRESSISME ÉMANCIPATEUR</b>	<b>10</b>
<b>PARTIE I : ENTRER EN ÉTAT D'URGENCE</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE 1 : LES RAISONS D'UN DÉPART</b>	<b>15</b>
UN COUREUR DES BOIS MODERNE	17
L'ANTHROPOLOGIE EN QUESTION	19
TRAVERSER LE NIHILISME	23
LA FUITE SANS FRONTIÈRES	25
<b>CHAPITRE 2 : ENTRER À MSF</b>	<b>28</b>
UNE CULTURE D'ENTREPRISE	29
KINSHASA : DES BIDONVILLES À LA VILLA CLIMATISÉE	34
LA RELATION AUX POPULATIONS LOCALES : MÉFIANCE ET SUSPICION	36
L'URGENCE COMME IDÉOLOGIE	41
<b>CHAPITRE 3 : ETHNOGRAPHIE, MÉTHODE ET CADRE THÉORIQUE</b>	<b>46</b>
UNE AMBIGUÏTÉ PARADOXALE	46
ETHNOGRAPHIE DE LA DÉSORIENTATION	49
BIOPOLITIQUE ET POUVOIR HUMANITAIRE	53
TENTATIVE DE DÉFINITION	56
LE SIÈCLE DE 1914	60
LE SANS FRONTIÉRISME	63

<b>PARTIE II : AU CHEVET DU MONDE</b>	<b>66</b>
<b>CHAPITRE 4 : PREMIÈRE MISSION ET DÉCOUVERTE DU CONGO-ZAÏRE</b>	<b>67</b>
INTRODUCTION	67
AU CŒUR DES TÉNÈBRES	68
MSF ET LA MALADIE DU SOMMEIL	73
VIVRE AU ZAÏRE	80
UNE GUERRE LOINTAINE	84
ÊTRE BLANC DANS LE ZAÏRE DE MOBUTU	86
<b>CHAPITRE 5 : HUMANITAIRE ET GÉNOCIDE : PREMIÈRE GUERRE DU CONGO</b>	<b>92</b>
LA PREMIÈRE GUERRE DU CONGO-ZAÏRE	93
AU CŒUR DE KISANGANI ASSIÉGÉ	95
LE RÔLE AMBIGU DE LA FRANCE	101
L'HUMANITAIRE IMPUISSANT	104
QUE CONCLURE DE CETTE INTERVENTION ?	109
NAISSANCE D'UNE VOCATION	114
<b>CHAPITRE 6 : LA RELATION AUX LOCAUX : AU CŒUR DU PIÈGE INSTRUMENTAL DE L'HUMANITAIRE</b>	<b>118</b>
MISE EN CONTEXTE	118
DES INÉGALITÉS CONSTITUTIVES DES SECOURS	118
BRIEFING D'ARRIVÉE	123
UN ORDRE NÉOCOLONIAL	127
LA SÉCURITÉ À DEUX VITESSES	130
COMPRENDRE AUX LIMITES DE L'HUMAIN	133
DIDIER FASSIN ET L'INÉGALITÉ ONTOLOGIQUE	135
LA TECHNIQUE N'EST PAS NEUTRE	138
UNE NOUVELLE PAUVRETÉ	140
LA RÉPONSE INSTITUTIONNELLE	144
<b>CHAPITRE 7 : PEUT-ON VRAIMENT AIDER AUTRUI ? RÉFUGIÉS AU CAMEROUN EN 2007</b>	<b>149</b>
INTRODUCTION	149
RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS AU CAMEROUN EN 2007	151
L'ENJEU SÉCURITAIRE	154
MSF À YAOUNDÉ	155
UN HORIZON NÉOCOLONIAL	158
LES BOROROS DE BERTOUA	160
PREMIÈRES DIFFICULTÉS	164
INSÉCURITÉ ET MALNUTRITION	165
RECOMMANDATIONS FINALES	167
PENSER LES INJUSTICES GLOBALES ?	170
COMMENT NOMMER UNE « CRISE » ?	174
<b>CHAPITRE 8 : L'HUMANITAIRE ET SES DILEMMES CONCRETS</b>	<b>179</b>
INTRODUCTION	179
L'HUMANITAIRE VICTIME DE SES SUCCÈS ?	182
L'HUMANITAIRE ET SES SUCCÈS OPÉRATIONNELS	185
COMPOSER AVEC LE RÉEL	187
UNE « NEUTRALITÉ » TRÈS POLITIQUE	190
L'INSTRUMENTALISATION LOCALE DE L'HUMANITAIRE	191
PENSER EN URGENCE ?	193
LE TÉMOIGNAGE AMBIGU	196

LORSQUE L'URGENCE CRÉE UN MONDE	198
<b>PARTIE III : PENSER L'HUMANITAIRE</b>	<b>200</b>
<b>CHAPITRE 9 : PENSER L'HUMANITAIRE : PREMIERS JALONS HISTORIQUES</b>	<b>201</b>
INTRODUCTION	201
CRITIQUE DE L'UNIVERSEL : L'APPORT DES COURANTS CONSERVATEURS	203
L'ANTI-COLONIALISME : PREMIER MOMENT CRITIQUE SIGNIFICATIF	208
LES THÉORICIENS DE L'IMPASSE PROGRESSISTE	211
L'ANTHROPOLOGIE AMÉRICAINE DU DÉVELOPPEMENT	219
L'HUMANITAIRE : UN VISAGE DU NÉOLIBÉRALISME ?	224
<b>CHAPITRE 10 : L'ANTHROPOLOGIE DE L'HUMANITAIRE AU 21<sup>IÈME</sup> SIÈCLE</b>	<b>228</b>
INTRODUCTION	228
L'ÈRE DU « TOUT-HUMANITAIRE »	229
RÉFUGIÉS, MIGRANTS ET GESTION SÉCURITAIRE	232
GUERRES IMPÉRIALES ET ENJEUX SÉCURITAIRES	236
LA VICTIME COMME CATÉGORIE POLITIQUE	241
MONDIALISATION, SOUVERAINETÉ ET DISPOSITIF HUMANITAIRE	248
<b>CHAPITRE 11 : UNIFORMISATION DU MONDE ET MUTATION ANTHROPOLOGIQUE</b>	<b>253</b>
INTRODUCTION	253
PENSER LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION	254
HABITER L'IMMONDE	258
LE CAPITALISME GLOBALISÉ COMME FAIT SOCIAL TOTAL	262
L'ANTHROPOLOGIE EN QUESTION	265
LES LIMITES DE LA CRITIQUE ANTHROPOLOGIQUE	267
L'ANTHROPOLOGIE FACE AUX MIGRATIONS DE MASSE	271
<b>CONCLUSION : ÊTRE DE RETOUR</b>	<b>278</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>291</b>



## LISTE DES SIGLES

- ACDI** : Agence canadienne de développement international
- ACF** : Action contre la faim
- ACTED** : Agence d'Aide à la coopération technique et au développement
- AFD** : Agence française de développement
- AFDL** : Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
- APD** : Aide publique au développement
- APRD** : Armée populaire pour la restauration de la démocratie (RCA)
- CARE** : Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
- CCCE** : Caisse centrale de coopération économique
- CFD** : Caisse française de développement
- CICR** : Comité international de la Croix-Rouge (ICRC en anglais)
- CNDD-FDD** : Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (Burundi)
- CRASH** : Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires
- CRF** : Croix-Rouge française
- CRS**: Catholic Relief Service
- DIH** : Droit international humanitaire
- ECHO** : European Commission Humanitarian Office (Office humanitaire de la Commission européenne)
- FAR** : Force armée rwandaise
- FICR** : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- FNL** : Forces nationales de libération (Burundi)
- FMI** : Fond monétaire international.
- FPR** : Front patriotique rwandais
- GATT** : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- HCR** : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR en anglais)
- HI** : Handicap international
- HRW** : Human Rights Watch

**IDP** : Internal displaced people

**IRC**: International Rescue Committee

**MAUSS** : Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales

**MDM** : Médecins du monde

**MSF** : Médecins sans frontières

**NFI** : Non food item

**OCDE** : Organisation de coopération et de développement économiques

**OCHA** : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies)

**OFDA** : Office of Foreign Disaster Assistance (USAID/États-Unis)

**OI** : Organisation internationale

**OMC** : Organisation mondiale du commerce

**OMS** : Organisation mondiale de la santé (WHO en anglais)

**ONG** : Organisation non gouvernementale

**ONU** : Organisation des Nations unies

**ONUB** : L'Opération des Nations Unies au Burundi

**OTAN** : Organisation du traité de l'Atlantique nord

**OXFAM** : Oxford Committee for Famine Relief

**PAM** : Programme alimentaire mondial

**PIB** : Produit intérieur brut

**PME** : Petites et moyennes entreprises

**PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement

**RFI** : Radio France international

**RH** : Ressources humaines

**SAMU** : Service d'aide médicale urgente

**SCF** : Save the Children Fund

**SDN** : Société des Nations

**TF1** : Télévision française 1

**UE** : Union européenne

**Unicef/FISE** : United Nations Children's Fund (Fonds des Nations unies pour l'enfance)

**UNRRA** : United Nations Relief and Rehabilitation Administration (Administration des Nations unies pour les secours et la reconstruction)

**URSS** : Union des républiques socialistes soviétiques

**USA** : États-Unis d'Amérique

**USAID** : United States Agency for International Development (Agence fédérale de coopération des États-Unis)

**WVI** : World Vision International

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

**SITREP** : Situation report

**Staff Nat** : Personnel national

*Pour Étienne et Romane*

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements iront d'abord à ma directrice de recherche, Mariella Pandolfi, sans qui cette thèse n'aurait pu être écrite. C'est à la lecture de ses travaux que j'ai pu me mettre réellement en marche pour l'écriture de cette thèse et que j'ai pu aussi m'ouvrir à une dimension du politique qui m'était au départ étrangère. Son intransigeance libératrice et ses appels répétés à oser la liberté furent indispensables à la poursuite et à la clôture de ce travail.

En second lieu, je remercie tout spécialement Fabrice Midal, grâce à qui j'ai pu trouver une assise et un souffle nouveau, alors que je traversais une période de questionnements profonds à Genève entre mes missions humanitaires. Qu'il en soit infiniment remercié.

Je n'aurais pu non plus écrire cette thèse sans le support constant et l'attention surprenante de ma conjointe Josée Paradis, qui fut mon soutien le plus précieux pendant cette longue période d'écriture, tout en étant ma lectrice la plus assidue.

Un merci spécial à Thomas Gottin, Placide Blackburn, Michèle Dubé, Christophe Bony et Alexia Renard pour leur lecture, leurs suggestions, leurs corrections et leurs encouragements. Merci aussi à Vinh Kim Nguyen et Laurence McFalls pour l'aide, les conseils et les suggestions indirectes qui me permirent d'entreprendre ce travail.

Cette thèse n'aurait bien sûr aussi jamais vu le jour sans le courage et l'accueil des Congolaises et des Congolais qui m'ont initié à l'Afrique, ainsi que sans la présence et le partage de tous ces habitants d'Afrique centrale que j'ai côtoyés pendant mes séjours en Afrique.

Et pour finir, une pensée toute spéciale envers ma défunte mère, Gisèle Poirier, qui m'accompagna à distance pendant toutes ces années et dont l'amour maternel indéfectible – malgré son absence définitive – demeure un des socles les plus solide qui continue de me porter.

## AVANT-PROPOS

*« Nous ne pouvons plus choisir nos problèmes. Ils nous choisissent l'un après l'autre. Acceptons d'être choisis. »*

Albert Camus

Entre 1996 et 2010, j'ai travaillé avec l'organisation humanitaire d'urgence Médecins Sans Frontières en Afrique centrale, ainsi qu'au siège genevois de l'organisation en Suisse. Durant mes neuf premières années avec MSF, j'ai vécu en République Démocratique du Congo, en Angola, au Burundi, en Ouganda, au Congo Brazzaville et au Malawi. J'y ai effectué plusieurs missions en contexte de guerre, tout en participant aussi à des projets SIDA, des projets Ébola et des projets de traitement de la maladie du sommeil. Ce trajet professionnel m'a fait évoluer du poste de logisticien en construction jusqu'à celui de chef de mission, plus haut niveau de responsabilité de l'organisation hors des sièges européens.

En 2005, j'ai quitté l'Afrique pour travailler au siège genevois de l'organisation jusqu'en 2010, effectuant de nombreuses missions de consultant, des missions exploratoires et m'occupant aussi de l'épineuse question de l'inégalité de traitement entre les volontaires expatriés et les employés locaux en mission humanitaire.

C'est en 2004, au Burundi, que j'ai commencé à réfléchir sérieusement aux enjeux et aux dilemmes que pose l'action humanitaire. C'est lors de ce mandat en tant que chef de mission de Médecins Sans Frontières basé à Bujumbura que j'ai réalisé que le budget annuel de cette mission était le double de celui du ministère de la santé du Burundi. D'une certaine façon, l'organisation non gouvernementale que je représentais était plus puissante que le ministère de la santé de l'État où elle

intervenait. Sous couvert d'interventions d'urgences, une manière de s'impliquer politiquement était donc légitimée, ce qui impliquait des prises de décision non démocratiques et extérieures au territoire d'intervention.

D'un autre côté, l'irrépressible désir de vivre ailleurs que sur le territoire national exprimé par de très nombreux Burundais professionnels et éduqués - ainsi que l'état de crise structurelle dans laquelle était plongé le pays depuis plus de 30 ans - m'amenait à envisager qu'une même logique de déterritorialisation était à l'œuvre et qu'elle devait être cernée.

Comme le souligne Achille Mbembe qui constate « *l'irrépressible désir, chez des centaines de millions de personnes, de vivre partout ailleurs dans le monde plutôt que chez eux – volonté générale de fuite, de défection et de désertion : rejet de la vie sédentaire faute de pouvoir dire la résidence ou le repos<sup>1</sup>* », la situation de l'humanitaire en Afrique était aussi à mettre en rapport avec cette réalité.

Après ma mission au Burundi, il devenait donc de plus en plus clair que l'humanitaire n'était pas que de l'humanitaire et que derrière ce vocable il y avait une anthropologie et une métaphysique qui devaient être dévoilées, ce qui en retour mettrait en lumière des visages de notre mondialisation contemporaine dans ses aspects géopolitiques, économiques, symboliques et techniques.

C'est à ce moment que j'ai quitté l'Afrique centrale pour m'établir à Genève, où j'ai habité durant cinq années en poursuivant mon engagement humanitaire à temps partiel comme consultant au siège genevois de l'organisation, en me consacrant aux questions liées au personnel national, en effectuant quelques missions exploratoires et en faisant quelques remplacements sporadiques de chef de mission en Afrique centrale.

---

<sup>1</sup> MBEMBE, Achille. 2010, « *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée* ». Paris : La Découverte, p.21.

Cette période genevoise avec travail à temps partiel dans une bureaucratie humanitaire au cœur d'une ville européenne particulièrement aseptisée, contrastait à tout point de vue avec cette Afrique conviviale et explosive qui m'était devenue une seconde nature. La difficile acculturation à l'univers bureaucratique et compartimenté des sièges humanitaires genevois après 9 ans d'aventures en Afrique centrale m'ouvrit sur de nouvelles préoccupations et sur la nécessité de me poser pour y voir clair.

J'entrepris à ce moment des études doctorales à temps partiel en théologie à l'Université de Genève - à partir de 2006 -, ce qui me permit de renouer avec la trame de questions sur le nihilisme et l'humanisme anthropocentrique, qui avaient constitué l'essentiel de mes recherches lors de mes études en anthropologie et en sociologie à l'Université de Montréal, avant mon départ avec Médecins Sans Frontières.

Avec ce retour aux sources du questionnement, je découvrais aussi les œuvres de Martin Heidegger<sup>2</sup>, de Jacques Ellul et de René Guénon, ainsi que celles de Georges Bernanos, de Simone Weil et de Raimon Panikkar, qui mettaient en perspective de manière radicale l'entente unidimensionnelle et réductrice de l'être humain véhiculée par l'humanitaire d'urgence, ainsi que l'engagement humanitaire que je percevais désormais comme une errance dont je devais m'extirper. Je n'aurais pu entreprendre ce travail de recherche et cette thèse, sans ce socle et ce ré-enracinement préalable dans l'essentiel.

J'ai mis un terme définitif à mon engagement avec MSF en 2010 en revenant habiter à Montréal, tout en continuant de m'impliquer faiblement dans le milieu humanitaire

---

<sup>2</sup> J'ai été initié à l'œuvre de Martin Heidegger par le philosophe français François Fédier (principal traducteur de Heidegger en France et directeur de la traduction des œuvres complètes de Heidegger aux éditions Gallimard), ainsi que par Pierre Jacerme et Hadrien France-Lanord, dans le cadre de séminaires philosophiques organisés par Fabrice Midal entre 2006 et 2010.



québécois à travers la participation aux rencontres informelles du réseau humanitaire montréalais, en donnant quelques conférences et charges de cours en anthropologie de la santé à la faculté de médecine et au département de science politique de l'Université de Montréal.

Mais malgré mes efforts pour tourner la page humanitaire définitivement, la nécessité d'explorer et de mieux comprendre cet univers ne cessait de me rattraper. Les paradoxes dans lesquels m'avait plongé l'humanitaire ne pouvaient s'éclipser sans réapparaître d'une façon ou d'une autre.

C'est à travers les travaux de Mariella Pandolfi, professeure titulaire à l'Université de Montréal, que j'ai pu clarifier et mettre des mots sur plusieurs questions d'ordre politique qui m'habitaient et qui ne pouvaient être traitées de manière complètement satisfaisante à l'aide de la philosophie ou de la théologie, malgré la pertinence souvent oubliée de ces traditions pour éclairer la condition humaine.

Les travaux de Mariella Pandolfi ont ouvert un débat critique sur la légitimité des interventions internationales en montrant, entre autres, qu'une même logique d'intervention s'impose de plus en plus au niveau international. Cette logique a comme caractéristique principale de reposer sur une temporalité d'urgence qui pérennise les crises et légitime des états d'exceptions et des modes d'intervention de la communauté internationale. Ces interventions déterminent de nouvelles formes de gouvernances mobiles, avec parfois des opérations où l'humanitaire et le militaire se confondent.

Dans la pratique, la compassion humanitaire se déploie à travers un imposant dispositif technique qui tend à imposer des formes de relations standardisées entre les populations bénéficiaires et les organisations d'aide internationale. Cette standardisation a comme corolaire de relativiser, voire d'ignorer toutes formes de conditions locales et d'instituer un ordre inégal entre les victimes et les secouristes,

relation qui laisse très peu de place aux voix, aux demandes et aux choix des populations secourues.

Ce dispositif humanitaire global, impersonnel et technocratique, signe la profonde ambiguïté de l'action humanitaire. C'est ici que l'humanitaire rencontre ses limites et ici que se situe sa crise actuelle. C'est aussi le point de départ de mon questionnement.

Revenir sur ce parcours et en clarifier le questionnement ne se fit pas sans difficultés. En 2010, au moment de commencer la réflexion pour cette thèse, les contradictions dans lesquelles m'avait plongé l'humanitaire m'inspiraient un mélange d'amertume et de lassitude. C'est quelque chose de l'ordre de l'obligation et de la nécessité qui m'amena à écrire cette thèse, beaucoup plus qu'un réel désir de poursuivre des études doctorales universitaires. D'une certaine façon, je ne pouvais plus me dérober aux questions que posait l'humanitaire et qui m'avaient mis face à des enjeux qui nous concernent tous, mais que l'on ose rarement affronter et regarder en face. Comme le dit Giorgio Agamben dans un ouvrage récent : « *Le mal n'est pas un drame théologique obscur qui paralyse et rend énigmatique et ambiguë toute action, mais c'est un drame historique où la décision de chacun est à chaque fois en question. (...) C'est en ce drame toujours en cours que chacun est appelé à tenir son rôle sans réserves et sans ambiguïtés.*»<sup>3</sup>

Lorsque je revenais de mes missions humanitaires, j'étais toujours frappé par le vide et l'angoisse qui traversaient les yeux des Montréalais, des Parisiens ou des Genevois que je croisais sur la rue, et qui contrastait avec la vitalité africaine que je venais d'abandonner. Intuitivement et confusément, j'y percevais un désarroi et un affaiblissement qui s'accordaient curieusement aux violences que je venais de quitter en Afrique centrale. Était-ce l'autre versant d'une même situation? L'envers de la médaille d'une même violence mondialisée qui refuse de se nommer? C'est ce que cette thèse tentera de creuser.

---

<sup>3</sup> AGAMBEN, Giorgio. 2017. *Le Mystère du mal. Benoît XVI et la fin des temps*. Paris : Bayard, p.58.

Martin Heidegger disait que toute pensée vraie est « *dans sa manifestation extérieure, une réponse à la question qui se pose à chaque temps du Dasein historial de l'homme. Cette question se laisse partout formuler simplement comme suit : Qu'est-ce qui est maintenant.*<sup>4</sup> »

L'intuition au départ de cette thèse est que les dilemmes, les enjeux et la tonalité propre de l'espace humanitaire nous placent au cœur de ce questionnement : Qu'est-ce qui est maintenant, pour nous tous qui vivons à l'heure de la vitesse, de l'ultralibéralisme et de la technique planétaire? Que dit l'humanitaire sur nous? De quoi l'humanitaire est-il le nom?

Avec comme hypothèse centrale qu'une même violence traverse notre mondialisation et notre contemporanéité, celle de l'Afrique comme celle de l'Occident, et que l'humanitaire est un lieu de prédilection pour en cerner et en dévoiler une part essentielle, la thèse pose ces questions : À quel type d'habitation, de monde et d'espace, l'humanitaire et son succès nous renvoie-t-il? À quelle réalité correspondent les catégories humanitaires? Quels aspects du réel laissent-elles dans l'ombre?

## **PRÉSENTATION DE LA THÈSE**

Pour y répondre, je m'appuie sur une ethnographie critique de mes années d'humanitaire, qui constitue l'essentiel de la thèse, pour ensuite proposer une réflexion critique et anthropologique sur les dessous de l'humanitaire d'urgence.

Au niveau de l'organisation, cette thèse est divisée en trois parties, pour un total de onze chapitres.

---

<sup>4</sup> HEIDEGGER, Martin. 2005. *Achèvement de la métaphysique et poésie*. Paris : Gallimard, p.119

La première partie, « Entrer en état d'urgence », comporte trois chapitres qui visent à asseoir le propos tout en exposant la méthode et les biais idéologiques inévitables d'un tel travail.

La seconde partie, « Au chevet du monde », est le corps ethnographique de la thèse et comporte cinq chapitres qui se suivent et s'enchainent logiquement selon un ordre chronologique, de ma première mission au Zaïre jusqu'à ma rupture avec l'organisation à la fin de 2009.

La troisième partie, « Penser l'humanitaire », se divise en trois chapitres et vise en premier lieu à explorer les jalons historiques de la critique de l'intervention internationale, pour ensuite situer l'anthropologie de l'humanitaire au sein des enjeux mondiaux contemporains.

### **Partie I : Entrer en état d'urgence**

Le premier chapitre de la thèse est à tonalité personnelle et examine les raisons d'un départ en mission humanitaire dans le contexte du monde unipolaire du milieu des années 1990, au moment où l'horizon consumériste se présentait comme un paradigme indépassable.

Le deuxième chapitre s'inscrit à la suite du premier et décrit mon arrivée dans l'univers de MSF, entre Paris et Kinshasa. L'accent est mis sur le décalage observé entre l'organisation d'urgence et les populations assistées. Deux dimensions sont explorées : le paradigme inégalitaire et instrumental envers les locaux et l'ambiguïté de l'urgence comme idéologie dans les projets d'assistance sur la longue durée.

Le troisième chapitre s'attarde au cadre théorique et méthodologique employé dans cette recherche, pour ensuite tenter de définir et situer l'humanitaire au sein de l'ordre politique mondial, de la fondation de la Croix-Rouge jusqu'au sans frontières contemporain.

## **Partie II : Au chevet du monde**

Le quatrième chapitre décrit ma première mission au Zaïre, entre la difficile adaptation aux méthodes de fonctionnement MSF et les tensions, les contradictions et les incohérences entre l'univers local et celui de l'organisation d'urgence. Dans ce projet de réhabilitation d'hôpitaux pour le traitement de la maladie du sommeil qui s'inscrivait en droite ligne avec le projet de santé colonial, MSF se percevait comme une organisation d'urgence, pendant que la population zaïroise accueillait ce projet comme un retour de l'européen poursuivant sa mission civilisatrice. La spécificité de cette ethnographie repose aussi sur le fait que je suis resté au Zaïre de manière privée - extérieure à MSF - avec ma nouvelle conjointe congolaise pendant 7 mois après cette première expérience avec MSF, au moment même où le Zaïre entrait en guerre avec la rébellion de Laurent Désiré Kabila. Le regard ethnographique porte donc la marque du quotidien avec les populations, de manière beaucoup plus forte que ne l'expérimentent la plupart des travailleurs humanitaires.

Le cinquième chapitre décrit ma mission à Kisangani pendant la première guerre du Congo/Zaïre avec les réfugiés hutus rwandais, quelques semaines avant que la ville ne tombe aux mains des rebelles de Laurent-Désiré Kabila. Il s'agit d'un témoignage direct d'un terrain qui souleva beaucoup de débats, dans le contexte des conséquences du génocide rwandais de 1994 et au moment même où la notion d'ingérence humanitaire commençait à devenir un sujet brûlant. Ce chapitre nous permettra de réfléchir à la question de l'ingérence militaro-humanitaire et de la « responsabilité de protéger » les populations, à partir du cas concret de cette première guerre du Congo/Zaïre.

Le sixième chapitre explore et approfondit la question de la relation entre les secouristes humanitaires et les populations secourues, en s'appuyant sur ma mission au Burundi comme chef de mission en 2004. Après avoir décrit la spécificité du Burundi et de la mission MSF en 2004, je m'attarderai aux conséquences de l'inégalité

de traitement entre le personnel expatrié et le personnel local dans cette mission, pour ensuite explorer cette question à travers la lecture qu'en donne Didier Fassin. J'aborderai ensuite cette question à travers le prisme des dilemmes instrumentaux propres à l'approche centrée sur le patient véhiculée par MSF.

Le septième chapitre étudie le déroulement d'une mission exploratoire à l'est du Cameroun à l'été 2007, afin de cerner l'ambiguïté présente au sein de plusieurs contextes que l'on retrouve en Afrique centrale. Lorsqu'on regarde la réalité à partir de la base et des populations aidées, il est difficile de séparer « l'humanitaire » du « développement », les secours d'urgence des inégalités politico-économiques globales, le rôle des gouvernements locaux dans les misères de leur peuple de l'exploitation économique étrangère du pays. Cette ethnographie nous permettra ainsi de réfléchir à certaines tensions bien connues et documentées entre « développeurs » et « urgentistes » ou à l'éternelle question analysée en philosophie morale entre « Justice » et « charité », tout en éclairant de manière très concrète la manière dont MSF démarre plusieurs de ses missions.

Le huitième chapitre aborde les principaux dilemmes et l'ambiguïté de l'humanitaire contemporain, à partir des principaux paradoxes que j'ai rencontrés au cours de ma carrière humanitaire : La question de la neutralité, de la violence, de la guerre et de la sécurité, du témoignage et de l'instrumentalisation de l'humanitaire par les pouvoirs locaux et internationaux y est abordé en questionnant le succès de l'approche humanitaire depuis les années 1990. Je cherche ici à répondre à cette question : Comment peut-on mettre sur un pied d'égalité, à l'aide du vocable « crise humanitaire », des situations complètement disparates et qui appellent en retour un régime quelconque d'exception ?

### **Partie III : Penser l'humanitaire**

Le neuvième chapitre explore les jalons historiques de la critique de l'intervention internationale, du colonialisme jusqu'à l'humanitaire d'urgence contemporain, en passant par la question du développement. Deux postures principales seront abordées : l'anthropologie américaine du développement et les théoriciens de l'impasse progressiste. Ce chapitre explore aussi la tension entre politique et survie que l'on retrouve souvent dans l'humanitaire et qui est au cœur de la critique que portent les anthropologues à l'aide humanitaire.

Le dixième chapitre questionne la place de l'humanitaire dans l'ordre international à partir des années 1990 et l'apport de l'anthropologie de l'humanitaire dans ces questions. L'enjeu des migrations et des guerres impériales avec leurs composantes sécuritaires nous aidera à comprendre un des visages de la mondialisation et des questions de souveraineté qu'elles soulèvent.

Le chapitre final analyse la mutation anthropologique qui signe l'entrée en modernité tardive et accompagne l'uniformisation du monde et la crise de l'habitation, qui va de pair avec une crise de l'anthropologie en tant que discipline universitaire. Les sciences sociales et l'anthropologie évoluent en effet au sein des mêmes apories et des mêmes contradictions que celles dans lesquelles se déploient les secours humanitaires. Le capitalisme globalisé est un « fait social total » et c'est à situer la réponse humanitaire et l'analyse anthropologique à l'intérieur de ce fait social total que nous concluons ce travail, en explorant quelques pistes de sortie pour une future anthropologie de l'humanitaire.

### **POUR UN ANTI-PROGRESSISME ÉMANCIPATEUR**

Pour finir, soulignons que cette thèse repose en premier lieu sur un parcours professionnel au sein de MSF et sur la nécessité toute personnelle de clarifier et

d'éclairer des dilemmes éthico-politiques devenus insoutenables. La thèse prend de ce fait une certaine liberté avec la tradition voulant qu'une recherche vienne enrichir, approfondir ou augmenter le savoir disciplinaire et compartimenté d'un corpus d'experts. À la traditionnelle question que doit répondre tout doctorant, « quelle est la contribution de cette thèse à l'avancée des recherches », nous répondons avec prudence que « l'avancée des recherches » ne peut être considérée comme une finalité en soi.

Dans son premier grand texte de 1934, « *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale* », Simone Weil constatait que « nous vivons dans un monde où rien n'est à la mesure de l'homme ; il y a une disproportion monstrueuse entre le corps de l'homme, l'esprit de l'homme et les choses qui constituent actuellement les éléments de la vie humaine; tout est déséquilibré.<sup>5</sup> »

La démesure du dispositif technique humanitaire et l'uniformisation qu'il entraîne m'a mis face à ce constat fait par Simone Weil, qui m'amène en retour à questionner toute démarche qui participe de cet artificialisme et de cette complexité croissante qui dépossèdent les hommes au profit des experts, de l'organisation technobureaucratique et de la gestion cybernétique<sup>6</sup>. Simone Weil remarquait d'ailleurs à ce propos que désormais, « le savant ne fait pas appel à la science afin d'arriver à voir plus clair dans sa propre pensée, mais aspire à trouver des résultats qui puissent venir s'ajouter à la science constituée », contribuant à alimenter un monde où l'essentiel n'est plus de voir ce qui est, mais de participer à « l'avancée » aveugle d'un « progrès » que plus personne ne maîtrise et qui s'est transformé en finalité non questionnée et non questionnable. « *Le renversement du rapport entre moyens et fins, renversement*

---

<sup>5</sup> WEIL, Simone. 1999 (1934), *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, IN « Simone Weil. Œuvres ». Paris : Quarto Gallimard, p.334.

<sup>6</sup> Ce que, aujourd'hui, nous pourrions tout simplement nommer la « bonne gouvernance », c'est-à-dire le pouvoir de l'expertise comme régulation politique.



*qui est dans une certaine mesure la loi de toute société oppressive, devient ici total ou presque et s'étend à presque tout.*<sup>7</sup> » analysait Simone Weil en 1934.

C'est à partir d'une lecture similaire que George Bernanos constata dès 1940 que désormais « *le progrès n'est plus dans l'homme, il est dans la technique, dans le perfectionnement des méthodes capables de permettre une utilisation chaque jour plus efficace du matériel humain.*<sup>8</sup> » Ces constats de Bernanos ou de Weil rejoignent une sensibilité critique présente chez de nombreux auteurs dont on peine souvent à comprendre la posture anti-progressiste. Cornelius Castoriadis, par exemple, observait que le projet d'émancipation moderne était traversé par une tension antinomique entre deux grandes orientations symboliques contradictoires : un imaginaire de domination rationnelle du monde et un imaginaire d'autonomie. Si depuis Galilée, Bacon et Descartes les modernes épris de justice ont pensé que ces deux postures allaient de pair, que la domination rationnelle du monde allait libérer l'homme des oppressions qui semblent accompagner la condition humaine depuis toujours, nous savons aujourd'hui qu'il n'en est rien et que ce progrès technique, en plus de mettre en péril la vie de l'homme sur terre, touche à la possibilité même du politique et de l'autonomie. Jamais avons-nous en effet été autant asservis à un lourd système hétéronome sur lequel nous n'avons aucun contrôle et aucune prise. Tous nos besoins primaires, de la nourriture jusqu'au transport en passant par l'habitat, sont désormais insérés dans la complexité d'un système techno-industriel globalisé qui nous dépasse entièrement. Et nous le verrons plus loin, l'humanitaire est directement traversé par cette question centrale.

« *La vraie civilisation (...) n'est pas dans le gaz, ni dans la vapeur, ni dans les tables tournantes. Elle est dans la diminution des traces du péché originel.* »<sup>9</sup>, disait Charles Baudelaire. Ma pensée prend racine et évolue au sein de ce courant anti-progressiste

---

<sup>7</sup> WEIL, Simone. 1999 (1934), *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, IN « Simone Weil. Œuvres ». Paris : Quarto Gallimard, p.336.

<sup>8</sup> BERNANOS, Georges. 2005 (1944). *La France contre les robots*. Paris : Le livre de poche, p.25.

<sup>9</sup> BAUDELAIRE, Charles. 1908. *Œuvres posthumes et correspondances inédites*. Paris : BNF Hachette, p. 108.

émancipateur<sup>10</sup>, qui voit dans le refus des limites et de la finitude humaine, la foi dans le « progrès » et la « croissance », le socle impensé d'un imaginaire contemporain dominant et dévastateur - à gauche comme à droite du spectre politique - et qui reste encore aujourd'hui très difficile à ébranler. À Christopher Lasch qui s'interroge : « comment se fait-il que des gens sérieux continuent encore à croire au Progrès alors que les évidences les plus massives auraient dû, une fois pour toutes, les conduire à abandonner cette idée?<sup>11</sup> ». Jean-Claude Michéa répond : « La critique de l'aliénation progressiste doit devenir le premier présupposé de toute critique sociale.<sup>12</sup> »

Il s'agit en somme de renouer avec le cœur d'une tradition de pensée qui traverse l'Occident depuis Socrate, avant son dessèchement par la gestion bureaucratique et compartimentée de notre existence : « Lisez un dialogue de Platon. Une question importante est en débat. Impatient, vous voulez sauter quelques pages pour arriver à la réponse. L'ouvrage n'en contient pas! Vous êtes un peu déçu. Il faut se résoudre à suivre le texte. Ce travail accompli, vous découvrez alors avec étonnement qu'il vous a transformé. Vous ne regardez plus désormais ce qui est en débat – la justice, la connaissance, la politique, l'amour, la science – de la même façon.<sup>13</sup> »

C'est dans cet esprit et cette filiation de simplicité pensante que cette thèse s'inscrit, n'ayant pas d'autre but que d'ouvrir, par la pensée, un espace de silence propice à questionner la signification voilée du fait humanitaire, de la manière la plus simple et la plus honnête possible.

C'est l'unique ambition de cette thèse.

---

<sup>10</sup> « Émancipateur » au sens où l'entend Antoine Compagnon dans son ouvrage sur les antimodernes : « Les antimodernes sont les vrais modernes. (...) La modernité ne va pas sans la résistance à la modernité. La modernité inclut la critique de la modernité. » (COMPAGNON, Antoine. 2005. *Les antimodernes, de Joseph de Maistre à Roland Barthes*. Paris : Gallimard.)

<sup>11</sup> LASCH, Christopher. 2006. *Le seul et vrai paradis. Une histoire du progrès et de ses critiques*. Paris : Flammarion, p.15.

<sup>12</sup> MICHÉA, Jean-Claude. Mars 2003. *Pour une critique de l'aliénation progressiste*, À contretemps, n° 11.

<sup>13</sup> MIDAL, Fabrice. 2015. *Comment la philosophie peut nous sauver*. Paris : Flammarion, p.19.

## **PARTIE I : ENTRER EN ÉTAT D'URGENCE**

## CHAPITRE 1 : LES RAISONS D'UN DÉPART

*« L'homme devenu libre, combien plus encore l'esprit devenu libre, foule aux pieds cette sorte méprisable de bien-être dont rêvent les épiciers, les chrétiens, les vaches, les femmes, les Anglais et autres démocrates. L'homme libre est guerrier. »*

Friedrich Nietzsche

Les appels les plus personnels et les plus authentiques sont souvent le fruit d'une situation globale qui signe une époque et un temps. Depuis Edmond Husserl, nous savons que nous sommes toujours situés et que l'on ne peut jamais ignorer le site, l'angle ou le paysage mental à partir duquel le monde s'ouvre à nous.<sup>14</sup> Chercher à se comprendre, c'est aussi et surtout chercher à comprendre un monde, un moment historique, voire même un paradigme civilisationnel. Reconnaître que nous sommes situés et traversés de biais inévitables qui découlent de notre histoire personnelle et sociale, est en outre une condition de départ essentielle pour voir autrui et le monde dans sa singularité propre. En recherche qualitative, l'explicitation du rapport qu'entretient le chercheur face à son terrain, fonde la validité de la recherche.

C'est du moins le pari que je fais en tentant ici de cerner le pourquoi et le comment de mon départ en Afrique centrale pour Médecins Sans Frontières en avril 1996.

Ce détour m'apparaît d'autant plus nécessaire que, contrairement à plusieurs personnes qui s'engagent dans l'humanitaire international, les raisons de mon départ avec MSF tiennent beaucoup plus du hasard et d'une absence de perspectives professionnelles, que d'une quelconque aspiration humanitaire, qui m'était plutôt étrangère au moment de mon départ en Afrique.

---

<sup>14</sup> HUSSERL, Edmund. 1985. *Idées directrices pour une phénoménologie*. Paris : Gallimard.

Lorsqu'on s'interroge sur le parcours d'une personne qui s'est engagé dans l'humanitaire international à la sortie de l'université, c'est immédiatement à l'engagement idéaliste que l'on songe. La réalité est pourtant plus nuancée. S'interrogeant en 2001 sur les motivations de la nouvelle génération de volontaires humanitaires de MSF, Johanna Siméant entreprit une enquête qualitative pour creuser cette question.<sup>15</sup> Elle découvrit que ce qui motivait principalement un jeune Européen à s'engager dans l'humanitaire d'urgence au début des années 2000, différait considérablement de la construction narrative de la génération « soixante-huitarde » précédente, où l'engagement politique était central. Selon l'étude de Siméant, la motivation principale des travailleurs expatriés humanitaires non-médicaux<sup>16</sup> s'articulait désormais surtout autour d'un appel confus à fuir le conformisme et la banalité grise du consumériste contemporain, ainsi que sur les difficultés à s'intégrer sur le marché du travail.

Ma première surprise en écrivant cette thèse fut d'ailleurs de réaliser que mon parcours était beaucoup plus banal que je ne le pensais spontanément et qu'il s'inscrivait dans ce mouvement d'époque global décrit par l'étude de Johanna Siméant. Je me retrouvais en effet curieusement dans les récits de vie retranscrits dans l'étude de Siméant. Toutefois, à la différence des jeunes Européens engagés par MSF qui avaient pour la plupart un parcours de vie urbain et plutôt conventionnel, ce sont mes expériences de travail en forêt dans les camps forestier de l'ouest canadien qui m'ont permis d'intégrer l'organisation humanitaire d'urgence à titre de logisticien. C'est en effet en mettant de l'avant mes compétences dans l'organisation logistique de camps forestiers canadiens, tout en les comparant aux compétences

---

<sup>15</sup> SIMÉANT, Johanna. 2001. *Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins Sans Frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises*. IN Revue française de science politique. Année 2001, Volume 51, Numéro 1, p.47-72.

<sup>16</sup> Cette motivation concerne surtout le personnel expatrié non-médical de l'organisation, les motivations du personnel médical expatrié chez MSF étant globalement plus près de l'aspiration humanitaire telle qu'on la conçoit spontanément. Indiquons toutefois que plus de la moitié des expatriés partant pour MSF sont de professions non-médicales, les logisticiens et les administrateurs/comptables comptant parfois pour près de 50% du personnel MSF en mission.

nécessaires à l'organisation logistique des camps de réfugiés en contexte de guerre, que j'ai pu être engagé chez MSF. L'organisation d'urgence ne cherche pas des penseurs critiques ou des étudiants en sciences sociales, elle est plutôt à l'affût de personnes possédant les compétences techniques qui aideront à la mise en place logistique du lourd dispositif humanitaire. En ce sens, pour la partie non-médicale des postes offerts, elle cherche des spécialistes en construction, des ingénieurs, des mécaniciens ou toute autre profession technique pouvant être utile au bon déroulement d'une mission humanitaire. En ce qui me concerne, c'est donc le travail dans l'industrie forestière canadienne – tout comme quelques expériences de travail en chantier de construction à Montréal – qui me permit d'entrer chez MSF.

## **UN COUREUR DES BOIS MODERNE**

Originaire de la région du Saguenay-Lac-St-Jean au Québec, j'ai eu très jeune comme ambition de consacrer ma vie à la forêt et je m'orientai dès la fin du parcours scolaire obligatoire dans des études en technique forestière au Cégep de Chicoutimi. À l'image de Paul Provencher<sup>17</sup>, cet ingénieur forestier du milieu du siècle dernier qui utilisa sa profession pour renouer avec les pratiques ancestrales des Premières Nations et des trappeurs franco-canadiens, j'avais comme projet d'être une sorte de coureur des bois moderne. J'obtenus d'ailleurs mon diplôme de technicien forestier en 1989, ce qui me conduisit à travailler quelques saisons dans les camps forestiers de l'ouest canadien, en Colombie Britannique au cœur des montagnes rocheuses.

Mais le travail à l'intérieur de l'industrie forestière m'est rapidement apparu comme étant traversé de contradictions insoutenables. Ayant comme aspiration de pouvoir œuvrer dans la nature sans participer à sa destruction, j'ai rapidement perçu qu'un technicien forestier ne peut être qu'un outil de la grande industrie qui saccage, détruit

---

<sup>17</sup> Paul Provencher était un auteur très connu des chasseurs et des forestiers au Saguenay dans les années 1980. Voir en particulier :  
 PROVENCHER, Paul. 1973. *Guide du trappeur*. Montréal : Les éditions de l'homme.  
 PROVENCHER, Paul. 1974. *Le dernier des coureurs de bois*, Montréal : Les éditions de l'homme.

et ravage nos forêts. Le malaise que j'en éprouvais n'avait d'égal que mon inculture et mon incapacité à le nommer. Ne restait donc qu'un mal-être diffus et la difficulté de vivre qui l'accompagnait.

L'univers de l'industrie forestière avait toutefois ses bons côtés, fait d'amitiés réelles, d'aventures et de liberté. Le monde forestier canadien est un univers masculin, un monde de prolétaires sans culture, d'ex-prisonniers, d'immigrants, d'étudiants marginaux et de quelques aventuriers poètes.

C'est aussi dans ce contexte que j'ai rencontré et côtoyé de loin les premières nations amérindiennes. En Colombie Britannique, nous traversions à l'occasion des réserves et des villages amérindiens où régnait un désœuvrement impressionnant. Dans certaines réserves, tout semblait arrêté. À côté des caisses de bières ouvertes sur le capot des voitures, se trouvaient des gens couchés en état d'apesanteur, les visages ahuris, comme figés entre deux mondes.

Un jour, nous fûmes obligés de tuer un ours qui venait quotidiennement dans notre campement et qui avait même déchiré de ses griffes deux des tentes où nous dormions. À 4 hommes, nous parvînmes à cerner l'ours et un de nos compagnons l'abattit à l'aide d'une carabine de calibre 303. L'ours s'écroula après une course de 100 mètres et mit quelques minutes à mourir.

Nous transportâmes le cadavre de l'animal en prenant chacun une patte, pour réaliser rapidement que cet imposant cadavre allait être très encombrant. Ne sachant que faire avec lui, nous sommes allés chercher un amérindien dont le groupe se trouvait à proximité de notre camp forestier. Cet homme arriva en état d'ébriété avancé et dépeça l'ours à coup de tronçonneuse, en titubant la cigarette au bec.

Le portrait d'un indien saoul découpant un ours à la tronçonneuse au cœur d'une forêt rasée par l'industrie forestière, m'accompagna à mon retour au Québec. Le monde, la condition contemporaine et la condition humaine me remplissaient de questions. La

foresterie resterait peut-être un lieu me permettant de survivre financièrement, mais l'appel de la forêt se transformait clairement en quête de sens.

## **L'ANTHROPOLOGIE EN QUESTION**

Pour y répondre, je décidai de retourner aux études, non dans l'optique d'y faire carrière, mais plutôt pour combler ma soif de savoir et pour comprendre le monde et le mal qui y régnait. C'est ainsi que je décidai d'entreprendre des études universitaires en anthropologie à l'université de Montréal en 1990. L'anthropologie, m'avait-on dit, couvrait l'ensemble du phénomène humain, de l'archéologie des australopithèques en passant par nos cousins les primates, jusqu'à l'ethnographie des mondes urbains contemporains.

Les études en anthropologie furent en effet précieuses et libératrices, mais elles me laissèrent sur ma faim quant à l'essentiel. Le relativisme méthodologique de la discipline me paraissait épouser trop facilement une forme de relativisme moral qui accepte tout au nom du respect à la différence, et se transformer implicitement en justification du libéralisme et du laisser-faire typique de la culture américaine. Et cela d'autant plus que l'anthropologie avait visiblement perdu son objet d'étude traditionnel et était une discipline qui se cherchait. Le risque de la voir sombrer dans une forme de multiculturalisme relativiste et non critique, purement descriptif, m'apparaissait très important.

Existait-il des savoirs qui élèvent l'esprit? Comment accéder à l'essentiel? Qu'est-ce qu'une existence humaine digne de ses possibilités? Poser ces questions semblait interdit, puisqu'elles conduisaient à hiérarchiser les cultures et les savoirs. Ce renoncement à s'interroger sur les conditions d'une existence humaine digne et noble m'ébranlait et m'amena à m'éloigner de l'anthropologie.



Un livre vint réorienter mon questionnement et m'ouvrir un nouvel espace de déploiement; celui d'Alain Finkielkraut, qui venait d'écrire en 1987 un ouvrage intitulé « La défaite de la pensée ». En n'hésitant pas dès la première page de son livre à qualifier la grande Culture et la vie avec la pensée de « vie supérieure »<sup>18</sup>, l'ouvrage de Finkielkraut me frappa immédiatement par son étrange courage. Les évidences qu'il avançait étaient curieusement devenues presque inaudibles, quasi clandestines dans le milieu intellectuel universitaire que j'avais commencé à côtoyer. Finkielkraut réhabilitait une certaine hiérarchie, l'appel de l'excellence et de la grandeur, ainsi qu'un horizon de sens et de verticalité qui pouvait certainement effrayer l'égalitarisme idéologique de l'époque, mais qui secouait surtout l'apathie stérile du « tout vaut tout » qui s'annonçait comme l'horizon de l'après-guerre froide. Le relativisme culturel un peu facile qui régnait parmi les étudiants que j'avais côtoyés était secoué à sa racine.

Dans la foulée, je tombai sur un autre ouvrage à l'inspiration similaire, « L'âme désarmée : essai sur le déclin de la culture générale » d'Allan Bloom. Ce dernier mettait aussi le doigt sur la disparition de cet héritage qui avait pour vocation d'élever l'âme et il condamnait, dans une orientation similaire à celle de Finkielkraut, le relativisme général que l'on trouvait sur les campus universitaires américains de l'époque. *« S'il y a une chose dont tout professeur qui enseigne dans une université américaine peut être sûr, c'est que chacun de ses élèves, au moment où il entreprend des études supérieures, croit ou dit qu'il croit que la vérité est relative. (...) Le relativisme, leur a-t-on dit, est nécessaire à l'ouverture d'esprit ; et l'ouverture d'esprit est l'unique vertu que l'instruction primaire, depuis plus de 50 ans, s'est fixée de donner pour but aux élèves. La nouvelle doctrine éducative se veut donc ouverte à toutes les espèces d'hommes, à tous les styles d'existence, à toutes les idéologies. Il n'y a plus d'ennemi, excepté l'homme qui n'est pas ouvert à tout. La conséquence insuffisamment remarquée jusqu'ici de cette doctrine, c'est qu'il n'existe plus de terrain commun. L'ouverture était naguère la vertu qui permettait de rechercher le bien en se servant de la raison : voici*

---

<sup>18</sup> FINKIELKRAUT, Alain. 1987. *La défaite de la pensée*. Paris : folio essais, p.11

*qu'elle équivaut maintenant à l'acceptation de tout et à la négation du pouvoir de la raison.<sup>19</sup> »*

Ces lectures permettaient de s'orienter à un moment où l'horizon consumériste devenait le paradigme indépassable, alors que le relativisme de l'anthropologie m'apparaissait dans l'impossibilité de reconnaître réellement la situation où nous étions et empêchait surtout de la combattre. À tort ou à raison, tel était du moins mon impression. Dans l'univers consumériste mondialisé qui s'ouvrait, l'essentiel n'était plus à l'acceptation béate de tout et de tous, mais bien plutôt d'apprendre à discriminer, à juger et à critiquer l'insoutenable et l'avalissant, dans un esprit de tolérance critique.

Ce courage critique, je le retrouvais dans les ouvrages de Finkelkraut et de Bloom. Ces deux auteurs avaient certainement leurs angles morts et leur part d'ombre, mais ils véhiculaient néanmoins une dimension de verticalité, de courage et de désintéressement qui était complètement absente des institutions scolaires que j'avais subies. « *La vraie communauté humaine, c'est la communauté de ceux qui cherchent la vérité.*<sup>20</sup> » disait Alan Bloom. C'est la seule et unique communauté qui m'est toujours parue digne d'appartenance et c'est ainsi qu'inspiré par la force des livres de Finkelkraut et de Bloom, je décidai de quitter l'anthropologie pour me consacrer à la sociologie, plus à même - pensais-je à l'époque - de clarifier les méandres de notre civilisation et de son vide.

Au même moment, je tombai par hasard sur le livre de l'anthropologue Louis Dumont, « *Essais sur l'individualisme*<sup>21</sup> ». Il venait à point. Le relativisme était un individualisme et le constructivisme un subjectivisme. Si tout est « construit », comme on ne cessait de le dire à l'université, c'est que tout est relatif et que la

---

<sup>19</sup> BLOOM, Allan. 1987. *L'âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*. Montréal : Guérin, p.23.

<sup>20</sup> Op. Cit, p.10.

<sup>21</sup> DUMONT, Louis. 1983. *Essai sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris : Le Seuil.

« Vérité » ne repose sur aucune base ultime - ou plutôt qu'elle n'est plus nécessaire pour mener à bien son existence. Dans ce système où l'homme se pense comme fondement du réel, le risque de voir la subjectivité individuelle et le « moi » tyrannique avec ses goûts futiles et ses désirs changeants devenir l'unique critère de vérité, est bien réel. Je ne pouvais l'accepter, y percevant confusément une violence et une lâcheté envers toute forme de justice, de beauté et d'engagement réel. *« D'où vient donc la mesure qui permette de séparer l'acceptable de l'inacceptable ? »*, se demande le philosophe François Fédier. *« Si c'est par principe l'être humain qui décide de tout, est-ce qu'il y a quelque part encore une instance autre que l'arbitraire humain ? »*<sup>22</sup>

L'individualisme et le subjectivisme étaient donc au centre de ma nouvelle préoccupation et ils me serviraient de pont pour entrer au cœur de notre civilisation. Pour clarifier ma quête, une professeure de sociologie me conseilla de faire une comparaison entre l'œuvre de Louis Dumont et celle de Marcel Gauchet, qui venait de sortir un ouvrage dont le titre, « Le désenchantement du monde<sup>23</sup> », parlait de ce qui importe avec une force qui me séduisit immédiatement.

Je décidai donc de consacrer 2 ans de mon existence à ces deux auteurs et d'écrire un mémoire de maîtrise sur l'individualisme et l'humanisme anthropocentrique au département de sociologie de l'Université de Montréal, que j'intitulai : « Analyse des théories sociologiques de Louis Dumont et de Marcel Gauchet : contribution à une sociologie de la modernité. »

---

<sup>22</sup> FÉDIER, François. 2013. « Nazisme » IN *Le Dictionnaire martin Heidegger*. Paris : Cerf, p. 888.

<sup>23</sup> GAUCHET, Marcel. 1985. *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*. Paris : Gallimard.

## TRAVERSER LE NIHILISME

La conclusion de mon mémoire fut d'un pessimisme radical. La modernité technoscientifique, capitaliste et industrielle marquait la fin de la liberté. Notre dépendance au système technicien, transformé en nécessité vitale, nous empêchait désormais d'en sortir. La dépossession est radicale, l'impossibilité d'en sortir absolue et à peu près personne n'ose le voir, le nommer et l'affronter.<sup>24</sup> Telle était du moins ma conclusion qui, sur le coup, fut extrêmement libératrice. Oser dire ce que personne ne veut entendre et oser voir le réel que personne ne veut voir, voilà sans doute l'ultime libération.

Les approches de Dumont et de Gauchet m'avaient en outre permis d'identifier le rapport à la transcendance constitutive de toute société. La spécificité de la modernité reposant sur le fait que cette transcendance, cette « dette de sens », n'était pas située dans un ailleurs céleste ou dans le passé des ancêtres fondateurs, mais plutôt dans ces « ailleurs » que sont l'avenir, le progrès et l'action transformatrice.

Cet appel à tout transformer et à tout améliorer, cet artificialisme technique dont la vacuité m'obsédait depuis toujours, j'en avais identifié la racine dans cette « dette de sens » moderne qui nous condamnait au volontarisme prométhéen et à l'exploitation destructrice. Cet horizon moderne était au fond un nihilisme qui refuse toutes limites, un refus de la condition humaine et de sa finitude qui finirait logiquement par détruire la terre.

Je comprenais aussi enfin l'univers techno-industriel étouffant et ravageur du milieu

---

<sup>24</sup> Je rejoins ici Michel Houellebecq qui, dans « Les Particules élémentaires », dira même que nous sommes aujourd'hui techniquement inférieurs à l'homme de Néanderthal : « *Tous ces objets qui m'entourent, que j'utilise ou que je dévore, je suis incapable de les produire ; je ne suis même pas capable de comprendre leur processus de production. Si l'industrie devait s'arrêter, si les ingénieurs et techniciens spécialisés venaient à disparaître, je serais incapable d'assurer le moindre redémarrage. Placé en dehors du complexe économique-industriel, je ne serais même pas en mesure d'assurer ma propre survie : je ne saurais comment me nourrir, me vêtir, me protéger des intempéries ; mes compétences techniques personnelles sont largement inférieures à celles de l'homme de Néanderthal.* » (HOUELLEBECQ, Michel. 1998. « *Les Particules élémentaires* ». Paris : Flammarion.)

forestier que j'avais quitté, qui n'était qu'un des nombreux visages de ce monde de plus en plus technicisé, planifié, géré, normé et en voie de planétarisation.

C'est ainsi qu'après ce mémoire, mon aventure universitaire semblait close. Je ne voyais pas de raison de la poursuivre. J'avais cerné et compris l'objet de ma quête ; le nihilisme, que je définissais comme étant le refus de la condition humaine et de sa finitude, le refus de ce qui est, bien que je ne savais pas encore clairement comment incarner cette posture dans le monde.

À cela s'ajouta rapidement le fait qu'avec ce mémoire en poche, je fus - comme la plupart des diplômés en science sociale - rapidement confronté à la violence du marché du travail. Il n'y avait pas d'emploi ou de sources de revenu à l'horizon et la poursuite de la carrière universitaire avec le doctorat m'apparaissait tout aussi hasardeuse et mensongère que le reste.

L'entente métapolitique de notre condition contemporaine, aussi libératrice fût-elle, se frappait au mur du réel. L'excellente formule de Michel Clouscard lancée dès 1973: « *tout est permis, mais rien n'est possible* »<sup>25</sup>, pour caractériser ce « capitalisme du désir » et ce mélange d'hédonisme individualiste et de consumérisme jovial amenés par la révolution soixante-huitarde, exprimait bien le sentiment dominant du début des années 1990 à Montréal, pour ceux qui entraient dans la vie active.

Face au « mur » et dans l'espérance de trouver un jour une voie de sortie, je me suis réfugié temporairement derrière le seul endroit viable après avoir tâté quelques petits boulots manuels aliénants en industrie : une librairie de livres usagés. J'ai ainsi travaillé au Colisée du livre sur la rue Berri à Montréal, une librairie de livres usagés où, à ma guise, j'ai pu passer un an et demi derrière un comptoir caisse, entre deux

---

<sup>25</sup> CLOUSCARD, Michel. 1973. *Néo-fascisme et idéologie du désir : Mai 68 : la contre-révolution libérale libertaire*. Paris : Delga.

clients, à approfondir Nietzsche, Rilke, Mircéa Éliade, Émile Cioran et la Bible, ainsi que plusieurs poètes modernes.

Bien que ces années postuniversitaires en librairie fussent précieuses, voire même libératrices, je ne pouvais me projeter dans cette vie pour encore très longtemps.

## **LA FUITE SANS FRONTIÈRES**

C'est alors qu'une voie insoupçonnée se présenta lentement à moi. Quatre de mes amis avec qui j'avais travaillé en forêt dans les camps de plantation de la Colombie Britannique étaient partis pour Médecins Sans Frontières entre 1993 et 1995. Ils avaient été engagés comme logisticiens, sorte d'hommes à tout faire qui coordonnent l'organisation matérielle des missions humanitaires.

C'est l'expérience en forêt en campements éloignés qui leur avait permis d'entrer à MSF et ils m'avaient mis en contact avec leur petit bureau montréalais, situé au carré Saint-Louis à Montréal. J'y allais de temps en temps, heureux de rencontrer des gens qui paraissaient un peu plus libres que la moyenne et qui étaient surtout parvenus à fuir le fatidique et aliénant métro-boulot-dodo pour une vie d'aventures.

En outre, les fêtes au bureau MSF de Montréal étaient sympathiques, même si le décor du bureau trahissait l'esprit technicien, utilitaire, froid et sans âme de cette curieuse organisation qui ne m'inspira rien de particulier au départ. Pour toutes ces raisons autres qu'humanitaires, j'y suis devenu bénévole, aidant à l'organisation matérielle de quelques petits événements.

C'est lors d'une de ces rencontres improbables au bureau MSF de Montréal que j'ai croisé une responsable des ressources humaines de Paris, en visite à Montréal pour quelques jours. Vu mon parcours atypique de forestier/universitaire et la bonne réputation des Québécois en mission humanitaire, elle m'invita à postuler comme

logisticien pour l'organisation; ce que j'acceptai sans trop réfléchir. L'entretien d'embauche fut bref et direct : je fus engagé sur le champ.

Est-ce que je voulais partir en Afrique avec cette organisation ? Je n'en savais strictement rien. Mais pourrais-je passer ma vie entière derrière le comptoir d'une librairie de livres usagés ? Ou courir de contrats précaires en contrats précaires ? Ou tout simplement me fondre au sein de l'horizon consumériste abrutissant comme semblait le souhaiter la grande majorité de mes contemporains ? De cela, je doutais fortement.

Quatre mois après avoir passé l'entrevue au bureau MSF de Montréal, je reçus un coup de téléphone de Paris. J'appris que je partais pour le Zaïre la semaine suivante, pour un poste de 6 mois comme logisticien construction. Là-bas, je serais le responsable logistique de la mise en place d'une nouvelle mission en brousse et de la construction/réhabilitation de deux hôpitaux consacrés à la maladie du sommeil.

Je ne connaissais pas la maladie du sommeil, je n'avais jamais construit d'hôpital et encore moins mis en place une mission humanitaire. L'énormité de la tâche annihilait toute forme d'angoisse et j'allai d'un pas certain annoncer ma démission au responsable de la librairie où je travaillais.

Comme le dit Patrick Wagner dans son récit « Davai ! Du lac Baïkal aux plages de Ko Chang » : « *Peut-on se satisfaire d'une existence fabriquée « en série », dans un monde de plus en plus uniforme ? Progrès du nivellement, esprit grégaire. N'est-il pas sage au contraire de vouloir connaître ses limites comme celles d'un continent ? De s'évader de nos sociétés bourgeoises, citadines, épuisées.*<sup>26</sup> »

---

<sup>26</sup> WAGNER, Patrick. 2015. *Davai ! Du lac Baïkal aux plages de Ko Chang*. Paris : Les éditions des Paraiges, p.187.

C'est dans cet état d'esprit et sans trop savoir ce que je faisais, que je pris l'avion pour Paris quelques jours plus tard et que j'aboutis dans le grand bureau parisien hypermoderne de MSF, un matin pluvieux d'avril 1996.



## CHAPITRE 2 : ENTRER À MSF

*« Dans la tradition américaine du discours de graduation de fin d'étude universitaire, il est coutumier de dire : « go out and change the world ». Si on m'invitait à tenir un discours similaire, je dirais aux étudiants, s'il vous plait ne partez pas pour changer le monde. Le monde ne peut plus supporter ces Américains de bonne volonté qui partent changer le monde. S'il vous plait, retournez dans votre petite ville de naissance et faites de votre petite ville une meilleure place. »*

William Cavanaugh

Dans l'univers de Médecins Sans Frontières de la fin des années 1990, le siège parisien de l'organisation possédait une réputation d'arrogance et de relative indifférence envers son personnel expatrié. Les salaires y étaient pratiquement deux fois moins élevés que ceux du siège MSF de Genève par exemple et sa politique RH était beaucoup moins conciliante et humaniste que celle d'Amsterdam, de Genève ou de Bruxelles. Sa priorité était l'action humanitaire efficace, et toute son attitude globale en découlait.

C'est un constat similaire qui s'est imposé à moi dès mes premiers pas dans ce fameux bureau fondateur du Sans frontiérisme contemporain. Les secrétaires de l'entrée et le personnel MSF y étaient dans un affairément impressionnant, typique de l'attitude parisienne, mais avec un zeste de justification urgentiste supplémentaire qui venait légitimer ce speed surprenant.

On m’invita à m’asseoir dans la salle d’attente au rez-de-chaussée et, après de longues heures d’attente, la responsable des ressources humaines pour le Zaïre est venue me chercher.

## **UNE CULTURE D’ENTREPRISE**

Je débutai mon entrée à MSF par un briefing au département des ressources humaines, qui me fit constater rapidement que l’univers humanitaire avait son vocabulaire propre, complètement inaudible pour le non-initié que j’étais à l’époque. « Sitrep », « IDP », « NFI », « staff nat », « volontaire » et bien d’autres termes qui, tous, renvoyaient à une manière d’agir et de se rapporter au monde qui m’était complètement étrangère.

Je réalisai aussi que la division des tâches au bureau MSF était très prononcée. Les départements étaient divisés en zones séparées par blocs de bureaux et par étages; l’administration, les ressources humaines, la logistique, le département médical, les opérations et même la « communication », sorte de « marketing » humanitaire qui mettait de l’avant des narratifs et des images dont le but évident était d’accrocher l’attention du public. Tout cet ensemble se rapprochait beaucoup plus de l’entreprise privée de grosse taille ou de la multinationale, que des images habituelles de simplicité et d’approximation que renvoie spontanément le milieu « associatif » ou « humanitaire ».

Je découvrais avec hébétude l’ampleur matérielle et logistique de l’organisation dans laquelle j’entrais et l’attitude bureaucratique, organisationnelle et industrielle qui l’accompagnait forcément. Présent dans plus de 70 pays, MSF dispose par exemple d’énormes entrepôts, pensons à ceux de Dubaï ou de Bordeaux, qui fonctionnent exactement de la même manière que ceux de grandes multinationales comme Ikea ou Amazon. De fait, au niveau de l’organisation du travail, il n’y a désormais plus aucune différence de gestion entre une « boîte » humanitaire et toute autre « boîte » privée. On trouve les mêmes discours, les mêmes « processus » et la même organisation

technocratique, la même compartimentation et organisation du travail, la même « communication » faite par des experts en marketing, les mêmes « conseillers » en « ressources humaines », et surtout, ce qui est encore plus curieux, on trouve le même discours sur la « croissance ».<sup>27</sup>

On m'expliqua aussi que j'étais un « volontaire », terme qui ne signifiait à peu près rien pour moi à l'époque. Du reste, comme j'allais recevoir un salaire similaire à celui que j'avais à ma librairie montréalaise, ce terme de « volontaire », toujours utilisé pour parler des expatriés qui partent en mission avec l'organisation, m'est resté longtemps très flou.

Concrètement, le statut de « volontaire » implique que l'expatrié soit nourri, logé et blanchi, possède une couverture sociale et reçoit une indemnité mensuelle qui lui est versée directement dans son compte en banque personnel. Pour les Canadiens, cette indemnité varie aujourd'hui entre 2500\$ à 7000\$ /mois pour MSF.<sup>28</sup> Le volontaire reçoit aussi sur le terrain un « per diem », montant variant de 500\$ à 1000\$ par mois, et qui sert à couvrir les menus frais de vie (tabac, restaurant, etc.). Ce « per diem » reste très ambigu, ne serait-ce que parce que ce montant personnel pour « menus frais de vie » excède de beaucoup le salaire mensuel que reçoit le personnel local MSF. Ainsi, un volontaire qui reçoit par exemple 900\$ pour ses cigarettes et autres petites dépenses, se retrouve souvent à côtoyer quotidiennement un infirmier local africain qui travaille pour la même organisation, mais qui gagne un salaire de 150\$ pour faire vivre une grande famille de plusieurs personnes.

Comme l'a bien vu l'anthropologue Peter Redfield, cette catégorie de « volontaire » est traversée de paradoxes inhérents à la mondialisation contemporaine et

---

<sup>27</sup> À l'instar du système économique, l'entreprise humanitaire doit croître parce que, comme le répétait à satiété le directeur de Médecins Sans Frontières/Suisse en 2010, « ce qui ne croît pas meurt ».

<sup>28</sup> Il s'agit ici du salaire canadien pour un expatrié dont le port administratif d'attache est le siège de MSF Canada. Les salaires MSF diffèrent en fonction du niveau de vie du pays où l'expatrié est enregistré. Un expatrié suisse reçoit par exemple presque le double du salaire d'un expatrié canadien ou français. Un expatrié africain doit être affilié à un siège européen et reçoit donc un salaire européen (français, suisse, espagnol, belge ou hollandais).

« d'injonctions paradoxales » propres à l'univers postcolonial. Quoi qu'on fasse pour en sortir, l'entreprise humanitaire reste prisonnière de ces injonctions paradoxales. Même une question anodine comme le salaire des volontaires expatriés à MSF ne peut avoir de réponse simple, rappelle Redfield. Par exemple, un médecin expatrié américain perd de l'argent en travaillant pour MSF en comparaison du salaire qu'il percevait aux USA, alors que le même montant donné à un médecin expatrié camerounais multiplie son salaire par 5 ou par 10. Malgré les meilleures intentions qui animent les secouristes et les efforts réels que fait l'organisation pour « décoloniser » cette réalité, MSF reste prisonnier et participant de cette logique inhérente aux rapports de force inégalitaires de l'univers mondial contemporain.

Le statut de volontaire est ainsi traversé de paradoxes insolubles, qui sont aussi l'expression de rapports de force ou d'inégalités structurelles mondiales à clarifier. Comme l'a bien analysé Didier Fassin, symboliquement - et probablement de manière inconsciente - la catégorie de « volontaire » est aussi un statut qui permet de faire une distinction claire entre deux types d'humanités : une première qui peut se consacrer à sa tâche sans aucune préoccupation matérielle et la seconde, subalterne, qui est celle d'exécutant et de salarié, et qui fait aussi partie de la population « aidée ». <sup>29</sup>

Le célèbre fondateur du sans frontiérisme Bernard Kouchner l'a déjà implicitement reconnu dans son livre « Le malheur des autres » ; la catégorie de « volontaire » correspond en quelque sorte à une espèce de « caste » avec privilèges, une « aristocratie du risque » dont la signification politique et concrète est loin d'être claire. <sup>30</sup> « *Sur quelles ententes les volontaires de l'humanitaire fondaient-ils leur travail commun? Ils étaient plus différents que semblables et s'ils poursuivaient un temps*

---

<sup>29</sup> FASSIN, Didier. 2010. « Une humanité inégale. L'assistance aux victimes de conflits » IN « *La raison humanitaire.* » Paris : Gallimard, p. 285.

<sup>30</sup> À noter que toutes les ONG ne proposent pas systématiquement ce statut de « volontaire » à leurs expatriés. De petites ONG fonctionnent par « bénévolat » ou par « stage », mais les grosses ONG qui composent l'essentiel de l'humanitaire professionnel, comme MSF, MDM, Action contre la faim, Concern, CARE et bien d'autres, donnent presque tous à leurs expatriés un statut de volontaire. La plupart des grosses ONG offrent en outre une indemnité financière de beaucoup supérieure à celle que donne MSF.

*ensemble leur chemin d'aventure, c'était avant tout pour pouvoir profiter de cette organisation rationnelle du frisson... Un soir de fatigue au Biafra, nous avons inventé cette apostrophe ironique, raccourci, parabole qui relativisait l'engagement et que nous devions reprendre, dans les pires situations comme dans les plus bouffonnes, du désert du Tibesti aux hauts plateaux des Méos : "dire que tout de suite, il y a des gens qui changent au métro Châtelet..." ... Ainsi, malgré nos ironies et nos doutes, nous avons créé une aristocratie du risque.<sup>31</sup> »*

Avec ce briefing parisien, je commençais également à réaliser que ce n'est pas uniquement l'Afrique que j'allais découvrir, mais aussi et surtout l'univers de la mondialisation, ainsi que celui des humanitaires avec sa symbolique, son langage, ses valeurs et ses références. Je plongeais également dans la culture française et européenne avec sa hiérarchie, son passé colonial et le traumatisme des deux grandes guerres mondiales qui teintaient fortement la manière d'être et de travailler de ces gens que je commençais à côtoyer. Ceci contrastait fortement avec l'attitude nord-américaine pragmatique, optimiste et conciliante dans laquelle j'avais baigné depuis toujours.

Je reçus par la suite un court briefing sur la situation politique du Zaïre, donné par le responsable des opérations pour mon pays. Le Zaïre – nommé depuis 1997 « République Démocratique du Congo » - est un grand pays, d'une superficie de 4 fois la France (le deuxième plus vaste de l'Afrique), à l'histoire coloniale complexe et violente. Nommé « Congo Belge » pendant la période coloniale, le pays est aujourd'hui une constellation de plus d'une centaine d'ethnies. La langue officielle est le français, même si quatre autres langues se partagent le statut de langues nationales (le kikongo, le lingala, le tshiluba et le swahili) et que la majorité de la population évolue dans l'une de ces langues locales.

---

<sup>31</sup> KOUCHNER, Bernard. 1992. *Le malheur des autres*. Paris : Odile Jacob, p. 324.

Les frontières du Congo ont été déterminées à l'issue de la conférence de Berlin de 1885, moment où le pays fut donné à Léopold II, roi de Belgique, qui en fit sa possession personnelle et privée. Très riche en matières premières, le pays fut pris dès le départ dans le réseau du commerce mondial. Le travail forcé pour la récolte du caoutchouc et les multiples violences qu'il entraîna au début de la colonie ont marqué fortement la population et ont donné lieu à une importante littérature critique sur le colonialisme, l'impérialisme et le racisme<sup>32</sup>.

Des tensions apparaissent dès l'indépendance du pays en 1960, avec un mouvement sécessionniste au Katanga qui donna lieu à l'une des premières interventions des Casques Bleus onusiens de l'histoire. Après l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba en 1961, seul homme politique de ce niveau à avoir été élu démocratiquement au Congo, Mobutu Sese Seko prend le pouvoir, qu'il détiendra jusqu'en 1997. En 1971, il baptise le pays du nom de « Zaïre ».

La détérioration du pays sous Mobutu était reconnue de tous, surtout au niveau des infrastructures qui furent laissées à l'abandon - à l'exception notable de la ville natale de Mobutu et de ses pourtours - mais le pays était dans une paix relative depuis les années 70. Parmi les problèmes répertoriés au Zaïre par l'Organisation mondiale de la santé, figurait le retour de la maladie du sommeil, qui avait été pratiquement éradiquée par les Européens en période coloniale, mais qui était en train de réapparaître. L'OMS s'en inquiétait et quelques petits projets internationaux dédiés à la maladie du sommeil redémarraient lentement dans le pays. C'est dans ce contexte que MSF avait décidé de s'impliquer au Zaïre. Ce positionnement était aussi stratégique. On prévoyait que la situation du Zaïre allait s'envenimer dans les années à venir et une présence sur place de l'organisation humanitaire allait faciliter les interventions d'urgence en cas de crise importante.

---

<sup>32</sup> Pensons entre autres à l'ouvrage sur le Congo du Polonais Joseph Conrad paru en 1889, « Au cœur des ténèbres », qui ébranla les certitudes civilisatrices de nombreux Européens.  
CONRAD, Joseph. 1989. *Au cœur des ténèbres*. Paris : Éditions Aubier-Montaigne.

Le reste de mon entretien de briefing, je le passai avec le responsable logistique en charge du Zaïre et de quelques autres pays. J'allais réhabiliter deux hôpitaux, être en charge d'une équipe d'environ 50 ouvriers zaïrois que j'engagerais sur place, faire venir du matériel de l'entrepôt logistique MSF de Bordeaux et mettre en place la maison et le bureau de l'équipe d'expatriés qui arriveraient un mois après moi. L'équipe de volontaires expatriés serait composée de deux infirmières, d'un médecin et d'un administrateur, en plus du logisticien construction que j'étais. J'avais ainsi un mois pour organiser la maison/bureau pour les accueillir et trois mois pour réhabiliter un hôpital, aidé à distance par le responsable logistique de Kinshasa, qui m'accompagnerait sur place la première semaine.

Le lendemain matin, je me rendis au bureau MSF pour chercher mon billet d'avion et pour finaliser les dernières formalités. Une feuille de sécurité m'informait des règles de comportement à adopter à l'aéroport de Kinshasa. Le Zaïre de Mobutu Sese Seko était à l'époque un des pays les plus bouillonnant et anarchique de la planète, un des seuls - si ce n'est le seul - où la simple arrivée à l'aéroport se transformait en sport de combat. Du moins, c'est ainsi qu'on me présenta la chose. On me prévint que dès l'atterrissage, on allait m'arracher mon passeport et que j'allais être emporté par un mouvement de foule et de militaires. Il ne fallait pas s'en faire, garder son calme et donner son passeport au premier venu qui le demandait à la sortie de l'avion. Un membre du personnel local de MSF se chargerait des procédures et des formalités nécessaires, et je retrouverais mon passeport et mes bagages par la suite.

### **KINSHASA : DES BIDONVILLES À LA VILLA CLIMATISÉE**

Je me dirigeai vers l'aéroport Charles de Gaulle, puis j'embarquai dans un vol direct Paris-Kinshasa. Après 8 heures de vol, j'atterris à Kinshasa. À l'ouverture des portes de l'avion, une chaleur bruyante envahit l'espace. L'agitation était totale et on me prit en effet mon passeport brusquement dès la sortie de l'avion sur le tarmac de l'aéroport, comme indiqué dans le plan de sécurité de MSF. Je fus immédiatement

happé dans une foule de passagers, de militaires armés et de quidams qui hurlaient de manière incompréhensible. Curieusement, une détente réelle et vaguement humoristique accompagnait cet impressionnant brouhaha, sans doute parce qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de se laisser porter par la foule. Une fois à l'intérieur de l'aéroport, je fus pris en charge par un Congolais membre du personnel local MSF, qui m'attendait avec une pancarte au logo de MSF portant mon nom. Je récupérai mes bagages et mon passeport après quelque temps grâce à lui et nous nous dirigeâmes vers la maison MSF.

Dans le trajet qui séparait l'aéroport de la maison MSF, nous avons traversé les bidonvilles de Kinshasa. Une foule grouillante et vivante s'activait. J'y voyais des baraquements de tôles et de planches, de vieux pneus, des petits commerces artisanaux, des salons de coiffures pour femmes, des feux de bois allumés ici et là, des femmes tout en couleurs, mais surtout une vivacité et une énergie que je n'avais encore jamais rencontrées. Tout à mon émerveillement, j'en oubliai presque que j'étais venu ici en tant que « logisticien » pour « MSF ».

Après 40 minutes à traverser Kinshasa, l'arrivée à la maison des MSF fut très surprenante. MSF avait 2 maisons de résidence pour les expatriés, situées au cœur du « compound américain », un riche quartier fermé, clôturé et bien gardé, avec courts de tennis et piscines creusées, où de riches demeures climatisées bordées de palmiers et de belles cours arrière, nous plongeaient dans un univers complètement différent de celui que je venais de parcourir en traversant Kinshasa. La maison MSF était de plus meublée avec goût et avec les dernières commodités modernes. On m'installa gentiment dans ma chambre et je pus me reposer jusqu'au lendemain matin.

Au réveil, je me dirigeai spontanément à l'extérieur de la maison, avide d'en connaître plus sur ce nouveau pays et sur ce curieux compound américain où résidait les MSF. Je parlai spontanément au garde à la porte, qui était en discussion avec une jeune Zaïroise. J'y appris qu'il travaillait pour MSF depuis 9 mois. Il se plaignit de son salaire



de 90 \$/mois avec un peu d'humour, tout en poursuivant la conversation de manière enjouée, ne cessant de m'appeler « patron » à tout bout de champ.

Une voiture MSF est venue me chercher en fin de matinée et je me rendis au bureau MSF de Kinshasa pour un autre briefing, en retraversant les zones populaires que j'avais vues la veille. Le bureau MSF était situé dans un quartier moins huppé que les résidences du compound américain. Il était divisé en six parties : quatre bureaux pour les coordonnateurs, une cuisine-salle à manger et une petite salle avec tables et chaises, qui servait pour les réunions d'équipe. Dans la cour arrière, il y avait quelques hangars aux rangements impeccables, où se trouvait le stock logistique et mécanique. On y trouvait une imposante quantité de pièces de rechanges pour véhicules, un atelier mécanique dernier cri, des bidons de plastique en grande quantité, des tuyauteries diverses et une quantité importante de boîtes de carton portant le logo MSF. Ces hangars parlaient implicitement du grand sérieux qui était mis à la logistique et à l'entretien des voitures et des Toyota Land Cruiser tout terrain. Ces dernières étaient toutes neuves et bien entretenues. J'appris ici que MSF se débarrassait de ses véhicules dès qu'ils passaient les 100 000 km. Pour des raisons de sécurité évidentes, ce choix était fort légitime. Il n'empêche que le contraste avec les véhicules dégingués des locaux ou l'absence de véhicules des ministères, faisait apparaître clairement la puissance financière et matérielle de l'organisation humanitaire.

## **LA RELATION AUX POPULATIONS LOCALES : MÉFIANCE ET SUSPICION**

Au bureau MSF, l'organisation du travail et la hiérarchie qui en découlait frappait d'emblée. Les Zaïrois étaient ici au service du projet des expatriés et ceci tenait lieu d'évidence in-questionnable et in-questionnée. C'était, ici, un ordre qui allait de soi, pour les locaux comme pour les expatriés. Le terme le plus utilisé pour parler des employés locaux était celui de « staff national » et l'expression était souvent réduite à sa plus simple expression de « staff nat ». Les expatriés étaient les cadres et les

coordinateurs, le personnel local était les exécutants. La différence de salaire entre les locaux et les expatriés était conséquente : de 1 pour 20 à 1 pour 40. Ceci était justifié par le niveau de salaire au Zaïre, MSF devant demeurer dans les limites respectables des normes du travail local. À cela, s'ajoutait un per diem pour menues dépenses de 600\$ pour les expatriés qui, comme spécifié plus haut, correspondait à près de 7 fois le salaire d'un garde de maison, et à plus de 5 fois le salaire d'une infirmière locale.

C'est dans ce contexte que je reçus mon premier briefing local et que j'appris aussi les hiérarchies internes aux expatriés de l'organisation. D'entrée de jeu, je reçus un « briefing sécurité » qui s'ouvrit avec cette question : « que faire lorsque l'on frappe accidentellement en voiture un enfant ou une personne qui traverse la route » ? Soupçonnant qu'il n'y avait pas de service d'ambulance organisé au Zaïre, je répondis machinalement qu'on devait prendre la personne blessée avec soi pour la conduire ensuite à l'hôpital le plus proche. La naïveté de ma réponse fit sourire mon supérieur expatrié, qui déclama : « Tu es mort ! », en me montrant des photos de lynchages publics tirés d'un vieux journal local. Ma formation d'anthropologue m'avait habitué aux narratifs qui choquent et déplacent, mais je ne me doutais pas que les lynchages publics étaient aussi fréquents que le disais mon supérieur hiérarchique et quasiment systématique lors des accidents de voiture impliquant une personne blessée. En cas d'accident sur la route, le premier réflexe à avoir était donc à l'opposé de l'obligation d'assistance aux blessés que nous avons dans une situation similaire en Occident. Au Zaïre, il fallait s'empresse de fuir, sous peine d'être lynché par la foule.

Ma réponse spontanée sur les accidents de voiture confirmait mon statut de néophyte ou plutôt de « première mission ». Pour les expatriés, ce statut de « première mission » correspond à un niveau pré-initiatique qui confère à celui ou celle qui le possède non pas tant un statut d'apprenti, mais plutôt celui de méfiance généralisée. L'expression « c'est une première mission » chez MSF, se transformant souvent en synonyme « d'incapable » ou de « pas encore intégré à l'organisation », ce qui est vrai la plupart du temps d'ailleurs.

La culture de travail de l'organisation nécessite en effet quelques mois de pratique avant d'être bien acquise. Elle ne va pas du tout de soi. Être plongé en Afrique centrale dans un pays où couve une guerre civile réelle ou fantasmée, impose en effet un savoir-faire précis et bien rodé, me disait-on. Lorsque tout explose, il importe d'avoir des repères stables et de savoir où s'accrocher. L'humanitaire le fait en s'appuyant sur un système de règles, de techniques, de procédures, de guidelines et de hiérarchies bien fixés, qui rappelle l'organisation militaire avec ses échelons de commandements et son respect de la hiérarchie.

En pays étranger, le premier réflexe pourrait être aussi de demander aux populations locales ce qu'elles pensent et ce qu'elles veulent. Une telle attitude est stoppée dès la première tentative. L'expérience acquise par l'organisation nous fait vite sentir que demander l'avis de la population est faire preuve d'une naïveté que seul un « première mission » peut encore avoir.

Une importante littérature critique analyse aujourd'hui ce rapport aux populations locales typique de l'humanitaire d'urgence, et cela au sein même de MSF. Par exemple, dans un mémoire de maîtrise datant de 2009 et consacré à « *la responsabilité des humanitaires envers leurs populations cibles* », Jean-Marc Biquet, chargé de recherche à Médecins Sans Frontières/Suisse, fait part des difficultés et de la quasi impossibilité pour les travailleurs humanitaires expatriés de concevoir le sujet de l'aide, la victime, comme un être pouvant participer, choisir ou avoir une voix dans le déploiement de l'assistance lui étant adressée.<sup>33</sup>

---

<sup>33</sup> C'est à travers la notion d'« *accountability towards Beneficiaries* », un terme emprunté à l'univers de l'économie, que Jean-Marc Biquet (et Médecins Sans Frontières) se penche sur cette question depuis quelques années : « *Le concept «accountability towards Beneficiaries» est très en vogue dans le milieu humanitaire et académique en lien avec le dispositif de l'aide. Pourtant, interrogés sur ce concept, les travailleurs humanitaires MSF rencontrés au Tchad, dans un premier réflexe, renversent la question à l'interrogateur: « cela veut dire quoi exactement ?* »

BIQUET, Jean-Marc. 2009. *Accountability Towards Beneficiaries ou De la responsabilité des humanitaires envers leurs populations-cibles*. Université Jean Moulin Lyon III. Faculté de Droit, p.7.

L'idée même de « rendre des comptes » aux populations objet de l'intervention humanitaire demeure encore une idée extrêmement floue, voire pratiquement inaudible pour la plupart des travailleurs humanitaires expatriés de Médecins Sans Frontières, comme le montre ce mémoire de Jean-Marc Biquet.

À ce paradigme inégalitaire et instrumental envers les locaux, s'ajoutait au Zaïre de 1996 la grande méfiance qu'inspirait la population locale aux expatriés MSF de Kinshasa. Le vol, l'escroquerie et l'arnaque des locaux étaient, au Zaïre de l'époque, une obsession que l'on nous transmettait rapidement. À tel point que 3 jours à peine dans le pays suffisaient pour comprendre que « les Zaïrois sont tous des voleurs ». Même le siège de Paris s'inquiétait de cette attitude jugée « raciste » de ses expatriés expérimentés au Zaïre, venant ici conforter les impressions que pouvait avoir une « première mission » face à tant de méfiance affichée ouvertement.

La suite de mon expérience africaine m'apprit néanmoins que mon angélisme devait s'armer d'une dose de réalisme. Les différentes tentatives de vol du personnel local étaient bien réelles et même fréquentes. Et si je les interprétais différemment que la majorité des expatriés, étant plus détaché de l'organisation et de ses aspirations que ne l'étaient la plupart d'entre eux, il n'en demeurait pas moins que nous devons composer avec cette réalité. Mon engagement futur dans l'humanitaire me permettra de clarifier cette question sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Ajoutons quand même ici, pour nuancer ce qui est dit plus haut, que la mission et le type de travail inhérent aux organisations humanitaires sont propices à ce type de méfiance et de distance envers les locaux. Dès ce premier briefing par exemple, on m'expliqua qu'afin d'éviter une trop grande proximité avec les logiques et les façons de faire locales - qui sont souvent corrompues et violentes - MSF demande qu'un expatrié ne reste jamais plus de 2 ans au même endroit, la durée moyenne de la plupart des contrats étant d'environ 6 mois. On m'expliqua qu'au-delà de 2 ans de présence dans un pays, cela nous rend très familier avec ce dernier et nous fait accepter et prendre comme allant de soi des situations qui devraient plutôt nous

indigner. Afin de garder l'indignation humanitaire pure et libre de « valeurs locales », l'organisation préconise ainsi une certaine distance d'avec les locaux.

À cela s'ajoute le fait que les interventions en contexte de guerre se déroulent la plupart du temps en milieux hautement politiques, où la distinction amis/ennemis est portée à son paroxysme. Toute une tradition humanitaire voit donc logiquement dans l'extériorité au contexte, la condition même d'une action impartiale et neutre de la part des secouristes. En ce sens, la distance d'avec les populations locales est en quelque sorte inscrite dans « l'ADN » humanitaire et constitutive de sa manière de se déployer dans le monde. Cela, nous le comprenons tous dès les premiers moments de vie en projet humanitaire, ne serait-ce que par la distance physique rencontrée dès les premières journées de missions (quartiers résidentiels luxueux, restaurants dispendieux, etc.).

Les arguments avancés pour justifier la séparation expatriés/locaux me convainquit par leur logique. Il est vrai par exemple que l'on s'habitue rapidement à des situations qui, vues d'Europe ou d'Amérique du Nord, sont très violentes ou inacceptables. Il est vrai aussi qu'une distinction claire entre secouristes et locaux participe de l'aspiration à la neutralité, sans laquelle il serait difficile d'évoluer dans les contextes de guerres. Mais je gardai spontanément une aversion quant à la distance que prenait l'organisation d'avec les populations locales. L'impression prégnante que nous étions en mission pour l'humanitaire, et non pas pour les populations aidées, m'habita dès le départ. D'autant plus que ce que je voyais autour de moi après ces quelques jours dans le pays ne correspondait pas du tout à l'image que renvoyaient les expatriés expérimentés que je côtoyais.

Je me retrouvais en effet au Zaïre, dans un pays au niveau de sécurité important, qu'on me disait proche de la guerre civile, travaillant pour une organisation humanitaire d'urgence, dans une ambiance où le rire, les danses, la spontanéité et les fêtes me paraissaient à première vue beaucoup plus joyeuses et agréables, voire « paisibles » que ne pouvait l'être, par exemple, le hall d'entrée du bureau de MSF à Paris.

## L'URGENCE COMME IDÉOLOGIE

Ce qui nous amène au second point du briefing, sur lequel on mit beaucoup d'emphase; MSF est une organisation d'urgence. L'organisation se présente, se vit et se construit comme une organisation « d'urgence ». En ce sens, elle se doit d'être efficace et l'efficacité impose une forme d'organisation qui laisse peu de place à l'improvisation, à l'écoute et à l'accueil de ce qui sort d'un cadre prescrit. L'imposante logistique de MSF qui saute aux yeux dès l'arrivée est là pour témoigner de l'importance accordée à la logistique et à la réponse efficace. En soi, cela ne pose pas problème, mais encore faut-il que le contexte y soit accordé. Dans le cas précis de cette première mission, rien ne laissait transparaître une « situation d'urgence » et la nécessité d'une imposante logistique.

Historiquement, MSF s'est construit dans les camps de réfugiés. Dans les années 1980, MSF était présent dans les principaux camps de réfugiés du monde : Honduras, Salvador, Nicaragua, Angola, Malawi, Mozambique, Zimbabwe, Zambie, Éthiopie, Somalie, Afghanistan, Vietnam, Laos, Cambodge. Le savoir-faire de l'organisation : épidémiologie, vaccin, logistique etc., s'est élaboré dans ce contexte. Tout un dispositif de travail (division des tâches, organisation, hiérarchie, etc.) a donné naissance à une véritable culture d'entreprise qui se caractérise par une posture urgentiste et une entente de l'action où l'efficacité prime sur le reste. Cette culture de l'urgence prédomine toujours, malgré le fait que nombre de projets n'y correspondent plus.

Nous avons tous une représentation de « l'urgence » stéréotypée et commune, celle que nous partageons ne serait-ce qu'en regardant les informations à la télévision : des bombes, des réfugiés en fuite et en haillons, des enfants maigres ou mourants, des femmes en détresse et des militaires violents. Voilà à peu près ce que je pensais de « l'urgence ».

Mais le Zaïre m'en paraissait très éloigné. J'y voyais des gens rieurs et sympathiques, pauvres et débrouillards, dans un pays où les infrastructures en lambeaux n'avaient

pratiquement pas été retouchées depuis la période coloniale, mais rien de ce qui correspondait à la dramaturgie qui m'était racontée.

Nous touchons ici à une des premières ambiguïtés de l'humanitaire contemporain. La plupart des interventions « d'urgence » de Médecins Sans Frontières (on pourrait facilement avancer un pourcentage de 80% des opérations) sont de facto des interventions faites en contexte plutôt calme, où aucune « urgence » visible importante n'est décelable. Ces interventions se déroulent la plupart du temps dans des situations postcoloniales de pauvreté importante ou de « sous-développement »<sup>34</sup>, en fonction des grandes orientations de l'organisation humanitaire (VIH/SIDA, malaria, tuberculose, maladie du sommeil, prise en charge des maladies chroniques, santé materno-infantile, etc.). Et cette réalité ne concerne pas que MSF, mais bien la vaste majorité des organisations humanitaires.

Nous le verrons ultérieurement de manière plus détaillée, cette ambiguïté est à la source de la réflexion anthropologique sur l'aide internationale contemporaine. Comme le dit l'anthropologue française Laetitia Atlani-Duault dans une recension très complète des principaux courants de l'anthropologie de l'humanitaire : « *On ne peut que s'interroger sur cette extension d'une aide qui se dit et se pense comme humanitaire à des actions qui pouvaient, il y a encore vingt-cinq ans, être considérées comme relevant de l'aide au développement, que cela soit dans les domaines de la santé, de la reconstruction, des politiques de gouvernance, des droits de l'homme, ou encore de la réponse aux catastrophes naturelles. Il n'est en effet pas neutre que nous ayons aujourd'hui affaire à des logiques humanitaires jouant avant tout du vocable de l'indignation et de la compassion* »<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> Même si cette notion forgée par le gouvernement américain après la deuxième guerre mondiale devrait sans doute être abandonnée, comme le propose plusieurs penseurs africains contemporains. Je pense entre autres à : SARR, Felwine. 2016. *Afrotopia*. Paris : Philippe Rey.  
Ou à : MBEMBE, Achille. 2010. *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*. Paris : Éditions La Découverte.

<sup>35</sup> ATLANI-DUAULT, Laetitia. 2011. « Colonisation, développement, aide humanitaire : pour une anthropologie de l'aide internationale », *Ethnologie française*, 41, p. 401.

Ajoutons que le rapport « urgentiste » aux terrains de secours semble aussi relever d'une modalité d'être au monde qui dépasse grandement l'humanitaire. Gérard Chaliand<sup>36</sup>, spécialiste des relations internationales et des « guerres irrégulières », notait récemment que le manque de connaissances au sujet des populations locales – des enjeux socio-culturels aux dimensions plus politiques – sont désormais des constantes observées dans toutes formes d'interventions occidentales (militaires, politiques, humanitaires, etc.). Comparativement à l'époque coloniale par exemple, Chaliand remarque que les contingents militaires occidentaux actuels sont souvent redéployés tous les six mois, ce qui les coupe forcément des populations locales. Cette situation est aussi caractéristique de l'humanitaire tel qu'il se pratique aujourd'hui, le roulement des expatriés étant le problème principal empêchant un ancrage réel des missions et une bonne compréhension des contextes, comme des populations locales.

Cette ambiguïté a longtemps été source de malaise au sein de MSF : « pourquoi appelons-nous « urgence » des interventions qui sont pour la plupart inscrites dans le long terme? » se demandent souvent les nouveaux venus dans la boîte humanitaire. À cette question, l'organisation a aujourd'hui une réponse claire et assumée : « *MSF travaille dans certains pays depuis des dizaines d'années. Si l'organisation se retirait trop hâtivement, le vide médical ainsi créé pourrait engendrer une nouvelle situation d'urgence qui forcerait MSF à revenir.* »<sup>37</sup>

Ces interventions long terme parfois nommées « urgences chroniques », classées dans les catégories opérationnelles de « soins de longue durée » ou « d'accès aux soins », activités qui auraient été reconnues comme relevant des puissances publiques ou étatiques il n'y a pas si longtemps, sont désormais partie intégrante de l'organisation d'urgence et constituent même la part essentielle de ses activités. MSF établit d'ailleurs la gestion de ses missions depuis l'Europe et l'Amérique en fonction

---

<sup>36</sup> CHALIAND, Gérard. 2016. *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental*. Paris : Odile Jacob.

<sup>37</sup> <http://www.msf.ca/fr/types-de-projets>.



du découpage de ses opérations en « régulières » (c'est à dire long terme) et « urgentes » (les crises imprévues avec mortalités ou morbidités importantes).

Au niveau de la gestion des opérations à partir des sièges européens et américains, nous avons donc d'un côté les « desks réguliers », composés d'équipes de gestion dont chacune suit en moyenne 4 à 6 pays sur des projets dits de « long terme » (les plus vieux projets existent depuis plus de 20 ans) et qui comptent pour environ 80 % des opérations de MSF (en volume financier comme en répartition du temps de travail).

Et de l'autre, les « desks d'urgence » présents dans ces mêmes sièges européens et américains. Chaque siège a un desk d'urgence qui évolue à côté de 5 ou 6 desks réguliers, et dont l'équipe de gestion est responsable de la réponse aux crises imprévues ou difficilement prévisibles (catastrophes naturelles, déplacement massif et subit de populations, épidémie d'Ébola, de choléra ou autres). Les activités d'urgence comptent pour environ 20% des opérations – avec des périodes creuses et d'autres plus actives.

Comme je le constatais dès mon arrivée au Zaïre, la réponse humanitaire d'urgence est donc aujourd'hui massivement dirigée vers des projets qui n'ont souvent rien à voir avec ce que l'on entend couramment et spontanément par le terme « urgence », voire même par le terme « humanitaire » pris dans le sens classique et officiel que lui donne les Conventions de Genève. Comme dit le sociologue américain Craig Calhoun, *« la réponse humanitaire se déploie dans le monde pas seulement parce qu'il y a des catastrophes, mais aussi parce que nous n'avons plus foi en les réponses de luttes politiques, de développement économique, etc. »*.<sup>38</sup>

La suite de ma mission me confronta rapidement aux conséquences de ce constat de Calhoun. Mais au départ, pris dans l'engrenage de l'action, ce point resta longtemps

---

<sup>38</sup> CALHOUN, Craig. March 2004. « *A World of Emergencies: Fear, Intervention, and the Limits of Cosmopolitan Order* », In *Social Science Research Council. Annual Sorokin Lecture*, University of Saskatchewan : 373-395.

confus. Mon briefing à Kinshasa se termina d'ailleurs par la description de mes tâches, qui me laissèrent peu de temps pour la réflexion ; supervision et coordination de la construction d'un hôpital de prise en charge de la maladie du sommeil et mise en place de la mission (logement pour l'équipe, approvisionnement, petite administration, etc.).

Le projet se trouvait en brousse à 350 kilomètres de Kinshasa, dans la région du bas Zaïre, fief du peuple Mukongo. La ville où je serais basé pour mes 7 mois de mission se nommait Kimpese et avait une population d'environ 30 000 habitants. Kimpese se situait sur le principal axe routier du pays – en très mauvais état - qui reliait Kinshasa à l'important port Matadi. Le trajet de 350 kilomètres prenait de 7 à 8 heures, voire plus en cas de pluie.

Après trois jours à Kinshasa, le responsable logistique chargea son assistant zaïrois de vérifier la Toyota land cruiser pour le départ pour Kimpese. Niveau d'huile, essence, freins et cargaisons. Nous partîmes un matin d'avril 1996 avec un chauffeur local en charge du véhicule et nous arrivâmes 8 heures plus tard dans la petite ville de Kimpese.

Sans le savoir, je partais pour une mission de 6 mois qui allait se prolonger 14 ans.

### CHAPITRE 3 : ETHNOGRAPHIE, MÉTHODE ET CADRE THÉORIQUE

*« Y a-t-il beaucoup de livres ou d'articles qui donnent l'impression que l'auteur, d'abord avant de commencer à écrire, puis avant de livrer la copie à l'impression, s'est demandé avec une réelle anxiété : « Est-ce que je suis dans la vérité ? » Y a-t-il beaucoup de lecteurs qui, avant d'ouvrir un livre, se demandent avec une réelle anxiété : « Est-ce que je vais trouver là de la vérité ? »*

Simone Weil

#### UNE AMBIGUÏTÉ PARADOXALE

Décrire le concret d'une mission humanitaire ne peut se faire qu'à l'aune de l'ambiguïté, du paradoxe et de l'ambivalence.

En mission, on peut un jour se réjouir d'un patient soigné grâce à l'intervention humanitaire et le lendemain se révolter contre l'exclusion des locaux et les formes de domination dans lesquels l'humanitaire semble inextricablement embourbé. Dans un court laps de temps, on peut aussi être révolté face à la mise à mort par lynchage public d'un petit voleur pris comme bouc émissaire par la population, puis peu de temps après siroter nonchalamment une bière sur la terrasse d'un restaurant luxueux. Souvent, dans les contextes de guerres difficiles, des espaces de luxe, de sexe et de fêtes côtoient la misère extrême et l'humanitaire participe très souvent des deux situations.

L'humanitaire est aussi un lieu très chargé symboliquement, avec une dimension concrète d'aide à autrui nécessaire et incontestable, qui rend très difficile de penser, de nommer et de critiquer les effets, les hypocrisies et les travers qu'elle induit.

Comme le dit Didier Fassin, « *la raison humanitaire est moralement intouchable*<sup>39</sup> ». Du coup, rendre compte de manière honnête et précise de ce qui se passe dans un pays en guerre au retour d'une mission est bien souvent impossible; pratiquement personne n'est là pour le recevoir, à commencer souvent par nous-même qui avons vécu l'humanitaire et qui ne retrouvons plus les mots et l'espace pour l'exprimer. À chaque retour de mission, retrouver la formulation juste, s'accorder au discours du moment et correspondre aux attentes de l'interlocuteur, que ce soit dans la famille proche ou au siège MSF de Paris ou de Genève lors des « débriefings », est une difficulté rarement reconnue dans toute son ampleur. Les projections et les conceptions idéologiques sur ce qu'est « l'Afrique », la « misère », les « victimes », la « pauvreté », « l'humanitaire », la « détresse » et la « guerre », forment un mur opaque très difficile à percer. Du reste, la plupart du temps, ce qu'on vit et ce que l'on voit sur le terrain est très éloigné, caricaturé, parfois même à l'opposé de ce qui est transmis par les grands médias de masse, qu'ils soient publics ou privés. « *Voyager, c'est découvrir que tout le monde a tort*<sup>40</sup> », dit Aldous Huxley, et l'humanitaire vient confirmer cette impression à tout coup.

À tout cela s'ajoute l'ambiguïté des motivations des secouristes humanitaires, celles qui nous traversent personnellement comme celles des autres volontaires que nous côtoyons. Dans plusieurs missions humanitaires, la vie des expatriés comporte une dimension de luxe, d'aisance, de prise en charge, d'aventure et de pouvoir que très peu de gens expérimentent en Europe ou en Amérique du Nord. Ne serait-ce que pour ce visage de l'aide internationale, les motivations des humanitaires ne sont jamais complètement claires et transparentes, et ne correspondent que très rarement à l'image et aux préconceptions du sauveur qui donne de son temps et de son énergie aux plus démunis. À l'intérieur d'une même équipe, des motivations divergentes ou opposées peuvent ainsi se confronter. Entre l'aventurier, l'idéaliste médical, l'obsédé du pouvoir, la douce infirmière, le carriériste, le touriste sexuel, celui qui fuit une

---

<sup>39</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris : Gallimard, p.315.

<sup>40</sup> HUXLEY, Aldous. 2005. *Tour du monde d'un sceptique*. Paris : Payot, p.23.

période difficile, un deuil ou une peine amoureuse, il est parfois difficile de s'y retrouver. Et cela d'autant plus que toutes ces motivations peuvent parfois traverser la même personne au cours d'une longue carrière humanitaire. Les logisticiens par exemple, qui composent près de 40% des équipes de volontaires, sont souvent des aventuriers fuyant la grisaille et le chômage de leur pays d'origine. Ces derniers partagent rarement les mêmes motivations que le personnel médical expatrié, qui est souvent plus idéaliste et convaincu de sa mission de secouriste au départ.

Cette ambiguïté se trouve aujourd'hui accentuée avec l'arrivée de « locaux » devenus « volontaires », dont le salaire se trouve soudainement multiplié par 10 ou par 20 lorsqu'ils passent du statut de personnel local à celui de volontaire expatrié. Face à la difficulté de recruter des volontaires humanitaires qualifiés sur le long terme, de plus en plus d'expatriés et de « volontaires » humanitaires se recrutent en effet au sein du personnel local expérimenté. On se trouve ainsi aujourd'hui fréquemment avec des équipes d'expatriés dont la composition comporte un nombre important d'anciens membres du personnel local. Des Congolais, des Burundais ou des Maliens qui auraient pu travailler pour leur gouvernement se trouvent donc à être engagés comme volontaires par MSF Paris, MSF Genève ou MSF Amsterdam pour faire des « missions humanitaires » dans des pays africains voisins de leur pays d'origine, la logique de l'expatriation et de la neutralité humanitaire exigeant qu'un expatrié ne puisse travailler dans son pays d'origine.

Cette situation qui favorise la mixité et l'ouverture des équipes expatriées a clairement un côté sympathique et agréable. Elle est aussi un des arguments les plus utilisés aujourd'hui par les membres de MSF pour contrer les critiques de « néocolonialisme », comme si ce dernier se réduisait à une forme quelconque de racisme. Même si un tabou implicite empêche d'aborder clairement cette question en profondeur, il n'empêche qu'elle éclaire l'ambiguïté de la question du « volontariat » d'une manière nouvelle. Elle dévoile aussi un visage de l'humanitaire qui vient questionner le rapport au politique et aux grandes inégalités structurelles dans le contexte de la mondialisation actuelle. Que signifie par exemple le fait que la

« question sociale » (inégalités, santé, éducation, etc.) dans les pays pauvres soit de plus en plus prise en charge par une caste de « volontaires humanitaires » plutôt bien payés, fussent-ils africains ?

## **ETHNOGRAPHIE DE LA DÉSORIENTATION**

Ne serait-ce que pour ces raisons, rendre compte de la vie en mission avec logique et cohérence est très difficile. La nécessité d'en saisir les significations et les pourtours en dehors des catégories de l'objectivité médicale ou d'un humanisme étroit et sentimental apparaît d'autant plus clairement.

L'anthropologue Mariella Pandolfi a avancé la notion « d'ethnographie de la désorientation » afin de rendre compte des situations complexes de ce genre : « *Vivre la désorientation sur des terrains comme les miens, c'est s'extirper de l'exemplarité des bureaucrates de la guerre comme de ceux de la paix et de l'humanitaire; c'est s'éloigner du langage technocratique imposé par les rapports d'experts, mais aussi de l'empathie non pensante de ceux qui témoignent de la souffrance. L'ethnographie de la désorientation, c'est l'acte extrême de l'anthropologue dans des contextes extrêmes de confusion, de violence, de guerre, mais aussi par exemple de folie; c'est assumer la responsabilité humaine, citoyenne, refuser de se sauver devant l'ampleur de l'excès.* »

C'est à cette forme d'ethnographie qui alimentera une réflexion critique sur l'humanitaire pris comme phénomène global, que nous proposons de nous dédier dans les pages qui vont suivre. Même si dans ce cas précis s'ajoute deux difficultés supplémentaires :

- 1) Comment rendre compte d'expériences qui datent de plusieurs années?
- 2) Que regarder et retenir de toutes ces années de terrain avec MSF?

Notons dès le départ que si l'observation participante est la méthode de travail de l'ethnographe, nous avons plutôt ici affaire à de la « participation observante », pour

reprendre le terme utilisé par Bastien Soulé<sup>41</sup>, ainsi que par certains acteurs humanitaires qui analysent à posteriori leurs expériences de terrain à l'aide d'une démarche anthropologique<sup>42</sup>. Par participation observante, il s'agit surtout de voir que la participation est première, même si dans mon cas ma formation d'anthropologue et mes convictions impliquaient dès le départ une distance et une position intermédiaire, entre le dedans et le dehors, d'avec l'organisation et d'avec l'humanitaire au sens large.

Ultimement, la démarche rejoint celle de l'anthropologie critique au sens où l'entend Didier Fassin, c'est-à-dire ce double mouvement qui vise à « *saisir l'idéologie humanitaire (...) à partir de ce qu'elle occulte de la réalité du monde et (...) en tant qu'elle est devenue notre manière de l'appréhender.*<sup>43</sup> »

Assumer la participation implique aussi de reconnaître que nous sommes d'emblée jetés dans le monde, et que la distance objective d'avec lui est une impossibilité méthodologique et une fuite idéologique. L'illusion objectiviste pour toute science de l'homme a été dénoncée avec clarté par de nombreux courants de pensées. Retenons ici ceux influencés par l'école de Francfort<sup>44</sup>, par Martin Heidegger<sup>45</sup> ou par Michel Foucault, ce dernier explorant de manière conséquente et convaincante la question du savoir et de son rapport au pouvoir. Comme le dit Foucault dans ses cours de 1978-1979 au Collège de France : « *au lieu de partir des universaux pour en déduire des phénomènes concrets, ou plutôt de partir des universaux comme grille d'intelligibilité obligatoire pour un certain nombre de pratiques concrètes, je voudrais partir de ces*

---

<sup>41</sup> SOULÉ, Bastien. 2007. *Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales*. Recherches qualitatives, 27 (1), 127 - 140

<sup>42</sup> Nous pensons ici spécifiquement à la thèse de DAVID, Pierre Marie. 2013. *Le traitement de l'oubli. Épreuve de l'incorporation des antirétroviraux et temporalités des traitements du sida en Centrafrique*. Faculté de pharmacie : Université de Montréal.

<sup>43</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris : Gallimard, p.317.

<sup>44</sup> HABERMAS, Jürgen. 1990. *La Technique et la science comme «idéologie»*. Paris : Gallimard.

<sup>45</sup> HEIDEGGER, Martin. 1996. *Science et méditation*. IN « Essais et conférences ». Paris : Gallimard, p. 49-79.

*pratiques concrètes et passer en quelque sorte les universaux à la grille de ces pratiques.* »<sup>46</sup>

C'est ce que je propose de faire ici, en utilisant les anecdotes et les situations auxquelles j'ai été confrontées dans mon expérience humanitaire, pour éclairer et dévoiler des pans significatifs de l'humanitaire qui, autrement, resteraient dans l'ombre.

Cette posture est d'autant plus nécessaire que dans le cadre de l'humanitaire international, l'objectivité scientifique est souvent une mise à distance hautement contestable, une façon d'ignorer des pratiques, des manières d'être et des modes d'organisations locales qui ne rentrent pas dans le cadre défini par l'exigence objective. En outre, l'expérience de terrain nous transforme et il est impossible de ne pas en tenir compte, tout comme il est impossible de ne pas assumer la dimension politique et existentielle de toute forme de recherche et d'engagement similaire.

D'un autre côté, accepter la singularité personnelle<sup>47</sup> d'une ethnographie permet de parler d'aspects humains ignorés par les autres sciences sociales. Sans oublier « les bienfaits d'une salutaire distance »<sup>48</sup>, reconnaissons que les descriptions de la réalité sont toujours partielles et qu'elles se configurent inévitablement en fonction du message à passer.

Lors de la guerre de Brazzaville de 1998 par exemple, un Congolais qui essayait de décrire la situation dit quelque chose de similaire, en constatant la difficulté inhérente à une telle activité : « *Témoigner en temps de guerre n'est pas dire toute la vérité ni reconstruire ce qui s'est réellement passé mais assumer une partie de sa propre*

---

<sup>46</sup> FOUCAULT, Michel. 2004. *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*. Paris : Gallimard, p.5.

<sup>47</sup> Je préfère l'emploi du terme « singularité personnelle » à celui de « subjectif », qui d'emblée nous situe en rapport à l'objectivité.

<sup>48</sup> BIBEAU, Gilles, 2010. *Syllabus doctoral*. Département d'Anthropologie : Université de Montréal, p. 12.



*subjectivité en situation de danger. Le témoin n'a pas toujours raison et livre une vérité personnelle. (...) Que le témoin n'ait pas totalement raison ne signifie pas, par contre, que cet avantage échoit à celui qui authentifie son texte. Par ses choix et ses coupes, ce dernier construit une représentation de la réalité et propose aussi une représentation partielle et partielle de la réalité.<sup>49</sup> »*

Si la participation observante possède ses travers et ses biais, ne serait-ce que celui d'être un acteur direct et impliqué dans l'objet d'étude, elle donne aussi accès à des dimensions du réel qui sont quasiment inaccessibles à toute autre approche ou méthode de recherche.

Par exemple, mon statut de chef de mission en Angola et au Burundi ou de chef de projet à Brazzaville ou à Kampala m'ont permis d'entrer en contact avec de hauts responsables ministériels locaux, des chefs de guerres rebelles, des militaires de l'armée officielle, des prêtres catholiques impliqués dans des rébellions ou des pourparlers de paix, des représentants d'organisations internationales comme le FMI et la Banque Mondiale, des responsables de laboratoires de recherches américains dans les épidémies d'Ébola, mais aussi de hauts responsables d'institutions internationales comme la Croix Rouge Internationale, l'OMS, le HCR et le PAM.

Il est normalement difficile d'interroger les grands responsables politiques et institutionnels vu leurs positions de dominants, mais contrairement à ce qui se passe pour de nombreux chercheurs, mon statut de chef de mission a beaucoup facilité l'entrée en relation et les confidences de toute sorte. L'échange d'informations n'étant pas à sens unique – MSF a toujours quelque chose à dire sur l'état d'un pays, sur la sécurité et sur les enjeux globaux ou locaux – la communication et l'échange d'informations en étaient grandement facilités. Ce point a son importance cruciale et

---

<sup>49</sup> GANGA, Rémi Bazenguissa. 1999. *Témoigner pour survivre*. IN *Congo-Brazzaville. Dérives politiques, catastrophe humanitaire, désirs de paix*. Paris : Karthala, p.18.

permet de voir clairement qu'on ne peut pas expliquer l'essentiel sans y être aussi impliqué.

Rappelons qu'il ne s'agit pas du tout ici d'opter pour un subjectivisme au détriment d'une quelconque objectivité mesurable et quantifiable. Il s'agit plutôt de viser à l'honnêteté intellectuelle et phénoménologique, de reconnaître et d'assumer une responsabilité et une dimension éthique originaire en reconnaissant que nous sommes toujours situés et impliqués politiquement. C'est en ce sens que la recherche d'une objectivité qui prétend exclure la personne et son rapport au monde pour accéder au réel, comporte une dimension qui peut avoir des conséquences éthiques et politiques importantes, ne serait-ce que par l'arrogance aveugle aux formes de pouvoir, de dominations et d'exclusions qu'elle implique.

Nous verrons d'ailleurs dans les ethnographies qui vont suivre que c'est souvent en abordant le réel à partir des catégories humanitaires qui se veulent objectives ou à partir d'une rationalisation des contextes réduits à une conceptualisation médicale, que l'aveuglement aux réalités locales est le plus criant.

## **BIOPOLITIQUE ET POUVOIR HUMANITAIRE**

Michel Foucault a très bien exploré cette dimension à l'intérieur d'un horizon médical dans son ouvrage « Naissance de la clinique ». En analysant comment, au 18<sup>ième</sup> siècle, la systématisation de la pratique de l'autopsie après décès et la disponibilité des cadavres des exclus de la société industrielle naissante furent utilisés par la recherche médicale, Michel Foucault éclaire un angle rarement perçu de l'histoire de la médecine. En permettant un savoir médical basé sur la comparaison entre cadavres disséqués et malades vivants, le nouveau regard médical a produit un savoir du corps objectif qui a en quelque sorte rendu obsolète la communauté de dialogue entre le patient et le médecin. Des progrès médicaux réels en découleront, mais cette forme de connaissance qui met « *l'expérience de la maladie à bonne distance de l'étude des*

*corps malades*<sup>50</sup> » aura tendance à faire disparaître l'homme malade, sa parole et sa biographie au profit d'une objectivité maîtrisée par l'expert. C'est ce qui fit dire à Ivan Illich que depuis ce temps, « *la médecine moderne est devenue l'autopsie d'un cadavre encore vivant.*<sup>51</sup> » À partir de ce moment en effet, la « vie », séparée de la personne, est investie par le pouvoir : des experts savent. Les institutions qui se développeront dans ce sillage - hôpitaux, écoles médicales, techniques, laboratoires, urbanisme, ONG et biens d'autres - reproduiront cette dualité fondatrice.

À la suite de Foucault, nous pouvons donc parler de « biopouvoir » pour décrire ce fait, qui a aussi comme conséquence de spatialiser le « pathologique » dans le biologique et le corporel, laissant dans l'ombre la dimension globale, environnementale, structurelle, politique, symbolique et sociale de la maladie. « *Pour nos yeux déjà usés, le corps humain constitue, par droit de nature, l'espace d'origine et de répartition de la maladie. (...) Cet ordre du corps n'est cependant qu'une des manières pour la médecine de spatialiser la maladie. Ni la première sans doute ni la plus fondamentale. Il y a eu et il y aura des distributions du mal qui sont autres.*<sup>52</sup> »

Notre attention se portera donc sur ces autres « distributions du mal » qui sont voilées par le regard biomédical de l'humanitaire d'urgence propre à MSF, en posant un regard critique sur les catégories humanitaires utilisées pour appréhender le réel et qui construisent en effet un monde où « seuls les experts savent ». Pensons à la catégorie de « victime » par exemple, qui a certes sa légitimité – les victimes existent - mais qui dans un horizon biomédical ne permet pas d'appréhender les personnes autrement qu'à travers les notions de besoins physiques; les victimes ayant des besoins indiscutables, pourquoi leur demander leur avis ? Nous verrons ainsi que l'aide humanitaire peut difficilement être appréhendée comme une intervention

---

<sup>50</sup> GAUDILLIÈRE, Jean-Paul. 2008. *La médecine et les sciences, XIXe – XXe siècles*. Paris : La Découverte, p.8.

<sup>51</sup> ROBERT, Jean et PAQUOT, Thierry. 2010 (Août/septembre). *Monument ou chantier. L'héritage intellectuel d'Ivan Illich*. Revue Esprit, p118.

<sup>52</sup> FOUCAULT, Michel. 2012 (1963). *Naissance de la clinique. Une archéologie du regard médical*. Paris, Presses Universitaires de France, p.19 .

extérieure, neutre et objective. Elle institue un pouvoir sur la vie (« biopouvoir ») qui ouvre un nouvel espace de relations sociales.

On est d'ailleurs en droit de se questionner sur la signification du succès de cette représentation de l'humain cantonné à « celle de la survie », dont l'accointance avec l'imaginaire de l'exploitation économique reste troublante. Pensons simplement à ce que disait Karl Marx de « l'économie politique » de son époque et de sa représentation du travailleur dans ses manuscrits de 1844 : « *l'économie politique ne connaît l'ouvrier que comme bête de travail, comme un animal réduit aux besoins vitaux les plus stricts.*<sup>53</sup> ». Ou encore à Albert Camus, qui soutient dans « L'homme Révolté » que « *si l'homme est une espèce de plante absolument matérielle, il ne peut être traité qu'en objet, et en objet d'expérience.*<sup>54</sup> »

Dans « Naissance de la biopolitique<sup>55</sup> », Foucault remarque que plus la « vie » devient sujet de droits (nous entendons ici par « vie » ce qu'en entend le libéralisme classique : la satisfaction des besoins, la santé, la poursuite du bonheur, etc.), plus cette « vie » est intégrée à l'ordre politique et placée sous le contrôle du souverain.

Le philosophe italien Giorgio Agamben prolongera les analyses de Michel Foucault et c'est à partir de ces deux auteurs que l'anthropologie de l'humanaire produira ses critiques les plus décisives. Utilisant les catégories grecques de « bios » (vie qualifiée ou vie politique), et de « zoé » (vie biologique)<sup>56</sup>, Agamben démontre que le « bios » est désormais résorbé dans la « zoé » - comme l'avait décrit à sa manière Michel Foucault en parlant de biopolitique - et que la gestion de la vie et de ses « besoins » est devenue notre condition politique commune. Prolongeant la réflexion d'Hannah Arendt des « Origines du totalitarisme », qui avait compris que sans droits civiques, les droits de l'homme ne sont pas effectifs ou plutôt qu'ils sont suspendus à

---

<sup>53</sup> MARX, Karl. 1978. *Manuscrits de 1844. Économie politique et philosophie*. Paris : Éditions sociales, p.10.

<sup>54</sup> CAMUS, Albert. 1951. *L'homme révolté*. Paris. Gallimard, p.62.

<sup>55</sup> FOUCAULT, Michel. 2004, (1978-1979). *Naissance de la biopolitique*. Paris : Gallimard.

<sup>56</sup> Zoé et bios sont à l'origine de des termes contemporains de « zoologie » et « biographie ».

l'arbitraire d'un pouvoir, Agamben verra dans le réfugié tel que le pense Hannah Arendt, une « vie nue » soumise à la souveraineté de l'état d'exception. Depuis au moins les années 1930, nous sommes désormais dans un état d'exception permanent, dira Agamben. Et le camp – lieu par excellence pour exercer le pouvoir sur la « vie nue » - est le nouveau paradigme de notre condition politique contemporaine.

Ici, les parallèles à tracer avec l'humanitaire sont évidents. En déclarant l'urgence et en gérant l'humain à partir de ses besoins biologiques, on peut émettre l'hypothèse que l'humanitaire reproduit (sans nécessairement le vouloir) le paradigme biopolitique contemporain de l'état d'exception et de la vie nue.

La prise en charge « humanitaire » de cette « vie biologique » pose ainsi de manière frontale la question de la souveraineté dans le contexte de la mondialisation actuelle et nous éclaire en retour sur notre nouvelle condition politique.

C'est à partir de là, en nuanciant, en rectifiant ou en complétant à partir d'expériences terrain, que plusieurs protagonistes de l'anthropologie médicale critique analyseront le phénomène des interventions et des aides humanitaires comme paradigme de notre condition politique contemporaine.

C'est aussi en continuité avec ce cadre théorique que repose une part essentielle de cette recherche.

## **TENTATIVE DE DÉFINITION**

Mais qu'est-ce donc que l'humanitaire ? Sur quelle morale et quelles pratiques repose l'action humanitaire ? Peut-on en retracer la généalogie historique ? Est-ce un phénomène bien délimitable ou une notion vague qui est toujours inscrite à l'intérieur de contextes historiques et géopolitiques précis ? Quelles en sont les modalités pratiques et concrètes de déploiement ? Quelle est la spécificité de l'humanitaire d'urgence que défend MSF ?

Notons dès le départ que si l'humanitaire a une longue histoire derrière lui, il n'en demeure pas moins qu'aucune définition ne parvient réellement à faire consensus. Comme le souligne David Rieff, « *l'humanitaire peut signifier tout et n'importe quoi – secours, droits de l'homme, protection des réfugiés, résolution des conflits, construction des nations.*<sup>57</sup> »

Rappelons que si la notion d'humanitaire s'est incarnée comme dimension active de secours avec la fondation de la Croix Rouge en 1863, acte fondateur de l'humanitaire moderne, le terme « humanitaire » était déjà utilisé depuis quelque temps – on le trouverait présent pour la première fois dans les écrits de Lamartine<sup>58</sup> - et se rapportait à l'idée générale de faire le bien de l'humanité, en conformité avec une certaine entente de l'universalisme des Lumières.

Le Tremblement de terre de Lisbonne de 1755 est souvent cité comme un point historique charnière où s'exprime pour la première fois clairement la sensibilité humanitaire et politique propre à la modernité. Dans l'histoire des idées, ce tremblement de terre qui fit plusieurs victimes est un moment où la justification de la question du mal ou du malheur humain n'est plus recevable de manière théologique et où le désastre prend soudainement une dimension séculière et politique. Voltaire se demandera par exemple comment un Dieu « bon » peut tuer des enfants, pendant que son adversaire philosophique Jean-Jacques Rousseau jettera le blâme sur une civilisation qui laisse les pauvres habiter des demeures qui peuvent facilement s'écrouler en cas de tremblement de terre. Alain Finkielkraut verra dans cet épisode le moment où le mal devient social, où il devient explicable par la répartition du pouvoir dans la société : « *Dès lors la politique peut se proposer pour fin, comme elle le fera avec la Révolution française, l'éradication du mal* ». <sup>59</sup>

---

<sup>57</sup> RIEFF, David. 2004. *L'humanitaire en crise*. Paris : Le serpent à plume, p.241

<sup>58</sup> BRAUMAN, Rony. 2017 (à paraître), *Guerre et humanitaire*. IN *Dictionnaire de la guerre et de la paix*. Presses universitaires de France.

<sup>59</sup> FINKIELKRAUT, Alain. 2005. *Nous autres, modernes*. Paris : Gallimard, p.207

En ce sens, comme le politique en modernité, l'humanitaire s'inscrit à l'intérieur d'une sensibilité propre à l'humanisme moderne - au sens où l'entend par exemple Martin Heidegger dans sa « lettre sur l'humanisme » publiée en 1947, où il décrit ce moment où « *la réalité tout entière est ramenée à la mesure de l'homme, à celle de ses combats, de ses aspirations et de ses évaluations. Ce que nous entendons aujourd'hui par « politique » est circonscrit à ce plan (...) où il y a seulement des hommes.* »<sup>60</sup>

En retour, l'humanitaire (ou la charité) sera aussi à partir des Lumières un espace et un lieu où plane le soupçon. La critique de la charité n'est pas nouvelle ; difficilement séparable d'intérêts politiques et économiques divers, la pureté virginale revendiquée par plusieurs protagonistes de l'humanitaire sera fréquemment critiquée et l'histoire du terme « humanitaire » nous montre qu'on peut difficilement le séparer des conquêtes et des enjeux politiques globaux. Comme le dit Vincent Casanova dans l'éditorial de la revue *Vacarme* de 2017, « *nous constatons avec une certaine ironie que la première occurrence du terme « intervention humanitaire » dans le discours diplomatique remonte à l'expédition menée par une coalition européenne en 1861, en Syrie et au Liban. À la suite de massacres perpétrés sur les chrétiens d'Orient, et devant la prétendue incapacité de l'Empire ottoman à les protéger, Napoléon III décide d'envoyer avec l'accord d'autres puissances européennes un corps expéditionnaire au Mont Liban. L'expédition ira jusqu'à Damas. Elle aura pour conséquence la réorganisation totale de la région, la montée de l'influence française au Liban et en Syrie, mais aussi la déstabilisation des structures ottomanes au Proche-Orient.* »<sup>61</sup>

L'humanitaire tel que nous le concevons spontanément est donc inséparable du politique, et cela depuis sa fondation moderne par la Croix-Rouge. Il ne s'agit pas ici de sombrer dans le cynisme à propos des capacités de l'homme à œuvrer par

---

<sup>60</sup> HEIDEGGER, Martin. 1970. *Lettre sur l'humanisme*. Paris : Aubier éditions Montaigne, p. 12.

<sup>61</sup> CASANOVA, Vincent. *Vacarme*, 2017/2, no79, p.1.

<https://www.cairn.info/revue-vacarme-2017-2-page-1.htm>

désintéressement, mais de réaliser que toute tentative visant à circonscrire l'humanitaire comme s'il était un objet autonome, est une opération impossible.

Cela dit, une entente normative minimaliste de l'humanitaire parvient tout de même à s'imposer, qu'on retrouve dans le premier dictionnaire donné : *« l'aide humanitaire est une aide d'urgence ponctuelle mise en place lors d'une situation de crise exceptionnelle ou de catastrophe naturelle. On distingue souvent à ce titre l'aide humanitaire (ou aide d'urgence) et l'aide au développement. »*<sup>62</sup>

De fait, il existe un certain consensus normatif et juridique au niveau mondial, qui donne forme et corps à la sensibilité humanitaire. Presque tous les États ont par exemple signé les Conventions de Genève, le Droit International Humanitaire (ou DIH), ce qui implique - en principe du moins - des obligations et des responsabilités de la part des États, des combattants et des secouristes, ainsi qu'une définition claire de qui a droit à la protection. Le DIH est donc une base commune et un socle normatif et juridique pour discuter des questions humanitaires.

La création de la Croix-Rouge en 1863 qui donna naissance au DIH, est en effet l'acte fondateur de l'humanitaire moderne et marque le début d'une période qui s'étend de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la Première guerre mondiale. Cette réalisation est inséparable de l'apparition des « nouvelles du jour », qu'ont permis entre autres le télégraphe et le chemin de fer. Dès lors, la représentation de la souffrance change d'échelle, sort du terroir et du concret direct pour à la fois s'universaliser et devenir plus dépendante de ouï-dire médiatique.

Au départ, l'humanitaire de la Croix Rouge est essentiellement concerné par les conflits armés et le sort réservé aux combattants blessés. Dans le contexte d'une Europe qui se perçoit alors comme la patrie de la Raison et des Lumières, naît l'idée que les armées doivent être retenues, que l'éclatement des violences de la guerre ne

---

<sup>62</sup> L'Encyclopédie Française en ligne : <http://www.encyclopedie.fr/definition/Aide%20humanitaire>



doit pas se faire de façon démesurée. C'est ainsi que naissent les premières conventions diplomatiques internationales qui délimitent des « oasis d'humanité » à l'intérieur d'un espace de violence. Signées et ratifiées par les États, ces conventions imposent aux belligérants l'obligation de réserver des espaces protégés et neutres pour soigner les soldats, « espaces » que nous nommons toujours « espaces humanitaires ».

L'humanitaire qui voit le jour sur les champs de bataille a donc pour mission initiale de soigner les blessés de guerre, qu'une morale moderne d'inspiration rousseauiste nous conduit à considérer sous l'angle non plus de combattants, mais d'humains à part entière. Le soldat blessé, devenant ainsi non-combattant, réintègre l'humanité. La distinction entre combattants et non-combattants, et la perception que derrière un combattant se cache avant tout un être humain, est à la racine même de l'action humanitaire. Et les Conventions de Genève signées entre États sont là pour le rappeler et permettre aux secours d'accéder aux blessés de guerre, dans des espaces de neutralité que doivent garantir les États signataires.

## **LE SIÈCLE DE 1914**

Élaborée à une époque où les conflits s'apparentaient à des duels collectifs opposant des armées de métier, cette conception de la guerre ne tient plus avec celle de 1914 qui reposait entre autres sur une utilisation de l'homme par l'État totalitaire. La conscription, l'enrôlement obligatoire dans l'armée de tout homme, quel que soit son rang social, repose sur la logique implicite que l'État dispose de l'homme à volonté, que l'homme à la disposition de l'appareil totalitaire est en quelque sorte « combattant » avant d'être humain. De ce point de vue, il n'est sans doute pas exagéré de dire que la guerre de 1914 repose sur une inversion et une négation des principes fondateurs des Conventions de Genève.

Avec le déploiement de la rage guerrière de 14-18, la distinction civil/militaire, combattant/non-combattant ne tient plus. Tout homme est « mobilisé » et l'on assiste à l'effondrement partiel du projet européen des Lumières (dont l'Europe ne s'est d'ailleurs probablement jamais vraiment relevée), ainsi qu'à une instrumentalisation de l'humain allant de pair avec l'industrialisation/mécanisation du monde. À l'image de l'usine des « Temps Modernes » de Charlie Chaplin, l'État totalitaire peut désormais utiliser l'humain, perçu comme matériel indifférencié, comme chair à canon. En ce sens, si la Première guerre mondiale est le premier vrai terrain d'intervention de la Croix-Rouge, c'est aussi le moment où les Conventions sur lesquelles elle repose ne tiennent plus et n'ont plus aucun sens.

Penser l'humanitaire peut difficilement se faire sans réfléchir un peu mieux à l'instrumentalisation, au totalitarisme et aux désillusions du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Car c'est dans ce contexte que l'humanitaire de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle élabore des réponses d'urgence. Aux populations réduites de fait à l'état de survie pendant les deux grandes guerres, ou en tout cas perçues comme telles, l'humanitaire naissant développe les premières interventions de masse, qui inviteront inévitablement par la suite à rabattre l'humain sur sa dimension biologique de survie, calculable quantitativement à l'aide de la variable des besoins. « *Cette approche, réduisant les victimes au besoin biologique (identifiable à l'animalité) de la nutrition et de la survie, produit aussi dans les représentations une forme de déshumanisation* »<sup>63</sup>, souligne la philosophe française Christiane Vollaire.

Plusieurs des grosses ONG anglo-saxonnes qui dominent la scène humanitaire aujourd'hui se sont ainsi créées pendant la Deuxième guerre mondiale. Pensons par exemple à l'*Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM)* qui voit le jour en Grande-Bretagne en 1942, en réaction à la famine d'Athènes, où l'occupation du pays par les nazis et le blocus anglais pour les contenir et les cerner, entraîna la mort de 200 000 personnes en un hiver. De façon similaire, *International Rescue Committee (IRC)*,

---

<sup>63</sup> VOLLAIRE, Christiane. 2007. *Humanitaire, le cœur de la guerre*. Paris: L'Insulaire.

*Catholic Relief Service (CRS)* et *Cooperative for American Remittances Everywhere (CARE)* aux USA, apparaissent au cours de la Seconde guerre mondiale.

Il est par ailleurs intéressant de noter que ces associations qui voient le jour dans le cadre de crises réelles, s'institutionnalisent par la suite, perdurent et se diversifient après la crise initiale. Nées et créées en réponse à un problème concret et viscéral, elles se transforment inévitablement par la suite en bureaucratie charitable. La légitimité d'une telle posture, caractéristique de toute bureaucratie humanitaire, est certainement questionnable. Que devient la cause initiale lorsque les victimes sont soulagées ? Comment s'assume l'inévitable lourdeur institutionnelle qui en découle et qui demande inévitablement sa ration de nouveaux « clients » infortunés pour se maintenir ?

À côté des ONG, la politique mondiale est aussi en processus d'institutionnalisation. Après la Deuxième guerre mondiale, les vainqueurs créent l'Organisation des Nations Unies (1945) dans le but de maintenir la paix dans le monde et de faire respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire (Conventions de Genève). En 1947, l'UNICEF, agence de l'ONU pour les enfants, voit le jour, ainsi qu'en 1951, la première véritable institution internationale humanitaire, le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés).

Pendant ce temps, des penseurs se penchent sur les conséquences éthiques et morales inédites provoquées par la Deuxième guerre mondiale, qui changera à jamais l'image qu'aura l'humanité d'elle-même. Comment concevoir que la rationalité au fondement du projet moderne ait pu se mettre au service d'un appareil d'État qui a éliminé industriellement plus de six millions de personnes ? Après Hiroshima et Nagasaki, la démesure destructrice ne peut plus s'appréhender à partir des catégories politiques usuelles : nous changeons d'ère et nous entrons de plain-pied dans l'âge technique, qui partout formate le monde selon ses propres critères.

S'ouvrent alors d'abyssales questions, qui sont d'ailleurs toujours les nôtres. Comment désormais penser la raison, sur laquelle on s'appuyait pour libérer l'humanité d'elle-même et de toutes ses aliénations, elle qui a donné à l'homme un arsenal nucléaire capable d'anéantir l'humanité ? Dès lors comment vivre, maintenant que l'homme découvre que la menace absolue vient de lui-même et que les outils qui devaient servir à l'émanciper se retournent contre lui ? C'est tout le projet moderne, l'autonomie morale de l'homme, sa dignité et sa capacité à maîtriser son destin qui sont mis en question en 1945.

Est-ce au sein de cette béance que s'épanouira lentement la représentation actuelle de l'humain véhiculée par l'imagerie humanitaire, pour qui l'homme est avant tout une victime ? La question reste ouverte.

## **LE SANS FRONTIÉRISME**

L'humanitaire moderne d'urgence tel que nous le connaissons commence vraiment au Nigeria, dans la province du Biafra, à la fin des années 60 dans le contexte de la décolonisation et en réaction à l'attitude de la Croix-Rouge pendant la Deuxième guerre mondiale. Des médecins français (French doctors) qui agissent pour la Croix-Rouge décident alors de rompre avec la tradition de neutralité et de silence, ayant en mémoire le silence coupable de la Croix-Rouge face à Auschwitz et au nazisme.<sup>64</sup> Bien qu'ils dénoncent ce qu'ils croient être un génocide, on découvrira plus tard qu'ils étaient manipulés et étaient le relais d'une propagande de leaders sécessionnistes biafrais, qui affamaient leur population pour s'attirer des alliances politiques et une

---

<sup>64</sup> Bernard Kouchner reconnaît par exemple que la fondation de MSF fut pour lui une réaction face à la neutralité humanitaire de la Croix Rouge pendant la Shoa et un refus de reproduire l'erreur commise par cette institution face aux juifs pendant la Deuxième guerre mondiale. Rappelons que le CICR, présent dans les camps d'extermination nazis et fournissant une « aide » aux victimes des camps, avait pris la décision de se taire et de ne pas dénoncer publiquement les camps, entre autres au nom des principes humanitaires de neutralité. La version donnée par le CICR aujourd'hui, raconte que les membres de l'institution humanitaire pensaient surtout qu'une dénonciation publique des camps nazis allait compromettre l'accès aux autres victimes qu'ils soutenaient, surtout la population victime de famine en Grèce suite au blocus anglais.

sympathie mondiale. Ces médecins créeront plus tard Médecins Sans Frontières, ONG fondée à la suite d'une manipulation politique dont elle tirera une certaine lucidité critique pour la suite, et qui deviendra assez rapidement la première ONG médicale mondiale.

Se voulant plus libre de ses mouvements et de sa parole que la Croix-Rouge, orientée exclusivement vers l'aide médicale d'urgence, MSF incarnera le nouveau modèle « sans-frontériste » de l'aide humanitaire internationale. Avec des conséquences politiques importantes, que certains représentants de l'organisation n'hésiteront pas à critiquer : « *Résumée dans l'image d'un enfant décharné, la cause biafraise se ramène à un objet exclusif de compassion, tandis que les enjeux politiques sont gommés par les exigences impérieuses de l'urgence.* »<sup>65</sup> Denis Maillard de Médecins du Monde voit d'ailleurs dans le Biafra « *la première fois où la rhétorique « victimaire » se substitue complètement à l'explication politique du conflit et où la place des médias et de la construction médiatique de la victime devient centrale.* »<sup>66</sup>

Le sans frontiérisme revendiqué par MSF repose sur une nouvelle légitimité. La charte de l'organisation s'appuie uniquement sur l'indignation de ses membres, et non plus sur des conventions diplomatiques comme celle élaborée par la Croix Rouge par exemple. Pour MSF – et même si l'organisation s'est récemment rapprochée du CICR et de la référence au DIH pour se situer à l'intérieur de la nébuleuse de l'aide internationale - l'humanitaire n'a pas d'autre morale que la compassion éprouvée face à la souffrance des êtres humains. À la question « qu'est-ce que l'homme ? », Rony Brauman - ancien président de MSF - a souvent répondu par la négative : « un être qui n'est pas fait pour souffrir ». Pour MSF, l'humanitaire repose sur le refus du sacrifice humain à toute instance supérieure (politique, sociale, religieuse, etc.). La préservation de la vie humaine est sa seule légitimité.

---

<sup>65</sup> BRAUMAN, Rony. 1995. *L'action humanitaire*. Paris : Flammarion.

<sup>66</sup> MAILLARD, Denis. 2007. *L'humanitaire, tragédie de la démocratie*. Paris : Michalon.

C'est ainsi que MSF se définit par une approche centrée sur le patient ou la victime (et pas sur la société ou sur des normes légales par exemple). Les critères d'intervention s'élaborent dans le contexte particulier qu'est « la crise », vue comme un bouleversement majeur et temporaire. En théorie, c'est par rapport à un *équilibre existant antérieurement* à la crise que MSF apprécie la situation. Ce n'est pas en fonction d'une morale théorique. Il n'y a ici aucun projet de transformation des modes de vie. Pour ce faire, l'humanitaire est circonscrit à l'intérieur d'un périmètre limité, celui de l'aide à la victime.

Toutefois, en pratique, cette approche est souvent assez difficile à circonscrire. Qu'est-ce qu'une crise ? Qu'est-ce qu'une victime ? Comment juger d'un équilibre existant antérieurement et surtout comment juger du retour « à la normale » ? Dans les faits, on se reportera souvent sur des indicateurs quantitatifs comme les taux de mortalité ou autres indicateurs médicaux, tant pour ouvrir une mission que pour la fermer. Mais bien souvent, le consensus sera difficile à obtenir.

C'est aux conséquences pratiques, sociales et politiques de cette approche que je me consacre dans cette thèse. Comme je le disais en introduction, dans la pratique, la compassion humanitaire se déploie à travers un imposant dispositif technique qui tend à imposer des formes de relations standardisées entre les populations bénéficiaires et les organisations d'aide internationale. Cette standardisation a comme corolaire de relativiser, voire d'ignorer toutes formes de conditions locales et d'instituer un ordre inégal entre les victimes et les secouristes, relation qui laisse très peu de place aux voix, aux demandes et aux choix des populations secourues.

C'est ce dispositif humanitaire global, impersonnel et technocratique, que nous allons maintenant explorer dans les ethnographies qui vont suivre.

## **PARTIE II : AU CHEVET DU MONDE**

## CHAPITRE 4 : PREMIÈRE MISSION ET DÉCOUVERTE DU CONGO-ZAÏRE

*« Ils ne connaissent ni les mythes grecs ni l'éthique chrétienne ni les moralistes français ni la métaphysique allemande ni la poésie de tous les poètes du monde. Devant la vraie vie, ils ne sont que des nains. Mais ce sont des Goliaths techniciens – donc des géants dans toute œuvre de destruction, où se dissimule finalement leur mission, qu'ils ignorent en tant que telle. »*

Ernst Jünger

### INTRODUCTION

J'arrivai donc à Kimpese au Zaïre en avril 1996, pour débiter ma première mission avec MSF dans le cadre d'un programme de réhabilitation d'hôpitaux pour traiter la maladie du sommeil<sup>67</sup>. Si le Zaïre était calme à l'époque, la situation s'envenima toutefois à partir de l'automne 1996 à l'est du pays et m'amena à entreprendre une seconde mission avec l'organisation humanitaire en janvier 1997, en plein cœur de la guerre en cours.

Je décrirai ici ma première mission avec MSF, ainsi que le contexte du Congo/Zaïre avant le déclenchement des hostilités, pour ensuite dans un second chapitre décrire un des visages de l'intervention MSF lors de la première guerre du Congo de 1996-1997. Cette ethnographie permet aussi de revenir sur ma première année avec MSF, avec toutes les difficultés d'adaptation qu'implique l'arrivée dans MSF pour une première mission.

---

<sup>67</sup> Définition tirée du site MSF : « *La trypanosomiase humaine africaine, ou maladie du sommeil, est une infection parasitaire d'Afrique subsaharienne, transmise par la mouche tsé-tsé. (...) Cette mouche se trouve dans 36 pays d'Afrique subsaharienne, menaçant 60 millions de personnes. L'infection s'attaque au système nerveux central et provoque des troubles neurologiques graves. Sans traitement, la maladie est mortelle.* » <http://www.msf.ca/fr/maladie-du-sommeil>



La spécificité de cette ethnographie repose aussi sur le fait que lors de la première guerre du Congo, j'habitais le pays depuis quelques mois, ayant décidé de m'y établir avec ma femme congolaise après ma première mission MSF. J'étais donc au Zaïre de manière privée - extérieure à MSF - au moment du déclenchement des hostilités. Le regard ethnographique porte donc la marque du quotidien avec les populations, de manière beaucoup plus forte que ne l'expérimentent la plupart des travailleurs humanitaires.

Ce chapitre sera divisé en deux parties. Une première qui parle des dilemmes de ma première mission, suivi d'une seconde partie qui décrit la vie à l'extérieur de MSF, parmi la population de Kimpese, au moment où le gouvernement de Kinshasa entrait en guerre contre la rébellion de Laurent Désiré Kabila, qui allait renverser Mobutu et prendre le pouvoir en mai 1997.

## **AU CŒUR DES TÉNÉBRES**

Le Jésuite Jean Daniellou (1905-1974) raconta un jour à Ivan Illich le récit que lui avait fait un Chinois converti au christianisme, qui avait décidé de se rendre en pèlerinage à pied, de Pékin à Rome, dans sa joie d'être accepté dans la famille du Christ. *« Au début, c'était très facile : en Chine, il n'avait qu'à se présenter comme un pèlerin, un homme en marche vers un lieu sacré, pour qu'on lui offre l'aumône, le gîte et le couvert. Ce fut un peu différent en terre chrétienne orthodoxe : là on lui indiquait la maison paroissiale, où il y aurait une place pour lui, ou alors la maison du prêtre. Enfin il arriva en Pologne, pays catholique, et soudain on lui offrait de quoi se loger dans un hôtel bon marché...<sup>68</sup> »*

Comme je l'ai décrit plus haut, l'arrivée au Zaïre en avril 1996 pour démarrer ma première mission avec MSF, me donnait l'impression d'avoir fait à rebours le voyage

---

<sup>68</sup> ILLICH, Ivan et CAYLEY, David. 2007. *La corruption du meilleur engendre le pire*. Paris : Actes Sud.

de ce Chinois converti. Je quittais un Québec organisé, normé et aseptisé pour une dictature africaine, celle de Mobutu, et une fois franchi l'aéroport anarchique de Kinshasa, ce ne fut pas la « dictature » qui me sauta aux yeux, mais une extraordinaire effervescence, un impressionnant bouillonnement de liberté et une vivacité accueillante que je n'avais jamais vus nulle part. Ici, au cœur de la débrouille quotidienne et de ses difficultés, nulle institution ne vous gérait et ne vous gouvernait : on offrait spontanément « *l'aumône, le gîte et le couvert* ».

Les Zaïrois étaient pauvres et se plaignaient constamment avec un certain humour ; « y pas l'argent papa », « donne l'argent papa », « Mundele, pesa mbongo »<sup>69</sup> pouvaient être entendus 50 fois par jour - mais l'accueil, le rire, la danse et les soirées en commun m'apparaissaient à première vue être le quotidien de ces gens.

La contrée que je m'apprêtais à découvrir, le deuxième plus grand pays d'Afrique après l'Algérie, était toutefois une construction récente de l'époque coloniale, aux frontières élaborées de manière arbitraire par l'explorateur Henri Morton Stanley (1841 – 1904) et le roi Belge Léopold II (1835 – 1909), quelques semaines avant la conférence de Berlin de 1881. Cette conférence qui allait partager l'Afrique entre les nations européennes et surtout ouvrir cette dernière au commerce international, signa aussi l'acte de naissance officiel du Congo : « *Stanley avait déplié la carte extrêmement provisoire qu'il avait dessinée lors de sa traversée de l'Afrique (...) Ce fut sur cette feuille de papier que le souverain<sup>70</sup> traça avec Stanley, à la hâte, quelques traits de crayon. On pouvait difficilement être plus arbitraire. Il n'existait pas d'entité naturelle, pas de nécessité historique, pas de conception métaphysique qui prédestinait les habitants de cette région à devenir concitoyens. Il n'y eut que deux hommes blancs, l'un moustachu, l'autre barbu, qui par un après-midi d'été, quelque part sur le littoral de la mer du Nord, relièrent quelques lignes au crayon rouge sur une grande feuille de*

---

<sup>69</sup> Traduction libre : « Le blanc! Donne-moi de l'argent. »

<sup>70</sup> Le roi Belge Léopold II.

*papier. Pourtant, ce fut cette carte que Bismarck accepta quelques semaines plus tard et qui allait enclencher le processus d'une reconnaissance internationale. »<sup>71</sup>*

Au moment où le roi belge Léopold II s'approprie le territoire qui allait devenir le Congo, 1/3 du pays (la partie actuelle de l'est du Congo) est sous la domination de négociants afro-arabes, marchands d'esclaves et d'ivoire qui exportaient leur cargaison humaine et matériel via Zanzibar vers la péninsule arabique, le Moyen-Orient, l'Inde et la Chine. Vers 1880, une poignée de commerçants afro-arabes comme Tippu Tip ou Al-Zubayr Rahma Mansur, soutenus par des armées de miliciens, asservissaient un territoire 6 fois grand comme la France en faisant régner la terreur, du Darfour aux grands lac africains. Le Swahili, la langue du commerce (un mélange des langues bantoue et arabe), est le produit des échanges de cette époque et est aujourd'hui encore la langue d'échange dans tout l'est du continent, de Kisangani jusqu'à Zanzibar. N'était-ce de la colonisation européenne, ce coin d'Afrique aurait probablement été sous domination arabe au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Dans la première phase de la colonisation, la Belgique s'appuya d'ailleurs sur le marchand d'esclaves Tippu Tip, qui fut nommé gouverneur de district dans le centre du Congo Belge et qui aida la Belgique à découvrir les routes commerciales de l'est.

Le Zaïre/Congo est en quelque sorte une construction commerciale, un pur produit de la mondialisation naissante. Ses richesses naturelles sont aussi sa malédiction ; à chaque demande pressante du marché mondial qui suivit les nouvelles innovations techniques, il fut un des principaux fournisseurs de matières premières. Avec le début de la voiture, c'est le Congo qui fournira le caoutchouc nécessaire aux pneus. Des villages entiers furent mis au travail forcé pour récolter le caoutchouc et les excès violents de cette pratique – à certains endroits on coupait les mains de ceux qui fuyaient le travail ou qui n'étaient pas assez productifs - sont aujourd'hui souvent exposés pour décrire les méfaits du colonialisme.

---

<sup>71</sup> VAN REYBROUCK, David. 2012. *Congo : Une histoire*. Paris : Acte Sud, p.78.

Mais le caoutchouc ne fut que le point de départ de l'exploitation de ce pays qui fut impliqué dans pratiquement toutes les innovations techniques du siècle. C'est par exemple avec de l'uranium congolais que la bombe d'Hiroshima fut fabriqué. Et au tournant des années 2000, avec la généralisation des téléphones portables et la mode des jeux vidéos tels que le PlayStation<sup>72</sup>, la demande urgente de minerais essentiels à ces appareils, dont le coltan est probablement le minerai le plus célèbre, fut lourd d'impact pour les populations de l'est du Congo. Des mines artisanales du Kivu, propriété de chefs de guerres congolais, rwandais et ougandais, se mirent à tourner à bloc et devinrent un des enjeux de la deuxième guerre du Congo, entre 1998 et 2005. J'étais dans l'est du Congo près de Bunia en décembre 2000 et le coltan, ce minerai du malheur, était sur toutes les lèvres. La ville de Bunia qui nous plongeait dans un mauvais western - rues boueuses, prostitution massive, violence larvée, hommes en armes partout, etc. – était remplie de comptoirs d'achats artisanaux et s'était transformée en plaque tournante de l'exportation du coltan vers l'Ouganda et le Rwanda.

Le pays a produit une littérature critique abondante sur les excès du colonialisme, dont « Au cœur des ténèbres » de Joseph Conrad paru en 1899 est sans doute le plus connu. En 1908, le roi Léopold II perd sa propriété et le pays devient une colonie belge gérée par le parlement de Bruxelles, qui eut pour ambition d'en faire une « colonisation scientifique »<sup>73</sup>. La bureaucratie et l'administration qui en découlèrent se font toujours sentir aujourd'hui. Première colonie à développer des services de santé, les Belges imposèrent le « passeport médical » à l'intérieur du pays, ce qui eut des conséquences politiques très importantes, par le contrôle de la population qui en découla. Quiconque circule au Congo aujourd'hui est frappé par ce contrôle administratif qui perdure curieusement, malgré la déliquescence totale des

---

<sup>72</sup> La PlayStation 2, qui se vendit à 1 million d'exemplaires le premier jour de sa sortie, provoqua une demande massive de coltan à l'est du Congo, seul endroit où l'on pouvait s'approvisionner de ce minerai. Des auteurs américains ont même nommé la deuxième guerre du Congo « The playstation war ». Voir ici : <https://conflictmineral.wordpress.com/the-playstation-war/>

<sup>73</sup> DUSART, Jean Dusart. 1948. *Albert Thys : créateur de la ligne de Chemin de fer Matadi-Léopoldville*, Bruxelles : Bibliothèque de l'Étoile.

infrastructures et la quasi disparition des routes. Le Congo est sans doute le seul pays au monde qui demande des « ordres de mission » ou des papiers d'identité pour circuler à l'intérieur de ses frontières. Congolais comme étrangers doivent se soumettre à cette étrange pratique, qui consiste à se faire étamper son ordre de mission ou ses papiers d'identité aux administrations des villes provinciales. Le tout se passe souvent dans des locaux complètement abandonnés et en décrépitude, où au milieu d'une pièce vide au plafond défoncé, un « fonctionnaire » de la ville ou du village étampe consciencieusement l'ordre de mission, tout en recevant un montant défini au préalable – précieuse source de revenu pour lui.

La maladie du sommeil est au centre de cette mesure administrative. Malgré le traitement efficace apporté par le colonisateur, elle resta longtemps identifiée comme « la maladie du blanc » et fut longtemps entourée de suspicion. Dérivé de l'arsenic, le premier traitement utilisé à partir de 1910 provoquait parfois la cécité comme effet secondaire. Mais c'est surtout les mesures administratives de contrôle de mobilité qui marquèrent les esprits au départ.<sup>74</sup> Le pouvoir donné au médecin fut très important, ce qui eut un impact conséquent sur les structures traditionnelles ; du jour au lendemain, les chefs de village durent soudainement avoir un papier du médecin pour circuler. Comme le décrit métaphoriquement David Van Reybrouck : « *L'État, en 1885, se résumait à un seul blanc isolé qui demandait au chef de votre village de le pavoiser avec un drapeau bleu. L'État, en 1895, était un fonctionnaire qui venait exiger vos services comme porteur ou soldat. L'État, en 1900, était un soldat noir qui venait vociférer et tirer des coups de feu dans votre village devant quelques paniers de caoutchouc. Mais l'État, en 1910, était un aide-soignant noir qui sur la place du village tâtait les ganglions dans votre cou et vous disait si tout allait bien.* »<sup>75</sup>

---

<sup>74</sup> BURKE, j. 1971. *Historique de la lutte contre la maladie du sommeil au Congo*. Annales de la Société Belge de Médecine Tropicale. No. 51, p.465- 477.

<sup>75</sup> VAN REYBROUCK, David. 2012. *Congo : Une histoire*. Paris : Acte Sud, p.78.

## **MSF ET LA MALADIE DU SOMMEIL**

Tâter les ganglions dans les cous et dire aux Zaïrois si tout allait bien, c'était en quelque sorte la tâche que s'était donnée MSF en 1996. La maladie du sommeil qui avait été éradiquée par la médecine coloniale refaisait tranquillement surface au Zaïre. Faute d'entretien des bâtiments qui tombaient en ruine et de l'incapacité de l'État zaïrois à payer les salaires du personnel médical, il était difficile de traiter les patients (encore très peu nombreux) atteints par la maladie du sommeil. Quelques petits projets internationaux dédiés à la maladie du sommeil redémarrèrent lentement dans le pays. C'est dans ce contexte que MSF avait décidé de s'impliquer au Zaïre. Ce positionnement était aussi stratégique. On prévoyait que la situation du Zaïre allait s'envenimer dans les années à venir et une présence sur place de l'organisation humanitaire allait faciliter les interventions d'urgence en cas de crise importante.

MSF s'était donc lancé dans la réhabilitation de quelques petits hôpitaux pour la prise en charge des patients, ainsi que de la formation du personnel infirmier dans la région du Bas Zaïre, à Kimpese, petite bourgade de 30 000 habitants située sur l'axe principal qui relie Kinshasa au port de Matadi, à 7 heures de route de la capitale Kinshasa. MSF ne planifiait pas de rester très longtemps à cet endroit et justifiait son action à partir d'une rhétorique urgentiste. Il s'agissait d'aider au redémarrage des traitements pour la maladie du sommeil, sans que la question de savoir qui allait reprendre les soins après le départ de MSF (gouvernement ? missionnaires ? ONG ?) ne soit clairement définie au départ.

Comme je le disais en introduction, pour cette première mission, j'avais la fonction de « logisticien construction ». Supervisant une équipe de 50 ouvriers zaïrois que j'engageai sur place dès la première semaine à Kimpese, j'étais en charge de la réhabilitation d'un hôpital de 40 lits avec 4 bâtiments de 25m X 8m chacun et un petit laboratoire de 8m X 4m. L'hôpital que je réhabilitais était situé en brousse à 2 km de notre maison. Comme à peu près tout le reste des infrastructures du pays, l'hôpital

que je réhabilitais était complètement à l'abandon et servait même de dortoir pour les poules et les chèvres du voisinage. Les propriétaires de ces animaux furent d'ailleurs agacés par notre présence, surtout lorsque notre médecin expatrié les obligea à clôturer leur parcelle pour contrôler les allées et venues de leur bétail. Avec le médical, vient toujours une procédure d'enfermement quelconque : ce fut la première leçon que je retenus de cette mission. Et dans ce cas précis, les tensions avec le voisinage de l'hôpital obligé de clôturer leur terrain, durèrent quelques semaines. Bien que nous fîmes quelques réunions pour apaiser les tensions, ces dernières furent surtout réglées par nos employés zairois, qui voyaient d'un mauvais œil les critiques locales dirigées contre leur source de revenu temporaire.

L'équipe de volontaires expatriés qui travaillaient et vivaient avec moi était composée de deux infirmières françaises, d'un médecin béninois et d'un administrateur français. Nous habitions dans une grande maison située sur la route principale, que j'avais réhabilitée avec l'aide d'ouvriers zairois et d'un administrateur expatrié français, un mois avant l'arrivée de l'équipe expatriée. Nous allions souvent le soir dans les petits bars locaux, manger de la chèvre grillée sur du charbon de bois en bordure de route. Le centre de Kimpese était très actif et poussiéreux, accueillant les camionneurs et les commerçants en transit vers Kinshasa. Mais tout le reste de Kimpese s'apparentait à un gros village africain fait de maisons en terre battue, sans électricité ni eau courante.

Nouvellement arrivé dans l'organisation, j'étais confronté à l'apprentissage de la culture de travail de MSF, entre autres au travail de substitution qui est le propre de « l'urgence ». Le cœur de la logique urgentiste ne repose pas sur des formes de collaborations participatives avec les institutions locales, mais sur une substitution à celles-ci, par souci d'efficacité et afin de répondre aux besoins identifiés. Nous ne travaillions donc pas avec le gouvernement ou avec une autorité locale quelconque, malgré que nous ayons signé un accord de principe avec les autorités locales, mais en fonction de nos « guidelines » et de nos propres normes élaborées par des experts européens au fil des missions des dernières années. Ceci permettait de mener notre

projet de réhabilitation et de démarrage de l'hôpital à notre rythme, sans être freiné par les us et coutumes locales. Il y avait un avantage indéniable à ce mode de fonctionnement : les travaux avançaient rapidement. Mais d'un autre côté, il était évident que ce travail ne pourrait jamais être repris par le gouvernement zaïrois. Nous fonctionnions avec les derniers médicaments de pointe, trop chers pour un gouvernement africain comme celui de Mobutu, et nous réhabilitons le tout selon des standards de qualité internationaux (ou occidentaux) qu'il serait difficile de maintenir dans un pays comme le Zaïre.

Comme l'a parfaitement décrit l'anthropologue Mariella Pandolfi dans un tout autre contexte, l'action humanitaire met « *en œuvre une temporalité qui ne tient aucun compte des stratégies et des institutions locales. (...) Elle se fonde sur des émotions indiscutables (victimisation, compassion, pathologisation, indignation) qui empêchent toute analyse critique de la complexité de la situation réelle. De telles opérations mettent en place de nouveaux réseaux sociaux dépendant de ressources économiques et techniques surdéveloppées par rapport au contexte local, qui disparaissent avec la situation d'urgence et l'intervention. Il ne reste ensuite qu'une société segmentée en un simulacre de société civile et un échiquier de petits groupes politiques.* »<sup>76</sup>

Comme l'a bien vu Pandolfi, ce mode de fonctionnement est aussi un rapport de pouvoir. En construisant cet hôpital moderne, c'est aussi l'apparition d'une nouvelle caste de responsables et de dirigeants que nous provoquons. Ces derniers pouvaient se trouver à l'international via le réseau des ONG occidentales ou au Zaïre, parmi des gens qui seraient formés et intégrés à cette structure internationale.

Insidieusement, le travail de MSF à Kimpese reproduisait d'ailleurs certaines formes de rapport au monde propres à la domination néolibérale, entre autres dans le

---

<sup>76</sup> PANDOLFI, Mariella. 2000 (novembre). « Une souveraineté mouvante et supra coloniale : l'industrie humanitaire dans les Balkans. » In *Multitudes*, Numéro 3, p.105.



traitement des travailleurs locaux qui étaient utilisés comme de simples ressources humaines temporaires et jetables.

Rapidement par exemple, les employés congolais que j'avais engagés pour la construction de l'hôpital proposèrent d'organiser un syndicat pour améliorer leurs conditions de travail. Comme souvent, ces employés étaient des journaliers engagés au jour le jour sans contrat de travail<sup>77</sup>, pour 1\$ ou 2\$ par jour – ce qui était un salaire conforme aux grilles de salaire officiel du gouvernement zaïrois et similaire à celui que donnaient les missionnaires catholiques ou les autres ONG présentes dans la région.

Nouvellement arrivé dans le pays et ne sachant que dire à mes employés sur leur contrat ou sur leur avenir au sein de l'organisation, je me référâi au bureau de coordination de MSF à Kinshasa, qui me donna comme directive de leur dire que nous étions une ONG « d'urgence » et que le travail était forcément temporaire. C'était à la fois évident : MSF ne pouvait rien promettre ou assurer sur le long terme, mais aussi difficilement justifiable aux yeux du personnel local de MSF. Pour ces employés zaïrois qui inscrivaient la réhabilitation des hôpitaux construits par les colons européens dans la suite logique de cette entreprise coloniale, la justification urgentiste ne faisait aucun sens. Dans ce cas précis, cette justification permettait surtout à l'organisation de se dédouaner de toute responsabilité sociale envers ses employés.

Il y avait aussi un côté presque burlesque dans la rencontre entre le discours de l'ONG d'urgence et celui des employés locaux de l'organisation. Le travail de réhabilitation effectué par MSF s'inscrivait en droite ligne avec le projet de santé colonial et était clairement perçu comme telle par la population, qui faisait d'ailleurs souvent allusion

---

<sup>77</sup> Depuis 2007 et la mise à plat sur le personnel national lors d'une conférence MSF internationale (nommée La Mancha), l'organisation tente de systématiser les contrats de travail de ses employés locaux. La situation du personnel national est donc aujourd'hui gérée de manière beaucoup plus professionnelle (contrats, vacances, etc.), même si les inégalités structurelles mondiales et le respect des lois locales empêchent d'atteindre une équité véritable.

à la colonisation de manière positive. La colonisation, très critiquée dans les milieux universitaires et chez les humanitaires en général, était perçue de manière beaucoup plus nuancée chez les Congolais que je côtoyais, qui en faisaient souvent l'éloge, par comparaison avec l'état actuel de leur pays. Parmi mes employés, les plus âgés exprimaient même souvent la reconnaissance d'avoir été évangélisés, éduqués et soignés par les colons, pendant que les plus jeunes s'interrogeaient avec incompréhension sur le rapport très critique qu'entretenaient la plupart des secouristes expatriés avec la religion chrétienne. Le christianisme avait été transmis par la colonisation et les avait émancipés du cannibalisme comme des formes de sorcellerie aliénante – disaient-ils - et constituait désormais une part importante, voire essentielle, de leur identité et de leur vie.

Mysticisme et politique se côtoyaient ouvertement chez les Zaïrois que je fréquentais et occupaient une part importante des débats et des discussions que nous avions. Mais surtout, l'amalgame entre la colonisation, l'évangélisation et les traitements médicaux allait de soi pour mes employés zaïrois. Dans ce cadre, dire aux populations ce qu'était l'aide humanitaire « d'urgence » – alors que même les expatriés MSF peinaient à le saisir – relevait de l'impossible.

Ce point soulève des questions abyssales sur les formes de déshumanisation que peuvent provoquer ou encourager les interventions humanitaires d'urgence. Car les catégories et le discours utilisés par l'humanitaire pour entrer en relation au monde participent souvent d'un rabaissement, d'une déshumanisation, voire d'une chosification des personnes que l'aide prétend secourir. Des « victimes » ou des « réfugiés » n'ont en effet la plupart du temps pas le loisir de chercher à améliorer leur condition de travail par exemple, ils n'ont pas à revendiquer une sécurité d'emploi, car dans les représentations communes et bien souvent dans leur situation concrète, leur état social ou biologique les renvoie de facto hors des catégories de « travailleurs exploités », voire de « travailleurs » tout court. Ils sont de la « matière humaine », pour reprendre ici l'expression de Simone Weil qui remarquait dès 1943

qu'en « *privant les peuples de leur tradition, de leur passé, par suite de leur âme, la colonisation les réduit à l'état de matière humaine.* »<sup>78</sup>

D'une certaine façon, c'est ce que fait l'aide humanitaire dans une intervention comme celle-ci. Le passé du pays comme l'interprétation qu'en ont ses habitants n'est aucunement pris en compte dans la conceptualisation de l'intervention. Dépouillé de toute épaisseur historique, culturelle, politique, les Zaïrois sont réduits à n'être dans le discours de l'organisation que de la « matière humaine », que ce soit à travers les notions de « ressources humaines » ou celles de « patients ».

L'adéquation entre les catégories utilisées par l'humanitaire et le réel des missions est en effet rarement effectif. Tout travailleur humanitaire découvre par exemple rapidement sur le terrain qu'il est en premier lieu un employeur et un gestionnaire en charge d'équipes de travailleurs, et non pas un « humanitaire » au sens caricatural du terme. Les nombreuses discussions que nous avons dans l'humanitaire avec le personnel local embauché par les organisations d'urgence tournent d'ailleurs la plupart du temps autour de revendications sur leurs conditions de travail, et très rarement sur la nécessité de « sauver des victimes ».

Cette réalité cadre encore difficilement avec la représentation que se font de l'humanitaire la grande majorité de nos contemporains, tout comme avec le marketing humanitaire produit par les organisations humanitaires dans le cadre de levées de fonds, qui reproduit presque systématiquement les stéréotypes du sauveur et de la victime.

Cela explique peut-être en partie pourquoi les revendications du personnel local sont souvent perçues comme étant des marques de caprices illégitimes. Commentant les difficultés des travailleurs zaïrois avec leur salaire, l'administrateur français de la mission de Kimpese dit même un jour : « *si ça continue, nous serons même obligés de*

---

<sup>78</sup> WEIL, Simone. 1943. « À propos de la question coloniale. » IN *Œuvres*. Paris : Gallimard, p.432.

*faire du social* ». Au Zaïre, le travail effectué par MSF pouvait donc être perçu comme existant en dehors de toute sphère « sociale » ou « politique ».

Alors que l'organisation emploie plus de 35 000 personnes ayant le statut de « personnel local » à travers le monde, que ses projets ont un impact social et politique évident, les « volontaires » expatriés parviennent souvent à concevoir leur action comme pouvant être indépendante de toutes sphères politiques ou sociales.

Ce type de contradiction et d'incohérence entre l'univers local et celui de l'organisation me frappa et m'agaça dès les premiers mois. Le justificatif humanitaire permettait ici de se mettre à distance de tout questionnement social, politique ou religieux, bref de tout ce qui constitue la grandeur de l'homme, pour rabattre ce dernier sur sa dimension médicale. Et en refusant de regarder dans la direction vers laquelle nous invitaient les travailleurs zaïrois sous prétexte d'être une organisation d'urgence, on peut réellement se demander si MSF ne renforçait pas la domination et les difficultés que subissait la population de cette zone.

À cela s'ajoutait les règles de sécurité qui m'apparaissaient complètement irrationnelles. Nous pouvions conduire les véhicules MSF en soirée, mais non pas pendant le travail. Lorsque nous circulions en véhicule, il était aussi interdit de transporter un ami zaïrois ou une connaissance locale. Le couvre-feu à 22h ne reposait sur aucune rationalité, me semblait-il, Kimpese étant moins dangereuse que la plupart des grandes villes occidentales.

Mais surtout, j'avais très peu d'affinités avec l'équipe d'expatriés français, dont l'approche uniquement technique me rebuta dès le départ. Le soir, je fréquentais surtout mes collègues de travail zaïrois et je fus rapidement en relation de couple avec une infirmière zaïroise, qui était une de nos employées MSF.

Des tensions importantes survinrent entre l'équipe expatriée et moi, lorsqu'une des infirmières françaises de l'équipe refusa que ma compagne zaïroise entre dans notre

maison d'expatriés. Une employée locale ne pouvait se mélanger aux expatriés selon elle. Malgré le malaise des autres membres de l'équipe d'expatriés sur cette question, ils partageaient visiblement l'opinion de cette infirmière française.

Cet apartheid teinté d'abus de pouvoir et de racisme larvé m'exaspéra profondément et j'eus de violentes discussions avec mon chef de mission à propos du traitement réservé aux employés locaux. La tension étant à son comble, le siège de Paris m'autorisa à aller habiter dans la maison familiale de ma compagne zaïroise pour mon dernier mois de mission. Un privilège de ce type était rarement accordé à un expatrié MSF, qui doit normalement rester dans la maison commune des expatriés, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité.

Je passai donc le dernier mois de ma mission à Kimpese en habitant dans une maison de terre battue sans eau courante ni électricité, où habitait la famille de ma compagne. J'avais une certitude, jamais je ne retournerais travailler avec une organisation telle que MSF, qui représentait la quintessence du mépris, de l'arrogance et de l'aveuglement technocratique.

## **VIVRE AU ZAÏRE**

Mon contrat de 7 mois arriva cependant à son terme rapidement et si je me réjouissais de quitter MSF, il en était tout autrement pour la vie de Kimpese que je ne voulais pas abandonner. À la fin de mon premier contrat MSF au Zaïre en octobre 1996, je décidai donc de rester au Zaïre en privé. J'épousai ma compagne zaïroise et je me construisis une petite maison de 3 pièces en briques locales, avec pour toiture des tôles récupérées de l'un des anciens hôpitaux que nous avons réhabilité quelques mois auparavant. Le mariage fut fait selon les règles locales et je dus payer une dot à la famille, qui consista en 2 chèvres, des vêtements pour la mère et le père et une somme de 1000\$ pour la famille.

Ma maison était située dans la parcelle d'un de mes amis zairois à Kimpese. Je m'étais aussi acheté 3 cochons et nous avons construit un petit enclos pour les loger et les nourrir. La parcelle familiale comportait 3 maisons de terre battue avec toit en vieilles tôles rouillées, qui appartenaient toutes à la même famille (celle de mon copain zairois). Le propriétaire de la parcelle était le paternel d'une soixantaine d'années qui avait 3 femmes, dont la dernière qui avait 26 ans me confiait parfois les difficultés qu'elle avait avec la première femme de la parcelle, qui était aussi la plus âgée. En tant que jeune femme nouvellement arrivée, elle partageait le lit du père et faisait la plupart des travaux ménagers, situation qui était pour elle très pénible.

La situation des femmes en polygamie n'était toutefois pas toujours aussi difficile. Il y régnait parfois une entente cordiale entre les femmes, qui pouvait se retourner contre l'homme de la maison. J'ai souvenir d'un dimanche matin où un ami est venu me voir en panique. Il avait passé la nuit avec une jeune femme et il n'osait pas entrer chez lui, par peur de ses trois femmes qui allaient être furieuses. Ses trois femmes s'entendaient à merveille, me dit-il, ce qui lui compliquait beaucoup la vie. Il me demanda donc de l'accompagner chez lui pour justifier son absence nocturne par une excuse bidon : je devais dire à ses femmes que j'avais eu besoin de lui pour des travaux majeurs la veille et que nous avions fini ces travaux tard en soirée. Amusé par cette situation, je l'accompagnai donc chez lui pour convaincre ses femmes qu'il avait dormi chez moi, prêt à mentir pour l'aider. Mais sitôt arrivé dans la maison, je fus témoin d'une scène très curieuse. Les 3 femmes qui faisaient corps commun m'ordonnèrent sévèrement de partir sur le champ sans prendre le temps d'écouter ce que j'avais à dire, pour ensuite hurler sur leur mari commun qui s'excusait honteusement la tête basse, piteux et confus. Cette scène modifia à tout jamais la perception que j'avais de la polygamie et de ses structures de pouvoir, qui sont parfois plus nuancées et complexes que ce qu'on peut en penser à première vue. Avant d'être une domination

masculine, la polygamie à Kimpese était surtout une organisation économique faite d'alliances familiales.<sup>79</sup>

La majorité des habitants de Kimpese possédaient un petit champ de manioc, qui constituait l'essentiel de l'alimentation. Les tubercules de manioc étaient bouillis pour faire une pâte nommée fougou, qu'on accompagnait de feuilles de manioc pilé et trempé dans l'huile. Du poisson séché qui provenait du port de Matadi accompagnait souvent ces repas et chez les familles plus aisées (ce qui était le cas dans notre parcelle depuis mon arrivée), du poulet, de l'antilope ou de la chèvre grillée agrémentaient souvent les repas. La nourriture n'était jamais préparée uniquement pour le petit cercle familial, elle était systématiquement partagée avec les nombreux visiteurs de passage. Il était fréquent de voir un voisin ou un cousin lointain se joindre à nous pour partager le repas. À quelques reprises, le fou du village habillé en haillons et hurlant des mots incompréhensibles, se prenant pour Jésus ou pour un prophète, passa à côté de notre parcelle. À chaque fois les femmes se dépêchaient - avec crainte - de lui donner une assiette, tout en évitant que ce fou se joigne à nous.

Le voisinage était organisé de la même façon, en petites parcelles avec maisons en terre battue. Les plus « riches » possédaient un toit de tôle et les plus pauvres se contentaient d'un toit de paille. Des sentiers de terre battue sillonnaient la ville et nous les utilisions fréquemment pour aller visiter le voisinage, une vieille tante malade ou des amis, avec qui nous avions des discussions sous les étoiles au son des criquets, jusque tard en soirée.

À côté de cette vie bucolique, je fus parfois témoin de scènes troublantes de barbarie, que j'eus par la suite souvent l'occasion de retrouver en Afrique centrale. Un jour que

---

<sup>79</sup> Officiellement, la polygamie est illégale au Congo, tout en étant tolérée. La plupart des mariages polygames le sont suite à des pressions de la famille élargie, souvent pour résoudre un cas d'infertilité ou pour des raisons d'alliances entre familles. Il s'agit aussi parfois d'un homme âgé avec une certaine aisance financière, qui démarre une relation avec une jeune femme. Contrairement à ce qui se passe en Occident dans des cas similaires, la première femme demeure à la maison avec un statut supérieur à la nouvelle arrivée.

je rentrais à pied chez moi, une foule compacte hurlait en regardant par terre et en criant « voleur-voleur ». Un petit voleur avait en effet été attrapé et il était battu à coup de barre de fer, sous l'acclamation enthousiaste de la foule. Je n'ai eu que le temps de voir une mare de sang et un œil qui sortait de son orbite pour comprendre que le petit voleur vivait ses derniers moments. La justice populaire pour les petits larbins était fréquente et souvent très violente.

Mais à côté de ces formes de barbarie, je rencontrais pourtant une vie sociale riche et intense et des amitiés réelles. Mais surtout, je découvrais sans pouvoir vraiment la nommer une tout autre façon d'être au monde. Après à peine quelques mois à Kimpese, je connaissais plus de gens que je n'en connaissais dans ma ville natale de Chicoutimi ou encore à Montréal, dernier endroit où j'avais habité avant mon départ pour le Zaïre. Cette proximité n'était pas que sociale, mais aussi matérielle et concrète. Au niveau pratique, je connaissais la provenance et la fabrication d'à peu près tout ce qui m'entourait. J'avais construit ma maison avec de la brique locale qui avait été fabriquée avec la terre d'un champ situé à 200 m de chez moi. J'avais négocié le prix de la terre à cuire et j'avais vu fumer la brique pendant quelques jours, sachant qu'à partir de cette terre qui fumait, j'allais construire une habitation. Il en allait de même pour tout. Le poulet ou la chèvre que nous mangions le soir étaient vivants à côté de nous quelques heures ou parfois quelques minutes avant que nous les mangions<sup>80</sup>, de même pour les légumes ou le fougou qui venaient du champ de la parcelle familiale.

À Kimpese, je connaissais aussi les gros commerçants et les responsables de quartiers et j'étais parfois invité dans leur demeure. Ainsi, les enjeux politiques locaux me devinrent rapidement lisibles, alors que j'ignorais pratiquement tout de ces enjeux à Montréal, où il est possible de vivre 15 ans sur une rue, dans un immeuble ou au sein d'un quartier, et de n'avoir pratiquement aucun contact avec la réalité du voisinage.

---

<sup>80</sup> Ne possédant pas de systèmes de réfrigération pour conserver la viande, il est fréquent en Afrique centrale de voir les petits commerces de viandes grillés en bord de route avoir une ou deux chèvres vivantes attachées, attendant d'être égorgées pour ensuite être coupées et grillées dans l'heure qui suit.



Paradoxalement, je découvrais donc dans la dictature de Mobutu une manière d'être libératrice qui était beaucoup moins « aliénée », au sens étymologique du terme qui signifie « être séparé de », que ce que vivent la plupart des habitants des grandes capitales occidentales. Ce qui éclairait en retour, sous un angle nouveau et de façon très concrète, les formes de violence intrinsèques à la modernité libérale que je retrouvais à Montréal, à Paris ou à Genève.

Ne désirant pas retourner vivre au Québec pour ces raisons et planifiant de m'installer au Zaïre pour un temps indéterminé, j'ai démarré un petit commerce de transport de poissons séchés, du port de Matadi à Kinshasa. Ce petit commerce dont j'étais le gestionnaire (les achats et le transport étaient effectués par des membres de ma belle-famille) permettait d'avoir un montant suffisant pour aider la famille élargie, surtout pour l'achat de la nourriture.

## **UNE GUERRE LOINTAINE**

Mais la situation du Zaïre évoluait rapidement et depuis octobre 1996, au moment même où je quittais MSF pour vivre dans cette parcelle à Kimpese, le pays était entré en guerre avec le Rwanda qui soutenait la rébellion AFDL, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre. S'inscrivant dans la continuité du génocide rwandais de 1994, le conflit de l'est du Zaïre fournissait les médias du monde en images apocalyptiques de populations entières fuyant les combats ou de malades agonisant dans les camps de réfugiés à la frontière du Rwanda. Je recevais parfois des lettres de ma famille ou de mes amis au Québec<sup>81</sup>, qui m'imaginaient plongé dans l'horreur et qui me décrivaient les images télévisuelles apocalyptiques des camps de réfugiés rwandais au Zaïre et la « crise humanitaire » qui y sévissait.

---

<sup>81</sup> C'était juste avant la généralisation d'internet et les lettres prenaient au moins un mois avant d'arriver à destination. La poste étant déficiente au Zaïre, c'est via des expatriés Français que je recevais et envoyais le courrier.

Pendant ce temps, je me trouvais à 1200 km du conflit, ce qui correspond à la distance qui sépare Paris de Varsovie ou Montréal de Kuujuaq. Vivant très loin de la guerre dans l'univers paisible et parfois bucolique de Kimpese, les combats ou les camps de réfugiés n'étaient pour nous qu'une vague rumeur et j'étais surpris de réaliser que ma famille et mes amis au Québec qui s'informaient à travers les grands médias (surtout Radio-Canada) en savaient plus que moi sur les principaux enjeux du conflit.

Mais malgré la distance des combats, certaines tensions gagnèrent la capitale Kinshasa, qui était située à 200km de Kimpese (7 heures de trajet en voiture). À deux reprises à la fin de l'année 1996, Kinshasa fut le théâtre de pillages importants, initiés par les militaires et encouragés par la population de la capitale. Ces pillages ciblaient particulièrement les résidences de Rwandais, ainsi que quelques commerces. Le pillage avait une signification particulière au Zaïre. Des pillages initiés par des militaires non payés avaient eu lieu en septembre 1991 et en janvier 1993 et avaient particulièrement marqué les esprits des Zaïrois, comme ceux des expatriés. Pendant les pillages de 1991, une intervention militaire franco-belge de 1700 soldats avait procédé à l'évacuation des expatriés. Et lors du pillage de janvier 1993 qui a coûté la vie à 2000 personnes, l'ambassadeur français Philippe Bernard fut tué d'une balle de kalachnikov alors qu'il était en fonction dans les bureaux de l'ambassade française.

Le contexte était donc de plus en plus volatile et de moins en moins cernable. Qu'allait-il se passer? Un changement de régime était-il possible? Pouvais-je vivre encore longtemps à Kimpese ou au Zaïre en y faisant du petit commerce ? Pour les expatriés, la situation sécuritaire devenait sérieuse et les ambassades demandaient à leurs ressortissants de s'inscrire sur les listes de présence et de connaître les plans d'évacuation. Ayant été engagé par MSF Paris, j'étais toujours enregistré à l'ambassade française comme ressortissant canadien, malgré que je ne sois plus en fonction chez MSF. Du reste, comme il n'y avait pas d'ambassade canadienne à Kinshasa – seulement un consulat, la plupart des canadiens relevaient de l'ambassade française ou américaine pour l'évacuation en cas de conflits.

Demeurer dans un pays qui venait d'entrer en guerre n'avait pas que de mauvais côtés. Un enthousiasme gagnait certaines franges de la population, qui espéraient un changement et les discussions politiques allaient bon train. Comme j'ai eu l'occasion de le constater à quelques reprises dans d'autres conflits, avec la guerre vient aussi parfois une nouvelle liberté, inséparable de nouveaux risques et des nouvelles craintes.

### **ÊTRE BLANC DANS LE ZAÏRE DE MOBUTU**

C'est dans ce contexte que j'ai vécu quelques mois à Kimpese avec ma femme congolaise en dehors de MSF, entre octobre 1996 et avril 1997, fasciné de découvrir de l'intérieur la vie des Zaïrois. Je fus toutefois rapidement rattrapé par le statut social supérieur que m'imposait le fait d'être blanc et Canadien. Je pouvais difficilement nourrir mes cochons ou travailler les champs comme mes amis zaïrois - ce n'était pas bien vu pour quelqu'un de mon statut - et encore moins laver la vaisselle ou faire les tâches ménagères, activités strictement réservées au genre féminin. J'avais pu quand même construire ma maison de mes mains, ce qui me prit un mois de travail, mais je fus ensuite condamné à une oisiveté qui me permettait d'observer de l'intérieur la vie des Zaïrois et de participer aux discussions et aux palabres sans fin pour régler les menus conflits quotidiens.

Mais quoi que je fasse, j'étais systématiquement rattrapé par mon statut d'occidental, qui me conférait une supériorité incontournable que j'appris à assumer. Il m'arrivait de voyager en stop pour me rendre à la capitale Kinshasa comme le faisaient mes amis zaïrois, mais lorsque qu'un camion dont l'arrière était la plupart du temps rempli à ras-bord de passagers zaïrois s'arrêtait, on m'installait systématiquement à l'endroit le plus confortable, à côté du chauffeur, souvent en chassant une femme enceinte ou un vieillard. Être blanc dans ce contexte me plaçait dans un espace à part, qui allait de pair avec un autodénigrement très troublant de la part des Zaïrois : « nous les noirs, on n'est pas capables » me disaient souvent les Zaïrois. Du reste, tous les Zaïrois que

je côtoyais rêvaient de la Belgique et de la France, dont ils avaient des représentations idéalisées et complètement irréalistes.

Ce traitement de faveur dont j'étais l'objet était ce qui m'était le plus pénible, mais il était compensé par la découverte d'une tout autre façon d'habiter le monde. La vie religieuse et mystique était par exemple au centre de l'existence et j'appris à l'appriivoiser, malgré certaines aberrations. On me parlait avec grand sérieux des hommes qui se transformaient la nuit en crocodiles à Luozi, ville située sur le bord du fleuve Congo. Et quiconque était soupçonné de sorcellerie - souvent des vieillards ou des enfants - pouvait être rué de coups, et parfois mis à mort par la population. Toute maladie ou toute mort était systématiquement soupçonnée d'avoir été causée par un esprit malveillant, souvent un voisin ou quelqu'un de la parenté. Dans le cas d'un accident ou d'une maladie, l'objectivité ou le hasard n'existait pas pour la plupart des Zaïrois de Kimpese : il y avait forcément une raison ou un coupable à trouver. Des enfants pouvaient même être chassés de leur famille (élargie) du jour au lendemain parce qu'ils étaient soupçonnés de sorcellerie par le voisinage ou par un parent. Ils venaient ainsi grossir le rang des enfants des rues. Si cette réalité était surtout présente à Kinshasa, où les « schegués » (terme utilisé pour désigner les enfants des rues) sont légions, cette menace planait aussi à Kimpese.

L'Église catholique de Kimpese combattait vigoureusement ce phénomène, mais la plupart du temps sans succès. Et chaque fois que je m'indignais de cette situation, on m'expliquait qu'en tant que blanc, je n'avais pas accès à ce phénomène. J'étais protégé de la sorcellerie par mon statut ou mon « être d'occidental », me disait-on fréquemment, mais je ne pouvais pas non plus avoir accès à cet univers.<sup>82</sup> Mes réactions à ce propos suscitaient d'ailleurs l'amusement un peu condescendant de mes amis zaïrois, qui me percevaient comme un non-initié pour ces questions.

---

<sup>82</sup> Ce phénomène est toujours très répandu au Congo et en Afrique centrale. En 2001, un sanctuaire de personnes accusées de sorcellerie fut même établi par l'armée ougandaise dans le nord-est du Congo, accueillant environ 200 personnes soupçonnées de sorcellerie.

Filip de Boeck de l'université de Louvain a étudié ce phénomène d'apparition récente, qui est lié selon lui aux bouleversements des imaginaires liés à la modernité urbaine, à la nouvelle place de l'enfance dans cette modernité et au fondamentalisme chrétien<sup>83</sup> très prégnant en Afrique centrale. « *Partout au Congo, au cours des dernières décennies, des observateurs ont relevé l'accroissement des accusations de sorcellerie. (...) Au Congo, tout comme ailleurs en Afrique, une autre réalité s'est toujours dissimulée, sans que généralement cela fasse problème, sous la surface de la réalité visible. Aujourd'hui, cependant, cet autre univers, appelé « deuxième monde », « deuxième cité », « monde pandémonium » ou « quatrième dimension » semble, de façon croissante, écarter et supplanter le « premier monde », celui du réel quotidien.* »<sup>84</sup>

Plusieurs de mes amis zaïrois étaient aussi de fervents adeptes du kimbanguisme<sup>85</sup>, un courant religieux qui combattait aussi ce phénomène de mise à mort de sorcier. Ce courant religieux populaire qui repose sur une réappropriation locale de l'héritage chrétien et de sa force d'émancipation, est toujours très actif aujourd'hui à l'ouest du Congo. Quiconque a visité une cérémonie kimbanguiste reste frappé par la tenue et la dignité des cérémonies, ainsi que par la beauté des chants qui contraste avec les formes de protestantisme vulgaire et bruyant d'influence américaine qui pullulent aujourd'hui en Afrique.

---

<sup>83</sup> « *Tu ne laisseras point vivre la sorcière* », dit la loi de Moïse en Exode, 22:18

<sup>84</sup> DE BOECK, Filip. 2000. « *Le « deuxième monde » et les « enfants-sorciers » en république démocratique du Congo* ».

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-4-page-32.htm>

<sup>85</sup> Simon Kimbangu (1887 – 1951) est un prophète et mystique de l'ethnie kongo, qui soutint avoir reçu une vision divine vers 1920 lui dévoilant l'égalité de tout homme, noir comme blanc. À partir de ce moment, il professa une forme de christianisme local imprégné d'émancipation totale de l'homme noir, spirituel, physique et politique, avec le retour de l'Empire Kongo. Ses succès populaires furent impressionnants et inquiétèrent l'autorité coloniale belge, qui procéda à son arrestation en septembre 1921. Les 120 coups de fouet qu'il reçut avec courage et impassibilité avant sa condamnation à perpétuité, le transformèrent aux yeux de ses adeptes en prophète s'inscrivant dans la lignée de Jésus. Simon Kimbangu fut enfermé pendant plus de 30 ans, jusqu'à sa mort en 1951. Une peine de prison excessive pour quelqu'un qui n'avait jamais commis aucun acte de violence et qui eut comme dernière phrase à son procès : « *Jésus-Christ est le sauveur. J'ai reçu de lui la mission de proclamer la nouvelle du salut éternel aux miens.* »

Dans ce bouillonnement spirituel, je découvrais surtout une dimension oubliée du religieux, qui est inséparable du politique. Au Zaïre de l'époque, et c'est toujours le cas dans le Congo d'aujourd'hui, l'émancipation politique et existentielle est inséparable d'un rapport au mystique ou au religieux. S'émanciper de la sorcellerie passe presque nécessairement par une conversion au christianisme (ou au kimbanguisme), seules forces plus puissantes que l'univers de la sorcellerie. C'est du moins l'argument qui était constamment utilisé par mes interlocuteurs zaïrois.

S'il y a une constante souvent oubliée de la vie en Afrique, lorsqu'on s'y plonge vraiment, c'est que mystique et politique s'y entremêlent constamment et ne font qu'un. À distance de Machiavel ou de Jean Bodin qui les premiers pensent la politique comme un phénomène autonome de la religion, l'expérience africaine pleinement assumée nous déplace loin de cet angle laïque et moderne et nous oblige à penser le réel hors de tous cadres convenus. Donner la primauté au politique en privatisant le sacré, comme nous avons spontanément tendance à le faire, ne tient plus ici. Comme a déjà dit Michel Foucault en s'appuyant sur la notion de « spiritualité politique » pour penser le soulèvement iranien de 1978 : *« L'autre question concerne ce petit coin de terre dont le sol et le sous-sol sont l'enjeu de stratégies mondiales. Quel sens, pour les hommes qui l'habitent, à rechercher au prix même de leur vie cette chose dont nous avons, nous autres, oublié la possibilité depuis la Renaissance et les grandes crises du christianisme : une spiritualité politique. J'entends déjà les Français qui rient, mais je sais qu'ils ont tort. »*<sup>86</sup>

À l'instar de Foucault pour l'Iran – mais dans un tout autre contexte - je ne pouvais plus penser l'Afrique en considérant sa dimension spirituelle, mystique ou religieuse comme un simple à-côté anecdotique. D'un autre côté, il ne s'agissait pas non-plus de sombrer dans une forme de mysticisme quiétiste et apolitique, mais d'embrasser le

---

<sup>86</sup> FOUCAULT, Michel. « À quoi rêvent les Iraniens ? », Le Nouvel Observateur, 16-22 octobre 1978.

réel dans toute sa complexité et surtout à partir de la vision qu'en avaient mes interlocuteurs.<sup>87</sup>

Mais je n'ai pas eu le temps de creuser plus avant ces intuitions, la guerre me rattrapant malgré moi. En janvier 1997, ma compagne qui était partie à Kinshasa pour vendre du poisson séché fut coincée 3 jours dans la capitale qui traversait à ce moment de grandes instabilités. Les Rwandais étaient pourchassés et comme elle ressemblait vaguement à une tutsie rwandaise, elle avait été prise à parti par la foule dans un autobus et sauvée du lynchage par quelques personnes.

Quelques jours après ces événements, je déambulais au marché central de Kinshasa, lorsque je fus intercepté par 4 militaires agressifs et bien armés qui me demandèrent mes papiers. Ayant malencontreusement laissé mon passeport chez moi, ils m'amènèrent dans un sous-sol miteux et me questionnèrent violemment en me traitant d'espion à la solde des Américains. La tension était extrême et je pus m'en sortir en parlant le lingala que j'avais appris en vivant à Kimpese. Je leur expliquai que j'étais un diplomate de la Croix-Rouge et que s'ils me blessaient ou me tuaient, ils auraient d'énormes problèmes. Mon statut de soi-disant diplomate modifia rapidement leur attitude qui se transforma en crainte et, dans le doute, ils me laissèrent partir.

Ma sécurité et celle de ma compagne devenaient une préoccupation quotidienne et c'est à ce moment que MSF prit contact avec moi pour me proposer une mission en pleine guerre, à l'est du Zaïre. L'organisation cherchait un expatrié qui connaissait le contexte zaïrois pour aller travailler à Kisangani, ville portuaire d'un million

---

<sup>87</sup> Je renouais ainsi confusément avec une entente du politico-religieux qui avait prévalu en Occident avant la formation des États modernes qui donnèrent naissance à l'ordre westphalien, ce qui en retour éclairait la spécificité de notre temps d'une manière particulièrement incarnée. Comme l'a démontré le théologien William Cavanaugh dans « Migration du sacré », la séparation du religieux et du politique sur lequel repose notre ordre politique contemporain est une invention de l'État moderne, qui va de pair avec l'arrivée du libéralisme. Sous prétexte de prévenir la violence religieuse, la politique fut sécularisée. Mais dans les faits, selon Cavanaugh, c'est plutôt à un transfert du sacré de l'Église vers l'État que nous avons assisté. (CAVANAUGH, William. 2010. *Migrations du sacré : Théologies de l'État et de l'Église*. Paris : Éditions de l'homme nouveau).

d'habitants située au milieu de la forêt tropicale sur le bord du fleuve Congo, et qui était à l'époque plongée dans une confusion déroutante. À cours d'argent et désirant demeurer au Zaïre, j'acceptai la proposition.



## CHAPITRE 5 : HUMANITAIRE ET GÉNOCIDE : PREMIÈRE GUERRE DU CONGO

*« Quand je veux savoir les dernières nouvelles, je lis saint Paul. »*

Léon Bloy

Ce chapitre sur la première guerre du Congo-Zaïre s'inscrit dans la continuité du dernier chapitre et décrit le concret de la mission de Kisangani, quelques semaines avant que la ville ne tombe aux mains des rebelles de Laurent-Désiré Kabila, au moment où ces rebelles massacrèrent une partie importante des 200 000 réfugiés hutus rwandais du camp de Tingi-Tingi, que nous avons supportés jusqu'en février 1997.

Il s'agit donc d'un témoignage direct d'un terrain qui souleva beaucoup de débats, au moment même où la notion d'ingérence humanitaire commençait à devenir un sujet brûlant.

C'est par exemple dans le cadre de ce contexte d'extrême violence qui prolongeait le conflit rwandais de 1994, que MSF appela à des interventions armées internationales à trois reprises (entre 1994 et 1997). Le slogan d'une campagne MSF de 1994 lors du génocide rwandais résonnait fortement dans la jungle de l'est du Zaïre de 1997 : « On ne soigne pas un génocide avec des médecins » - et la question d'une ingérence militaire au nom de principes humanitaires pour protéger les populations réfugiées hutues rwandaises au Congo/Zaïre, se posa dans toute sa complexité dans le cadre de cette mission. En ce sens, l'intervention humanitaire dans l'est du Congo en 1997 fut un cas limite de pratique humanitaire, où la violence politique interroge l'humanitaire dans ses fondements.

Après avoir décrit l'intervention MSF dans ce conflit, je conclurai par une réflexion sur la question de l'ingérence militaro-humanitaire.

## **LA PREMIÈRE GUERRE DU CONGO-ZAÏRE**

Le conflit à l'est du Zaïre était le prolongement direct du génocide rwandais de 1994. Dès l'été 1996, des rumeurs d'attaque imminente du Rwanda de Paul Kagame visant les camps de réfugiés hutus installés au Zaïre à la fin du génocide nous étaient parvenues à Kimpese à travers des reportages radio de RFI.<sup>88</sup>

Suite au génocide du Rwanda, près de 2 millions de réfugiés rwandais - dont plusieurs avaient participé au génocide de 1994 - s'étaient établis au Zaïre, à la frontière du Rwanda. Ces immenses camps de réfugiés déstabilisèrent profondément l'est du Zaïre et se transformèrent rapidement en dilemme insolvable, car si le camp est le territoire humanitaire par excellence, c'est aussi très souvent un sanctuaire pour les rebelles, les guérillas ou, comme ici à l'est du Congo/Zaïre, pour des génocidaires qui profitent de ces sanctuaires pour recruter et s'organiser.

Ces camps étaient donc sources de profonds dilemmes pour le Zaïre, qui se voyait déstabilisé par cette masse de personnes dont plusieurs venaient de participer à un génocide de masse. Le gouvernement Mobutu craignait ainsi avec raison un embrasement de la région de l'est du Zaïre. Le dilemme était aussi pour le nouveau régime rwandais qui craignait - lui aussi avec raison - que les miliciens ayant piloté le génocide se réorganisent dans les sanctuaires humanitaires des camps de réfugiés pour ensuite attaquer le Rwanda. Les humanitaires avaient aussi beaucoup de difficultés à se positionner. Dans ces camps insalubres où démarra une importante épidémie de choléra, des chefs miliciens avaient pris le pouvoir et avaient transformé les sanctuaires humanitaires en bases arrière pour aller attaquer le Rwanda. MSF se

---

<sup>88</sup> RFI, Radio France International, était une des seules radios écoutées par les Zaïrois qui m'entouraient. Plus personne ne croyait à la propagande fatiguée du régime de Mobutu.

retira d'ailleurs rapidement de ces camps dès la fin de 1994, constatant l'impossibilité d'y travailler et appelant à une intervention armée internationale pour protéger les populations civiles hutues coincées dans ce bourbier.

Paul Kagame, nouvellement au pouvoir à Kigali, avait demandé à plusieurs reprises qu'on déplace ces camps de réfugiés loin de la frontière rwandaise, mais ses demandes demeurèrent ignorées, malgré une prestation claire et convaincante à la tribune des Nations Unies de New York à ce propos en 1995.

Pour compliquer la chose, les camps de réfugiés du Kivu étaient situés au cœur d'un territoire où résident de nombreux banyamulenge, une population rwandophone d'origine tutsie installée au Zaïre depuis au moins 2 siècles et qui avait accueilli les réfugiés tutsis du premier massacre rwandais au moment de l'indépendance du Rwanda en 1959. Les Banyamulenges zaïrois craignaient donc une attaque des miliciens Interhamwe<sup>89</sup> présents dans les camps de réfugiés et ils commençaient à s'armer et à se mobiliser pour y répondre. La situation de l'est du Zaïre devenait explosive et le conflit rwandais s'importait clairement au Zaïre.

C'est dans ce contexte qu'après 2 ans de tensions, le Rwanda de Paul Kagame, aidé par l'Ouganda de Museveni, organisa une rébellion avec l'aide des Banyamulenge zaïrois, afin de se débarrasser de ces camps de réfugiés transformés en bases arrière pour attaquer le Rwanda. Ils placèrent un ancien maquisard zaïrois converti en trafiquant, Laurent Désiré Kabila, à la tête d'une rébellion qu'ils nommèrent « Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre » (AFDL). C'est cette rébellion tutsie avec la marionnette zaïroise Kabila à sa tête, qui renversera Mobutu quelques mois plus tard, en mai 1997.

---

<sup>89</sup> Milice rwandaise importante et responsable de plusieurs massacres pendant le génocide de 1994 au Rwanda.

En octobre 1996, l'AFDL déclare la guerre et entre au Zaïre à partir du Rwanda. Plusieurs camps de réfugiés sont attaqués et démantelés. Au début novembre 1996, à la surprise générale, les rebelles contrôlaient les principales villes de la province du Kivu et proposèrent une trêve de 3 semaines pour que les réfugiés rentrent au Rwanda.

De nombreux réfugiés répondirent à l'appel de la trêve et rentrèrent au Rwanda en masse. Le HCR estima que 500 000 réfugiés rentrèrent au Rwanda en 3 jours à la mi-novembre. Mais craignant les représailles, près de 700 000 réfugiés<sup>90</sup> (dont une partie avait participé activement au génocide rwandais) sont restés au Zaïre, fuyant à l'intérieur des terres en direction de Kisangani. À partir de ce moment, les autorités rwandaises considèrent comme ennemis tous ceux qui ne s'étaient pas rapatriés au Rwanda, les soupçonnant d'avoir participé au génocide. Considérés comme des meurtriers, ils allaient être traités comme tels. Ce fut le début d'une traque de réfugiés qui dura plusieurs mois à l'intérieur de la jungle zaïroise et de dilemmes insolubles pour les agences humanitaires, comme pour les Nations Unies.

### **AU CŒUR DE KISANGANI ASSIÉGÉ**

Je quittai donc Kinshasa pour Kisangani à la fin de janvier 1997, pour aller travailler dans ce contexte. J'étais assigné à la base MSF de Kisangani à titre de logisticien approvisionnement, comme support aux missions situées plus à l'intérieur des terres. La base MSF de Kisangani était un lieu de passage des expatriés vers les camps de réfugiés situé à 20 minutes de vol. Une dizaine d'expatriés y étaient présents en permanence et la plupart faisaient des allers-retours avec les avions du HCR, entre la base et les camps de réfugiés. À Kisangani, nous avions aussi un centre de transit avec une quarantaine de lits, où arrivaient à pied des Zaïrois fuyant la guerre de l'est. Ayant traversé la jungle à pied, la plupart étaient dans un état déplorable.

---

<sup>90</sup> Il s'agit d'une estimation du HCR, il est encore très difficile d'avoir des chiffres précis pour ce contexte.

J'avais comme principale tâche d'acheminer le matériel dans les missions de secours de l'est – surtout celle du camp de réfugiés de Tingi-Tingi où étaient entassés 200 000 réfugiés - de gérer l'entrepôt et d'approvisionner le centre de transit de Kisangani. Comme j'étais constamment sur la route, j'étais quotidiennement confronté aux multiples check-points et barrages militaires qui séparaient notre bureau de l'aéroport de Kisangani. Chaque passage aux check-points devait se négocier avec des militaires saouls ou sous l'effet de la marijuana, souvent malades et fiévreux, et qui n'avaient comme seul salaire que le paiement de « taxes » aux barrages ou l'extorsion des populations. Mon travail fut grandement facilité par la connaissance du Lingala et des Zaïrois en général.

Je découvrais ici un autre visage de MSF. Ce que j'avais pris pour de l'absurdité gestionnaire et technicienne lors de ma première mission, m'apparaissait soudainement sous un autre jour. Je compris aussi rapidement l'utilité des règles de sécurité contraignantes, ainsi que la raison derrière la paranoïa de plusieurs expatriés envers les locaux. Comment des expatriés français ou européens, pour la plupart des techniciens sans grande culture politique, anthropologique ou historique, pouvaient-ils comprendre quoi que ce soit aux violences auxquelles ils étaient quotidiennement confrontés ? Que pouvaient-ils penser des militaires saouls, des lynchages de masse, comme de cette guerre dans laquelle nous étions un des acteurs improbables ?

Décrivant un phénomène similaire dans le Rwanda de 1994, le journaliste David Rieff aura cette réflexion : *« La plupart des humanitaires sur le terrain, pas plus d'ailleurs que la plupart des responsables travaillant au siège des organisations, n'avaient de connaissance politique ou historique spéciale des zones de crise dans lesquelles ils travaillaient. Ce n'était guère surprenant. Pourquoi un médecin de Narbonne ayant travaillé dans un hôpital régional avant d'arriver dans la région des Grands Lacs africains, ou un ingénieur de Californie, auraient-ils dû tout savoir sur le Rwanda ? Souvent, ils étaient jeunes et nouveaux venus dans la région. Et ils n'étaient pas des*

*experts politiques. D'ailleurs, s'ils l'avaient été, il est peu probable que des organisations telles que MSF, Oxfam ou l'IRC les auraient recrutés, puisque c'est de leurs compétences techniques qu'on avait besoin, pas de leur subtilité dans le domaine de l'Histoire. »<sup>91</sup>*

De par la lourdeur de son appareil de secours, l'humanitaire n'engage en effet que des techniciens nécessaires au fonctionnement de son dispositif – à l'exception notable de quelques chefs de mission qui proviennent parfois des sciences politiques - et là réside une très grande ambiguïté. Le lien entre la déresponsabilisation, le totalitarisme et l'absence de pensée a été bien analysé par Hannah Arendt et nous verrons plus loin que l'analyse d'Arendt a même été utilisée par Rony Brauman pour l'aider à comprendre les formes d'aveuglement et d'absence de pensée que l'on retrouve souvent en contexte de guerre chez les humanitaires.

N'empêche que cette mission m'initia véritablement à l'humanitaire d'urgence et me plongea dans l'innommable et l'indicible. MSF aidait les camps de réfugiés hutus rwandais qui étaient systématiquement attaqués par les troupes rebelles tutsies de Laurent Désiré Kabila. Ce dernier avançait à l'intérieur du Zaïre avec une vitesse surprenante. Le monde entier qui suivait ce conflit découvrait que le Zaïre n'avait plus d'armée, cette dernière fuyant et pillant sa propre population dès qu'elle apprenait l'arrivée des rebelles. L'AFDL put ainsi prendre le Zaïre pratiquement sans aucun combat, tout en poursuivant et massacrant les réfugiés rwandais qui se trouvaient sur sa route.

Pour les humanitaires, la situation était d'autant plus complexe que beaucoup de ces réfugiés avaient participé activement au génocide des tutsis rwandais, voire en était les principaux instigateurs – ce qui en faisait des réfugiés difficilement « vendables » dans le marché de la misère. Pour compliquer la chose, la plupart des observateurs étrangers se réjouissaient aussi du possible renversement de Mobutu, qui était au pouvoir depuis 1965 et qui avait grandement contribué à la paupérisation de son

---

<sup>91</sup> RIEFF, David. 2004. *L'humanitaire en crise*. Paris : Le serpent à plumes, p.158.

pays. L'armée rebelle de Kabila avait donc plutôt bonne presse à l'international, à l'exception de la France qui supporta Mobutu jusqu'à la fin.

MSF se trouvait donc à aider des victimes qui étaient perçues comme étant génocidaires et ces victimes étaient attaquées par une armée de rebelles qui avait une certaine sympathie à l'international (surtout américaine). Nombre de ces réfugiés étaient aussi des femmes et des enfants qui n'avaient pas pris part au génocide, mais qui s'étaient retrouvés dans ces camps par crainte des représailles anti-hutus suite à la prise de pouvoir du FPR au Rwanda. Le cycle de massacres et de vengeance qui se déroulait pratiquement sous nos yeux pouvait donc difficilement être arrêté.

Notre mission principale consistait à appuyer le camp de Tingi-Tingi à 240 km au sud de Kisangani près de la ville de Lubutu, où 200 000 réfugiés étaient entassés après avoir fui l'avancée des troupes rebelles de Laurent Désiré Kabila et l'armée rwandaise. Ces réfugiés rwandais qui venaient de parcourir 1000 km à pied en pleine jungle, s'agglutinaient fréquemment de chaque côté de la voie ferrée ou de la piste d'atterrissage d'urgence construite par le HCR, en attente de distribution de vivres. Dans le camp de Tingi-Tingi, l'ambiance était apocalyptique, pratiquement impossible à décrire. L'odeur, la fumée, le bruit, la promiscuité, la mort, la fuite, la faiblesse, les enfants squelettiques et décharnés aux pieds enflés, tout dans cette masse humaine en haillons qui venait de parcourir la jungle à pied, poursuivie par les milices rwandaises et banyamulenge, respirait le sursis et la mort.

Une équipe de 4 expatriés MSF était basée à Tingi-Tingi et l'équipe de support de Kisangani dont je faisais partie faisait souvent des allers-retours Kisangani/Tingi-Tingi avec l'avion des Nations Unies pour appuyer l'équipe ou organiser une distribution de nourriture. À partir de janvier 1997, en plus de MSF, Caritas, Action contre la faim, Unicef et le HCR étaient présents à Tingi-Tingi. Le camp était organisé spontanément par les réfugiés selon un modèle rwandais, avec président de section et représentant de quartier. Mais l'équipe MSF a remarqué dès janvier 97 des

détournements de nourriture dans le camp au profit des leaders et des Interahamwe qui contrôlaient le camp.

La tension était forte au sein de l'équipe expatriée de Kisangani et les dissensions nombreuses. Les réunions d'équipe quotidiennes que nous avions après le couvre-feu de 18hrs étaient souvent violentes, avec des opinions divergentes sur la manière de mener l'opération. Nouvellement arrivé dans l'équipe, je peinais à saisir l'ampleur des enjeux humanitaires et militaires, qui se transformaient en conflits très violents entre expatriés. Le coordinateur de la mission qui avait dénoncé publiquement la présence d'Interahamwe parmi les réfugiés se faisait critiquer vertement par d'autres membres de l'équipe qui jugeaient que cela nuisait aux réfugiés. Les donateurs étant réticents à donner pour des génocidaires, dire publiquement que les réfugiés étaient des Interahamwes ne facilitait en rien la générosité des donateurs. Les taux de malnutrition étaient dramatiques parmi les réfugiés vers la mi-février, surtout les enfants de moins de 5 ans, et certains membres de l'équipe MSF s'auto-accusaient de participer à la condamnation des réfugiés, en pointant du doigt que certains parmi eux étaient d'anciens génocidaires. Mais à la vérité, les tensions dans l'équipe expatriée étaient surtout le fait de la fatigue et de la tension aigüe qui régnait dans cette ville qui allait bientôt tomber aux mains des rebelles.

À cette tension s'ajoutait le fait qu'il était difficile de mesurer les effets pervers de la présence humanitaire. Nous suspicions que les réfugiés étaient systématiquement massacrés par les rebelles, mais nous ne savions pas si notre présence favorisait ce massacre. En attirant des réfugiés dans des camps ou sur le bord de la voie de chemin de fer où avait lieu parfois des distributions de nourriture, ne permettions-nous pas de rassurer faussement les réfugiés et de les attirer vers des endroits où les rebelles pourraient par la suite facilement les trouver et les massacrer ? Et de fait, à l'aide de témoignage de villageois et de réfugiés, MSF réalisa en avril 1997 que les rebelles se servirent explicitement des humanitaires (et de MSF) pour attirer les réfugiés pour ensuite les massacrer.



Dans son ouvrage sur « l'expérience rwandaise de MSF de 1982 à 1997 », Jean-Hervé Bradol met un extrait de la correspondance du coordinateur de Kisangani en 1997, qui exprime parfaitement l'état d'esprit dans lequel était l'équipe à ce moment de la guerre : « *Un moment super difficile plein de décisions pénibles, de sentiments de frustration, de déprime, de manipulation et de honte, d'insécurité difficilement appréciable, accumulation de fatigue physique et mentale.* »<sup>92</sup>

Travailler dans ce contexte était très difficile. Les rumeurs de massacre étaient partout et nous rencontrions fréquemment dans les rues de Kisangani des civils zaïrois de Bunia qui avaient fui les combats et qui avaient parcouru à pied, dormant dans la jungle, la distance qui séparait Bunia de Kisangani, soit près de 1000 km.<sup>93</sup> MSF avait un centre de transit à Kisangani pour les accueillir, où ils recevaient aide médicale, nourriture, soins et hébergement temporaire. Plusieurs femmes ayant fait le trajet paraissaient terrorisées et des rumeurs de viols sauvages et barbares arrivaient à nos oreilles, même si nous n'avions pas vraiment le temps de nous occuper de cette dimension qui n'était pas encore une priorité à MSF en 1997.

Une partie de notre personnel local provenait de cette population déplacée, comme nos femmes de ménages et notre cuisinière, qui étaient des étudiantes de l'université de Bunia qui avaient marché 1000 km en brousse et qui s'étaient réfugiées temporairement à Kisangani. Pour elles, qui s'en étaient sorties sans trop de mal, le trajet avait eu indéniablement une dimension initiatique et le récit qu'elles en faisaient comportait cette dimension d'aventure, de nécessité et de dépassement de soi qui donne à l'être humain cette verticalité et cet allant qui s'acquiert difficilement dans les moments de paix ou de confort.

---

<sup>92</sup> BRADOL, Jean-Hervé et LE PAPE, Marc. 2016. *Génocide et crime de masse. L'expérience rwandaise de MSF 1982-1997*. Paris : CNRS, p.209.

<sup>93</sup> François Lagarde et Bogumil Jewsiewicki ont publié des témoignages de Rwandais et de combattants ayant traversé cette période.

LAGARDE, François. 2013. *Mémorialistes et témoins rwandais (1994-2013)*. Paris : L'Harmattan.

JEWSIEWICKI, Bogumil. 2012. *La première guerre du Congo-Zaïre (1996-1997). Récits de soldats AFDL*. Paris : L'Harmattan.

## LE RÔLE AMBIGU DE LA FRANCE

Un nombre impressionnant de militaires zaïrois, aidés par l'armée française qui supporta le dictateur Mobutu jusqu'à la fin, remplissaient les rues de Kisangani. Le Zaïre que je découvrais à l'est était très loin de celui de l'ouest où j'avais ma petite maison. Avec la présence des militaires français sur le front, dans une ville qui allait tomber aux mains des rebelles au cours des semaines suivantes, je réalisais directement sur place la puissance des alliances mondiales et le curieux support que la France donnait à Mobutu. L'armée zaïroise était une armée d'hommes en haillons, ne recevant pratiquement aucun salaire de l'État depuis plusieurs années. La majorité des soldats n'avaient pas de chaussures, mais de misérables et vieilles sandales de plage en plastique. Certains étaient même pieds nus et la plupart étaient sous l'emprise de l'alcool et du cannabis. Face à l'armée rwandaise organisée et disciplinée, ils ne pouvaient visiblement rien faire. En ce sens, l'appui des militaires français à Kisangani était complètement vain.

La présence française dans la région fait toujours polémique aujourd'hui et en parler à partir d'une expérience MSF demeure ambigu. En mai 1994, Jean-Hervé Bradol de MSF qui était présent à Kigali au moment du génocide, accusa publiquement la France de complicité avec les tueurs lors d'un interview télé à TF1, à heure de grande écoute : *« Les responsabilités de la France sont particulièrement écrasantes. Les gens qui massacrent aujourd'hui, qui mettent en œuvre cette politique planifiée systématique d'extermination sont financés, entraînés et armés par la France [...]. On n'a pas entendu pour l'instant aucun responsable français condamner clairement les auteurs de ces massacres, et pourtant ces gens sont bien connus de l'État français puisqu'ils sont équipés par lui. »*<sup>94</sup>

---

<sup>94</sup> Voir ici l'interview de Jean-Hervé Bradol : <https://www.youtube.com/watch?v=4DCrkBjQiGc>

Parler de l'influence française dans la région est donc très sensible politiquement. Dès 1990, une intervention militaire française au Rwanda avait empêché le FPR tutsi de prendre le pouvoir à partir de l'Ouganda. Le soutien français au régime hutu du Rwanda (depuis au moins 1975) n'était un secret pour personne. Et comme les franges extrémistes de ce régime venaient de commettre le génocide de 1994 – dont la France n'est en rien responsable bien sûr – la position française dans la région était très délicate.<sup>95</sup> À cela s'ajoutait le fait que lors du génocide rwandais, l'intervention de l'armée française nommée opération Turquoise, autorisée par l'ONU après 2 mois de massacres, facilita le repli des miliciens Interahamwe et des forces armées rwandaises responsables du génocide vers le Zaïre. Le militaire canadien Roméo Dallaire qui commandait la Force internationale de maintien de la paix des Nations Unies au Rwanda pendant le génocide<sup>96</sup> parle de cette opération française comme de « l'invasion turquoise »<sup>97</sup> et décrit la joie des génocidaires apprenant qu'une force française venait s'interposer pour établir une zone de sécurité où les civils fuyant le conflit pourraient trouver refuge : « À Kigali, les forces de défenses (c.-à-d., les génocidaires) étaient folles de joie à la perspective d'un sauvetage imminent par les Français. (...) Les auteurs du génocide attendaient désormais que les Français viennent les sauver et pensaient avoir carte blanche pour achever leur macabre besogne. »<sup>98</sup>

---

<sup>95</sup> Après une enquête de 4 mois au Rwanda, Human Rights Watch accusa la France d'avoir entraîné des militaires rwandais qui participèrent au génocide et d'avoir livré des armes aux FAR (Force armée rwandaise) en plein génocide, malgré l'embargo de l'ONU à partir de mai 1994. Enquêtant sur les allégations de HRW, le journaliste de Libération Stephen Smith dénoncera le rapport d'HRW, dans un article daté du 31 juillet 1995 et intitulée : « *Livraisons d'armes au Rwanda : retour sur un rapport contestable. Human Rights Watch accuse, sans preuves, Paris d'avoir armé les FAR* ». Aujourd'hui, la question de savoir si la France a fourni des armes à l'armée rwandaise après le début du génocide est toujours débattue.

<sup>96</sup> Il faut toutefois rester critique envers les analyses de Roméo Dallaire sur ce conflit et surtout sur cet épisode de l'opération Turquoise. Les tensions entre la France et Dallaire existaient avant le génocide, la France (via Bernard Kouchner) ayant demandé officiellement au Canada de le destituer de son poste avant même le début des massacres. Du reste, les sympathies de Roméo Dallaire envers le FPR, Paul Kagame et le régime tutsi de Kigali sont bien connues et questionnent sur son impartialité lors de ce drame rwandais.

<sup>97</sup> C'est même le titre d'un des chapitres de son livre : « J'ai serré la main du diable ».

<sup>98</sup> DALLAIRE, Roméo. 2003. *J'ai serré la main du diable. La faillite de l'humanité au Rwanda*. Montréal : Libre expression, p.531.

La France comprendra en effet un peu tard que ses alliés étaient des génocidaires et l'opération Turquoise facilitera de facto la fuite des instigateurs des massacres vers les camps du Zaïre. Ces miliciens génocidaires entraineront avec eux ces centaines de milliers de Rwandais qui se retrouvaient maintenant agglutinés dans les camps de réfugiés et soupçonnés de génocide par le nouveau régime de Kigali.

La position de la France était donc complexe. Mais stopper l'avancée de l'AFDL et appuyer Mobutu, c'était aussi pour la France contrecarrer l'influence grandissante des USA dans ce pré-carré Franco-Belge. Il était toutefois extrêmement difficile de comprendre ces enjeux internationaux directement sur place. Nous croisions souvent ces militaires français sur les routes de Kisangani, sans trop savoir ce qu'ils faisaient dans cette ville, et une gêne et un malaise partagés nous mettaient spontanément à distance l'un de l'autre. Toutefois, un jour que j'étais coincé à un barrage de militaires zaïrois, un militaire français est venu me voir un peu embarrassé en me demandant de l'aide. Un de ses camarades était très malade depuis 2 jours, avec fièvre importante, vomissements et convulsions - et il me demanda s'il pouvait l'amener voir un de nos médecins. Je trouvai curieux qu'ils n'aient pas de médecins avec eux dans un tel endroit, mais je me dirigeai à l'entrée de leur base pour ensuite transporter ce malade militaire français à notre bureau de Kisangani. Une infirmière suédoise MSF le traita pour une malaria sévère et il fut sur pied en quelques jours. La semaine suivante, il se présenta à notre bureau avec un bouquet de fleurs pour notre infirmière suédoise, qui l'accepta avec un léger embarras, sous le sourire amusé de l'équipe expatriée.

Assister à ce moment de civilité galante au cœur de cette guerre avait quelque chose d'irréel, qui fit exploser pour quelques secondes les rôles de secouristes ou de militaires que nous partagions au cœur de cette jungle d'Afrique centrale. J'en profitai quand même pour questionner le militaire français sur leur présence en ces lieux et il me répondit qu'ils faisaient de la formation d'officiers zaïrois, mais qu'ils ne participaient pas directement aux combats. Son attitude non verbale laissait entendre qu'il ne croyait pas plus que moi en la possibilité de « former » en quelques semaines

cette armée de vagabonds pillards, alcooliques et indisciplinés. Les militaires zaïrois étaient en déroute et n'avaient pas été payés depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Du reste, à ce moment du conflit, tout le monde comprenait que l'armée rebelle de Laurent Désiré Kabila pénétrait dans le Zaïre comme dans du beurre, pratiquement sans contre-attaque des forces zaïroises de Mobutu, qui se contentaient la plupart du temps de fuir et de piller les civils dès l'arrivée des rebelles.

### **L'HUMANITAIRE IMPUISSANT**

L'absurdité de ces formations d'officiers zaïrois par l'armée française semblait évidente pour ces militaires français, qui étaient finalement aussi paumés que certaines équipes humanitaires dans les contextes flous et difficilement compréhensibles. En cela, ils nous ressemblaient. Car pour les humanitaires à Kisangani, la situation n'était pas plus limpide. L'aide donnée dans les camps était confisquée en partie par les Interhamwe génocidaires et nous devinions que le camp allait se faire attaquer sous peu par l'AFDL. MSF avait appelé quelques mois auparavant à une intervention armée internationale, une « guerre humanitaire » pour faire cesser les massacres de réfugiés, ce qui plaçait politiquement et implicitement l'organisation humanitaire dans le camp de Mobutu et de la France. Face au succès fulgurant de l'avancée des troupes rwandaises, le gouvernement de Mobutu avait en effet lui aussi dès le départ opté pour la stratégie humanitaire. C'était la seule façon de freiner les troupes de Kabila. La France avait aussi supporté cette approche, officiellement pour venir en aide aux réfugiés, mais dans les faits surtout pour sauver le régime de Mobutu sans trop s'impliquer militairement. Mais les États-Unis, qui supportaient ouvertement les rebelles rwandais, s'étaient objectés dès le départ à une intervention militaro-humanitaire pour venir en aide aux réfugiés.

Conscient du conflit d'intérêt entre la France et les États-Unis concernant le Zaïre, les Nations Unies de Boutros Boutros Gali avaient décidé d'envoyer un général canadien, Maurice Baril, pour enquêter sur l'est du Zaïre. La force multinationale que dirigeait

Baril était composée de 350 canadiens, 350 américains et 50 britanniques. L'impartialité de cette équipe composée d'Anglos-Saxons (reconnus comme étant proche de Kigali) était certainement questionnable. Diplomatiquement, Baril avait déclaré dès novembre 1996 qu'une intervention de l'ONU ne serait « ni militaire, ni politique, mais uniquement humanitaire ». Il ne s'agissait pas de s'interposer entre les rebelles et les réfugiés pour Baril, mais d'aider les humanitaires à faire parvenir de l'aide aux réfugiés, par la protection des convois, le largage de nourriture ou par d'autres procédés de secours à définir. Dans les faits, Baril se contenta de faire une enquête superficielle, en survolant la zone de l'est du Zaïre qui séparait Kisangani du Rwanda. Le 10 décembre 1996, concluant qu'il y avait très peu de réfugiés dans la jungle zaïroise, les forces des Nations Unies préparèrent leur retrait, abandonnant ces encombrants réfugiés à leur sort, c'est-à-dire aux humanitaires.

Aider dans ce contexte était donc un dilemme insoluble. Quelque temps plus tôt, pendant le génocide rwandais, MSF s'était retiré du Rwanda pour en appeler à une intervention militaire. L'organisation avait publié ce communiqué dans les pages du monde, en intitulant l'article qui deviendra un slogan : « On n'arrête pas un génocide avec des médecins. ». *« Au Rwanda, en deux mois, des centaines de milliers d'êtres humains ont été massacrés. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont en sursis. Leurs appels à l'aide désespérés nous parviennent chaque jour. Depuis la Seconde Guerre mondiale il y a cinquante ans, l'extermination planifiée et méthodique d'une communauté porte un nom : GÉNOCIDE. Nous en sommes aujourd'hui les témoins directs »*<sup>99</sup>

Dans ce temps d'après-guerre-froide, MSF avait une conscience aiguë que l'alibi humanitaire servait souvent à justifier l'inaction politique. L'organisation participait de cette mouvance qui espérait voir poindre un « nouvel ordre mondial » où les États formant la communauté internationale pourraient se réunir pour arrêter les crises à

---

<sup>99</sup> Extrait de l'appel de MSF publié dans *Le Monde* du 18 juin 1994.

l'aide de déploiement militaire international, d'intervention humanitaire ou d'action diplomatique importante.

Mais ici, la complexité et l'ambiguïté politique derrière ces interventions militaro-humanitaires devenaient de plus en plus évidentes. Prise entre la France et les USA, coincée entre les réfugiés hutus et la culpabilité de la communauté internationale face au Rwanda tutsi, dans le désir de voir tomber Mobutu, cette intervention militaire pour protéger les populations réfugiées hutues ne put avoir lieu. Les enjeux politiques autour de cette question étaient trop lourds. Ajoutons à cela que plusieurs réfugiés étaient d'anciens génocidaires et que le cycle de vengeance entre les tutsis et les hutus, bien que complètement inacceptable d'un point de vue éthique et moral, était pratiquement inévitable et très difficile à freiner.

Nous assistions donc impuissant à l'impossibilité internationale de résoudre la crise, doublée de l'instrumentalisation de nos actions de secours par les miliciens de l'ADFL sur le terrain. Car c'était bien le non-dit le plus criant de cette intervention de MSF – et qui reste encore difficile à entendre aujourd'hui pour ceux et celles qui ont participé à cette intervention : en plus de fixer les réfugiés – ce qui aidait à leur massacre ultérieur – les humanitaires se faisaient presque systématiquement piller leur équipement (voitures, génératrices, etc.) à chaque évacuation qui précédait l'arrivée des forces rebelles et rwandaises. Avec le recul que nous avons aujourd'hui, c'est comme si les humanitaires avaient eu comme tâche principale de fixer les réfugiés pour faciliter leur massacre, tout en fournissant aux rebelles le matériel nécessaire pour prendre le pouvoir et gagner la guerre.

D'ailleurs, lorsque Laurent Désiré Kabila célébra son triomphe dans Kinshasa par un défilé militaire en juin 1997, quelques mois après avoir attaqué Tingi-Tingi, certains d'entre nous qui étions présents au défilé avons été ébahis de réaliser que le pick-up

militaire peint en vert-armée qui ouvrait le cortège était l'un des Toyota land cruiser MSF que nous avons perdu dans le conflit.<sup>100</sup>

Mais cette réalité demeurait floue pendant nos opérations et vers la fin février 1997, lorsque l'AFDL se rapprocha du camp de réfugié Tingi-Tingi et que l'équipe MSF dut fuir le camp pour retrouver la base de Kisangani, nous n'avons pas vraiment pensé au matériel que nous abandonnions aux rebelles. Le camp de Tingi Tingi qui s'était en partie vidé de sa population sera attaqué le 1<sup>er</sup> mars 1997 et d'après les informations disponibles à ce jour, pratiquement tous ceux qui y étaient restés furent massacrés.

Le 5 mars 97, devant l'arrivée des forces rebelles pour prendre la ville de Kisangani, nous avons pris la décision d'évacuer plus de la moitié des expatriés de la mission – soit 6 personnes, dont je faisais partie, en laissant sur place une petite équipe de 3 expatriés. C'est à bord d'un avion de cargaison Antonov russe sans fenêtres que nous avons embarqué pour Kinshasa le 5 mars 1997, quelques jours avant que ne tombe Kisangani, laissant derrière nous une petite équipe d'expatriés et le personnel local avec qui plusieurs d'entre nous avions fraternisé. Nous nous doutions que la prise de Kisangani se ferait sans violence, vu l'enthousiasme de la population zaïroise face à la perspective d'une libération du régime de Mobutu. Et de facto, la population de Kisangani accueillit avec joie les forces rebelles de Laurent Désiré Kabila le 15 mars 1997, lorsqu'il entra dans la ville pratiquement sans coup de feu. L'armée zaïroise s'était enfuie dans la nature et ses aides militaires françaises avaient évacué vers Kinshasa quelques jours auparavant.

Laurent Désiré Kabila et son armée avanceront à travers le Zaïre à la poursuite des réfugiés et en direction du pouvoir, pour prendre Kinshasa sans avoir besoin de combattre, le 17 mai 1997. Le Zaïre avait montré son vrai visage : il n'existait plus que sur une carte, ses institutions (dont l'institution militaire) n'étaient que lambeaux.

---

<sup>100</sup> Les pick-up land cruiser MSF subissent tous une modification importante sur le pare-chocs dans les ateliers de Bordeaux ou de Kampala avant d'être envoyés sur le terrain et sont parfaitement reconnaissables pour un observateur qui s'y connaît.



Les Nations Unies estiment aujourd'hui qu'entre 100 000 à 300 000 réfugiés furent tués par les forces rwandaise et l'armée de Kabila. De son côté, MSF estima à 190 000 le nombre de réfugiés massacrés par les forces AFDL et rwandaises. Une enquête internationale s'est mise en branle suite à la découverte de 3 fosses communes dans l'est du Congo en 2005. L'enquête s'intitulant « RDC: Projet Mapping concernant les violations des droits de l'homme 1993-2003 »<sup>101</sup> a conclu que de « *graves violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire aient été commises* », tout en demeurant prudent sur la quantité des victimes (entre 100 000 à 300 000 personnes).<sup>102</sup>

Avec le recul, nous avons aussi aujourd'hui le témoignage de Rwandais, de Congolais et militaires de l'ADFL qui décrivent les massacres de masse auxquels ils ont survécu ou auxquels ils ont participé, et qui se déroulaient presque sous nos yeux. Exterminations systématiques à la machette ou au marteau dans les camps de réfugiés, massacres sur les routes, poursuite à travers la jungle, etc. Certains témoignages d'ex-militaires de l'ADFL nous décrivent des scènes de tortures et de viols collectifs dans des marre de sang et de bras coupés, qui défient toute imagination.

Des employés locaux de MSF ont aussi témoigné en ce sens, à l'image de Maurice Niwese, un réfugié qui travaillait pour MSF et qui, passant près d'un champ d'exécution de masse avec notre véhicule, fut obligé par les forces rebelles d'enterrer les nombreux morts d'une exécution de masse qui venait de se produire. Il témoigna par la suite en 2001 dans un livre publié chez l'Harmattan.<sup>103</sup>

---

<sup>101</sup> <http://www.ohchr.org/FR/Countries/AfricaRegion/Pages/RDCProjetMapping.aspx>

<sup>102</sup> Voir ici : <http://www.ohchr.org/FR/Countries/AfricaRegion/Pages/RDCProjetMapping.aspx>

<sup>103</sup> NIWESE, Maurice. 2001. *Le peuple rwandais un pied dans la tombe. Récit d'un réfugié étudiant*. Paris : L'Harmattan.

## QUE CONCLURE DE CETTE INTERVENTION ?

Les humanitaires eurent de la difficulté à penser cet épisode, même si plusieurs études de qualité furent écrites pour réfléchir à ces dilemmes. Que l'aide humanitaire soit partie intégrante de l'économie de guerre dans la plupart des conflits, nous le savons plus ou moins confusément, mais il est beaucoup plus difficile de savoir jusqu'où cette instrumentalisation des secours est acceptable. Les conséquences négatives inhérentes au déploiement de l'aide et la responsabilité des humanitaires dans les drames que vivent les réfugiés restent la plupart du temps très difficiles à mesurer.

Dans « *Condemned to repeat? The paradox of humanitarian action* », Fiona Terry, une ex-MSF présente en ces lieux compara plusieurs interventions humanitaires en contexte de guerre, pour découvrir que c'est paradoxalement lorsque la pureté des intentions humanitaires est la plus manifeste, que les conséquences négatives sont les plus importantes. C'était clairement le cas pour notre mission de l'est du Congo selon Terry : « *the paradoxes of humanitarian action were worse when unintended, as in the Rwandan refugee camps, than when they were deliberately orchestrated in other contexts by donor governments to advance foreign policy goals.* »<sup>104</sup>

Deux dimensions inhérentes à l'humanitaire classique sont ici mises en cause : la neutralité et l'approche technicienne des enjeux humanitaires. Se réfugier prioritairement derrière les besoins matériels des victimes, va souvent de pair avec un oubli des enjeux politiques et éthiques qui accompagnent l'aide d'urgence.

C'est pourtant dans ce type de contexte que l'action humanitaire contemporaine forgera son professionnalisme et l'ultra-technicisme qui le caractérise ; guidelines,

---

<sup>104</sup> TERRY, Fiona. 2002. *Condemned to repeat? The paradox of humanitarian action*. London : Cornell university press, p.220.

normes, code de sécurité, coordination (qui résulta dans la création d'OCHA<sup>105</sup> en 1998), principes, standardisations, etc. Après les grandes crises des années 1990, toutes les grandes organisations, comme les grands donateurs ou les Nations Unies, accoucheront d'un appareillage et d'un dispositif d'aide ultra-technicisé, dont la première conséquence est souvent de dépolitiser l'action humanitaire – et par le fait même de la mettre à distance des populations aidées.

Mais c'est aussi dans la capacité internationale et citoyenne de répondre aux crises que l'étude de la première guerre du Congo est la plus parlante. En 1984, Michel Foucault invitait à repenser les droits de l'homme à la lumière de la mondialisation contemporaine : *« Le malheur des hommes ne doit jamais être un reste muet de la politique. Il fonde un droit absolu à se lever et à s'adresser à ceux qui détiennent le pouvoir. (...) Amnesty International, Terre des hommes, Médecins du monde sont des initiatives qui ont créé ce droit nouveau : celui des individus privés à intervenir effectivement dans l'ordre des politiques et des stratégies internationales. »*<sup>106</sup>

La première guerre du Congo nous invite à une certaine prudence sur ce point. L'exemple de Bernard Kouchner qui prolonge le souhait de Foucault soulève aujourd'hui de nombreuses questions. L'idée phare de Kouchner est la suivante : la victime doit devenir un sujet du droit international et le pouvoir des gouvernements envers leur population doit être relativisé. L'interdépendance planétaire doublée de la puissance des techniques modernes de destruction, impose une nouvelle conscience à la « communauté internationale », qui doit désormais aller au secours de toute population frappée par une catastrophe naturelle ou en butte à la répression politique. Il importe aussi de minimiser les risques d'ingérences impériales en concevant des ingérences démocratiques à partir de pactes interétatiques, qui veillent à ce que les ingérences soient faites en conformité avec la loi internationale. Kouchner propose entre autres la création d'une armée permanente des droits de

---

<sup>105</sup> Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

<sup>106</sup> FOUCAULT, Michel. « Face aux gouvernements, les droits de l'homme », *Libération*, no 967, 30 juin – 1<sup>er</sup> juillet 1984, p.22

l'homme aux Nations Unies qui aurait la responsabilité de garantir la protection des victimes.

Le canadien Michael Ignatieff défendit aussi une position similaire à celle de Kouchner, en n'hésitant pas à mettre de l'avant l'exceptionnalisme américain et la responsabilité américaine d'intervenir partout en cas de violations massives des droits humains<sup>107</sup>, tout en se méfiant des guerres impériales qui peuvent se faire au nom de l'humanitaire.

Depuis 2005, le conseil général des Nations Unies a adopté à l'unanimité la notion de « Responsabilité de protéger », qui institutionnalise de manière plus précise le droit d'intervenir dans des situations où sont perpétrés des crimes de guerres, des crimes contre l'humanité, un génocide ou une purification ethnique. Mais en institutionnalisant la responsabilité de protéger, c'est-à-dire en validant le fait de faire la guerre au nom de principes humanitaires, on peut se demander si les Nations Unies ont tenu compte d'expériences comme celles de la première guerre du Congo. Car cette dernière démontre bien que toute entreprise humanitaire s'inscrit à l'intérieur de rapports de force entre puissances.

La première guerre du Congo a par exemple souvent été décrite comme « la première guerre mondiale africaine ». L'expression n'est sans doute pas vraiment appropriée, mais montre bien le jeu des intérêts multiples qui sévissaient (et sévissent toujours) dans la région. En plus du Rwanda, de l'Ouganda, des États-Unis et de la France dont l'implication était connue de tous<sup>108</sup>, l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe ont pris une part active au conflit en échange de concessions minières ou de parts actives dans l'économie du pays. Lors de la deuxième du Congo de 1998 à 2005 par exemple, ce

---

<sup>107</sup> IGNATIIEFF, Michael. 2005. *American Exceptionalism and Human Rights*. Princeton : Princeton University Press.

<sup>108</sup> Lors de la rencontre entre Mobutu et Kabila avec le médiateur Nelson Mandela pour assurer une transition pacifique quelques semaines avant la chute de Kinshasa, les ambassadeurs français et américain étaient aux premières loges (même si l'ambassadeur français fut mis à l'écart, en accord avec l'exigence de Kabila).

sont des soldats angolais qui ont libéré la région de Kimpese où j'avais ma petite maison.<sup>109</sup>

En ce sens, prétendre engager un appareil militaire pour protéger des populations sans s'inscrire à l'intérieur de rapport de force entre états relève la plupart du temps du rêve ou de l'hypocrisie. C'est ce que nous voyions dans l'est du Congo de 1997. La demande d'intervention militaire pour protéger les populations fut surtout le fait de la France et du Zaïre de Mobutu, dont l'horizon était surtout stratégique. Ici, l'option militaro-humanitaire était la seule façon de freiner l'armée de Kabila.

Comme l'a soutenu Rony Brauman à plusieurs reprises, dans un monde où le pouvoir entre États souverains est fortement inégalitaire, prétendre à l'existence possible d'un espace démocratique pour un droit d'ingérence planétaire est impossible. Croire que l'ingérence humanitaire militarisée puisse se faire sans enjeux stratégiques et sans positionnement politique ne supporte donc pas l'épreuve des faits. Du reste, malgré les meilleures intentions et sans tenir compte des incontournables dimensions d'intérêts et de propagande qui préludent aux décisions d'intervenir, les troupes étrangères qui participent à la protection des populations civiles victimes des conflits ont pour conséquences inévitables d'ajouter de la violence à celle existant déjà dans les zones de conflits. Il est impossible de ne pas en tenir compte.

Comme le souligne Jean Bricmont dans sa critique de « l'impérialisme humanitaire », en parlant de l'occupation de l'Irak par les forces américaines : « *Un effet indirect assez remarquable de l'idéologie des droits de l'homme (est) que la torture en Irak soit presque universellement dénoncée, mais pas l'occupation. Ceux qui dénoncent l'une et pas l'autre feraient bien d'aller expliquer à l'armée américaine ce qu'elle devrait faire, selon eux : se laisser tirer dessus par des partisans qui sont dans la population comme des poissons dans l'eau, sans chercher à prévenir les attaques en extrayant de force des*

---

<sup>109</sup> L'opération s'est d'ailleurs déroulée dans un respect surprenant des populations locales par l'armée angolaise, sans doute parce qu'il s'agissait du même peuple Bakongos, qui habite des deux côtés de la frontière Congo/Angola.

*renseignements. Aucune armée au monde ne ferait cela. Si on veut l'ingérence, on veut la guerre, et si on veut la guerre, on veut la torture. »<sup>110</sup>*

Les interventions militaro-humanitaires sont aujourd'hui ouvertement et publiquement critiquées dans les démocraties occidentales. Depuis le fiasco de l'intervention libyenne de 2011, qui fut d'ailleurs la première fois où l'on mettait en œuvre la « responsabilité de protéger » des Nations Unies, c'est même un enjeu bien connu du grand public. Dans cette guerre qui a coûté la vie à environ 40 000 personnes - dont celle du dictateur Kadhafi - et qui ouvrit la voie à des groupements djihadistes qui purent s'établir dans une Libye qui n'avait plus la maîtrise de son territoire, c'est aussi à un trafic humain<sup>111</sup> qui alimenta la crise migratoire européenne, que cette guerre humanitaire libyenne amena. Si plusieurs lectures peuvent être faites de ce conflit, la plus évidente est sans doute celle-ci : On exporte difficilement la démocratie à coups de canon, comme le constatent de plus en plus d'observateurs, même si la philosophie politique dominante concernant les relations étrangères aux USA a prétendu jusqu'à récemment le contraire.<sup>112</sup>

La question de l'ingérence est bien sûr sensible et complexe et une littérature abondante traite de cette question. Comme le rapporte une commission des Nations Unies coprésidée par Gareth Evans (Australie) et Mohamed Sahnoun (Algérie) chargée de clarifier le dossier de l'ingérence pour les Nations Unies en 2000, « *les puissances capables d'intervenir militairement ont été critiquées aussi bien lorsqu'elles ont agi pour protéger des populations en danger – comme en Somalie, en Bosnie-*

---

<sup>110</sup> BRICMONT, Jean. 2005. *L'impérialisme humanitaire*. Montréal : Lux Éditeur, p.77

<sup>111</sup> Selon Issandr El Amrani, directeur Afrique du Nord à Crisis Group, le trafic de migrants pour l'Europe à partir de la Libye est devenu une des premières industries du pays. En 2015, il représentait de 30 à 35% des revenus de la Libye.

<sup>112</sup> Dans une des dernières interviews données à quelques jours de l'élection présidentielle de Donald Trump, le président américain Barack Obama encense la politique étrangère « humanitaire » des USA en justifiant l'importance de l'implication des USA dans les affaires du monde : « *Les Etats-Unis disposent de la plus importante puissance militaire sur terre [...] et celle-ci nous aide à surveiller le comportement de quelques mauvaises personnes* », dit en substance Obama.

<https://www.youtube.com/watch?v=xXH5agV7skw>

*Herzégovine et au Kosovo – que lorsqu’elles se sont abstenues d’agir, comme au Rwanda»<sup>113</sup>*

En ce sens, il ne s’agit pas nécessairement d’enlever toute légitimité a priori à l’ingérence militaire au nom d’une pureté idéologique quelconque, mais plutôt d’exclure l’alibi humanitaire de ces interventions. La guerre reste la guerre, qu’elle soit « humanitaire » ou non. Et cette dernière nous éclaire sur le tragique inévitable de la condition humaine, de manière frontale et sans concession. C’est à partir de là qu’il faut se positionner – et non à partir d’illusoires espérances sur les possibilités de faire des « guerres humanitaires »<sup>114</sup>, voire même des « bombardements humanitaires » ou des « guerres chirurgicales à dégâts collatéraux mineurs »<sup>115</sup>.

C’est ce que nous enseigne la première guerre du Congo, bien que cette conclusion puisse être toujours difficile à entendre pour la conscience contemporaine.

## **NAISSANCE D’UNE VOCATION**

En ce qui me concerne personnellement, la guerre du Congo provoqua un revirement radical. Si MSF m’était apparu rebutant, technocratique, colonialiste et absurde lors de ma première expérience à Kimpese, j’avais entrevu à Kisangani l’impressionnante possibilité d’action, de secours, de responsabilité, de risque, de don de soi, d’aventure et de découverte du monde qu’offrait MSF, aux limites du possible. Fonctionnant en fonds propres<sup>116</sup>, MSF n’était du reste aucunement prisonnier des grands donateurs

---

<sup>113</sup> LA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER. Rapport de la Commission internationale de l’intervention et de la souveraineté des États. Maison(s) d’édition : CRDI. 31 décembre 2000. <https://www.idrc.ca/fr/book/la-responsabilite-de-protoger-rapport-de-la-commission-internationale-de-lintervention-et-de-la>

<sup>114</sup> L’expression « guerre humanitaire » fut utilisée pour la première fois au Kosovo en 1999, lorsque les forces de l’OTAN attaquèrent la Serbie et le Kosovo pour interrompre la répression qui s’abattait sur les Kosovars albanais.

<sup>115</sup> Deux expressions utilisées par les forces américaines lors de l’intervention américaine qui suivit septembre 2001.

<sup>116</sup> MSF fonctionne environ à 90% à partir des fonds provenant de ses donateurs privés, c’est-à-dire « Monsieur et madame tout le monde » qui, dans les pays occidentaux, donnent.

que sont les États occidentaux, l'Union Européenne ou les Nations Unies, contrairement à la très grande majorité des ONG, qui n'ont d'ailleurs de « Non Gouvernemental » que le nom. À la différence de MSF, la plupart des ONG sont plutôt les prestataires de service des grands bailleurs de fond que sont les états puissants et dominants sur la scène internationale.

C'est ainsi qu'on rencontre chez MSF une liberté d'action que l'on retrouve à peu d'endroits. Cette liberté d'action s'obtient toutefois grâce à des manipulations médiatiques et marketing embarrassantes, puisque l'organisation dépend directement de l'imagerie victimaire et catastrophiste qu'elle réussit à « vendre » au public. L'organisation humanitaire fut d'ailleurs une pionnière dans le marketing humanitaire. Comme en témoigne Xavier Emmanuelli, cofondateur de MSF, le véritable décollage de MSF commence en 1976, suite à une publicité construite par le publicitaire et réalisateur de télévision Ange Casta<sup>117</sup>. Ce dernier fait le pari que la publicité et le marketing peuvent se mettre au service de l'humanitaire et développe une campagne publicitaire pour MSF, avec ce slogan : « Dans leur salle d'attente 2 milliards d'hommes : MSF, soignent là où les autres ne vont pas ».

Cette campagne publicitaire eut un succès phénoménal qui frappa profondément les acteurs de l'organisation qui se virent soudainement inondés d'argent et marqua le véritable début de l'organisation. En ce sens, et pour reprendre le titre d'un chapitre de Anne Vallaeys dans sa biographie de MSF, l'organisation médicale d'urgence qu'est MSF est avant toute chose une « enfant de la pub »<sup>118</sup>. En témoigne la phrase construite par un publicitaire, « là où les autres ne vont pas », qui deviendra par la suite constitutive de l'imaginaire de l'organisation, plusieurs volontaires MSF dans les années 1990 s'imaginant réellement être les seuls à aller « là où les autres ne vont pas ». Comme l'a bien vu Christiane Vollaire, ex-infirmière MSF qui consacra un ouvrage à son expérience avec MSF : « *Paradoxalement, une organisation qui garantit*

---

<sup>117</sup> EMMANUELLI, Xavier. 2005. *L'homme en état d'urgence*. Paris : Hachette.

<sup>118</sup> VALLAEYS, Anne. 2004. *Médecins Sans Frontières. La biographie*. Paris : Fayard, p.183 et suivantes.



*son indépendance financière par la collecte de fonds privés, garantit de ce fait sa liberté politique au prix d'une forme de falsification médiatique. »<sup>119</sup>*

Conscient de ce biais marketing embarrassant, tout comme de la grande ambiguïté derrière l'aide humanitaire, je décidai quand même de m'engager à MSF pour les années à venir. L'organisation me traita d'ailleurs de manière exemplaire, me faisant cheminer graduellement à travers les échelons hiérarchiques jusqu'au poste de chef de mission et me payant fréquemment des formations d'appui en Europe d'une durée d'une à deux semaines, tout au long de mon parcours avec MSF.

Quelques mois après avoir quitté le Congo à l'été 1997, je partais au Malawi pour une mission SIDA de 6 mois, pour ensuite m'impliquer aux côtés de MSF dans la guerre sanglante de Brazzaville en 1998, avant de repartir à l'est du Congo dans les camps de réfugiés de la deuxième guerre du Congo, au pied du mont Rwenzori dans les camps entourant le petit village de Bundibugyo. J'y découvris ces villageois de l'est du Congo parqués en camp ou fuyant sur les routes, victimes collatérales de l'appétit soudain du monde développé pour les minerais essentiels à la révolution informatique qui explosait à ce moment. Des chefs de guerres congolais, rwandais ou ougandais combattaient pour la possession des mines artisanales de coltan et ce coin de pays autrefois pacifique s'était soudainement transformé en repère de bandits et de trafiquants violents, qui participèrent à faire de la région la référence en termes de violences sexuelles et de viol comme arme de guerre.

Je m'installai par la suite pendant 2 ans en Ouganda, dans la confortable capitale Kampala, de la fin 1999 à la fin 2001, dans une mission tranquille inscrite dans le long terme, qui ne fut dérangée que par une brève épidémie d'Ébola entre le mois d'août 2000 et janvier 2001. Je dirigeai ensuite pendant 2 ans à titre de chef de mission, la mission d'Angola afin de gérer l'importante crise alimentaire qui apparut à la fin de la longue guerre d'Angola de 1975 à 2002.

---

<sup>119</sup> VOLLAIRE, Christiane. 2007. *Humanitaire, le cœur de la guerre*. Paris: L'Insulaire.

Quittant l'Angola pour le Burundi en 2004, je fus rattrapé par les dilemmes et les questions éthiques que j'avais rencontrés lors de ma première mission. Cette brèche dans mon parcours humanitaire me fit reconsidérer mon engagement humanitaire et marqua le début du questionnement à la source de cette thèse. C'est ce que je vais maintenant aborder dans le chapitre qui suit.

## CHAPITRE 6 : LA RELATION AUX LOCAUX : AU CŒUR DU PIÈGE INSTRUMENTAL DE L'HUMANITAIRE

*« Quelque mal que puissent faire les méchants, le mal que font les gens de bien est le pire des maux. »*

Friedrich Nietzsche

### MISE EN CONTEXTE

J'aimerais maintenant explorer et approfondir plus en détail la relation entre les secouristes humanitaires et les populations secourues, afin de dévoiler un visage rarement abordé des secours et de l'aide humanitaire. Je le ferai en m'appuyant sur ma mission de 6 mois au Burundi comme chef de mission, qui dura de juin 2004 à décembre 2004.

Après avoir décrit la spécificité du Burundi et de la mission MSF en 2004, je m'attarderai aux conséquences de l'inégalité de traitement entre le personnel expatrié et le personnel local dans cette mission, pour ensuite explorer cette question à travers la lecture qu'en donne Didier Fassin, pour finalement l'aborder à travers le prisme des dilemmes instrumentaux propres à l'approche centrée sur le patient véhiculée par MSF.

### DES INÉGALITÉS CONSTITUTIVES DES SECOURS

Lorsque je suis arrivé au Burundi comme chef de mission en juin 2004, je travaillais pour MSF depuis plus de 8 ans. Je venais de terminer un mandat de 2 ans comme chef

de mission en Angola de 2002 à 2003, qui fut l'une des plus grosses opérations d'urgence que MSF ait entrepris dans son histoire.

Après ces huit années de mission, ma connaissance de l'organisation et des terrains de conflits en Afrique centrale était solide. J'appréciais l'humanitaire autant pour l'efficacité de son dispositif dans les situations de grandes crises, que pour la vie d'aventure, de responsabilité et de compréhension géopolitique du monde qu'il offrait.

Une question présente au cœur de l'aide internationale ne cessait toutefois de me tarauder et je ne parvenais pas à la balayer de mes préoccupations. Que signifiait vraiment les inégalités criantes entre expatriés et locaux – salaires, style de vie, responsabilités, mobilité, etc. – qui étaient au cœur de notre quotidien de secouriste ?

Ces inégalités relèvent bien sûr de l'ordre politique, historique, culturel et économique du monde, sur lequel nous n'avons que peu de prise, mais ces inégalités ne peuvent pas non plus être considérées comme un simple à-côté anecdotique : elles sont constitutives des secours. Ce rapport inégalitaire modifie par exemple jusqu'à notre manière d'être et de se relier au monde. Pensons seulement à ce qu'implique dans la quotidienneté immédiate le fait d'être un secouriste humanitaire. En ce qui me concerne, je ne cuisinais plus par moi-même, ni ne faisais mes lessives depuis plus de 8 ans. Des domestiques locaux se chargeaient de la cuisine, de la propreté de mes vêtements et de l'entretien de la maison louée par MSF. L'ensemble des soucis matériels concernant ma personne, des assurances personnelles jusqu'à la conduite des voitures, était pris en charge par les employés locaux de l'organisation, dont le salaire mensuel pour faire vivre une famille nombreuse correspondait à peu près au coût de 4 repas pris en soirée par un secouriste humanitaire dans les restaurants de luxe des grandes villes de l'Afrique centrale.

Jean-Claude Michéa a parlé un jour de « gauche kérosène », pour qualifier le point aveugle de l'idéologie politique découlant du mode de vie hors-sol des différents

types de nomadisme sans-frontières : « *Au fond, il faudrait pour que l'humanité ait une chance de devenir une véritable humanité, produire à la chaîne des Jacques Attali, transformer l'homme en être Attalien, qui comme il s'en vante en permanence, consume sa vie entre deux aéroports, avec pour seule patrie un ordinateur portable. C'est un mode de vie hors sol, dans un monde sans frontières et de croissance illimitée, que la gauche valorise comme le sommet de l'esprit tolérant et ouvert, alors qu'il est simplement la façon typique de la classe dominante d'être coupé du peuple. Combien de kérosène coûte la réalisation d'un monde où chacun vivrait en nomade Attalien ? On a souvent parlé de gauche caviar, je me demande s'il ne faudrait pas parler de gauche kérosène pour désigner ce que devient la nouvelle gauche. Ce nouveau type humain qu'on nous vend à longueur de journée, et qui est cette transformation de l'homme de gauche en touriste politique qui vit sa dépense de kérosène comme sa grande contribution à l'avenir de l'humanité.* »<sup>120</sup>

Il y a en effet quelque chose de l'ordre d'une lutte de classes à l'échelle mondiale dans la relation entre volontaires humanitaires et populations secourues, ne serait-ce que dans la conséquence immédiate découlant de la vie en mission, qui est de nous éloigner considérablement des préoccupations quotidiennes de la majorité de nos contemporains, en Afrique comme en Occident. La relation entre les secouristes humanitaires et les locaux est donc un angle d'approche qui donne une toute autre perspective sur la signification des secours et de l'aide humanitaire.

Cette dimension des secours était particulièrement visible dans le Burundi de 2004, où régnait de grandes tensions entre l'équipe d'expatriés MSF et son personnel local. Ces tensions étaient aussi à mettre au compte de la spécificité du Burundi, avec un contexte ethnico-politique tendu et un climat de méfiance généralisée présent parmi la population qui n'aidaient pas la relation entre les locaux et les secouristes.

---

<sup>120</sup> Transcription libre tiré d'un bel entretien vidéo de Jean-Claude Michéa, pouvant être consulté à ce lien : <http://www.youtube.com/watch?v=5PfgTfyKV0>

En tant que nouveau chef de mission, le siège de Genève m'avait, entre autres choses, demandé de rétablir sur des bases plus saines, la relation remplie de méfiance qui régnait au Burundi entre l'équipe expatriée et les employés locaux. En plus des problèmes de méfiance entre employés locaux et expatriés, la relation de MSF avec le gouvernement burundais n'était pas des plus facile non plus, ce dernier se pliait moins facilement que d'autres gouvernements africains aux volontés des ONG et demandait des comptes – surtout pour la venue des expatriés. Entre autres, il exigeait (et exige toujours aujourd'hui) que les expatriés fournissent un CV solide et une preuve qu'aucun Burundais ne pouvait faire le travail à la place d'un futur expatrié. Nous réussissions quand même toujours à faire venir nos expatriés à l'aide de justifications approximatives (parler anglais par exemple ou autres qualificatifs difficiles à trouver au Burundi, comme un cours de gestion spécifique donné par MSF), mais personne n'était dupe, tant au niveau du gouvernement burundais qu'au niveau du siège MSF de Genève. Il y avait forcément des Burundais qualifiés qui aurait pu faire le travail à la place d'expatriés, mais la plupart des organisations humanitaires optaient pour avoir du personnel expatrié aux postes décisionnels. Ajoutons que dans le cas du Burundi, le danger découlant des tensions politico-ethniques pouvait amplement justifier de s'en remettre à des expatriés pour occuper une position décisionnelle. De par leur distance d'avec l'histoire du pays (et souvent leur ignorance à ce propos) les expatriés sont forcément plus neutres sur ces questions hautement politiques et aussi moins ciblés par les combats.

## **CONTEXTE DE LA MISSION**

Le Burundi est un petit pays de plus de 10 millions d'habitants, un des plus dense d'Afrique avec environ 400 personnes/km carré. L'État burundais qui existe au moins depuis le XVI siècle, a connu une histoire coloniale plutôt brève : l'Allemagne annexe le Burundi en 1903 et la Belgique en pris possession en 1919, pour devenir indépendant officiellement en 1962.

La distribution entre les deux principaux groupes du pays, Tutsi (15%) et Hutu (85%), est de la même proportion qu'au Rwanda voisin et les tensions qui en découlent sont similaires, mais à la différence du Rwanda, les Tutsis ont réussi à conserver le pouvoir lors de l'indépendance de 1962.

Le pays fut le théâtre de guerres et tensions importantes entre 1972 et 2008, avec d'importants massacres et des accusations de génocides venant autant des Tutsis que des Hutus. Ces catégories sont du reste toujours à prendre avec précaution. Certains chercheurs les perçoivent comme la résultante de construction coloniale, pendant que d'autres font remonter la stratification hutue/tutsie à deux vagues migratoires complètement différentes. Notons aussi que la tension actuelle la plus importante dans le pays, découle de conflits entre deux groupes « hutus », plus spécifiquement entre les deux grands mouvements de l'ancienne rébellion hutue : le FNL<sup>121</sup> et le CNDD-FDD<sup>122</sup>. L'enjeu « ethnique » souvent avancé pour le Burundi est donc à nuancer considérablement, l'enjeu principal relevant surtout du partage du pouvoir, dans un pays enclavé à l'économie non diversifiée.

Un partage du pouvoir entre des factions hutues et tutsies est d'ailleurs mis en place à partir de 1994 avec un président hutu et un premier ministre tutsi, ce qui créa de nouvelles tensions et contribua à la création de factions plus radicales, qui conduisit à un conflit important de 1996 à 2000. Un Accord de paix est signé à Arusha en 2000, sous l'autorité de Bill Clinton et de Nelson Mandela. À partir de ce moment, l'armée se compose à 50% de Hutus et à 50% de Tutsis.

6 organisations tutsies refusèrent toutefois de signer l'accord et des combats restreints plus ciblés avec la guérilla hutue du CNDD- FDD se déroulèrent jusqu'en 2003, date où de nouveaux accords de paix installèrent une paix relative dans le pays, à l'exception notable d'une poche de combattants dans la province de Bujumbura

---

<sup>121</sup> Forces nationales de libération.

<sup>122</sup> Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie.

Rural (l'une des 18 provinces du Burundi) où MSF avait une mission d'appui et d'approvisionnement en médicaments à des Centres de Santé.

## **BRIEFING D'ARRIVÉE**

Au moment de mon arrivée dans le pays, MSF participait à la fermeture du dernier camp de déplacés internes qu'il supportait. La paix de 2003 avait introduit une relative accalmie et la plupart des déplacés retournaient chez eux. MSF conservait toutefois sa mission située dans la province de Bujumbura Rural, où un conflit de basse intensité entre le FLN et le gouvernement avait toujours lieu. Située à 40 km de la capitale Bujumbura dans la petite ville d'Igenda, une équipe d'expatriés composée de deux infirmières, d'un médecin et d'un coordinateur de terrain était en charge de la mission. Ce projet MSF consistait essentiellement à appuyer un hôpital de référence d'une trentaine de lits situé en brousse dans un endroit isolé, à superviser et à former des infirmières burundaises pour la prise en charge des maladies infectieuses, à soigner quelques combattants blessés, ainsi qu'à fournir l'hôpital et les centres de santé environnant en médicaments essentiels, qui tous souffraient du contexte de guerre.

Le chef de mission et l'équipe de coordination composée de 4 coordinateurs expatriés étaient basés dans la capitale Bujumbura située sur le bord du lac Tanganyika. À ce moment du projet MSF pour la section Suisse que je représentais, en juin 2004, l'essentiel de la mission consistait à supporter l'équipe d'Igenda, tout en restant alerte sur l'évolution du contexte.

La sécurité était de loin l'enjeu le plus important de cette mission et constituait l'une des tâches principales du chef de mission. Les incidents de sécurité autour de notre mission d'Igenda étaient fréquents. L'équipe d'expatriés européens peinait aussi à s'intégrer au village d'Igenda, probablement du fait des tensions et de la méfiance qui régnait dans la province. Les tirs de kalachnikov entendus au loin étaient un bruit de



fond quotidien, comme dans la plupart des zones de guerre, et les incidents de sécurité étaient nombreux. Lors d'une visite à un centre de santé situé à 5 km d'Igenda par exemple, nous avons découvert en même temps que les villageois de l'endroit, 2 têtes de militaires coupées, installées sur des bâtons de bois à l'entrée du village. Alors que la paix était revenue dans l'ensemble du pays, la province de Bujumbura Rural vivait toujours de profondes tensions et circuler en voiture MSF pour assister « nos » centres de santé demandait énormément de vigilance et une expérience solide de la vie en zone de guerre.

Des combats à la roquette ou la kalachnikov entre l'armée régulière et le FLN avaient aussi souvent lieu sur la route de terre de 10 km qui reliait l'hôpital de brousse à Igenda. Sur ce trajet qui prenait environ 1 heure de voiture, l'important était de s'assurer que ces combats n'avaient pas lieu au moment du passage de nos équipes sur le trajet. C'était l'enjeu principal de la mission et la tâche quotidienne du chef de mission était de s'assurer que l'équipe de volontaires expatriés puisse circuler sans accident et surtout sans se retrouver au milieu de combats armés.

Comme dans toutes les missions MSF, il revient au chef de mission de trancher en dernière instance sur les questions liées à la sécurité et sur ce point, aucune négociation n'est possible. Les règles de sécurité chez MSF reposent sur un ordre hiérarchique très formel, emprunté au milieu militaire, et nul ne peut y déroger sérieusement sans se voir automatiquement expulsé de la mission. On comprend du reste rapidement la nécessité de telles procédures en zone de combats, puisque le manquement aux règles de sécurité de base peut parfois mettre l'ensemble de l'équipe en danger.

Ma première tâche matinale comme chef de mission était donc d'aller voir le colonel de l'armée régulière responsable d'un régiment de combattants burundais dans la zone entourant nos centres de santé, pour connaître l'état des lieux et avoir son avis sur la prévisibilité des combats et des attaques possibles. Cette rencontre quotidienne avec le commandant était d'autant plus particulière, que nous le savions responsable

d'exactions et d'exécutions arbitraires sur la place publique de villageois soupçonnés d'être des rebelles. À le côtoyer chaque matin, une complicité ambiguë entre lui et moi s'installa rapidement, qui est le propre de l'ambiguïté des relations humaines en contexte de guerre.

J'avais aussi un contact du côté des rebelles du FLN, un prêtre catholique burundais proche des combattants ennemis du gouvernement, qui nous donnait des informations très fiables sur notre sécurité et qui nous informait du regard et de la perception qu'avaient les rebelles FNL de nos actions de secours et de soins. Comme nous supportions des centres de santé qui aidaient une population dont ils avaient un certain contrôle – et qu'il nous arrivait aussi de soigner des combattants rebelles blessés, le FLN appréciait notre présence. Nous devions toutefois rester à l'affût de possibles modifications de cette perception, d'où l'importance d'avoir des contacts fiables avec les rebelles comme avec l'armée gouvernementale.

Cette situation était très singulière et c'est la seule fois qu'il m'est arrivé de mettre en pratique la « neutralité » humanitaire de manière aussi directe. Bien que j'eusse les informations des rebelles de manière indirecte, via un prêtre catholique burundais, et que l'armée régulière n'était pas informée de ce contact avec l'ennemi, la communication fonctionnait très bien avec les militaires. Nous fûmes toujours informés avec justesse des combats à venir.

La matinée était aussi consacrée à la réunion quotidienne au bureau des Nations Unies, où se regroupaient chaque matin les représentants de toutes les ONG et des agences des Nations Unies, ainsi que les principaux représentants des pays donateurs (Suisse, Canada, USA, Europe, etc.). Cette réunion servait à partager nos informations sur la sécurité, tout comme à faire un tour des projets en cours au Burundi : santé, éducation, eau, hygiène, etc.

L'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) venait d'être mise en place quelques semaines avant mon arrivée, le 1<sup>er</sup> juin 2004, dans le but « *de soutenir et*

*d'accompagner les efforts entrepris par les Burundais pour établir durablement la paix et la réconciliation nationale dans leur pays. »<sup>123</sup>*

5 650 militaires étrangers, 200 observateurs et 120 policiers civils étaient déployés au Burundi pour remplir cette mission. Théoriquement, il s'agissait pour l'ONUB de s'assurer du respect des accords de cessez-le-feu, de superviser le désarmement, de surveiller les mouvements d'armes illégaux et d'encourager la réinsertion des combattants. Le mandat de l'ONUB avait aussi un volet humanitaire, qui consistait principalement dans la protection armée des convois d'aide humanitaire et dans l'aide au retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées.

De facto toutefois, l'ONUB donnait plutôt l'impression à tout le monde d'être dans une bulle coupée de la population et de passer ses journées à sillonner les routes du pays en gros véhicules militaires blindés. L'équipe d'encadrement de l'ONUB avait à sa tête une Canadienne, un Soudanais et un Sud-Africain et deux nationalités principales composaient l'équipe des militaires casques bleus : des Pakistanais et des Sud-Africains qui, pour la plupart, ne parlaient aucune des deux langues locales (le kirundi et le français). Ce dernier point ne facilitait pas l'intégration ou la compréhension du contexte burundais pour les casques bleus, comme on le voit fréquemment dans les zones de guerre.

Bien que nous ne demandions jamais l'aide directe de l'ONUB par souci d'indépendance, MSF participait tous les matins à la réunion de coordination des Nations Unies, surtout dans le but d'avoir le plus d'informations possible pour la sécurité de ses équipes expatriées. Le bâtiment des Nations Unies de Bujumbura où nous avons nos réunions matinales avait un dispositif de sécurité avec militaires et barbelés. Quiconque y pénétrait devait posséder le badge officiel et passer devant un détecteur de métal. L'endroit était donc réservé aux représentants d'ONG et aux principaux donateurs et constituait un microcosme décisionnel fermé à la plupart des

---

<sup>123</sup> <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onub/background.shtml>

Burundais (à l'exception notable de quelques représentants de petites ONG locales supportées par les donateurs occidentaux).

## **UN ORDRE NÉOCOLONIAL**

Comme je le racontais en introduction, c'est en participant à ces réunions que je réalisai certains paradoxes troublant de l'aide humanitaire. Le budget de MSF pour le Burundi, toutes sections confondues<sup>124</sup>, était par exemple à lui seul le double du budget du ministre de la santé du Burundi. Sachant que MSF n'était pas la seule ONG s'occupant de santé au Burundi, ce point venait questionner la légitimité de nos actions. Nous étions, d'une certaine façon, plus puissants que le gouvernement du Burundi au niveau de l'aide à donner à la population (santé, services sociaux, eau et assainissement, etc.). L'ensemble des ONG sur place, tout comme les Nations Unies, représentaient donc quelque chose de très puissant en terme financier, technique, politique et symbolique. Et cela, de manière entièrement non démocratique. Pensons seulement au fait que la grande majorité des ONG ne rendent aucun compte aux populations locales de leurs activités. Les ONG rendent des comptes plutôt à leurs donateurs, constitués essentiellement des grands pays occidentaux ou de regroupements comme l'Union Européenne ou les Nations Unies. Dans le cas de MSF, la section Suisse que je représentais était financée à 30% par la Coopération Suisse et à 70% en fonds propres, c'est-à-dire par l'argent reçu des donateurs occidentaux. Nous avons bien un accord de coopération signé avec le ministre de la santé du Burundi, que nous voyions une fois par année, mais cet accord était plutôt formel et symbolique. La grande majorité des ONG répondent de fait beaucoup plus aux demandes et aux injonctions de leurs grands donateurs occidentaux, qu'aux doléances ou aux espérances des populations locales ou de leur gouvernement.

---

<sup>124</sup> MSF France et MSF Hollande avaient aussi des missions dans le pays. Les chefs de missions MSF des 3 sections se réunissaient fréquemment pour partager des stratégies ou des informations sur le pays.

Le contexte très instable du Burundi pouvait bien sûr justifier un tel état de fait, mais le doute et le malaise étaient palpables. Certains membres du gouvernement burundais ne cachaient pas leurs frustrations en nous qualifiant de gouvernement parallèle. Lors d'une visite de présentation pour mon début d'entrée en fonction comme chef de mission, un haut responsable du *Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale*, me dit froidement et directement que les ONG formaient un gouvernement parallèle illégitime; propos que j'entendis par la suite à quelques reprises de la part de membres de la fonction publique burundaise. Et de facto, sous couvert « d'aide humanitaire », il s'agissait bien de quelque chose de l'ordre de la gouvernance.

Rappelons ici que le Burundi est un exemple presque caricatural de la forme politico-économique pouvant être qualifiée de « néocoloniale ». Son économie est basée en grande partie sur l'exportation de thé et de café, provenant de plantations et de structures commerciales instaurées au moment de la colonisation, afin de fournir la « métropole » en thé/café. Paradoxalement, et bien qu'aujourd'hui la moitié de la population du Burundi vit du travail du café ou du thé, il est pratiquement impossible de trouver du thé ou du café burundais dans les commerces au Burundi. On peut trouver par contre du Nescafé en poudre et du thé Lipton de basse qualité sur les étagères des petits commerces de Bujumbura, mais le café et le thé de qualité est réservé à l'exportation. Le Burundi importe donc du thé et du café produit par de grandes multinationales d'alimentation, et exporte l'essentiel de sa production de qualité à l'extérieur de ses frontières. Cette situation à elle seule est une métaphore parlante de l'imbrication et de la place du Burundi dans l'organisation politico-économique du monde.

Bien sûr, les rapports de force asymétriques, économiques et culturels qui ont pris des siècles à s'ancrer ne peuvent pas s'évanouir en l'espace de dizaines d'années. Sortir des asymétries structurelles mondiales est un processus lent et délicat, et c'est ce que nous montre le Burundi. En 2004, la situation budgétaire du Burundi était par

exemple la suivante : 50 % des recettes de l'État provenait de l'aide internationale<sup>125</sup>, le reste provenant des recettes à l'exportation, dont le thé et le café comptaient pour environ 60 % des recettes.<sup>126</sup> La guerre qui sévissait depuis les années 1990 avait aussi considérablement nuit à l'économie du pays, qui peinait à redémarrer. La gestion étatique des plantations mise en place pendant le régime colonial et mise à mal pendant les périodes de guerre, était d'ailleurs en voie de privatisation, sous l'impulsion de la Banque mondiale, dont l'un des acteurs importants pour ces questions était un Québécois qu'il m'arrivait de côtoyer dans les soirées mondaines entre expatriés.

L'un des soucis de quelques dirigeants burundais que j'ai brièvement fréquentés était d'ailleurs de savoir comment sortir de ce piège. Certains cherchaient à développer le tourisme à l'image des safaris que l'on trouve au Kenya ou en Tanzanie, mais la plupart avaient conscience des difficultés de sortir de cet engrenage planétaire et de la position subalterne qu'il impliquait pour le Burundi.

L'aide humanitaire au Burundi est donc inséparable de ce contexte historique, politique et économique plus global, même si les travailleurs humanitaires pouvaient se permettre de l'ignorer, ce qu'ils faisaient d'ailleurs en grande partie. La complexité de la situation politique du Burundi n'empêchait pas la vie à Bujumbura d'être à ce moment paisible et agréable pour les expatriés. La communauté des humanitaires se réunissait souvent dans les beaux restaurants de l'avenue de la Plage, située sur le bord du lac Tanganyika et le Centre culturel de l'alliance Française était, comme c'est souvent le cas en Afrique centrale, un endroit privilégié pour rencontrer quelques journalistes ou intellectuels burundais. Pour les expatriés humanitaires, les weekends à Bujumbura pouvaient parfois ressembler à ces vacances idylliques en bord de plage que cherchent à nous vendre le marketing touristique et ce, malgré la

---

<sup>125</sup> En 2017, l'aide international compte désormais pour 30% du budget du Burundi.

<sup>126</sup> Sous l'impulsion de la Banque mondiale, la gestion étatique des plantations mise en place pendant le régime colonial et mise à mal pendant les périodes de guerre, est d'ailleurs privatisée en grande partie depuis 2013.

guerre à proximité. Certains expatriés des Nations Unies s'étaient d'ailleurs procurés des voiliers de plaisance pour les weekends sur le bord du lac Tanganyika et les fins de soirée au Cercle Nautique de Bujumbura à regarder le soleil se coucher sur le lac avec une bière à la main, était partie intégrante de la vie humanitaire à Bujumbura.

## **LA SÉCURITÉ À DEUX VITESSES**

C'est donc dans ce contexte que je pris la responsabilité de chef de mission pour la section suisse de MSF au Burundi. La première semaine fut consacrée à la passation entre la cheffe de mission sortante et moi. Je l'accompagnais aux réunions pour rencontrer les principaux partenaires, je visitais les camps de déplacés qui fermaient, ainsi que notre mission d'Igenda qui était située à environ 2 heures de route de notre bureau de Bujumbura.

Je compris le fonctionnement sécuritaire de la mission 4 jours après mon arrivée, d'une manière qui accentua la critique que j'avais toujours eue en ce qui concerne la relation entre les humanitaires et les populations locales.

Après avoir fait notre tournée sécurité matinale quotidienne, nous avons appris du colonel de l'armée gouvernemental qu'il y aurait fort probablement des combats armés sur la route que prenait nos équipes entre Igenga et l'hôpital de brousse. Comme tous les matins après la tournée de sécurité à Bujumbura, la cheffe de mission transmet l'information à l'équipe expatriée à l'aide de la radio HF et en utilisant les codes de sécurité les plus brefs : « rouge » signifiant « on ne circule pas » et « vert » pour « autorisé à circuler ». À partir du moment où le chef de mission disait « rouge », aucune négociation n'était possible et l'équipe devait se plier à cette décision et à ce dispositif de commandement.

Ayant donc appris qu'il y aurait des combats armés ce jour précis, la cheffe de mission transmet le signal « rouge » à l'équipe expatriée basée à Igenda, qui répondit en

retour par la bouche du coordinateur français de l'époque : « *Bien reçu, nous restons ici et nous envoyons Béatrice et Alfred<sup>127</sup> à notre place* ».

J'ai immédiatement demandé à l'équipe de coordination qui étaient ces 2 personnes, Béatrice et Alfred, qui pouvaient passer outre les règles de sécurité élémentaires et qui étaient autorisées à circuler en pleine zone de combat armée, alors qu'il était évidemment hors de question d'envoyer quiconque dans un champ de tir.

Curieusement, on me répondit que je n'avais pas à m'en faire, car nos voitures étaient en sécurité, puisque Béatrice et Alfred allaient parcourir à pied (ou avec un moyen de transport quelconque qu'ils trouveraient à leur disposition) le chemin de 10 km qui sépare Igenda de l'hôpital de brousse. Je réalisai que Béatrice et Alfred étaient deux de nos employés infirmiers burundais, lorsqu'on m'expliqua que puisqu'ils étaient Burundais, ces règles ne s'appliquaient pas à eux.

Voyant ma surprise et mon indignation face à ce traitement réservé au personnel MSF de nationalité burundaise, l'équipe de coordination me souligna que plusieurs de nos employés de bureau à Bujumbura, comme les gardes de maisons ou notre femme de ménage par exemple, ne résidaient pas à Bujumbura et devaient parfois traverser matin et soir des zones où pouvait sévir des combats ou des exactions importantes.

Ceci était vrai en effet. Il arrivait à certains de nos employés de bureau d'avoir peur pour leur vie lorsqu'ils venaient à pied des montagnes environnantes pour travailler au bureau MSF de Bujumbura. Mais nous avions difficilement pris sur cette réalité. Alors que dans le cas précis de Béatrice et d'Alfred, c'est MSF qui exigeait de ses employés qu'ils traversent à pieds un champ de bataille potentiel. Du reste, que des expatriés européens aient pu accorder spontanément plus de valeur à une voiture MSF qu'à la vie d'employés burundais en dit long sur l'inconscient parfois à l'œuvre dans le cadre de missions en contexte de guerre.

---

<sup>127</sup> Noms fictifs.



Si cette situation ne me surprenait pas outre mesure, je n'avais tout de même encore jamais vu une telle indifférence presque vengeresse dans le traitement réservé aux employés locaux chez MSF. Que cette attitude soit partagée par l'ensemble d'une équipe de coordination expatriée MSF composée d'Européens compétents et expérimentés, qui s'autoalimentaient en anecdotes anti-burundais, voilà qui était sans doute le plus troublant. Un discours de déshumanisation des locaux était en effet très présent dans la mission du Burundi de l'époque et l'équipe de coordination composée essentiellement de Belges et de Français s'abreuvait d'exemples concrets qui renforçaient l'idée que les Burundais étaient paresseux et toujours en train de chercher des excuses pour ne pas travailler.

Face à cette situation, j'informai l'équipe de coordination que les règles allaient rapidement changer lors de ma prise de fonction officielle comme chef de mission et qu'en ce qui concerne la sécurité pendant les activités de travail, nous ne ferions plus de différences de traitement entre volontaire expatrié ou employé local. Mon attitude intransigeante sur cette question frappa les coordonnateurs expatriés de la mission et nous fîmes une réunion de coordination d'urgence pour discuter de cet enjeu. La coordinatrice médicale - une médecin belge qui avait beaucoup d'expérience en Afrique centrale et dont les parents et grands-parents avaient participé à l'entreprise coloniale au Burundi - était la plus concernée par ma position. La santé des patients de l'hôpital de brousse exigeait selon elle une supervision directe de MSF, faite par des expatriés ou des locaux, et ceci justifiait l'envoi de Burundais lorsque la situation était trop dangereuse pour les expatriés. Les Burundais étaient dans leur pays, me disait-on, et ils savaient mieux que les expatriés comment s'en sortir en cas de danger.

J'informai mon responsable direct à Genève dès le lendemain de la problématique du mode de fonctionnement de l'équipe de Bujumbura pour la sécurité des locaux, disant que jamais une chose semblable ne se reproduirait sous ma gestion. Le responsable de programme de Genève nuança les dangers encourus par les Burundais avec deux arguments qui étaient similaires à ceux entendus de la part de la coordinatrice

médicale : 1- le besoin d'avoir des employés présents pour donner des soins et 2- le fait que les Burundais savent mieux que des expatriés quoi faire en cas de danger.

Le responsable de Genève fut quand même en accord avec le fond de ma critique et pris acte de ma position en approuvant les nouvelles règles de sécurité, qui changèrent dès ma prise de fonction officielle comme chef de mission. L'équipe de coordination de Bujumbura comprit rapidement qu'il n'y aurait plus de discussion sur ce point et se plia sans rechigner à la nouvelle orientation de la mission en ce qui concerne les règles de sécurité pour les locaux employés par MSF.

### **COMPRENDRE AUX LIMITES DE L'HUMAIN**

Curieusement, et d'une manière que je peine encore à m'expliquer aujourd'hui, l'attitude de l'équipe de coordination de Bujumbura changea du tout au tout en l'espace d'une ou deux semaines, et épousa entièrement mes opinions sur la place du personnel local. Le discours sur les Burundais s'était complètement transformé dans la mission et les expatriés semblaient avoir pratiquement oublié leur attitude méprisante à l'égard du personnel local, qu'ils avaient quelques semaines auparavant. De voleurs et de paresseux qu'ils étaient avant mon arrivée, les Burundais devinrent de sympathiques collaborateurs à qui il était possible de faire confiance. J'assistais en direct - et pour la première fois d'une manière aussi visible - à la grande malléabilité de l'esprit humain et à la curieuse soumission à l'autorité qui l'accompagne.

J'ai par la suite longtemps cherché à mieux comprendre cette anecdote, qui me rappelait l'impression de Simone Weil sur la condition humaine, qu'elle tira de son expérience de combattante lors de la guerre d'Espagne de 1936. Partie se battre à côté des anarchistes espagnols, Weil s'étonna de l'indifférence totale que manifestaient ses compagnons anarchistes à l'égard des paysans locaux, dont la condition aurait dû - en principe selon elle - les préoccuper : « *Dans un pays où les pauvres sont, en très grande majorité, des paysans, le mieux-être des paysans doit être*

*un but essentiel pour tout groupement d'extrême gauche. (...) Eh bien, ces misérables et magnifiques paysans d'Aragon, restés si fiers sous les humiliations, n'étaient même pas pour les miliciens un objet de curiosité. (...) Un abîme séparait les hommes armés de la population désarmée, un abîme tout à fait semblable à celui qui sépare les pauvres et les riches. Cela se sentait à l'attitude toujours un peu humble, soumise, craintive des uns, à l'aisance, la désinvolture, la condescendance des autres. »<sup>128</sup>*

En changeant les termes « miliciens » et « hommes armés » par « secouristes » et le terme de « population désarmée » par celui de « population locale », on pourrait sans problème utiliser cette description pour nommer « l'abîme » qui sépare les expatriés humanitaires du début du 21<sup>ème</sup> siècle, des populations locales qu'ils viennent - en principe - secourir.

Mais ce qui frappa encore plus Simone Weil en Espagne, c'est l'attitude humaine à l'égard du meurtre, la lâche soumission au groupe et la difficulté de résister à l'atmosphère grisante de la guerre, chez la plupart des miliciens anarchistes qui étaient à ses côtés. Elle raconte dans sa lettre le rire et l'amusement de ses compagnons anarchistes lors d'exécutions sommaires et l'indifférence complice de « touristes » français de passage en ces zones. Sa réflexion faisait curieusement écho aux impressions que je partageais sur le traitement du personnel local dans la mission du Burundi en juin 2004 : *« J'ai eu le sentiment, pour moi, que lorsque les autorités temporelles et spirituelles ont mis une catégorie d'êtres humains en dehors de ceux dont la vie a un prix, il n'est rien de plus naturel à l'homme que de tuer. Quand on sait qu'il est possible de tuer sans risquer ni châtement ni le blâme, on tue ; ou du moins on entoure de sourires encourageants ceux qui tuent. Si par hasard on éprouve d'abord un peu de dégoût, on le tait et bientôt on l'étouffe de peur de paraître manquer de virilité. Il y a là un entraînement, une ivresse à laquelle il est impossible de résister sans une force d'âme qu'il me faut bien croire exceptionnelle, puisque je ne l'ai rencontrée nulle part. J'ai*

---

<sup>128</sup> WEIL, Simone. (1938) 1999. « Lettre de Simone Weil à Bernanos ». Dans *Œuvres*. Paris : Gallimard, p.409

*rencontré en revanche des Français paisibles, que jusque-là je ne méprisais pas, qui n'auraient pas eu l'idée d'aller eux-mêmes tuer, mais qui baignaient dans cette atmosphère imprégnée de sang avec un visible plaisir. Pour ceux-là je ne pourrai jamais avoir à l'avenir aucune estime. »<sup>129</sup>*

On estimera peut-être qu'il y a un peu d'exagération dans l'analyse que je fais ici de cette situation. Peut-on extrapoler à ce point ? Peut-on utiliser une description de Simone Weil tirée de l'expérience de la guerre civile espagnole du milieu des années 1930, pour comprendre la logique derrière le traitement du personnel local dans le Burundi de 2004 ? L'anecdote impliquant Béatrice et Alfred n'est-elle pas plutôt un incident isolé dû à l'incompétence d'une équipe d'expatriés particulièrement malsaine ? C'est ce qu'on me rétorque spontanément lorsque je raconte cette histoire. Que l'équipe d'expatriés ait pu être composée de personnes « ordinaires » et compétentes, que cette équipe fut composée de purs représentants de la classe moyenne supérieure occidentale dans ce qu'elle a de plus « normale », voilà qui surprend la plupart de mes interlocuteurs, au point de les faire douter de ma sincérité lorsque je relate ces faits.

## **DIDIER FASSIN ET L'INÉGALITÉ ONTOLOGIQUE**

L'anthropologie de l'humanitaire peut nous aider à clarifier cette situation, en cernant cet enjeu d'une manière plus structurelle. Didier Fassin, qui a travaillé sur cette question, parle « d'inégalité ontologique » pour décrire la configuration anthropologique implicite et inconsciente de l'humanitaire, dont la principale conséquence est de récuser le principe de commune humanité. Car c'est bien ce qui était ici à l'œuvre au Burundi : implicitement, on récusait le principe de commune humanité entre les Burundais et les volontaires expatriés – au point de comparer la sécurité du parc automobile MSF avec celle des employés locaux burundais.

---

<sup>129</sup> WEIL, Simone. (1938) 1999. « Lettre de Simone Weil à Bernanos ». Dans *Œuvres*. Paris : Gallimard, p. 408.

En traçant une différence entre la vie que l'on sauve (victime) et la vie que l'on expose (secouriste), nous dit Fassin, le dispositif humanitaire reproduit la distinction entre la vie nue (zoé) et la vie qualifiée (bios) analysé par le philosophe Giorgio Agamben. Dans la configuration humanitaire, le sacré réside dans le fait d'être en vie, et non pas dans le fait d'être maître de son existence.

Dans la représentation commune, les travailleurs humanitaires expatriés sont perçus comme des sujets politiques engagés agissant par volontarisme et dévouement, tandis que le personnel local, qui fait partie des populations aidées et qui compose environ 90% des employés MSF, est perçu comme agissant par nécessité. En ce sens, si le secouriste est celui qui est « maître de son existence » ou plutôt celui qui possède dans l'organisation les positions décisionnelles, le patient ou la victime secourue ne sont abordés que sous l'angle de leur survie.

Fassin a bien vu que les conséquences de cette configuration apparaissent de manière évidente dans la manière dont sont traités les employés locaux des organisations humanitaires. En mettant l'accent sur l'aide aux victimes et sur le fait d'être en vie, dira Fassin, l'humanitaire a comme paradoxe central de faire taire la parole des populations assistées – même lorsqu'il s'agit de ses propres employés locaux, qui n'ont de subjectivité qu'en tant que victimes passivement soumises à l'événement.

S'inscrivant dans le sillage de Michel Foucault qui a questionné de manière très éclairante « *cette forme de pouvoir [qui] s'exerce sur la vie quotidienne immédiate, qui classe les individus en catégories, (...) leur impose une loi de vérité qu'il leur faut reconnaître et que les autres doivent reconnaître en eux.* », Fassin dévoile ici un aspect central de la forme de pouvoir à l'œuvre derrière les catégories humanitaires de « local » et « d'expatrié ». *C'est une forme de pouvoir qui transforme les individus en sujets. Il y a deux sens au mot « sujet » : sujet soumis à l'autre par le contrôle et la dépendance, et sujet attaché à sa propre identité par la conscience ou la connaissance*

*de soi. Dans les deux cas, ce mot suggère une forme de pouvoir qui subjugué et assujettit »<sup>130</sup>*

La situation du Burundi dévoile de manière particulièrement évidente cet assujettissement analysé par Foucault, tant pour les expatriés que pour Béatrice et Alfred, qui n'avaient comme « subjectivité » que d'être des outils du dispositif MSF, des « ressources » humaines que l'on pouvait utiliser pour le bien de la mission. L'humanitaire permet en outre de voiler cette réalité de manière beaucoup plus subtile qu'à l'ordinaire, puisque c'est au nom d'un bien ultime, la vie des patients, que l'on pouvait sacrifier Béatrice et Alfred.

L'inégalité du dispositif humanitaire est structurelle et indépassable, dit encore Fassin, et met forcément au second plan toutes préoccupations de justice sociale. En cela l'humanitaire est paradigmatique d'une inégalité structurelle mondiale qu'il reproduit malgré lui et « *nous dit la vérité d'une hiérarchie des vies que l'on parvient habituellement à occulter, mais qui se manifeste au grand jour lorsqu'on réalise qu'un salarié local n'est qu'un auxiliaire dans une entreprise conduite depuis le monde occidental et qu'il ne peut donc participer à cette aventure généreuse* ». <sup>131</sup>

Cet enjeu est considérable. La catégorie de « personnel local » qui paraît aller de soi est loin d'être d'une évidence criante. Il s'agit d'une catégorie qui s'inscrit dans des discours particuliers, et qui a entre autres comme particularité d'avoir une similarité embarrassante avec l'ancienne catégorie « d'évolué » utilisée dans la colonisation au Congo, qui séparait les colons des locaux, tout en faisant participer les « évolués » à l'entreprise coloniale, dans une position subalterne. On retrouve à l'identique cette distribution des rôles dans l'humanitaire contemporain, qui se divise maintenant entre expatrié, personnel local et populations locales, comme si depuis l'époque coloniale, seule la terminologie avait changé.

---

<sup>130</sup> FOUCAULT, Michel. 1994. *Dits et Écrits*. Paris, Gallimard, t. IV, p. 448-449.

<sup>131</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire*. Paris : Seuil, p.311.

Rappelons que 90 à 95 % du travail humanitaire chez MSF est fait par le personnel local. Et ce pourcentage va jusqu'à 99 % pour certains organismes humanitaires. Dans le Darfour de 2007 par exemple, on recensait 14 000 humanitaires pour 4 millions de Darfouriens aidés (2 millions étaient en camps et 2 millions à l'extérieur des camps). Mais dans ces 14 000 humanitaires, seuls 300 étaient des volontaires expatriés. 300 personnes avaient des postes à responsabilité décisionnelle, pendant que le reste, environ 13 700, était de simples exécutants. Autrement dit, le label humanitaire voile ici une division politique et économique, une division du travail international, qui recoupe l'inégalité ontologique analysée par Fassin et qui est aussi inhérente à « *l'inégalité entre bienfaiteurs et victimes* »<sup>132</sup>.

## **LA TECHNIQUE N'EST PAS NEUTRE**

Mais si l'analyse de Fassin nous éclaire sur la hiérarchie des vies que reproduit le dispositif humanitaire, j'aimerais la compléter en prenant appui sur celles élaborées par certains critiques de la rationalité instrumentale, comme Walter Benjamin, Hannah Arendt et Giorgio Agamben.

À l'origine de ma réflexion sur l'humanitaire est la rencontre avec les penseurs radicaux de la technique, qui les premiers m'ont permis de mettre des mots sur les malaises éprouvés en mission. De nombreux auteurs l'ont remarqué, et Michel Agier l'exprime ici de manière convaincante : « *par glissements successifs et apparemment innocents, l'action humanitaire tend naturellement à transformer les individus-sujets en victimes-objets dépersonnifiées* »<sup>133</sup>. Peu d'auteurs ou de penseurs partent toutefois de la question technique pour réfléchir à cet état de fait, qui donne pourtant un éclairage essentiel pour penser les formes de dépossession et d'asservissement que peuvent parfois causer les dispositifs de secours.

---

<sup>132</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire*. Paris : Seuil, p.311.

<sup>133</sup> WEISSMAN, Fabrice. 2003. « Espaces humanitaires, espaces d'exception. » In *A l'ombre des guerres justes*. Paris : Flammarion, p.317

S'inspirant de l'analyse d'Arendt sur la banalité du mal, Rony Brauman décrit bien le paradoxe instrumental troublant des secours humanitaires, en parlant de la situation de l'Éthiopie de 1985 et de l'aveuglement des secouristes humanitaires aux réalités vécues par les populations, souvent réduites à de simples réceptacles d'aide : *« Pour les ONG, l'obsession de faire leur travail, d'accomplir leur mission, tenait lieu de conscience (...) elles en arrivaient à réduire leur environnement à un ensemble de problèmes auxquels il fallait trouver une solution. Le sens de leur action leur échappant, les humanitaires se transformaient en « spécialistes de la résolution de problèmes ». (...) Cette vision purement instrumentale du monde caractérisait Eichmann, selon Arendt, et on le retrouve dans le comportement des ONG en Éthiopie. »*<sup>134</sup>

Et en effet, qu'on l'accepte ou non, les contextes humanitaires nous transforment en jouet d'un énorme dispositif qui nous dépasse et nous aliène. En cela, les situations limites dans lesquelles évolue l'humanitaire doivent se penser à partir d'une analyse de ce que le philosophe Giorgio Agamben nomme, à la suite de Martin Heidegger, le « dispositif » : *« J'appelle dispositif tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants. Les dispositifs où se jouent désormais nos existences – du téléphone portable à la télévision, de l'ordinateur à l'automobile – ne se trouvent pas face à l'homme comme de simples objets de consommation. Ils transforment nos personnalités. La question devient alors : quelle stratégie devons-nous adopter dans le corps à corps quotidien qui nous lie aux dispositifs ? »*<sup>135</sup>

Prisonnier du gigantisme de l'appareil technique humanitaire comme celui des situations de crises dans lesquelles ils sont plongés, la possibilité pour les humanitaires d'avoir un rapport responsable et humain aux populations qu'ils

---

<sup>134</sup> BRAUMAN, Rony. 2006. *Penser dans l'urgence : Parcours critique d'un humanitaire*. Paris : Seuil, p. 148.

<sup>135</sup> AGAMBEN, Giorgio. 2007. *Qu'est-ce qu'un dispositif?* Paris : Rivage.



prétendent assister est loin d'être évident. Dans un tel dispositif, la possibilité même d'entrer en rapport véritablement avec les populations assistées est questionnable. C'est sans doute aussi par ce biais que l'on peut comprendre l'inhumanité dont a fait preuve l'équipe expatriée MSF du Burundi de 2004, en envoyant deux employés burundais au cœur d'un champ de bataille.

## UNE NOUVELLE PAUVRETÉ

Walter Benjamin (1892-1940) fut l'un des premiers à voir et décrire ce phénomène avec une surprenante lucidité. Parlant du retour des soldats lors de la Première guerre mondiale, il écrit : « *N'a-t-on pas alors constaté que les gens revenaient muets du champ de bataille ? Non pas plus riches, mais plus pauvres en expérience communicable. (...) Cet effroyable déploiement de la technique plongea les hommes dans une pauvreté tout à fait nouvelle*<sup>136</sup> ».

Pensons par exemple aux populations victimes de blocus alimentaire et ne pouvant comprendre l'origine de la famine ni avoir prise sur elle, ou au soldat pris dans les tranchées et complètement dépassé par la puissance technique des armements. Face à cette démesure, les valeurs militaires traditionnelles d'honneur, de courage et d'héroïsme s'évanouissent et le soldat se transforme en corps impuissant soumis au hasard des frappes ou des nuages de gaz. L'excellente description des champs de bataille de la première guerre mondiale que l'on trouve dans l'ouvrage d'Ernst Jünger, « *Orages d'acier*<sup>137</sup> », en donne un témoignage saisissant. « *Le combat des machines est si colossal que l'homme est bien près de s'effacer devant lui* », dira encore Ernst Jünger dans « *La guerre comme expérience intérieure* »<sup>138</sup>. Ces descriptions et témoignages de la guerre moderne inspireront Martin Heidegger et plusieurs penseurs contemporains dans leur entente de la technique moderne.

---

<sup>136</sup> BENJAMIN, Walter. 2011 (1933). *Expérience et pauvreté*. Paris : Petite bibliothèque Payot, p.21.

<sup>137</sup> JÜNGER, Ernst. 1998. *Orages d'acier : journal de guerre*. Paris : Le livre de poche.

<sup>138</sup> JÜNGER, Ernst. 1997. *La guerre comme expérience intérieure*. Paris : Christian Bourgois éditeur.

De son côté, Walter Benjamin constate que l'énormité du dispositif technique a pour première conséquence de couper l'homme d'avec lui-même et de le conduire à se méfier de ce qu'il peut sentir : dépossédé par la complexité de l'univers quotidien dans lequel il est submergé, l'homme se coupe de son expérience du réel pour laisser aux spécialistes et aux professionnels de la technique la possibilité d'analyser le monde à sa place. L'aliénation qui en découle est abyssale, en premier lieu par la confiance aveugle qu'elle nous impose d'accorder aux hommes de science, aux ingénieurs et aux experts en tout genre, dont on feint de croire qu'ils ont le monde bien en main. Le scientisme le plus étroit est la première conséquence d'un monde voué à la technique. Dans « *Destruction de l'expérience et origine de l'histoire* »<sup>139</sup>, le philosophe Giorgio Agamben se demande même si l'homme moderne est encore capable d'expérience ou si cette disparition – donc l'aliénation définitive de l'homme – est désormais un fait accompli ou en voie d'accomplissement.

L'aliénation au monde est donc la contrepartie de notre puissance technique. Voilà ce que Walter Benjamin a perçu avant tout le monde et que Simone Weil a conceptualisé comme nulle autre dans l'Enracinement<sup>140</sup>. Au niveau civilisationnel, cette démesure technique a un impact rarement perçu dans toute l'ampleur de ses conséquences et de sa barbarie. C'est à une redoutable crise de la transmission entre générations que nous assistons depuis plus d'une centaine d'années, et les jugements moraux, économiques ou politiques à ce propos passent complètement à côté du phénomène : « *que vaut en effet tout notre patrimoine culturel, si nous n'y tenons pas, justement, par les liens de l'expérience ?*<sup>141</sup> » nous dit Benjamin.

La culture, la transmission et la civilisation sont atteintes au cœur, et nous ne pouvons rien y changer, comme l'a bien analysé Hannah Arendt dans son ouvrage sur « la crise

---

<sup>139</sup> AGAMBEN, Giorgio. 2002. *Enfance et histoire. Destruction de l'expérience et origine de l'histoire*. Paris : Payot.

<sup>140</sup> WEIL, Simone. (1943) 2014. *L'Enracinement, ou Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*. Paris : Flammarion.

<sup>141</sup> BENJAMIN, Walter. 2011 (1933). *Expérience et pauvreté*. Paris : Petite bibliothèque Payot, p.24.

de la culture<sup>142</sup> ». Une culture qui n'est plus « vécue » se fossilise et est vouée à disparaître, pour être remplacée par quoi ? Il est encore difficile d'y répondre.

L'humanitaire est directement aux prises avec ces enjeux. Médecins Sans Frontières a d'ailleurs récemment entamé une réflexion critique à ce propos, en questionnant les nouvelles méthodes quantitatives et gestionnaires d'approche de la sécurité des équipes de secours, qui appréhendent le risque sous sa forme mathématique, avec la création de départements de sûreté et sécurité dédiés à la prévention et à la gestion des risques. Dans « *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques* »<sup>143</sup>, Fabrice Weissman et Michaël Neuman s'inquiètent de cette inflexion technocratique et gestionnaire qui a gagné l'humanitaire depuis une vingtaine d'années, mais sans toutefois aller complètement au fond de l'enjeu technique et de « l'obsolescence de l'homme »<sup>144</sup> qu'impose et implique le dispositif même de MSF.<sup>145</sup>

« *Les nouveaux manuels (de sécurité) entendent (...) substituer à l'évaluation subjective de la sécurité des méthodes de calcul objectives et scientifiques censées neutraliser les biais de perception humains. À cette fin, ils proposent d'appréhender le risque sous sa forme mathématique.* »<sup>146</sup> Les chercheurs de MSF s'inquiètent de cette approche qui « invite à se détourner d'une réflexion sur les causes et le sens des événements au profit d'une démarche probabiliste comptant sur les lois mathématiques pour détecter des facteurs de risques et prévenir leur occurrence »<sup>147</sup>. Avec comme conséquence le recours aux experts en gestion des risques et une normalisation des comportements qui accentue « l'enfermement des acteurs de l'aide dans des lieux fortifiés, loin des dangers mais aussi des populations qu'ils sont censés aider »<sup>148</sup>, c'est à une

---

<sup>142</sup> ARENDT, Hannah. 1989. *La crise de la culture*. Paris : Folio Essais Gallimard.

<sup>143</sup> NEUMAN, Michaël et WEISSMAN, Fabrice (sous la direction de). 2016. *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques*. Paris : CNRS EDITIONS.

<sup>144</sup> « L'obsolescence de l'homme » est une notion développée par Günther Anders, qui constate que l'autonomie de la technique et le gigantisme du dispositif de la société industrielle ont pour conséquence d'instrumentaliser l'homme aux finalités de la technique.

<sup>145</sup> WEISSMAN, Fabrice et NEUMAN, Michaël. 2016. *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques*. Paris : CNRS Éditions.

<sup>146</sup> Op. cit., p.33

<sup>147</sup> Op. cit., p.33

<sup>148</sup> Op. cit., p.18

dépolitisation complète des contextes et des enjeux globaux entourant les secours que les nouvelles approches de gestion de la sécurité induisent. Mais surtout, c'est à une coupure radicale d'avec les populations secourues que conduit ce dispositif sécuritaire.

L'aliénation au monde et la perte de foi en la possibilité du jugement des secouristes en ce qui a trait à la sécurité est au cœur de l'analyse critique de Weissman et de Neuman. Mais que ce constat découle aussi du dispositif humanitaire lui-même et de sa recherche d'efficacité ultime, voilà ce que peinent à voir ces auteurs.

Voir que nous sommes devenus « pauvre en monde » et que cette « nouvelle pauvreté » s'accompagne d'une puissance technique impressionnante et d'une abondance matérielle de surface caractéristique de la société de consommation mondialisée ou en voie de mondialisation, voilà ce qui manque à plusieurs analyses contemporaines. « *Pauvres, voilà bien ce que nous sommes devenus* ». (...) Et « *cette pauvreté ne porte pas seulement sur nos expériences privées, mais aussi sur les expériences de l'humanité tout entière. Et c'est donc une nouvelle espèce de barbarie*<sup>149</sup> », nous dit encore Walter Benjamin. Cette forme d'aliénation au monde très particulière signe notre présent et est au cœur des dilemmes de l'humanitaire contemporain et du rapport forcément instrumental que les secouristes humanitaires entretiennent avec les populations secourues, comme nous l'avons vu ici avec le cas de Béatrice et Alfred.

Elle conduit aussi l'organisation à n'aborder le réel qu'en fonction des catégories élaborées préalablement par le dispositif humanitaire, comme l'a parfaitement vu Didier Fassin. Ceci est particulièrement lourd de conséquences dans les contextes moins dramatiques, dans lesquels évoluent pourtant la grande majorité des projets MSF.

---

<sup>149</sup> BENJAMIN, Walter. 2011 (1933). *Expérience et pauvreté*. Paris : Petite bibliothèque Payot, p.27.

## LA RÉPONSE INSTITUTIONNELLE

La question de la place des employés locaux chez MSF est depuis longtemps sujet à de fréquents débats entre expatriés. Mais ce n'est qu'au début des années 2000 que plusieurs sièges MSF décidèrent de s'attaquer à cette question de manière institutionnelle.

En janvier 2005, après cette mission du Burundi que je viens de décrire, je fus engagé au siège MSF de Genève pour travailler sur cette épineuse question du traitement du personnel local. Pour clarifier les enjeux, j'entrepris une recherche qualitative sous la supervision du directeur des ressources humaines de Genève, qui m'occupa pendant plus d'un an. Il s'agissait essentiellement au départ de mieux comprendre la perception que les travailleurs humanitaires locaux avaient de l'organisation qui les employait, pour ensuite s'occuper des solutions administratives et techniques.

Je débutai mon travail en envoyant des questionnaires pour le personnel local des missions MSF du Congo, du Honduras, de l'Ouganda et du Burundi. Les retours de questionnaires allèrent tous dans le même sens et visaient l'organisation du travail à MSF comme étant responsable de « discriminations ». L'attitude individuelle de tel ou tel expatrié n'était pas le problème central ; l'enjeu était structurel et concernait surtout les grandes inégalités présentes dans l'organisation, qui reflétaient directement les grandes inégalités mondiales. La réponse à apporter aux « discriminations » du personnel local était donc forcément complexe. On ne change pas les inégalités structurelles mondiales à l'aide de politiques institutionnelles d'une ONG...

L'enjeu du personnel national était néanmoins devenu une question d'importance et l'organisation s'ouvrait de plus en plus à cette problématique. Jean-Hervé Bradol alors président de MSF France, qui avait aussi travaillé sur cette question, alla jusqu'à proposer sérieusement de dénoncer publiquement MSF comme « entité abuseur »,

lors d'un CA tenu au bureau MSF de Paris en 2006. La proposition ne fut évidemment pas retenue, mais l'heure était clairement venue d'une prise de responsabilité de MSF envers ses employés locaux.

Il fut donc décidé d'aborder frontalement la place du personnel local lors du chantier de mise à plat de MSF en 2006 au Luxembourg, nommé chantier de « La Mancha », qui donna lieu au document nommé « L'accord de La Mancha »<sup>150</sup>, sorte d'addendum qui s'ajouta à la charte de MSF afin de la mettre à jour.

Puisque j'avais travaillé sur cette question, on me nomma responsable de ce dossier pour l'ensemble des sections MSF et mes travaux sur le personnel national furent présentés dans tous les sièges MSF d'Europe. Ceci m'amena à voyager dans les grandes capitales européennes pour discuter et débattre de cette question avec les membres des bureaux MSF de Stockholm, de Bruxelles, de Barcelone, d'Amsterdam, de Luxembourg, de Paris et de Genève.

Le fruit de mes travaux et de ces discussions fut présenté officiellement lors de cette mise à plat de l'organisation en juin 2006, afin de statuer institutionnellement sur cette question du personnel local. Comme j'étais proche des sommets de la hiérarchie décisionnelle chez MSF, cet épisode de ma carrière humanitaire fut aussi intéressant pour comprendre les dessous du fonctionnement « démocratique » d'une grosse association comme MSF. Après une année de consultations et de réunions dans les missions comme dans les différents sièges de l'organisation, le processus de « La Mancha » se termina par une rencontre associative de 3 jours dans un grand hôtel au Luxembourg, avec environ 300 membres MSF qui avaient été sélectionnés parmi le personnel expatrié terrain, les membres des sièges européens, américains et d'ailleurs, ainsi que parmi quelques employés du personnel local (congolais,

---

<sup>150</sup> Ce processus de « La Mancha » est né de la nécessité de relever les défis internes et externes auxquels se heurtait l'action de MSF en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle. Tout en s'appuyant sur les 2 chartes existantes, il s'agissait de revoir les principes de l'organisation en fonction de l'évolution du contexte humanitaire contemporain.

burundais, hondurien, etc.), ceci afin de bien marquer l'importance que revêtait désormais la question des employés locaux chez MSF.

Si cette rencontre était un lieu de délibération démocratique sur les grandes questions MSF – et il y eut vraiment de nombreuses discussions dans la sphère MSF toute l'année qui précéda cette rencontre - dans les faits, l'essentiel des questions (dont celle traitant du personnel local) avait été plus ou moins réglé auparavant dans les CA et surtout dans les discussions de corridors entre les membres influents de l'organisation. Par exemple, il avait été décidé de dire publiquement lors de cette rencontre que MSF pratiquait de la « discrimination » envers ses employés locaux et l'essentiel du paragraphe traitant du personnel local qui allait figurer dans l'accord final, avait été élaboré quelques semaines avant cette rencontre.

Il ne s'agit pas d'une critique ici. Je ne prétends pas du tout qu'il aurait été possible de faire autrement. Réunir 300 personnes provenant de partout sur terre pour statuer sur un addendum à la charte MSF peut difficilement se faire autrement. Mais l'expérience fut instructive sur les limites et les possibilités d'un fonctionnement associatif dans une grosse structure comme MSF.

Cela dit, suite à cette rencontre du Luxembourg, il fut décidé de reconnaître officiellement une part de discrimination présente au sein de MSF et de l'inscrire de cette manière dans le document officiel de La Mancha : « *L'Accord de La Mancha reconnaît en outre l'urgente nécessité de résoudre les questions de discrimination au sein de MSF qui affaiblissent notre capacité à réaliser pleinement notre potentiel opérationnel* ». <sup>151</sup>

Cette reconnaissance officielle d'une « discrimination » présente chez MSF m'apparut à l'époque insatisfaisante et hypocrite. Aborder la question des inégalités existantes

---

<sup>151</sup><http://association.msf.org/sites/default/files/documents/La%20Mancha%20Agreement%20FR.pdf>

entre le personnel local et les secouristes expatriés uniquement à partir de « l'affaiblissement » du « potentiel opérationnel » de l'organisation, renforçait à mon sens l'instrumentalisation des employés locaux à la finalité de l'organisation, tout en s'interdisant d'affronter les questions réelles derrière cet enjeu. La moralisation de cette question centrale, avec ici le terme de « discrimination », voilait aussi clairement des enjeux politiques plus globaux.

À ce stade de mon parcours avec MSF, après 10 ans avec l'organisation, l'obsession de MSF pour l'urgence et l'efficacité opérationnelle était ce qui m'apparaissait comme le piège principal qui empêchait les secouristes d'entrer réellement en rapport avec le réel des pays où nous intervenions, comme avec le personnel local de l'organisation. Les terrains d'intervention n'étant abordés qu'à travers le prisme urgentiste, parler de « potentiel opérationnel » pour régler de soi-disant problèmes de « discrimination », interdisait tout questionnement plus profond sur les finalités de l'humanitaire d'urgence et les contextes où ils se déploient. Le prisme catégoriel qui assujettissait les « locaux » comme les « expatriés » n'était pas nommé et l'inégalité ontologique et structurelle décrite par Didier Fassin<sup>152</sup>, qui nous permet de situer l'humanitaire au sein des grandes questions de politique internationale, n'était ni vue, ni vraiment soupçonnée par personne.

Il n'empêche que la question du personnel national avait été clairement abordée chez MSF pour la première fois de manière officielle lors de ces accords de « La Mancha » et la majorité des sièges européens élaboraient désormais des politiques de prises en charge plus équitables de leur personnel national.<sup>153</sup>

Ce moment marqua néanmoins pour moi une cassure symbolique d'avec MSF et une période de flou professionnel et personnel assez difficile. Je ne pouvais plus continuer de travailler à MSF sans avoir l'impression de renier une honnêteté primordiale de

---

<sup>152</sup> Ajoutons aussi qu'à cette époque, j'ignorais tout du travail de Didier Fassin.

<sup>153</sup> Il s'agit essentiellement de contrat de travail mieux définis, ainsi que de la possibilité d'expatriation pour les locaux, qui est désormais mieux encadré.



base et je percevais désormais mon engagement humanitaire comme une errance dont je devais m'extirper.

Quitter l'organisation se fit toutefois graduellement, comme MSF était mon unique source de revenu et que je percevais difficilement comment réintégrer une vie normale et banale, à Genève, à Paris ou à Montréal. C'est donc avec une grande ambivalence que je poursuivis pendant encore 3 ans à temps partiel, jusqu'à la fin 2009, mon parcours avec MSF au siège de Genève.

## CHAPITRE 7 : PEUT-ON VRAIMENT AIDER AUTRUI ? RÉFUGIÉS AU CAMEROUN EN 2007

*« Nous n'avons pas besoin de votre charité, nous voulons la justice »*

Pierre-Joseph Proudhon

### INTRODUCTION

Je démissionnai de mon poste de responsable du personnel local à Genève au début de l'année 2007. J'avais perdu tout espoir de voir l'organisation se relier au monde autrement qu'à partir d'une approche urgentiste, que je percevais désormais comme l'aveuglement originel et indépassable de MSF. Je continuai néanmoins de travailler à temps partiel au siège MSF de Genève, à titre de « consultant » humanitaire, ce qui me donna du temps pour renouer avec une démarche de pensée et me permit d'assister à quelques séminaires universitaires de philosophie, de théologie<sup>154</sup> et de science sociale à l'Université de Genève.

L'humanitaire n'était désormais plus pour moi qu'un boulot alimentaire et je cherchais une manière de me sortir de ce sillon professionnel, sans trop savoir comment y parvenir.<sup>155</sup> Avec plus de 10 années d'expérience humanitaire, il me fut quand même facile de trouver de nombreux petits contrats intéressants au bureau MSF de Genève jusqu'en 2010, date de mon retour à Montréal. Je fus ainsi chargé à quelques reprises de la formation des premiers départs, tout comme de l'organisation de la semaine annuelle de rencontre des chefs de mission à Genève, moment fort de

---

<sup>154</sup> En 2007, je démarrai un doctorat en théologie sur Simone Weil sous la direction de l'éthicien Ghislain Waterlot, que je n'ai jamais terminé.

<https://www.unige.ch/theologie/faculte/collaborateurs/ethique/waterlot/>

<sup>155</sup> MSF est conscient des difficultés de réinsertion professionnelle de ses collaborateurs de longue date et une certaine prise en charge est offerte par l'organisation. J'ai par exemple reçu une aide financière de MSF pour un bilan de compétences et un suivi de réorientation professionnelle.

l'organisation qui se terminait avec l'Assemblée Générale annuelle sur le bord du lac Léman à Genève.

Je partais également fréquemment en Afrique pour le compte de MSF : pour un support à l'équipe de Guinée Conakry en 2008, pour le remplacement d'un mois du chef de mission en Ouganda lors de l'épidémie d'Ébola de décembre 2007 à janvier 2008, ainsi que pour d'autres petits contrats de consultance.

MSF m'a aussi confié à ce moment quelques missions exploratoires, qui furent paradoxalement parmi les activités les plus intéressantes que j'ai pu effectuer avec l'organisation. Les missions exploratoires sont le premier mouvement avant l'ouverture d'une mission. Elles sont confiées à des personnes très expérimentées et font partie des tâches les plus valorisantes et valorisées à MSF. On y jouit d'une liberté importante, dans la mesure où le contexte le permet bien sûr, avec un budget conséquent permettant d'explorer les zones où l'on suspecte une « crise » ou une « urgence » quelconque. C'est dans le cadre d'une mission exploratoire de ce type que je découvris l'est du Cameroun à l'été 2007. C'est cette mission de 6 semaines que je vais maintenant décrire.

La mission à l'est du Cameroun de 2007 est aussi paradigmatique de l'ambiguïté de plusieurs contextes que l'on retrouve en Afrique centrale, où il est difficile de séparer « l'humanitaire » du « développement », les secours d'urgence des inégalités politico-économiques globales, le rôle des gouvernements locaux dans les misères de leur peuple de l'exploitation économique étrangère du pays.

Par exemple ici, dans l'est du Cameroun, les réfugiés Bororos centrafricains qui étaient l'objet de ma mission n'étaient pas de pauvres victimes sans recours ; la plupart étaient plutôt bien intégrés au sein de la population locale d'ethnie Bororo et souvent même mieux lotis que les populations bantoues et pygmées habitant l'est du Cameroun. Le personnel local MSF qui m'accompagnait n'était pas non plus dans une meilleure situation que celle des « victimes » que je venais aider. Et le tout se déroulait

dans un contexte pouvant être qualifié de néocolonial, au sens où l'économie d'extraction de matières premières à l'est du Cameroun (surtout les compagnies forestières) avait chassé de leurs terres les Pygmées et certaines populations bantoues, dont mon chauffeur MSF faisait partie, et ne profitait pas – ou très peu – à la population du pays.

Les catégories humanitaires utilisées pour se relier au terrain (victime, patient, urgence, réfugiés, déplacés, etc.) étaient difficilement opérationnelles, voire contre-productives - et répondaient surtout au mode de fonctionnement de l'organisation d'urgence qu'est MSF. En ce sens, la mission du Cameroun de 2007 est un cas intéressant nous permettant de réfléchir à certaines tensions bien connues et documentées entre « développeurs » et « urgentistes » ou à l'éternelle question analysée en philosophie morale entre « Justice » et « charité »<sup>156</sup>, tout en éclairant de manière très concrète la manière dont MSF démarre plusieurs de ses missions.

Je conclurai ce chapitre en réfléchissant sur cette question à partir de l'analyse effectuée par l'anthropologue ivoirienne Mariatou Koné en 2006 au Niger, dans le cadre d'une étude financée par MSF qui cherchait à répondre aux critiques fréquentes des « développeurs » envers les « urgentistes ».

## **RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS AU CAMEROUN EN 2007**

Au début de juin 2007, le siège MSF de Genève m'a demandé si j'étais disponible pour piloter une mission exploratoire au Cameroun, afin d'évaluer la situation des réfugiés de la République Centrafricaine qui se trouvaient à la frontière entre les deux pays.

---

<sup>156</sup> Dans notre tradition de pensée, cette distinction entre Justice et charité origine en grande partie de la distinction entre le monde juif et le monde chrétien, entre l'Ancien et le Nouveau Testament. La primauté donnée à la charité sur la justice dans le monde chrétien, qui s'émancipe de la Loi avec St-Paul, a marqué profondément cette entente.

En 2007, la République Centrafricaine traversait sa première guerre civile (qui s'étala de 2004 à la fin de 2007), qui avait provoqué le déplacement interne d'environ 300 000 personnes et l'exode pour les pays limitrophes (RDC, Cameroun, Congo) d'un nombre inconnu de réfugiés.<sup>157</sup> Au Cameroun, le HCR estimait à 30 000 le nombre de réfugiés provenant de Centrafrique. Les plus touchés par le conflit dans la partie ouest de la République Centrafricaine étaient les Bororos, des éleveurs nomades qui étaient surtout victimes de pillages, d'enlèvement d'enfants contre rançons et de vol de bétail. Réputés localement pour leur aisance financière relative, surtout dû aux nombres de vaches qu'ils possèdent, nous savions que plusieurs Bororos de Centrafrique s'étaient réfugiés au Cameroun dès le début des années 2000 dans le pourtour de la localité de Ndokayo. Le HCR les avait soutenus quelques années, leur proposant des cours de sédentarisation et d'agriculture, mais l'aide avait cessé depuis quelque temps et leur situation demeurait floue. Personne à MSF ne savait exactement ce qu'il en était des réfugiés Bororos, d'autant plus que la région frontalière de l'est du Cameroun était réputée très dangereuse. Un banditisme opéré par des bandes d'ex-rebelles et d'ex-militaires y était très actif et les enlèvements d'enfants Bororos avec demande de rançon étaient fréquents et se transformaient même parfois en assassinat d'enfants lorsque le paiement ne parvenait pas aux bandits. Dans ce contexte, MSF se demandait quelle était la situation actuelle des réfugiés de Centrafrique, s'il y avait eu de nouvelles arrivées de réfugiés au Cameroun et s'ils souffraient des conséquences de cet exil (malnutrition, absence de soins, violences, difficulté avec les autorités camerounaises locales, etc.).

Traditionnellement nomades et traversant les frontières en fonction des besoins de leurs troupeaux, nous savions que les Bororos n'avaient jamais complètement reconnu la frontière séparant la Centrafrique du Cameroun (sauf pour les tracasseries administratives qu'elle occasionnait) et plusieurs d'entre eux étaient de facto établis des deux côtés de la frontière, ou avaient de la famille dans les deux pays. Comme

---

<sup>157</sup> Au moment d'écrire ces lignes, en juillet 2017, le conflit s'est aggravé et le HCR estime aujourd'hui à 900 000 le nombre de déplacés et de réfugiés en République Centrafricaine. Pour un pays de 4,5 millions d'habitants, c'est donc près de 20% de la population qui est maintenant déplacée.

souvent en Afrique, ce type de réfugiés ne se retrouve pas en camps, mais va plutôt vivre au sein de sa famille élargie, dans son nouveau « pays d'accueil ».<sup>158</sup> Ceci complique la tâche des humanitaires et rend parfois difficile d'avoir une idée précise de leur état de santé et de pratiquer une forme quelconque de biopolitique : perdus dans la masse, éparpillés dans les demeures des habitants du pays, les humanitaires peuvent plus difficilement identifier qui est réfugié ou qui a besoin de secours.

Ma tâche consistait donc à parcourir la frontière Cameroun/Centrafrique pendant un mois, à la recherche de réfugiés Bororos (ou centrafricains), afin d'évaluer leur état de santé. Concrètement, il s'agissait d'aller parler aux autorités locales, aux militaires, aux Nations Unies, aux petites ONG locales, aux missions catholiques et protestantes et aux chefs de village, ainsi que de visiter de manière aléatoire les petites huttes de paille dans lesquelles vivent les habitants de cette région, tout comme les centres de santé environnant, afin d'en savoir plus sur l'état de santé de ces réfugiés. Dans ce contexte, la meilleure méthode pour avoir accès à ce type de population, c'est de proposer des rencontres de femmes/enfants sur les places centrales des villages. Pour ce faire, nous passons le message aux chefs de village qu'un rendez-vous avec femmes et enfants est prévu le lendemain ou surlendemain sur la place centrale du village. La plupart des gens se plient à cet exercice, souvent dans l'espoir de recevoir quelques biens en retour (huile, savon, farine, etc.). Une fois la population de femmes/enfants regroupée sur la place centrale, nous faisons une évaluation nutritionnelle rapide par « screening » brachial (mesure de la dimension de bras d'un enfant pour évaluer son statut nutritionnel). C'est la méthode principale que je prévoyais utiliser au Cameroun.

---

<sup>158</sup> J'avais observé le phénomène au Congo, où les Bakongos vivent à la fois en Angola et au Congo. Lors de la longue guerre angolaise de 1975 à 2002, de nombreux Bakongos de nationalité angolaise se réfugièrent au Congo, sans que l'on note leur présence de manière significative. Ils vivaient dans leur famille élargie au Congo et ne dépendaient pas – ou très peu – de l'aide humanitaire pour leur survie.

## L'ENJEU SÉCURITAIRE

Mon départ de Genève pour cette mission fut toutefois retardé par un grave accident qui se déroula en République Centrafricaine. Au moment même où je m'apprêtais à quitter Genève pour partir au Cameroun, Elsa Serfass, une jeune Française expatriée MSF de 27 ans, fut assassinée près de Paoua en Centrafrique<sup>159</sup>, à moins de 50 km de l'endroit où devait se dérouler ma mission exploratoire, de l'autre côté de la frontière au Cameroun. La voiture MSF dans laquelle circulait Elsa Serfass fut prise pour cible par erreur par le mouvement rebelle Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD). Bien que les rebelles se soient excusés sur place de leur erreur fatale auprès de l'équipe MSF, pour ensuite se disperser en brousse, la question sécuritaire pour ma mission devait être clarifiée. Nous savions aussi que ce groupe de rebelles était présent au Cameroun près de Garoua-Boulai, à l'endroit où devait se dérouler la fin de ma mission, et que l'enjeu des « coupeurs de route »<sup>160</sup> et des embuscades violentes avec vol de biens (et parfois prise d'otages) étaient importants en ce lieu. Bref, pouvait-on faire une mission exploratoire dans ce contexte ?

Je dus donc rester une semaine supplémentaire à Genève, où l'on me demanda de clarifier la situation sécuritaire à la frontière Centrafrique/Cameroun auprès de la section française de MSF présente en République Centrafricaine, ainsi qu'auprès de la Croix-Rouge à Genève, des Nations Unies et de toutes personnes ou organisations qui pouvaient nous renseigner à ce niveau.

Après quelques jours de recherche, je compris rapidement que l'attaque ayant causé la mort d'Elsa était réellement non-ciblée sur MSF (le groupe de rebelles ayant confondu la voiture MSF avec une voiture gouvernementale) et qu'il était possible de

---

<sup>159</sup> Pour plus de précisions sur les circonstances de la mort d'Elsa Serfass, voir ce communiqué de presse de MSF :

<http://www.msf.fr/presse/communiqués/précisions-sur-circonstances-mort-notre-collegue-elsa-serfass-en-republique-centr>

<sup>160</sup> Les coupeurs de route sont la plupart du temps des ex-rebelles ou des ex-combattants qui se sont recyclés dans le banditisme. Ils peuvent être parfois très violents et s'adonnent de plus en plus à la prise d'otage dans cette région du Cameroun.

circuler localement en se reposant sur les règles de sécurité de base dans ce type de contexte : circuler de jour entre 9hrs et 17hrs, s'informer quotidiennement auprès des commerçants, des militaires, des policiers et des différentes autorités locales (traditionnelles, provinciales, municipales et villageoises), et consulter fréquemment le personnel local et l'interprète Bororo/Français de MSF sur les questions de sécurité.

## **MSF À YAOUNDÉ**

J'arrivai donc à Yaoundé le 18 juin 2007 et je me dirigeai vers le bureau de coordination de la section Suisse de MSF pour un premier briefing sur la situation du Cameroun. Depuis 2002, MSF Suisse avait un programme de traitement de l'ulcère du Buruli à Akonolinga, une bourgade située à 80 km de Yaoundé sur la route principale qui relie la capitale à la République Centrafricaine <sup>161</sup>. Le programme de traitement de l'ulcère du Buruli de MSF s'inscrivait dans l'horizon du traitement des maladies négligées, qui compte pour environ 10% à 15% des programmes MSF. En ce sens, l'équipe sur place était loin des préoccupations d'urgence ou de réfugiés et elle ne pouvait que m'informer sommairement sur la situation du pays.

L'équipe MSF mettait à ma disposition une voiture MSF avec chauffeur, ainsi qu'une femme médecin camerounaise. Un infirmier italien m'accompagnait aussi pour le volet médical. Le matériel de base pour les missions exploratoires m'était aussi fourni (téléphone satellite, cartes, premiers secours, etc.). Avec le chauffeur et l'interprète Bororo qui m'avaient été référés par un membre des Nations Unies, nous formions une équipe de 5 personnes. Douze heures de route séparait Yaoundé de Garoua-Boulaï, notre destination finale à la frontière de Centrafrique, mais j'avais prévu de

---

<sup>161</sup> Ce programme MSF s'est terminé en 2014, avec une remise de l'hôpital au gouvernement camerounais et le support universitaire de Genève, du *European Wound Management Association* (EWMA) et de *l'Association Suisse pour les Soins des Plaies*.



faire le trajet en deux ou trois semaines, afin de cueillir le plus d'informations possible.

Je mis 3 jours à Yaoundé pour organiser mon départ en mission exploratoire. Je profitai aussi de ce moment pour connaître l'équipe MSF de Yaoundé, visitant leur grande villa avec terrain spacieux dans les beaux quartiers de la capitale et partageant quelques repas dans les beaux restaurants réservés aux expatriés ou aux hommes d'affaire prospères du Cameroun. Comme dans toutes les capitales africaines que j'avais visitées ou habitées, Yaoundé avait de beaux hôtels très luxueux, comme le Hilton cinq étoiles du boulevard du 20 mai, ou des restaurants raffinés qui étaient pour la plupart situés au centre-ville. La grande majorité de la population vivait loin de cette réalité réservée à l'élite internationale, dans une pauvreté relative typique des grands centres urbains d'Afrique centrale.

La mission long terme de MSF au Cameroun était propice à la vie de famille et, à l'exception du logisticien au caractère aventurier, les expatriés de Yaoundé étaient tous accompagnés de leurs enfants et de leurs conjoints. La vie de famille en mission encourage presque inévitablement un certain entre soi expatriés, que je retrouvais au Cameroun. L'équipe de coordination de Yaoundé n'avait aussi strictement rien d'urgentiste, il s'agissait d'expatriés européens en famille qui s'établissaient ici sur le « long terme » pour un minimum de 2 ans. On comprend du reste qu'avec des enfants en bas âges, plusieurs expatriés expérimentés de MSF doivent mettre de côté la vie d'aventure et les missions en contexte de guerre, pour s'ancrer quelque part. Les missions de ce type sont donc idéales pour élever des enfants avec toutes les commodités nécessaires : écoles privées de qualité, maisons spacieuses avec jardin, « nounou » pour les enfants, personnel de maison, etc. : toutes choses que ces expatriés ne pourraient jamais avoir en Europe et qu'ils trouvent sans difficulté dans les capitales africaines. En ce sens, et dit sans aucun jugement a priori, l'expatriation est ici de l'ordre de l'élévation de statut social, tout en étant « humanitaire » dans son déploiement.

Je pris aussi le temps de discuter avec le personnel local du bureau et d'aller prendre un verre avec quelques-uns d'entre eux dans les boui-boui de la capitale, accompagné par le logisticien expatrié de la mission. Comme c'est souvent le cas, le logisticien de la mission avait une relation plus étroite avec le personnel local que le reste de l'équipe de coordination. Cela s'explique sans doute par le fait que le logisticien passe ses journées de travail à l'extérieur du bureau, en relation avec les mécaniciens locaux, les fournisseurs locaux et avec le personnel local, beaucoup plus que les autres coordinateurs expatriés qui se transforment facilement en employés de bureau.

La majorité du personnel camerounais à Yaoundé était d'ethnie Bamiléké, principale ethnie de l'ouest du pays et renommée au Cameroun pour leur sens du commerce. En interrogeant un chauffeur MSF sur la particularité du Cameroun et des Bamilékés, la discussion s'orienta rapidement vers le culte des crânes toujours pratiqués par de nombreux Bamilékés. Plusieurs d'entre eux avaient à la maison le crâne d'une grand-mère, d'un grand-père ou d'un arrière-grand-père, et pratiquaient un rituel qui permettait de se relier aux ancêtres et d'en tirer – disaient-ils - une grande force. Les membres du personnel local m'ont aussi questionné sur les salaires donnés par l'organisation au personnel camerounais. Comme dans toutes les missions MSF, ce sujet était l'un des premiers abordés avec un nouvel arrivant expatrié, dans l'espoir de voir des améliorations dans les conditions de travail.

Discutant le lendemain avec les expatriés autour d'un verre, je fus étonné d'apprendre qu'aucun expatrié n'avait entendu parler du culte des crânes, pas même le logisticien qui me paraissait plus disponible sur ces questions. L'administratrice française de la mission se demandait même comment cette pratique pouvait être tolérée légalement. Que la majorité de ces expatriés présents au Cameroun depuis plus d'un an ne connaissent pas ce rituel visiblement significatif pour certains de leurs collègues camerounais, me ramena une fois de plus à cette bulle dans laquelle parviennent à vivre plusieurs expatriés en mission.

## UN HORIZON NÉOCOLONIAL

Mais je n'étais pas au Cameroun pour traiter de ces questions et après 3 jours à Yaoundé, nous partîmes pour notre mission exploratoire à l'est du pays. La première chose qui me frappa en quittant Yaoundé, fut la qualité de la route asphaltée qui traversait le pays en direction de la République Centrafricaine. Contrairement à plusieurs pays d'Afrique que j'avais sillonné en voiture, cette voie de circulation était d'une qualité surprenante, similaire à celle que l'on utilise en Europe ou en Amérique du Nord. Comme nous ne cessions de rencontrer de gros camions remplis à ras-bord de billots de bois qui se dirigeaient vers l'Atlantique pour l'exportation, je découvris rapidement que cette route était utilisée principalement pour faciliter le transport du bois vers le port de Douala, contrôlé en grande partie par le groupe français Bolloré.<sup>162</sup> L'industrie forestière était visiblement florissante ici, même si j'appris par la suite qu'une quantité importante de billots provenaient du Congo et du Gabon voisin, et ne faisaient que transiter par le Cameroun avant d'être exportés à différents endroits.<sup>163</sup>

Face à mon étonnement sur cette impressionnante industrie forestière, mon chauffeur me raconta la désillusion de nombreux Camerounais à ce propos. Lui-même provenait d'un village dont les membres avaient espéré une amélioration de leur niveau de vie avec la venue des compagnies forestières. Mais le travail de 10 heures par jour proposé par l'industrie forestière n'était payé que 50\$ par mois selon ce chauffeur, et très peu de Camerounais demeuraient longtemps employés par les forestières.

La désillusion ne touchait pas seulement la question salariale, elle frappait aussi des communautés qui avaient perdu leur accès à la forêt, celui-ci étant désormais réservé

---

<sup>162</sup> Depuis 2010, le bois transite par le port maritime autonome de Kribi. Le groupe français Bolloré est propriétaire des infrastructures portuaires et la Chine en est le principal constructeur et fournisseur.

<sup>163</sup> La Chine est aujourd'hui le premier importateur de bois au Cameroun et elle est aussi très active dans l'exploitation du bois et la construction de routes dans cette région.

aux compagnies forestières.<sup>164</sup> Ces deux raisons avaient motivé mon chauffeur à quitter son village pour venir s'établir à Yaoundé, où il avait finalement pu être engagé comme chauffeur pour MSF.

En ce sens, l'économie du Cameroun possède les principales caractéristiques de ce que l'on nomme couramment l'ordre néocolonial ; des structures politiques basées sur une exploitation des matières premières dont l'argent peine à se rendre à la majorité de la population ; à l'exception notable du cercle élargi des dirigeants locaux, à l'image du président Paul Biya à la tête du Cameroun depuis 1982.

Les Camerounais que je côtoyais n'étaient pourtant pas dépolitisés. On me raconta la lutte des producteurs de poulet, perçue au Cameroun comme révélatrice d'une domination commerciale dont est victime le pays, entre autres depuis les accords du GATT de 1994. En abattant le tarif douanier pour l'importation de poulet congelé de basse qualité en provenance d'Europe, les accords commerciaux ont provoqué la faillite de plusieurs fermes avicoles locales, jetant à la rue les producteurs de poulets au Cameroun, ce qui provoqua en retour plusieurs manifestations dans les rues de Douala et de Yaoundé. Suite aux pressions populaires et aux nombreuses manifestations, le gouvernement camerounais interdit l'importation de poulet congelé en provenance d'Europe en 2005. Ce combat gagné en 2005 était devenu un

---

<sup>164</sup> La société Pallisco, filiale du français Pasquet, est une des principales compagnies de coupe à l'est du Cameroun. Depuis les années 1990, elle est l'objet de nombreuses critiques de la part des ONG de protection de l'environnement, comme des populations locales qui ont perdu l'accès à la forêt et leur principale source de revenu.

Utilisé en Europe pour fabriquer portes, fenêtres ou parquets, le moabi est au centre des tensions. Cet arbre qui est le plus gros de la forêt tropicale africaine, se vend à près de 9000 euro/l'arbre en Europe. Mais il est aussi utilisé par les populations bantoues et pygmées de la région pour se nourrir comme pour se soigner, et possède une dimension symbolique très importante pour les Pygmées de l'Afrique centrale, qui l'invoquent avant chaque partie de chasse. Les tensions avec les locaux ont été importantes depuis les années 1990, avec plusieurs condamnations en prison de chef de village ou d'activistes camerounais qui s'opposaient à la coupe des moabis.

En réponse à ces critiques, la société de coupe Pallisco a démarré des projets de construction d'écoles et de plantations d'arbres, financés en partie par l'Agence française de développement. Ici, la collusion entre le développement et la paupérisation des populations de l'est du Cameroun est patente et bien connue des ONG de protection de l'environnement au Cameroun.

symbole de résistance au néolibéralisme, bien connu de la population des grandes villes camerounaises.

Le chauffeur qui me conduisait pour cette mission exploratoire avait un niveau d'étude rudimentaire, mais il m'expliqua cette réalité et ce combat économique global avec une conviction qui m'ébranla et qui me ramena à une interrogation que j'ai eue à plusieurs reprises lors de mes missions avec MSF. Bien souvent, le personnel avec qui nous travaillons n'est pas vraiment en meilleure position que les « réfugiés », « victimes » ou « déplacés » que nous aidons. Ce chauffeur qui m'accompagnait, était-il si différent des réfugiés sur qui j'allais enquêter ? Et l'indignation que je ressentais à propos de la coupe forestière et des paysans chassés de leur terre était-elle nommable chez MSF ? Je savais pertinemment que la réponse était négative. Spécialisé dans la médecine d'urgence, MSF était là pour évaluer la situation médicale des réfugiés, et non pour s'occuper des enjeux de pauvreté, d'exploitation des travailleurs, de commerce international ou d'environnement. Mais pouvions-nous séparer ces enjeux aussi facilement et prétendre n'agir que sur la seule sphère médicale, comme si l'humanitaire possédait une réalité propre qui se déployait à côté du politique et du culturel sans le coloniser ? J'en étais de moins en moins convaincu.

## **LES BOROROS DE BERTOUA**

Après quelques arrêts d'usage auprès d'autorités locales pour nous présenter et pour en savoir un peu plus sur la situation du pays, nous arrêtâmes pour la nuit à Bertoua, principale ville du sud-est du Cameroun où était postée une équipe des Nations Unies qui avait par le passé travaillé avec les réfugiés Bororos. Par manque de financement, les membres des Nations Unies avaient cessé leur soutien aux réfugiés et ils ignoraient à peu près tout de la situation actuelle des réfugiés.

Nous parvînmes en territoire Bororo le lendemain, après une nuit passée à l'hôtel de Bertoua. Après les formalités sécuritaires d'usage (visite aux autorités locales, aux

policiers et aux militaires), nous fîmes route dans la campagne de l'est, en nous arrêtant à quelques villages. Notre destination finale, Garoua Boulai, qui se trouve à la frontière nord de la République Centrafricaine, était à 400 km de Bertoua et je planifiais de m'y rendre en deux semaines, en sillonnant la région et en m'arrêtant dans les villages sur la route pour enquêter sur la situation des réfugiés.

Les Bororos vivaient en famille élargie dans des villages de maisons de paille construites avec un raffinement certain, qui contrastait avec la négligence visible des villages bantous et pygmées que nous croisions dans cette région. De la famille des Peuls, les Bororos en avaient l'allure et l'élégance – surtout les femmes. Nous croisions fréquemment leurs grands troupeaux de vaches, seul signe visible de leur soi-disant richesse. La viande de vache grillée achetée sur le bord de la route était d'ailleurs l'unique nourriture que nous parvenions à trouver dans ce coin de pays.

Dans les premiers villages que nous avons visités, les Bororos se montraient plutôt méfiants à notre endroit, ne sachant pas à qui ils avaient affaire et se méfiant des nombreuses ONG qui étaient passées depuis quelques années, sans rien donner en retour. Les populations étaient visiblement agacées par les visites d'ONG et lorsque nous faisons le screening nutritionnel d'enfants sur les places publiques, plusieurs femmes se plaignaient de perdre leur temps. Je comprenais bien la frustration des populations envers les ONG et nous en éprouvions un certain malaise. D'autant plus que comme nous étions en mission exploratoire, je n'avais ni la possibilité ni le temps d'organiser des distributions de nourriture.

Vu la sensibilité politique entourant la question « réfugiée », je compris aussi rapidement qu'il serait difficile d'être au clair sur cet enjeu. Étais-je un agent qui allait leur nuire, s'ils m'avouaient qu'ils n'étaient pas de nationalité camerounaise et donc qu'ils étaient ici de manière « illégale » ? La question des papiers d'identité était une question hautement sensible et il était difficile pour nous d'en savoir plus à ce niveau. Leur inquiétude à ce propos était bien sûr légitime et nous cessèrent rapidement toute question sur leur statut, sauf lorsque que quelqu'un nous en parlait de manière

volontaire. Nous avons par exemple rencontré un Bororo qui avait subi des violences policières de la part d'officiers camerounais lors de contrôle d'identité, et qui paraissait inquiet et traumatisé par son expérience, mais cela semblait plutôt anecdotique – ou du moins, nous ne pûmes recueillir d'autres témoignages de ce genre.

Mon interprète Bororo qui venait de la région et qui connaissait certains de ses habitants, nous aidait toutefois à connaître leur réalité, même si je n'ai jamais pu clairement évaluer les biais inévitables de ses traductions comme de sa présence. Après quelques jours, je compris que plusieurs d'entre eux avaient quitté temporairement la République Centrafricaine suite à des exactions et des vols de bétail qui s'étaient accentués avec la guerre, mais la plupart semblaient considérer le Cameroun comme leur demeure – soit parce qu'ils possédaient la nationalité camerounaise ou tout simplement parce qu'ils y avaient de la famille proche. La région autour de Bertoua était aussi bien avancée dans les terres et beaucoup plus sécuritaire que celle située à proximité de la frontière centrafricaine.

Au niveau médical et nutritionnel, la situation des Bororos de Bertoua paraissait satisfaisante à première vue. Nous visitâmes aussi les centres de santé de la région, qui étaient tous dans un état déplorable et souvent pas du tout fonctionnels (manque de médicaments, absence d'eau, toiture trouée, etc.). Certains centres de santé avaient quand même des registres tenus, qui indiquaient le nombre de patients vus par jour, avec leurs noms et leurs pathologies. Nous ne pouvions nous fier entièrement sur cet indicateur, mais c'était les seules données médicales que nous avions à notre disposition. Ces registres indiquaient aussi la plupart du temps la présence des pathologies habituelles que l'on retrouve en ces régions (paludisme, acidité gastrique, diarrhée, etc.) à une fréquence normale et non dramatique. Mais comme la fréquentation moyenne de ces centres de santé ne dépassait pas 10 personnes par jour, il était difficile de s'y fier vraiment.

Nous visitons aussi systématiquement tous les cimetières des villages où nous nous arrêtons, accompagné du chef de village ou d'un habitant qui connaissait la date approximative des derniers enterrements. Dans un contexte comme celui-ci, cette méthode de comptage des tombes est souvent la plus efficace pour évaluer le taux de mortalité. Dans ce cas précis, le taux de mortalité estimé à partir des visites de cimetières était normal pour la région et n'indiquait pas de crise sévère. Les missions MSF démarrent toujours à partir de critères médicaux : taux de mortalité, morbidités, taux de malnutrition, etc. Et ici, en ce qui concerne les Bororos de la zone de Bertoua, la situation n'était pas alarmante.

Par souci d'équité et surtout pour des raisons politiques, nous visitons aussi les villages bantous de la population environnante. Leur situation était à première vue plus préoccupante, avec quelques cas de malnutrition modérée et surtout un alcoolisme important chez les adultes rencontrés. Il était fréquent de rencontrer des gens déjà saouls à 10 heures du matin, alors que cela n'arrivait jamais chez les Bororos, sans doute parce qu'ils pratiquaient un islam leur interdisant toute boisson alcoolisée. C'est du moins la seule interprétation que j'ai pu donner à cette différence frappante entre les deux populations, différence qui avait une incidence importante sur leur vie. Les populations pygmées étaient les plus touchées par cet alcoolisme, au point où la discussion avec eux étaient pratiquement impossible (du moins, pour une mission exploratoire qui n'avait pas le temps de s'attarder longuement dans les villages). Comme ailleurs en Afrique centrale, les Pygmées étaient aussi victimes de discriminations importantes de la part des populations bantoues locales. Plusieurs Bantous s'étonnaient que l'on s'intéresse à eux et les qualifiaient ouvertement de sous-hommes, de déchet humain ou autres qualificatifs déshumanisants.

Chose frappante, les Bororos avaient une bonne relation avec les Pygmées et semblaient préférer utiliser la médecine traditionnelle pygmée aux structures de santé défaillantes de l'État camerounais (ce qui était bien sûr compréhensible vu l'état des centres de santé). Par manque de temps et par la nécessité inhérente à une mission exploratoire MSF de regarder dans la direction du biomédical, je n'ai



malheureusement pas pu enquêter plus avant sur ce phénomène. Nous l'avons pourtant rencontré dans quelques villages Bororos où, au moment de notre passage, on informait notre traducteur de la présence de guérisseurs pygmées. Notre traducteur Bororos avait visiblement une opinion très positive des soins prodigués par les Pygmées, alors que les deux autres membres camerounais de notre mission - notre chauffeur et notre médecin- étaient beaucoup plus dubitatifs à ce niveau. Convertis au christianisme, ils soupçonnaient de satanisme ou de « fétichisme » toutes les formes de traitements médicaux traditionnels prodigués par les Pygmées.

### **PREMIÈRES DIFFICULTÉS**

Les plus grandes difficultés rencontrées dans la mission étaient de l'ordre de notre confort. Il était très difficile de trouver des endroits pour dormir et la plupart du temps on nous laissait une salle vide dans un bâtiment abandonné et insalubre ou dans une hutte de paille dont les occupants étaient partis pour quelques jours. Nous cherchions donc refuge dans les quelques missions catholiques de la région, où nous parvenions à avoir un endroit propre et convenable pour dormir et manger. Se nourrir de façon satisfaisante était aussi compliqué. Nous trouvions souvent de la viande grillée en bord de route, mais il nous arrivait aussi d'être nourris de manière très sommaire par des villageois, qui refusaient systématiquement d'être dédommagés financièrement en échange de la nourriture reçue.

Une autre difficulté inhérente à ce type de mission était la question médicale. Nous rencontrions parfois dans des villages isolés des personnes mourantes au fond d'une hutte de paille, sans que nous puissions faire quoi que ce soit, étant donné le peu d'équipement médical à notre disposition. Dans un village bantou que nous visitâmes, nous avons découvert par hasard dans le coin sombre d'une hutte, un enfant de quelques mois complètement déshydraté et au seuil de la mort. Après discussion avec les villageois, nous comprîmes qu'ils avaient décidé de le laisser mourir, parce que la mère qui souffrait de déficience mentale ne pouvait pas s'en occuper. Notre

traducteur et notre médecin camerounaise ont réprimandé sévèrement les villageois et nous avons réhydraté d'urgence le bébé à la seringue avec du lait de vache que nous avons pris directement d'une des vaches du village. En l'espace de quelques heures, le bébé avait repris vie. Mais sans centre de santé à proximité (le seul centre de santé de la zone était situé à 10 kilomètres, mais il n'avait pas d'eau courante et était dans un état déplorable), nous avons malheureusement dû laisser l'enfant aux habitants du village, qui nous ont fait la promesse qu'ils ne le laisseraient pas mourir.

## **INSÉCURITÉ ET MALNUTRITION**

C'est dans les alentours de la petite ville de Ndokayo et sur le bord de la frontière avec la Centrafrique que nous avons trouvé des taux de malnutrition un peu plus élevés que la normale. Sans être une « crise » selon les grilles standards de MSF ou de l'OMS, la situation était préoccupante. Ndokayo et ses pourtours ont été profondément modifiés des suites de l'arrivée des troupeaux de bovin des Bororos et de l'afflux de réfugiés. Le HCR a soutenu des projets de conversion à l'agriculture pour cette population réfugiée dès 2003 et les pratiques économiques et culturelles des Bororos subirent des modifications importantes. Avec l'arrivée de ces réfugiés et les rumeurs entourant la richesse des Bororos, la région a vu apparaître le kidnapping d'enfants en vue d'en tirer rançon. Les réfugiés Bororos furent les principales victimes de ces kidnappings, qui perdurent jusqu'à aujourd'hui.<sup>165</sup>

Il régnait aussi une insécurité importante dans la région entourant Ndokayo. Les coupeurs de route étaient craints de tout le monde et la circulation locale, autobus et transport commercial, se faisait toujours sous escorte de militaires camerounais. Par souci d'indépendance et de neutralité, je n'ai pas utilisé d'escorte militaire - en accord avec les règles MSF sur les dangers de l'amalgame militaro-humanitaire - et ce, malgré le risque bien réel d'embuscade et le souvenir de ce qui s'était produit

---

<sup>165</sup> J'écris ces lignes en juillet 2017.

quelques semaines auparavant avec le décès d'Elsa Serfass. Du reste, les militaires camerounais escortant les convois étaient la plupart du temps dans un état d'ébriété avancé, ce qui ne m'inspirait pas confiance en cas d'embuscade. Jugeant préférable de faire le trajet seul et d'utiliser la rhétorique humanitaire d'usage en cas d'embuscade sur la route - neutralité, soins aux démunis, etc. - nous n'avons jamais intégré les convois escortés. Mais à partir de Ndokayo, l'enjeu sécuritaire prit une dimension importante et nous passâmes une part considérable de notre temps, environ 3 heures par jour, à enquêter à ce niveau.

Nous fîmes quelques évaluations nutritionnelles dans les villages séparant Ndokayo de Garoua-Boulai<sup>166</sup> et dans les villages situés le long de la frontière avec la Centrafrique. Le taux de malnutrition global n'était pas dramatique, mais la malnutrition modérée touchait quelques enfants. Contrairement à ce que l'on pouvait penser spontanément, les populations avec les taux de malnutrition les plus élevés n'étaient pas toujours les réfugiés Bororos, mais souvent les sédentaires bantous qui vivaient à proximité de la frontière. N'ayant pas le temps de faire une enquête approfondie, nous devinions que la cause derrière la malnutrition relevait de plusieurs facteurs, dont le plus important paraissait être l'alcoolisme et le nombre de femmes par hommes. Les hommes ayant plus de 2 femmes peinaient visiblement à faire vivre leur famille et les femmes s'en ouvraient à nous et s'en plaignaient, malgré une certaine gêne. Nous remarquions souvent qu'à chaque enfant souffrant de malnutrition que nous trouvions, correspondait un père en état d'ébriété avec plusieurs femmes à charge. Mais encore une fois, il s'agissait ici d'observations sommaires et nous ne pouvions en tirer des conclusions scientifiques et définitives. Malheureusement, vu le temps imparti, il m'était difficile de réfléchir aux causes structurelles plus profondes pouvant expliquer ce phénomène. J'avais aussi peu de temps pour me consacrer à l'histoire de ce coin de pays ou pour comprendre avec plus de finesse les enjeux politiques, historiques, culturels et économiques qui le caractérisaient.

---

<sup>166</sup> Les deux villes étant séparées par une distance de 80 km.

Néanmoins, une chose était claire ; la population Bororos réfugiée à cet endroit souffrait surtout du climat d'insécurité prégnant dans la région. Sur la place du marché de Garoua-Boulaï, nous avons par exemple croisé un homme Bororo qui cherchait désespérément à vendre deux vaches pour payer une rançon lui permettant de retrouver un enfant kidnappé à proximité de son village quelques jours auparavant. Le prix à payer pour la rançon était de 1000 \$ US, soit le prix de 2 vaches. Nous avons discuté avec cet homme pendant quelques minutes et il nous raconta posément les difficultés que rencontrait les Bororos de Garoua-Boulaï et les attaques fréquentes sur les villages et sur les routes dont ils étaient les principales victimes. La noblesse de cet homme et sa détresse contenue frappa l'ensemble de notre équipe. Quelques semaines auparavant, des enfants Bororos capturés avaient été égorgés lorsque les représentants d'un village victime de kidnapping avaient refusé de payer pour la libération de 15 villageois enlevés en pleine nuit dans leur village. Cette histoire faisait beaucoup parler à Garoua-Boulaï lors de notre passage et elle nous avait été aussi racontée par le maire de l'endroit, quelques heures avant de discuter avec cet homme qui cherchait à vendre deux vaches.

## **RECOMMANDATIONS FINALES**

À partir de ce moment, je compris clairement que l'enjeu principal de cette région était la question sécuritaire et que nous avions suffisamment enquêté sur le médical et le nutritionnel. J'hésitai toutefois longuement pour savoir si je devais proposer (ou non) des formes d'interventions MSF au siège de Genève. À l'aide d'un téléphone satellite, j'ai appelé la responsable nutrition de Genève pour avoir son avis sur les cas de malnutrition rencontrés. À ce niveau, elle partageait mon avis : sans être alarmant, la situation pouvait justifier un monitoring léger de MSF et des interventions ponctuelles, dont la stratégie restait à développer. La question de la sécurité serait bien sûr centrale dans le cas d'une intervention MSF.

J'écrivis donc un bref rapport sur la situation, en proposant une intervention MSF légère pour le reste de l'année 2007 et pour 2008, avec 2 ou 3 expatriés basés à l'est du Cameroun. L'équipe serait chargée de fournir les centres de santé existants en « Plumpy-nut »<sup>167</sup> et de profiter des évaluations nutritionnelles d'enfants pour faire des distributions ambulatoires de « Plumpy-nut ». Le « Plumpy-nut » est une forme de beurre d'arachide sucré spécialement conçu pour les enfants souffrants de malnutrition sévère et enveloppé en sachets individuels faciles d'usage. Les enfants mettent facilement le sachet à la bouche pour sucer le produit sucré/salé et protéiné, faisant du Plumpy-nut une des méthodes les plus efficaces pour combattre la malnutrition sévère lorsqu'elle est encore traitable.

L'équipe MSF devrait évaluer la situation nutritionnelle fréquemment et proposer aussi quelques réhabilitations mineures dans les centres de santé à proximité des villages où les taux de malnutrition sont les plus importants. La question sécuritaire devait aussi être suivie de près et être un enjeu central de cette mission, tant pour les expatriés que pour comprendre les risques encourus par les populations locales, en particulier les réfugiés Bororos.

MSF accepta mes recommandations et une petite mission avec 3 expatriés se mit en branle peu de jours après mon rapport. J'aurais pu suggérer à MSF de ne pas intervenir, la situation n'était pas véritablement urgente au niveau médical et la présence d'une petite équipe d'expatriés était questionnable, surtout vu les risques sécuritaires. Je pris cette décision en pensant aux villageois qui s'étaient pliés à nos évaluations nutritionnelles et qui se plaignaient du passage incessant d'ONG qui ne donnait rien en retour. J'avais aussi été très frappé par la dignité, la noblesse et la détresse contenue de nombreux Bororos que j'avais croisés pendant cette mission, à l'image de ce Bororo de Garoua-Boulaï qui cherchait à vendre 2 vaches pour récupérer son enfant.

---

<sup>167</sup> Plumpy nut <http://www.nutriset.fr/index.php?id=50>

Pouvais-je retourner tranquillement chez moi à Genève<sup>168</sup> et laisser ces gens à leur sort, après avoir fait un petit voyage d'aventure de quelques semaines en territoire Bororo ? J'en étais difficilement capable. Et même si je ne croyais pas du tout qu'une équipe MSF puisse faire réellement quelque chose pour cette population, je me reposai sur les indicateurs médicaux recueillis pendant la mission pour justifier une intervention qui, fort probablement, ne pourrait rien changer à la situation difficile des réfugiés Bororos et des populations de l'est du Cameroun.

Il y a souvent cette part de subjectivité dans le démarrage d'une mission MSF. On se repose sur des indicateurs médicaux pour justifier une intervention qui, bien souvent, ne pourra rien changer ou ne changer que peu de choses à la situation. Dans le cas du démarrage de cette mission de soutien aux réfugiés Bororos, cette dimension était centrale, mais inavouée – parce que sans doute inavouable.

Ajoutons qu'il y avait aussi une dimension stratégique pour le positionnement de MSF dans cette région. La République Centrafricaine était instable depuis longtemps et le problème des réfugiés pouvait s'accroître et devenir réellement dramatique. En ce sens, une présence de MSF dans la région faciliterait de futures interventions d'urgence et permettrait un monitoring de la situation.

Je quittai quand même le Cameroun avec une certaine amertume. Le problème central que je percevais dans ce pays était la position qu'il occupait dans le réseau du commerce mondial et la « dictature » soft du président Biya. Bien qu'il ne règne pas de terreur étatique au Cameroun, ses habitants restaient prisonniers d'un ordre international où l'exploitation des matières premières s'accompagne de la paupérisation d'une population maintenue dans cet état.

L'humanitaire défendu par MSF ne laissait que peu de place pour questionner ce genre de contexte, qui demeure bien sûr extrêmement complexe. Je savais par

---

<sup>168</sup> J'ai habité à Genève de 2004 à 2010.

exemple que l'enjeu des razzias et du kidnapping existait dans la région avant la période coloniale et sa résurgence contemporaine soulève de nombreuses questions sur la persistance de logiques intercommunautaires qui s'inscrivent dans le long terme. Et je ne parle pas ici de l'enjeu des Pygmées et de la coexistence entre les populations semi-nomades et les agriculteurs sédentaires, qui ne peut se régler facilement.

La question de la Centrafrique demeure aussi très préoccupante. Depuis ma mission en 2007, la situation s'est considérablement détériorée en République centrafricaine, avec désormais quatorze des seize régions du pays qui sont contrôlées par des milices et sur lesquelles ni l'État ni la mission de l'ONU n'ont prise. Le nombre de réfugiés centrafricains et de déplacés internes a triplé depuis ma mission de 2007 et les possibilités de paix s'amenuisent chaque jour. Le 19 juin 2017 par exemple, au moment même où 13 groupes rebelles centrafricains signaient un accord de cessez-le-feu à Rome sous le parrainage de la communauté catholique de Sant'Egidio<sup>169</sup>, un des groupes signataire se livrait à un massacre de civils important à Bria, dans le centre de la RCA.<sup>170</sup> D'ailleurs, après avoir fermé en 2009 cette mission que j'ai ouverte en 2007, MSF a récemment redémarré une mission similaire à Garoua-Boulai en 2014, pour accueillir l'afflux de réfugiés centrafricains.

## **PENSER LES INJUSTICES GLOBALES ?**

Mais la complexité du contexte, tout comme la situation catastrophique de la République centrafricaine voisine, justifie-t-elle de n'aborder la situation de l'est du Cameroun que sous l'angle humanitaire ? Cette question est d'autant plus importante que de nombreux travailleurs MSF d'expérience se la posent fréquemment. La posture urgentiste de MSF est désormais une véritable « culture d'entreprise »

---

<sup>169</sup> L'église catholique est souvent impliquée dans les processus de paix en Afrique centrale, de par son réseau étendu de missionnaires, qui en fait une entité diplomatique très importante en cas de conflit.

<sup>170</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20170520-rca-bria-affrontements-deplaces-seleka-minusca-fprc-noureddine-adam>

difficilement ébranlable, qui comporte son lot d'incohérence et d'irrationalité - et le dispositif matériel de secours mis en place par l'organisation (kits, entrepôts géants en Europe et à Dubaï, guidelines, experts bien installés dans les sièges, etc.) impose forcément des orientations opérationnelles urgentistes standardisées. Mais le malaise de l'organisation face aux grandes questions de justice - qui appelle nécessairement un ancrage dans le long terme - semble prendre racine dans une dimension plus idéologique.

Rappelons qu'au milieu des années 1980, l'organisation que je représentais avait dénoncé publiquement les combats politiques pour la justice nord-sud en les assimilant à du « tiers-mondisme idéologique ». L'ouvrage collectif de la fondation Liberté Sans Frontières de MSF, « *Tiers Mondes. Controverse et réalités* », paru en 1987, ira jusqu'à célébrer la présence des multinationales dans les pays pauvres comme une solution pour le développement de ces pays : « *C'est parce que les engagements passionnés et les slogans mobilisateurs ont trop souvent masqué la réalité des faits que ce livre s'est donné pour but de faire le point sur toutes les controverses concernant le Tiers Monde. Les multinationales ? Le Tiers Monde a besoin d'elles.* »<sup>171</sup>, dit ouvertement l'introduction de cet ouvrage.

L'affinité avec le néolibéralisme et les multinationales fut en effet publiquement défendu par l'association lors de la création de la fondation « Liberté Sans Frontières » en 1985. Suite à la famine éthiopienne de 1984<sup>172</sup>, Claude Malhuret, alors président de MSF, fait du combat contre le communisme une obsession personnelle, qu'il partage avec de nombreux dirigeants de MSF. À l'époque, l'ONG présenta son virage néolibéral comme un exercice de lucidité pragmatique en accord avec la réalité du terrain. En effet, dans la deuxième moitié des années 70, la guerre froide crée de nouveaux foyers de violence ; en Angola, au Cambodge et en Afghanistan entre autres. La plupart de ces foyers de violence sont perçus à l'époque comme étant des « guerres

---

<sup>171</sup> BRUNEL, Sylvie. 1987. *Tiers Mondes. Controverse et réalités*. Paris : Economica., p.5

<sup>172</sup> Dont le gouvernement communiste éthiopien était en partie responsable, entre autres en opérant des déplacements forcés de populations.



internes » ou, comme pour l'Afghanistan alors aux prises avec l'Union Soviétique, comme des guerres liées à l'impérialisme soviétique. Loin de la soi-disant barbarie d'un Occident en quête de ressources naturelles et d'expropriation de paysans mis au travail au profit du capital, c'est plutôt à des populations victimes de toutes les conséquences d'un communisme local (ou soviétique) auxquelles sont confrontés les jeunes médecins - souvent maoïstes - de MSF.

C'est du moins le discours que tenait l'association à ce moment de son histoire. La confrontation sur le terrain avec les réfugiés fuyant les régimes communistes totalitaires provoqua donc une remise en question radicale. En constatant que 90 % des réfugiés de l'époque fuyaient les régimes communistes, les leaders de Médecins Sans Frontières décidèrent de se prononcer clairement contre le communisme et menèrent campagne contre les courants d'émancipation politique de gauche du Tiers Monde, désormais identifiés au « Tiers-Mondisme idéologique ». Comme le souligne Rony Brauman aujourd'hui : *« les violences, parfois les ravages, de l'expansionnisme soviétique et du communisme réel apparaissaient comme la cause primordiale des malheurs sur lesquels nous intervenions. »*<sup>173</sup>

À l'opposé des analyses « tiers-mondistes » pour qui *« l'ordre néocolonial, le pillage des ressources du tiers-monde, la détérioration des termes de l'échange (...) expliquaient les désastres des pays du sud »*, Médecins Sans Frontières découvrait au contraire que *« la prédation des richesses était d'abord le fait des régimes locaux, dont la violence et l'incurie étaient les causes primordiales des échecs. »*<sup>174</sup>

Claude Malhuret décida même de s'inspirer de la « Heritage foundation » - qui aida Reagan à battre Carter aux USA - pour développer une fondation MSF qui puisse contribuer au combat « antitotalitaire », alors à l'ordre du jour dans les démocraties libérales. Le président de MSF ira même jusqu'à visiter cette fondation à New York,

---

<sup>173</sup> BRAUMAN, Rony. 2006. *Penser dans l'urgence : parcours critique d'un humanitaire*. Paris : Seuil, p.107.

<sup>174</sup> Op. Cit., p.108.

qui aidera en retour l'organisation humanitaire en contribuant au financement de la fondation liberté Sans Frontières.

MSF s'inscrit ici explicitement et officiellement dans l'horizon néolibéral et néoconservateur à l'américaine. Réunissant certains penseurs libéraux français de l'époque, la fondation « Liberté Sans Frontières » vise explicitement à attaquer les thèses tiers-mondistes sur le développement, tout en s'inscrivant dans la lutte antitotalitaire. Cette fondation donna à MSF un substrat idéologique nourrissant un imaginaire qui, bien que beaucoup plus nuancé et critique aujourd'hui, eut une influence importante sur la structure organisationnelle<sup>175</sup> et matérielle de l'organisation. La fondation « Liberté Sans Frontières » fut dissoute en 1989, pour être remplacée par la « fondation MSF », qui perdure jusqu'à ce jour.<sup>176</sup>

Cela dit, si certaines critiques antitotalitaires de l'époque portées par MSF restent encore pertinentes, tout comme la légitimité de critiquer certains régimes du sud, ce virage « néoconservateur » et « néolibéral » de Médecins Sans Frontières était aussi bien en phase avec l'air du temps. Au même moment, le mouvement des « nouveaux philosophes » français<sup>177</sup> réhabilite partiellement la colonisation, l'occidental et « ses sanglots »<sup>178</sup> est soudainement déculpabilisé et le libéralisme et les échanges commerciaux avec le monde « en voie de développement » sont perçus implicitement comme la seule et unique voie « *dans la marche difficile vers le développement* ».<sup>179</sup> Tout ça pendant que Ronald Reagan et Margaret Thatcher pavent la voie à un néolibéralisme triomphant, au moment même où l'URSS vacille pour ensuite s'effondrer quelques années plus tard.

---

<sup>175</sup> C'est entre autres sous Claude Malhuret que MSF devient une des premières ONG mettant l'accent sur les levées de fond avec campagne étudiées et conçues par des spécialistes en marketing provenant du privé.

<sup>176</sup> La fondation MSF abrite aujourd'hui le *Crash* : Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires, un « think tank » humanitaire de qualité, où évolue entre autres Rony Brauman et Fabrice Weissman. Voir ici : <https://www.msf-crash.org/fr>

<sup>177</sup> Dont Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner et André Glucksmann sont les plus connus.

<sup>178</sup> BRUCKNER, Pascal. 1983. *Le Sanglot de l'homme blanc. Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*. Paris : Seuil.

<sup>179</sup> BRUNEL, Sylvie. 1987. *Tiers Mondes. Controverse et réalités*. Paris : Economica., p.34.

La conférence de presse du 10 janvier 1985 donnée par Rony Brauman et Claude Malhuret pour le lancement de la fondation « Liberté Sans Frontières », ne fut toutefois pas sans provoquer un certain malaise dans le milieu intellectuel français.<sup>180</sup> C'est ainsi qu'Elio Comarin, journaliste de Libération, s'interrogea avec scepticisme : « *Comment définir l'impression de malaise qu'a laissé cette conférence de presse ? Est-ce l'habit « libéral » à la mode qu'ont semblé endosser les participants, si également soucieux de réhabiliter l'Occident à n'importe quel prix ?* »<sup>181</sup>

### **COMMENT NOMMER UNE « CRISE » ?**

Plus de 20 ans plus tard, et bien que l'organisation ait pris ses distances avec cette période idéologique néolibérale et anti-communiste bien en phase avec l'air du temps de la fin des années 1980<sup>182</sup>, il était toujours difficile de nommer les enjeux de justice globale dans un rapport de mission sur l'est du Cameroun.

L'organisation a bien sûr évolué depuis ce temps ; elle s'attaque par exemple désormais aux multinationales pharmaceutiques<sup>183</sup> et on peut difficilement aujourd'hui la situer dans la nébuleuse « néoconservatrice » à l'américaine. Réfléchissant sur ce passé néolibéral affiché de MSF, l'anthropologue Peter Redfield a d'ailleurs relativisé la dimension idéologique de cette période, pour conclure sur une piste sans doute plus féconde : « *what emerged from this period was less any ideological stand than a focus on life itself* »<sup>184</sup>.

---

<sup>180</sup> Le malaise n'était pas que chez les intellectuels français. La section belge de MSF se positionnera contre cette fondation et ira même en procès contre la maison mère MSF parisienne, dans un combat pour conserver le sigle « MSF ».

<sup>181</sup> Cité par : VALLAYES, Anne. 2004. *Médecins Sans Frontières : la biographie*. Paris : Fayard., p.477 (Libération. 12 janvier 1985).

<sup>182</sup> La fondation Liberté Sans Frontières sera dissoute en avril 1989.

<sup>183</sup> Voir par exemple la campagne pour l'accessibilité des vaccins : <http://www.msf.ca/fr/article/dans-son-rapport-msf-invite-les-laboratoires-pharmaceutiques-a-baisser-les-prix-des-vaccins>.

<sup>184</sup> REDFIELD, Peter. 2010. « The Verge of Crisis: Doctors Without Borders in Uganda » In Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books., p.176.

L'attention sur la « vie nue » s'accompagne toutefois d'une posture qui permet souvent à MSF d'ignorer les conséquences politiques de ses actions tout comme les déterminants sociaux-politiques des crises au sein desquelles se déroulent ses interventions. « *Quelles conséquences a le fait de fournir, dans des enclaves fonctionnelles gérées de l'extérieur, des services gratuits et d'excellente qualité, alors que les centres de santé publics font partout payer pour des services de faible qualité ?*<sup>185</sup> », demanda à MSF l'anthropologue ivoirienne Mariatou Koné<sup>186</sup> en 2006, dans le cadre d'une étude financée par MSF afin de répondre aux critiques des « développeurs » envers les « urgentistes ».

MSF a en effet cherché à répondre aux critiques redondantes sur ses actions par la famille des « développeurs », en finançant une étude critique sur les réponses de secours données lors de la crise alimentaire du Niger de 2005. Cette crise qui toucha 3.6 million de personnes, dont 800 000 enfants, fut l'une des plus grosses opérations de secours de l'histoire de MSF, qui prit en charge dans ses centres de nutrition jusqu'à 60 000 enfants.

La famine du Niger se déroulait toutefois en temps de paix et sous fond de tensions avec le gouvernement nigérien tout comme avec certaines agences de développement, ce qui souleva des questions de fond sur la place de l'humanitaire d'urgence dans ce type de crises, à commencer par savoir comment nommer ladite « crise »<sup>187</sup>. Dans ce cas précis, était-ce une crise humanitaire ou un enjeu de développement ? Avions-nous aussi affaire à un enjeu politico-économique régional lié à la libéralisation des échanges avec les pays limitrophes, qui avait permis au Niger d'exporter ses céréales tout en augmentant le prix des denrées au niveau

---

<sup>185</sup> KONÉ, Mariatou. 2006. *La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique*. LASDEL. Niamey. Niger.

<sup>186</sup> Mariatou KONÉ est aujourd'hui Ministre de la Solidarité, de la femme et de la Protection de l'Enfant en Côte d'Ivoire.

<sup>187</sup> Le terme de « famine » utilisé jusqu'en 2005 fut par exemple abandonné pour celui de « crise alimentaire ».

local ? Et qu'en était-il de la responsabilité du gouvernement du Niger qui refusa longtemps de nommer la crise ? N'était-ce pas même une crise « démographique », le Niger ayant le plus haut taux de naissance au monde ? Pouvait-on même accuser les paysannes et les mères du Niger, qui instrumentalisaient souvent les secours humanitaires en s'échangeant entre elles les enfants dénutris afin de recevoir de l'aide, qui participaient à la falsification de bracelets d'admission, voire même qui provoquaient des diarrhées chez leurs enfants afin de les amaigrir pour avoir accès à des rations alimentaires gratuites, comme l'a bien montré l'étude de Mariatou Koné ? L'interprétation stricte de la Charia qui empêchait les femmes mariées d'aller au champ participait-elle de la paupérisation de la population ? Les croyances des populations nigériennes en la sorcellerie et en des pratiques traditionnelles nuisibles pour la santé des enfants furent-elles aussi responsables du désastre ? Le sevrage précoce et brutal de l'enfant, les croyances autour du colostrum qui ne devait pas être donné aux nouveaux nés et d'autres pratiques semblables, sont en effet des causes directes de la malnutrition chronique qui existe au Niger, peu importe la situation agricole du pays. Et que dire de la situation économique du Niger, qui obligeait les hommes à s'expatrier loin de leur village pour travailler en Libye ou au Nigéria, tout en laissant les femmes seules avec de lourdes responsabilités familiales ? En ce sens, comment aider les femmes à prendre soin de leurs enfants, sans inscrire les pratiques materno-infantiles dans ce contexte social plus global ?

Ce cas bien documenté de la crise alimentaire au Niger est riche d'enseignements pour toute intervention humanitaire, car la plupart des interventions se déroulent en situations multi-causales imbriquées similaires. À commencer par la manière de nommer et de faire exister la crise. Cette dernière qui était ici très visible pour MSF, n'était pas perçue de manière aussi aigüe par la population et par son gouvernement. L'enjeu n'en était pas moins réel et l'on assista, comme toujours lorsqu'apparaît une « crise », à une surenchère dans la manière de la nommer. Il est aussi significatif de constater que la manière de nommer une crise correspond toujours à la manière institutionnelle d'y répondre. Si pour MSF nous avons affaire ici à une crise médicale et nutritionnelle, pour d'autres intervenants engagés dans des combats politiques de

développement, il s'agissait d'une crise du régime agricole régional lié à l'imbrication du Niger dans un espace économique qui lui était défavorable. Pour le gouvernement et les acteurs politiques du Niger, la crise s'inscrivait à l'intérieur d'un espace politique, historique et symbolique propre à ce pays et elle se transformait donc inévitablement en enjeu politique. Et cela d'autant plus que le pays avait une histoire politique tendue avec l'enjeu de la famine, pensons seulement au coup militaire de 1974 qui renversa le président du Diouri, accusé de ne pas avoir réagi convenablement lors d'une sécheresse qui créa une famine importante. Cet événement qui fut aussi instrumentalisé par la France, qui renégocia avec la nouvelle junte militaire sa coopération en matière d'exploitation de l'uranium pour ses centrales nucléaires, montre encore une fois toute la complexité géopolitique qui se cache souvent derrière les crises.<sup>188</sup>

En ce sens, la diversité des points de vue sur toutes crises nous parle d'un enjeu incontournable : les crises s'inscrivent toujours dans la complexité du réel et leur donner un sens se fait toujours à partir d'un agenda précis, fut-il inconscient. Parvenir à imposer sa lecture de la crise va donc nécessairement de pair avec la défense d'un agenda politique et des pratiques d'intervention spécifiques, qui mettent forcément dans l'ombre d'autres façons de se relier au réel.

Pour le cas du Niger, la lecture première qui s'est imposée à l'été 2005 fut celle de MSF : il s'agissait d'une crise nutritionnelle. Et pour y répondre, c'est forcément l'armée avec ses médecins, ses infirmières et ses logisticiens qui prit le devant de la scène. En retour, MSF contribua à faire exister la « malnutrition » comme problème réel, alors que la population n'avait jamais perçu ce problème sous ce prisme biomédical. Au départ, les mères amenaient bien leurs enfants à MSF ou à des centres de santé, mais c'était pour un problème spécifique de diarrhée, d'insomnie ou

---

<sup>188</sup> GRÉGOIRE, Emmanuel. « Niger : un État à forte teneur en uranium » IN *Hérodote*, 2011/3, no 142. Paris : La Découverte. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2011-3-page-206.htm>

de vomissement, qui était d'ailleurs souvent interprété par elles comme relevant d'un ensorcellement, rarement parce qu'il souffrait de « malnutrition ».

Intervenir de manière humanitaire et nommer un problème de santé spécifique n'est donc jamais un acte neutre ou pouvant être isolé. En ce sens, la distinction entre « urgence » et « développement » ne tient pas, surtout lorsqu'on la regarde à partir de la base ou à partir de la vision qu'en ont les populations secourues. Dès lors, et comme le dit Mariatou Koné : « *Il reste évidemment à se poser la redoutable question de la pérennité de la politique de santé suivie par MSF en ce qui concerne la malnutrition, et de sa compatibilité à moyen terme avec la politique de santé du Niger* »<sup>189</sup>. Il est bien sûr évident que plusieurs projet MSF nuisent aux efforts de développement durable et enferment forcément les sociétés aidées dans une spirale de dépendance malsaine. La plupart des crises sont souvent causées par des dynamiques structurelles globales et multifactorielles et prétendre n'agir que sur une facette de ces crises, c'est parfois contribuer à la renforcer.

Un doute officiel s'installa d'ailleurs chez MSF en 2005 au Niger et l'organisation décida cette fois de ne plus ignorer les critiques, en finançant cette étude qui mis à jour la multiplicité des interprétations possibles de la crise et les difficiles questions que soulève ce type de contexte. On peut certes douter que l'étude eut un réel impact sur les pratiques de MSF, mais l'effort demeure louable.

Ces questions ou d'autres similaires, je me les posais au Cameroun, comme dans la plupart des pays où j'ai évolué avec MSF. Elles sont inhérentes à l'approche centrée sur le patient – ou, si l'on préfère, à l'attention sur la « vie nue » - véhiculée par MSF.

C'est à explorer les différents visages de ces dilemmes et de ces ambiguïtés que je vais maintenant me consacrer dans le prochain chapitre.

---

<sup>189</sup> KONÉ, Mariatou. 2006. *La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique*. LASDEL. Niamey. Niger  
[http://www.lasdel.net/images/etudes\\_et\\_travaux/La\\_crise\\_alimentaire\\_de\\_2005\\_au\\_Niger.pdf](http://www.lasdel.net/images/etudes_et_travaux/La_crise_alimentaire_de_2005_au_Niger.pdf)

## CHAPITRE 8 : L'HUMANITAIRE ET SES DILEMMES CONCRETS

*« L'optimisme m'est toujours apparu comme l'alibi sournois des égoïstes, soucieux de dissimuler leur chronique satisfaction d'eux-mêmes. Ils sont optimistes pour se dispenser d'avoir peur des hommes, de leur malheur. »*

Georges Bernanos

### INTRODUCTION

Depuis le départ de cette thèse, je me suis appuyé sur 4 terrains significatifs aux enjeux « humanitaires » difficilement contestables : le Zaïre, la première guerre du Congo, le Burundi de 2004 et le Cameroun de 2007. Dans ces contextes, la guerre, les victimes ou le besoin de secours étaient réels.

Mais j'aurais pu aborder l'enjeu des secours sous un angle encore plus dramatique, en décrivant des secours en contextes de guerre auxquels il m'est encore aujourd'hui difficile de penser. C'est par bribes que me viennent les souvenirs de Bundibugyo en 1999, de Brazzaville en pleine guerre en 1998 et des premières arrivées de masses de populations squelettiques dans l'Angola de 2002. La confusion, la violence et la détresse de ces contextes se mélangent au dispositif humanitaire, à l'action, à la fatigue et au travail en continu. Les nuits de bombardements dans un bunker de fortune à la frontière de l'Ouganda et du Congo, les évacuations en urgence assis dans une boîte arrière d'un pick-up MSF après avoir abandonné mes collègues et amis congolais seuls au milieu de combats meurtriers, les accidents de mines anti-chars et antipersonnels en Angola, les femmes squelettiques qui amènent des enfants qui vont mourir dans l'heure dans le Brazzaville de 1998, l'explosion d'une grenade rouillée dans les mains d'un ami congolais à quelques mètres de moi à Brazzaville qui lui arracha deux doigts, les marées humaines que l'on trie pour des distributions de nourriture et combien d'autres anecdotes qui forment la trame de ruptures



initiatives qui transforment quiconque les accumule en « travailleurs humanitaires ».

Parlant des grands conflits dans lesquels elle fut plongé pendant sa carrière humanitaire, Fiona Terry, que je citais plus haut, avouait qu'elle dut prendre un long recul et un temps de réflexion important pour arriver à comprendre ce qui s'était déroulé vraiment sur ses terrains d'intervention humanitaire. Pris dans l'indicible et la confusion, le refuge dans l'activisme et l'apolitisme de la neutralité technicienne est souvent le dernier rempart pour nombre d'humanitaires : « *I would like to claim that these questions were as clear in my mind then as they are now, but unfortunately they were not. The bigger picture, although omnipresent, was not always so clear from the field, where analysis was clouded by details and, at times, strong emotion.* »<sup>190</sup>

Je pourrais reprendre entièrement le constat de Fiona Terry, en ajoutant que j'ai dû mettre au moins 15 ans pour asseoir ma réflexion et comprendre ce qui s'était passé à Brazzaville en 1998 ou dans l'est du Congo au tournant des années 2000.

D'un autre côté - et là est tout le paradoxe - j'aurais pu aussi aborder l'enjeu des secours sous un angle beaucoup moins sensationnel et beaucoup plus prosaïque. J'ai par exemple été coordinateur administratif et logistique à Kampala pendant 2 ans - de janvier 2000 à novembre 2001 - où je m'occupais de l'administration depuis la capitale Kampala. Si je m'attardais à décrire ces 2 années à Kampala, j'aurais toutefois beaucoup plus de difficulté à parler d'enjeux humanitaires. Nous avons bien sûr des « projets humanitaires », comme un hôpital de brousse que nous supportons à l'est du pays, chez les Pokots, mais un observateur étranger impartial et objectif aurait sans doute plutôt décrit les quartiers cossus où nous habitons, les beaux restaurants que nous fréquentons et les weekends sur le bord de la plage d'Entebbe ou sur le bord des belles piscines que l'on trouve dans certains quartiers de Kampala.

---

<sup>190</sup> TERRY, Fiona. 2002. *Condemned to repeat? The paradox of humanitarian action*. London : Cornell university press, p.2.

Les enjeux proprement « humanitaires » ou liés à « l'urgence » étaient beaucoup plus difficiles à identifier, à l'exception notable de l'épidémie d'Ébola de juin 2000 à janvier 2001. Pourtant, de nombreuses ONG humanitaires d'urgence étaient et sont toujours présentes à Kampala. Comme l'a bien observé l'anthropologue Peter Redfield qui a d'ailleurs fait la majeure partie de son terrain avec MSF en Ouganda à la même période au début des années 2000, la définition que donne l'humanitaire de lui-même laisse entendre que la détresse et la nécessité d'intervenir, ainsi que la clarté et la lisibilité des « crises », repose sur des évidences inquestionnables. Or, l'expérience de terrain nous montre souvent une réalité beaucoup plus nuancée, plus floue et plus confuse : *« As numerous observers have suggested, the moral force of humanitarian ideals derives from the apparent clarity of extreme conditions and the imperative to act that they can evoke. However, it may not present the most accurate portrayal of either humanitarianism or even the « humanitarian crisis » itself. A great deal of actual practice by humanitarian organizations responds to less spectacular forms of suffering and more ambiguous contexts, ones that might or might not represent states of emergency. »*<sup>191</sup>

Décrire une situation comme relevant de l'ordre de la « crise humanitaire » est donc sujet à caution. Le terme est pourtant utilisé abondamment au sein des univers médiatiques, universitaires, gouvernementaux et non-gouvernementaux. Le site de référence humanitaire « Relief web »<sup>192</sup> dénombrait par exemple 346 « crises humanitaires » pour l'année 2015, soit près d'une « catastrophe humanitaire » par jour. Sur quels critères peut s'établir une telle conceptualisation qui invite à percevoir le monde sous l'angle de la catastrophe permanente ? Comment peut-on mettre sur un pied d'égalité le massacres des Tutsis rwandais en 1994, les « violences sexuelles basées sur le genre en Haïti »<sup>193</sup>, l'insécurité alimentaire découlant d'accords

---

<sup>191</sup> REDFIELD, Peter. 2010. « The Verge of Crisis : Doctors Without Borders in Uganda » In Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 174.

<sup>192</sup> <http://reliefweb.int/>

<sup>193</sup> <http://www.msf.org/sites/msf.org/files/msf-sgbv-haiti-french-def-web-spreads.pdf>

commerciaux injustes, l'apparition du diabète chronique dans les capitales africaines, les victimes de la guerre de Brazzaville en 1998 ou tout autre phénomène désormais regroupé sous le vocable de « crise humanitaire » et dont s'occupe désormais une organisation comme MSF ?

Le philosophe israélien Adi Ophir parle de « catastrophisation du monde » pour qualifier cette catégorisation d'événements en « crise » ou en « urgence » nécessitant un régime quelconque d'exception; et là est bien l'angle politique sous lequel on peine toujours à penser l'humanitaire. « *Catastrophization is a « cognitive bias » in which some event that in reality is merely inconvenient or uncomfortable is magnified into something « terrible, awful, and unbearable. » (...) Women and men have become capable of catastrophizing entire regions, in fact the whole globe.* »<sup>194</sup>

C'est cette ambiguïté derrière le succès de l'approche humanitaire que j'aimerais maintenant aborder. Je le ferai en survolant les différentes questions et les principaux paradoxes que j'ai rencontrés sur différents terrains de secours que j'ai traversés au cours de ma carrière humanitaire.

## **L'HUMANITAIRE VICTIME DE SES SUCCÈS ?**

Une des conséquences rarement signalée de cette « catastrophisation » du monde et de la place qu'a pris l'humanitaire dans les représentations communes, est que la légitimité de nombreux projets humanitaires est souvent hautement questionnable ; les projets arbitraires et inutiles, avec leur lot d'expatriés perdus dans des contextes aux frontières difficilement cernables sont en effet légions et constituent une part très importante des interventions humanitaires contemporaines.

---

<sup>194</sup> OPHIR, Adi. 2010. « The politics of catastrophization : Emergency and exception » In Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books, p.60.

L'ancien président de MSF France Rony Brauman, a même déjà reconnu publiquement face à un parterre d'adhérents MSF, lors des réunions préparatoires de mise à plat de l'organisation en 2007, que plus de 50% des interventions de MSF ne servaient strictement à rien et que si on enlevait les équipes et les missions de ces terrains, personne ne verrait de différence.<sup>195</sup> Seule une personnalité reconnue et respectée par l'organisation comme l'est Brauman pouvait se permettre de dire une telle vérité dans une rencontre officielle, sans recevoir une volée de réactions négatives. Et de fait, la question de l'inutilité de nombreux projets MSF – et de beaucoup de projets humanitaires, toutes organisations confondues - demeure aujourd'hui encore une question taboue et entourée de malaises.

Cela dit, si les missions inutiles, voire néfastes, existent bel et bien, il n'empêche que les victimes de guerres et les drames humains à grande échelle sont aussi bien réels, et pour y répondre, la nébuleuse humanitaire demeure une entité qui possède une pertinence évidente et indéniable. La professionnalisation de l'humanitaire depuis une trentaine d'années a porté fruit et l'imposante logistique des organisations de secours parvient à soigner en masse dans plusieurs endroits du monde où sévit d'importantes crises (réfugiés, déplacés, famines, guerres, etc.).

Cette réponse demeure toutefois marquée elle aussi du sceau de l'ambiguïté, qui fut remarqué dès la fondation de la Croix Rouge en 1863. Les valeurs cardinales à l'humanitaire que sont la neutralité, l'universalité, l'indépendance et l'impartialité, sont à l'opposé de celles présentes dans les zones d'intervention. La guerre est tout sauf neutre et même dans des contextes moins politisés en apparence - les catastrophes naturelles ou les situations identifiées comme relevant du « sous-développement » par exemple - les intérêts divergents, les enjeux de pouvoir et des enjeux locaux souvent indéchiffrables, sont le réel des missions humanitaires. C'est ainsi qu'en des endroits où l'intervention d'urgence peut paraître entièrement légitime, les difficultés d'accès, d'action ou tout simplement de compréhension du

---

<sup>195</sup> Dit lors d'une conférence à l'interne de Rony Brauman au bureau MSF Suisse de Genève en 2007.

contexte, sont souvent des freins sérieux au déploiement de l'action humanitaire.

En 2007 par exemple, j'étais dans la région du Cachemire indien et je me suis arrêté pour visiter l'équipe MSF de Srinagar, qui tentait depuis quelques années de démarrer un programme de soutien psychologique à la population de la capitale. Avec une population d'environ 1 million d'habitants, Srinagar, capitale du Jammu-et-Cachemire, est un lieu où règne une forte tension et un conflit latent découlant d'un litige territorial entre l'Inde et le Pakistan. La ville, qui possède le plus haut taux de militaires « étrangers »<sup>196</sup> par habitant au monde (1 militaire pour 2 civils), est parsemée de barrages, de barbelés et de baraquements militaires indiens. C'est plus de 500 000 militaires indiens parachutés par New Delhi qui se trouvent à Srinagar et le clivage avec la population locale est palpable pour quiconque s'aventure dans cette région.

Jugeant l'endroit propice à une intervention humanitaire - ce qui paraît légitime à première vue - le siège MSF de Amsterdam a démarré au début des années 2000 une mission de soutien psychologique à la population de Srinagar. En 2007, le projet n'arrivait pas à s'ancrer ni même à démarrer réellement. Les plaintes de l'équipe sur place étaient similaires à celles que j'avais souvent entendues (ou formulées moi-même) à de nombreux endroits : contexte flou, projet ambigu, difficile entente avec les autorités locales, manque de clarté dans les objectifs, pas de soutien du siège, etc.

C'est que si le siège d'Amsterdam voyait des « besoins » théoriques dans cet endroit hautement problématique, l'équipe de terrain avait beaucoup de difficultés à les trouver et à y répondre. Les « besoins psychologiques » étaient-ils d'ailleurs bien réels ? On peut le supposer vu le contexte, mais comment y répondre ? Et est-ce que la notion de « psychologie » est véritablement transposable dans le contexte du Cachemire ? Mais surtout, est-ce qu'une organisation d'urgence comme MSF, avec son

---

<sup>196</sup> Si l'on peut s'exprimer ainsi concernant cette région (le Jammu-et-Cachemire a un statut particulier d'État semi-autonome depuis 1950, même si le gouverneur est nommé par New Delhi).

haut roulement de personnel expatriés, est à même d'y répondre ?

Ces questions étaient toujours sans réponse lors de mon passage.<sup>197</sup> Des visites d'Amsterdam avaient eu lieu à de nombreuses reprises, mais le projet flottait, peinant à démarrer, faute d'ancrage local. Le roulement des équipes expatriées tous les 4 à 6 mois empêchant toute compréhension véritable du lieu, comme toute possibilité de confiance entre l'organisation et les locaux, c'est à un flou opérationnel comparable à ce que j'avais souvent vu auquel j'assistais à Srinagar. Et malheureusement – ou plutôt curieusement – l'organisation a encore aujourd'hui toujours du mal à reconnaître que son mode opérationnel urgentiste (entre autres le « turn over » incessant d'expatriés) n'est pas à même de répondre à ce type de situation.

## **L'HUMANITAIRE ET SES SUCCÈS OPÉRATIONNELS**

Gardons-nous toutefois de dénoncer arbitrairement l'entreprise humanitaire dans son entièreté. Des interventions pertinentes en contexte de crises importantes existent, et c'est même la force de MSF d'exceller dans les contextes de grandes violences où une certaine marge d'action est possible.

Ce fut clairement le cas en Angola en 2002, dans le cadre de l'imposante opération d'urgence pour répondre à la famine qui suivit la fin d'une guerre qui avait duré 27 ans, de 1975 à 2002. J'étais le chef de mission de MSF/Suisse à cette époque (2002 à 2003), avec 1000 employés sous ma direction (50 expatriés européens en roulement constant et environ 950 employés locaux angolais). Nos équipes supervisaient et géraient de nombreux centres de nutrition, en plus d'effectuer plusieurs opérations de distributions de nourriture dans le pays.

---

<sup>197</sup> Je n'ai pas suivi la région après 2007, donc je ne peux pas me positionner plus avant sur ce projet MSF.

On estime que 20 000 enfants malnutris sévères furent traités dans les centres nutritionnels MSF<sup>198</sup>, dont la majorité auraient connu une mort certaine sans nos interventions. Avec du recul, il est difficile d'y voir autre chose qu'un réel « succès humanitaire », à supposer que cette notion ait du sens. Mais ce succès opérationnel s'explique aussi et surtout par une série de facteurs bien définissables :

- MSF était présent dans le pays depuis le milieu des années 1970 et maîtrisait très bien le contexte.
- La coopération avec le gouvernement angolais était réelle. La guerre terminée, ils désiraient avoir une bonne image et l'ordre était donné aux militaires de nous faciliter l'existence, ce qu'ils faisaient d'ailleurs avec une amabilité réelle (surtout le haut commandement).
- Fait rare en Afrique centrale, la colonisation portugaise qui s'est terminée en 1975 en Angola a réussi à imposer presque partout la langue portugaise, même au sein de villages isolés. Ce point a beaucoup facilité la communication avec les locaux – nous pouvions ainsi parler directement aux villageois et nous comprendre sans médiations et sans les difficultés qu'on retrouve en d'autres régions.
- La volonté pour les deux parties en conflit d'en finir définitivement avec les hostilités a énormément facilité l'accès aux victimes. Il n'y avait pas d'obstacles réelles à ce niveau, malgré un flottement de quelques semaines lors des pourparlers de paix de mars-avril 2002.
- Et pour terminer, l'UNITA vaincu n'avait ni l'énergie, ni les moyens de continuer à combattre. Ses principaux cadres ont d'ailleurs rapidement reçu

---

<sup>198</sup> Les 5 sections opérationnelles de MSF étaient présentes en Angola à cette époque. Soit MSF France, MSF Hollande, MSF Espagne, MSF Belgique et MSF Suisse dont je coordonnais les opérations. Au total, c'est près de 2500 employés MSF qui travaillaient dans le pays à ce moment.

d'importantes sommes d'argent du gouvernement angolais pour les dissuader de retourner prendre le maquis. L'impressionnant succès de cette opération qui réussit à transformer d'anciens guerriers maoïstes en investisseurs capitalistes est à souligner, même s'il correspondait aussi à l'ère du temps.<sup>199</sup> C'est du reste une stratégie de conquête connue depuis l'Antiquité, l'Empire Romain l'utilisa pour soumettre les chefs germains et gaulois au début de l'ère chrétienne.<sup>200</sup>

### COMPOSER AVEC LE RÉEL

Cette « réussite humanitaire » ne s'est toutefois pas faite sans de sérieuses difficultés, qui sont inhérentes à tout secours humanitaire. C'est par exemple dans ce contexte que le 29 novembre 2002, à deux heures de route de notre mission de Mavinga située dans la région de Cuando Cubango, une de nos voitures a sauté sur une mine anti-tank installée quelques années auparavant sur le principal axe routier de la province et qui était enfouie sous un mètre de sable. L'accident qui causa la mort de 7 de nos collègues angolais et en blessa 6 autres gravement, est arrivé lors d'une des premières sorties exploratoires de l'équipe médicale à la recherche de victimes de la famine.<sup>201</sup> C'est l'armée angolaise qui, à notre demande, est allée chercher les survivants avec qui j'étais en contact radio HF permanent pendant 4 heures en attendant les secours. L'équipe se trouvant dans un champ de mines – des mines antipersonnel entourent normalement les mines antitanks, afin de faire le plus dégâts chez l'ennemi - il fallait les convaincre de ne pas bouger, malgré les collègues morts et blessés.

---

<sup>199</sup> J'ai reçu à ce moment de nombreuses propositions d'affaires d'anciens cadres militaires de l'UNITA, qui désiraient visiblement avoir un humanitaire occidental expérimenté à leur côté pour développer de quelconques projets d'investissement. Ce point est aussi une facette de l'aide humanitaire dont on parle trop peu.

<sup>200</sup> LUTTWAK, Edward. 1979. *The grand strategy of the Roman Empire: from the first century A.D. to the third*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.

<sup>201</sup> L'Angola demeure un des pays les plus miné du monde avec l'Afghanistan, le Cambodge, le Laos et la Colombie.



Nous avons eu plusieurs autres incidents impliquant des mines pendant nos opérations, même s'ils furent un peu moins dramatiques. Une mine antipersonnel fut par exemple déclenchée par un camion d'eau à l'entrée de notre hôpital de Mavinga. Mis à part de légers dommages au camion, personne ne fut blessé cette fois. Mais comme nous avons tous marché à cet endroit à plusieurs reprises par le passé, l'ambiance paranoïaque qui régna dans notre mission de Mavinga par la suite fut un réel problème. Un paysan angolais a aussi sauté sur une mine antipersonnel à quelques mètres de notre équipe pendant que je faisais un compte-rendu de nos opérations en fin de journée. Nous avons dû arrêter la réunion pour nous occuper de cet homme dont le pied venait d'être arraché par la puissance de l'explosion.

Après cette série d'accidents, nous avons adopté de sérieuses mesures de déminage, ainsi que des règles de sécurité très strictes. Les endroits où nous pouvions nous déplacer furent réduits au minimum. La mission de Mavinga, aussi utile fut-elle pour l'importante population angolaise déplacée à cet endroit après avoir subi les violences des combats de la fin du conflit, exprime aussi clairement les limites dans lesquelles se déroule souvent les secours d'urgence.

C'est aussi dans cette mission de Mavinga que nous avons été témoin de nombreuses violences des militaires de l'armée régulière envers la population au début de nos interventions. Un jour où je marchais dans un sentier entre les huttes de fortune des déplacés, un militaire saoul qui avait le pantalon baissé et la kalachnikov en bandoulière, frappait et crachait sur une femme qui hurlait en retour. Si ma présence a légèrement modifié l'attitude du militaire qui quitta les lieux dans une colère explosive en me fusillant du regard, la répétition de ce type d'évènement avec le risque de dérapage qu'il comporte nous était devenu difficilement supportable. La situation des femmes était aussi très préoccupante, comme c'est souvent le cas dans les camps de déplacés.

Je suis donc allé rencontrer le colonel de l'endroit – plus haut niveau de responsabilité militaire pour la région - pour lui dire que nous ne pouvions plus accepter de

travailler dans un tel climat. Le colonel prit mes paroles au sérieux et quelques jours après ma plainte, il s'est présenté officiellement dans nos bureaux pour nous annoncer que les violences envers la population allaient cesser. Trois militaires coupables d'exactions envers les déplacés venaient d'être fusillés, me dit-il, et aucune violence envers la population ne serait plus tolérée. Et de fait, nous n'avons plus jamais assisté directement à ces formes de violence envers la population et la rumeur parmi les déplacés venait aussi confirmer les dires du colonel. Avais-je fait fusiller indirectement ces trois hommes? Cette question me tarauda quelques jours, pour ensuite s'évanouir dans les secours à accomplir.

C'est encore en Angola, après quelques mois d'opération d'urgence, qu'une foule de villageois assassinat un chauffeur MSF à coup de grosses pierres, après qu'une de nos voitures ait accidentellement frappé une jeune fille qui traversait la rue d'un village situé sur notre chemin. Le chauffeur a commis la malheureuse erreur de s'arrêter pour vérifier l'état de l'enfant qui n'était que légèrement blessée – ce qu'il ne faut jamais faire dans la plupart des endroits en Afrique centrale en cas d'accident, mortel ou non, sous peine d'être lynché par la foule.<sup>202</sup> Une infirmière hollandaise MSF qui était dans le véhicule à droite du chauffeur, réussit par miracle à échapper au lynchage. Dans la confusion générale, elle arriva à prendre le volant du véhicule pour ensuite foncer dans la foule prête à la lyncher, tout en laissant derrière elle notre chauffeur dont la tête avait été écrasé à coup de grosses pierres. Elle parvint à appeler le bureau de MSF Hollande à Luanda une heure après l'accident, s'étant réfugié dans une mission catholique de la région.

Ces incidents de sécurité font partie de l'humanitaire et parlent aussi de l'environnement au sein duquel les travailleurs humanitaires ont à composer et à transiger lors des secours d'urgence. Dans ces contextes, les secouristes ont par exemple à conclure des ententes et des accords avec des personnes ou des groupes

---

<sup>202</sup> Comme je l'ai dit plus haut, c'est une des premières consignes de sécurité que l'on apprend dans les missions en Afrique centrale : ne jamais s'arrêter si l'on frappe une personne (surtout un enfant) avec un véhicule. Le lynchage par la foule est quasi-automatique.

qui sont parfois responsables de massacres ou qui, en évoluant au sein de la guerre, en tirent profit d'une manière ou d'une autre.

Dans cet Angola de 2002 par exemple, j'ai dû louer un avion pour faire parvenir de la nourriture sur le lieu d'une famine importante, tout en sachant que cet avion (ou plutôt son propriétaire) avait, quelques années auparavant, transporté pour l'armée angolaise le matériel de combat qui continuait de blesser et de mutiler la population sur place. Peut-être même l'avion avait-il transporté la mine anti-tank qui venait de tuer 7 de mes collègues ? C'est la question que je me posais au moment de serrer la main au propriétaire de l'avion avec qui je venais de conclure une entente de 18 000\$ US, pour quelques distributions alimentaires par voie aérienne.

Il n'y avait ici nul machiavélisme de ma part ou de la part de MSF, mais seulement la nécessité de composer avec ce qui existait. Faisant cela, j'avais aussi conscience que pour la population, le risque de faire l'amalgame entre MSF et ceux qui auparavant avaient posé des mines était bien réel. Mais la famine l'exigeait et, avec le recul, le succès impressionnant de notre opération en a clairement valu le risque.

### **UNE « NEUTRALITÉ » TRÈS POLITIQUE**

La nécessité de composer avec le réel et avec la confusion propre aux contextes de guerre est très difficile à décrire. L'humanitaire qui repose sur des bons sentiments et sur des principes nobles, mais abstraits, se trouve souvent en porte-à-faux avec ses propres principes dans les cas de conflits. Dans les faits, c'est rarement à partir des principes clés de l'humanitaire (neutralité, universalité, indépendance et impartialité) que les organisations de secours parviennent à intervenir, mais bien en négociant l'accès aux victimes en tenant compte des intérêts de chaque partie en place. La neutralité et l'impartialité sont certes des principes normatif qui orientent l'action - et je n'ai jamais vu MSF être partial avec les victimes ou les patients traités une fois en place sur le terrain - mais pour les États et les gouvernements locaux, pour

les institutions internationales diverses et pour les parties en conflits, et surtout pour le personnel local engagé par MSF - qui compte pour plus de 90% des employés de l'organisation humanitaire - la réalité est beaucoup plus crue et « intéressée ».

Ce point est désormais ouvertement assumé par MSF depuis la parution en 2011 de l'ouvrage collectif : « *Agir à tout prix ? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins Sans Frontières.* »<sup>203</sup>. Comme le dit Rony Brauman dans cet ouvrage, « la « stricte indépendance » et « neutralité », dont se réclament les « d'unantistes » doit être comprise, non comme une illusoire position de souveraineté sur sa propre action mais comme la recherche d'un espace de négociations, la quête de compromis acceptables. »<sup>204</sup>

Ne serait-ce que pour l'accès aux victimes, l'humanitaire est donc un lieu forcément hautement politique, et les principes sur lequel il s'appuie – la neutralité entre autres – sont parfois méconnaissables une fois incarnés sur les terrains de conflits.

## **L'INSTRUMENTALISATION LOCALE DE L'HUMANITAIRE**

Un autre exemple peut nous aider à illustrer ce point. J'ai parlé plus haut que lorsque Laurent Désiré Kabila, chef de rébellion congolais vainqueur de la guerre du Zaïre de 1996-97, célébra son triomphe dans Kinshasa par un défilé militaire, le pick-up militaire peint en vert-armée qui ouvrait le cortège était un des Toyota land cruiser MSF que nous avons perdu dans le conflit.<sup>205</sup> À cette époque, dans la violence, la confusion et les évacuations causées par la guerre, MSF s'était fait voler de nombreux Toyota 4X4 Land Cruiser très dispendieux (environ 60 000 \$US par véhicule au prix

---

<sup>203</sup> WEISSMAN Fabrice, MAGONE Claire, NEUMAN, Michaël. (Sous la direction de). 2011. *Agir à tout prix ? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins Sans Frontières.* Paris : La Découverte.

<sup>204</sup> BRAUMAN, Rony. *MSF et le CICR : questions de principes.* International review of the red cross. Vol. 95, no. 889, Printemps 2013.

<sup>205</sup> Comme dit plus haut et en guise de rappel; les pick-up land cruiser MSF subissent tous une modification importante sur le pare-chocs dans les ateliers de Bordeaux ou de Kampala avant d'être envoyés sur le terrain et sont parfaitement reconnaissables pour un observateur qui s'y connaît.

d'aujourd'hui), comme c'est fréquemment le cas dans les contextes de guerre.

Si l'équipe MSF de Kinshasa dont je faisais partie à l'époque éprouva une certaine gêne en voyant l'ex-voiture MSF désormais peinte en vert et ouvrant le cortège militaire d'une armée de vainqueurs, nous savions tous aussi implicitement que cela faisait partie du jeu.

Sans prétendre que les belligérants aient nécessairement planifié à l'avance le vol de véhicules humanitaires qui allaient leur être utiles dans les combats, il n'en demeure pas moins que les belligérants tirent souvent profits – directement ou indirectement - de la présence des humanitaires. Malgré les meilleures intentions de ses protagonistes, l'humanitaire est partie intégrante de l'économie de guerre dans la plupart des conflits. Que ce soit via les soins apportés aux populations (dont ils font partie, ainsi que leurs familles), par le matériel volé ou la nourriture souvent détournée après les grandes distributions ou par le capital politique que peut se faire un groupe armé qui fait passer la présence des humanitaires auprès de la population comme relevant de son initiative, la présence des humanitaires profite nécessairement à un nombre varié d'acteurs.

Il est par exemple assez fréquent de voir des camions militaires ou commerciaux attendre à l'écart des distributions alimentaires humanitaires pour prendre, voler ou acheter une partie de la nourriture qui vient d'être donnée à la population. Les humanitaires utilisent parfois des moyens de pressions auprès des autorités locales pour faire cesser les détournements de nourriture lorsque ces dernières sont trop évidentes ou lorsqu'elles nuisent aux populations aidées, mais la plupart du temps, les acteurs humanitaires n'ont tout simplement pas la capacité d'agir sur cette réalité, et parfois – surtout pour les petites ONG d'amateurs - ils ne sont même pas conscients de son existence.<sup>206</sup>

---

<sup>206</sup> Notons toutefois que sur ce type de réalité, MSF fait normalement preuve de grande lucidité et d'une solide capacité critique.

Ces anecdotes tragiques (vol de nourriture ou de véhicules) ou parfois presque comiques – un dictateur qui ouvre son convoi de victoire militaire avec une voiture volée à une organisation humanitaire – sont au cœur de l’action humanitaire et ne sont pas séparables d’elle. Dit autrement, le citoyen français ou canadien qui donne de l’argent à une organisation humanitaire pour soigner un enfant malnutri, finance aussi parfois, indirectement, les camions de guerre des militaires et des belligérants, malgré les meilleures intentions des humanitaires.

### **PENSER EN URGENCE ?**

Ce type de problème hante l’humanitaire depuis sa fondation. C’est aussi une critique récurrente faite par les pacifistes ou par certains courants de pensée dont l’horizon est l’éradication complète des conflits sur terre et qui dénoncent dans l’humanitaire une façon de rendre la guerre acceptable et surtout de la prolonger. Florence Nightingale (1820 – 1910), pionnière des soins infirmiers modernes et héroïne humanitaire très célèbre en son temps, s’opposa par exemple aux Conventions de Genève naissantes, au prétexte que ces dernières allaient favoriser la guerre en la rendant acceptable.<sup>207</sup>

Plusieurs humanitaires d’expérience sont eux-mêmes traversés aujourd’hui par les mêmes doutes et les mêmes réticences, et il arrive que certains démissionnent lorsqu’ils ne peuvent plus supporter le fait de soigner en boucle des combattants qui, une fois guéris, retournent combattre (comme ce fut le cas pour quelques expatriés MSF lors du conflit au Sud-Soudan au début des années 2000).

Ces travailleurs humanitaires critiques ne sont toutefois pas la norme dans les zones de conflit. Pris dans la spirale de l’action et la temporalité d’urgence des secours, les

---

<sup>207</sup> BOISSIER, Pierre. *Florence Nightingale et Henry Dunant - Convergences et divergences*. Revue Internationale de la Croix-Rouge, Volume 55, Mai 1973, p 261-273.

travailleurs humanitaires ignorent souvent les manipulations – locales ou internationales - dont ils sont l'objet et parviennent rarement à formuler clairement les malaises qu'ils ressentent ou perçoivent. C'est à ce problème réel qu'a tenté de s'attaquer le président de la section française de MSF en 1985, Rony Brauman, lors de la famine très médiatisée d'Éthiopie de cette époque.

Rappelons brièvement les faits : à la fin de l'année 1984, les images de famine en Éthiopie transmises par les médias provoquent une forte émotion internationale. Les humanitaires interviennent en masse sans réaliser qu'ils participent à leur insu au déplacement forcé des victimes qu'ils viennent aider. Le gouvernement éthiopien détourne et utilise l'aide humanitaire pour mener à bien sa politique d'homogénéisation démographique. Afin d'empêcher leur enrôlement dans l'insurrection des armées du Front de libération des peuples du Tigré, les paysans du Nord sont kidnappés et emmenés de force dans les régions du Sud.

Pendant que le monde s'attendrit de sa propre générosité en chantant « We are the world »<sup>208</sup>, 200 000 personnes meurent dans les déplacements. Toutes les possibilités de débat et d'argumentation qui auraient brisé le consensus sont noyées dans l'euphorie médiatique qui réduit la crise à des images fortes suscitant l'émotion. Les associations humanitaires qui croulent sous les financements, avec des expatriés téléportés sur place qui ne comprennent ni la langue, ni le contexte, se laissent porter par le mouvement sans esprit critique. Seul Médecins Sans Frontières refusera de cautionner les agissements du gouvernement et sera expulsé.

Inspiré par la lecture d'Hannah Arendt sur Eichmann<sup>209</sup>, Rony Brauman se questionne sur l'instrumentalisation de l'humanitaire par les pouvoirs locaux et sur l'aveuglement fréquent des humanitaires à ce propos, réflexion qui le mèneront par

---

<sup>208</sup> Chanson qui totalise aujourd'hui plus de 65 millions de visionnements sur youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=M9BNoNFKCBI>

<sup>209</sup> ARENDT, Hanna. 1991. *Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal*. Paris : Gallimard.

la suite à creuser la thèse d'Arendt sur la banalité du mal<sup>210</sup>. Comme Eichmann, ce fonctionnaire ordinaire et banal en charge de la logistique du transport des Juifs pendant la Shoah – et qui dira n'être pas responsable de ses actes mais seulement avoir obéi aux ordres – les humanitaires peuvent être les fonctionnaires aveugles d'une barbarie non questionnée, dira Brauman. Mais les humanitaires se rapprochent surtout des conseils juifs décrits par Arendt, qui étaient des intermédiaires entre les autorités nazies et la population juive des ghettos. Comme ces conseils juifs, les humanitaires peuvent être, par compassion et par soucis d'aider les gens à survivre, les intermédiaires des pouvoirs et de la barbarie. Bref, comme toute grosse bureaucratie moderne, l'humanitaire perd souvent un rapport simple et direct à la réalité, au profit de dispositifs et de procédures logistiques qui parviennent même parfois à cacher en partie les souffrances réelles des populations assistées, comme ce fut le cas dans l'Éthiopie de 1985.<sup>211</sup> Rony Brauman en conclura que la plupart du temps, « *l'urgence d'agir neutralise celle de penser ses actes ; la nécessité d'intervenir au plus vite renvoie à plus tard celle de comprendre* »<sup>212</sup>.

Ce dernier point dévoile aussi un aspect souvent ignoré du travail humanitaire : contrairement à ce qu'on pense spontanément, c'est rarement au sein des contextes de guerre où la proximité avec les victimes est concrète et évidente, qu'on se rend compte de la violence réelle d'une situation ou de son caractère inacceptable. La résilience, l'habitude, l'entre soi expatrié doublé de la distance expatriés-locaux, la complexité des logiques locales, les expatriés sans expérience ou passant trop rapidement d'un contrat à l'autre, la complexité technique du dispositif humanitaire, l'apathie et le consentement des populations locales face à des formes de violences qui nous seraient inacceptables dans d'autres contextes ; toutes ces raisons et bien d'autres participent de la difficulté de lire et de comprendre le concret des contextes locaux.

---

<sup>210</sup> ARENDT, Hannah. 1991. *Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal*. Paris : Gallimard.

<sup>211</sup> En 1999, Brauman réalisera à ce propos un film avec le cinéaste Eyal Sivan : « Un spécialiste, portrait d'un criminel moderne ».

<sup>212</sup> BRAUMAN, Rony. 2006. *Penser dans l'urgence : parcours critique d'un humanitaire*. Paris : Seuil, p.140.



Ceci légitime en retour l'existence de sièges décisionnels loin des terrains d'opération, en Europe ou en Amérique du Nord. Malgré toute l'équivoque et les frustrations qui en découlent, la distance et l'expérience des gestionnaires et des décideurs aident le positionnement opérationnel des équipes sur le terrain ; du moins, est-ce ainsi que se justifient en partie ces imposants et couteux sièges humanitaires dans les capitales de l'Occident.

### **LE TÉMOIGNAGE AMBIGU**

Cela dit, il arrive bien sûr que des équipes de terrain s'insurgent et réalisent d'elles-mêmes que l'activité humanitaire pratiquée est plus néfaste que bénéfique pour les populations. Mais lorsque ces évidences s'imposent pour certains, le consensus au sein des équipes et entre les organisations est difficile à obtenir. Aujourd'hui encore par exemple, plusieurs organisations qui étaient présentes en Éthiopie en 1985 s'opposent au diagnostic de MSF sur l'instrumentalisation des humanitaires par le pouvoir éthiopien de l'époque et même sur le fait qu'il y aurait eu des déplacements forcés de population éthiopienne.

Plus récemment, en 2012, on assista à une divergence d'interprétation entre le CICR et MSF sur les tortures pratiquées par les nouvelles autorités libyennes. La section belge de MSF en Libye dénonça en effet dans un communiqué public la torture pratiquée par les nouvelles autorités de Misrata. Selon MSF, les autorités locales n'attendaient des médecins MSF qu'une remise en état des victimes permettant la reprise des interrogatoires : *« Face à la torture des détenus et à l'impossibilité de leur fournir des soins médicaux d'urgence, Médecins Sans Frontières (MSF) a décidé de suspendre ses activités dans les centres de détention de Misrata, en Libye. (...) « Des patients nous ont été amenés au milieu d'un interrogatoire pour recevoir des soins médicaux afin de les remettre en forme pour la poursuite de cet interrogatoire. C'est inacceptable. Notre rôle est de fournir des soins médicaux aux blessés de guerre et aux*

*malades en détention, et non de soigner encore et encore les mêmes patients entre deux séances de torture. », a déclaré Christopher Stokes, directeur général de MSF. »*<sup>213</sup>

Le CICR présent en Lybie dans un contexte similaire à celui de MSF a réagi à la dénonciation de MSF dans un communiqué, sans parler des tortures et en soulignant que ses délégués expérimentés et professionnels étaient présents dans les centres de détention. S'agissait-il d'une critique indirecte de la position de MSF par le CICR? Certains l'ont perçu ainsi au sein de MSF<sup>214</sup>, mais l'essentiel ici est de constater que deux organisations qui sont parmi les plus professionnelles et les plus indépendantes du milieu humanitaire, le CICR et MSF, n'ont pas eu la même réaction, voire des réactions opposées, une fois confrontées à des dilemmes éthiques conséquents et similaires. Cela montre toute la complexité et la difficulté de lire correctement une situation en contexte de guerre.

Tenter de définir l'humanitaire de la manière la plus juste possible implique donc de prendre en compte beaucoup plus que les grands principes qui soutiennent la réalité des secours. Il s'agit de comprendre qu'intervenir quelque part implique nécessairement une plongée au cœur de logiques, de situations, de contextes et de jeux de pouvoir qui nous dépassent et qui peuvent transformer considérablement les bonnes intentions de départ, au point parfois de les défigurer considérablement, voire de créer de toute pièce un univers et un monde dont on n'avait pas du tout prévu l'ampleur.

---

<sup>213</sup> « *Des détenus torturés et privés de soins médicaux : MSF suspend ses activités dans les centres de détention de Misrata* », MSF Canada. 2012  
<http://www.msf.ca/fr/article/des-d%C3%A9tenus-tortur%C3%A9s-et-priv%C3%A9s-de-soins-m%C3%A9dicaux>

<sup>214</sup> Pour plus de détails sur cet incident : BRAUMAN, Rony. *MSF et le CICR : questions de principes*. Revue Internationale de la Croix Rouge. Volume 94 Sélection française. 2012/4.

## LORSQUE L'URGENCE CRÉE UN MONDE

L'humanitaire d'urgence dans sa forme classique se définit comme une entreprise de secours neutre et impartiale, qui ne vise qu'à porter secours aux victimes, sans changer ou modifier les modes de vie. Cette conception abstraite et théorique de l'aide humanitaire, qui justifie pourtant l'énorme dispositif de secours mis en place depuis une quarantaine d'années, est pourtant constamment démentie dans les faits.

Un exemple bien connu à MSF peut nous aider à illustrer ce dernier point. Désirant intervenir au Sud-Soudan pour aider les populations qui sortaient de la longue guerre de 1983 à 2005 entre le nord et le sud du Soudan, MSF construisit un hôpital dans un endroit très isolé, à Marial Lou, petite bourgade de quelques centaines d'habitants.

Avec l'hôpital apparurent des échanges, des marchés, des petits entrepreneurs, des maisons, une administration et au bout de 3 ou 4 ans, c'est une ville qui atteint près de 20 000 habitants que MSF avait involontairement créée. Nous nous sommes souvent dit avec amusement qu'un projet de « développement » qui aurait voulu multiplier par 30 le nombre d'habitants d'une petite bourgade perdue au milieu du désert n'y serait probablement jamais parvenu, alors que MSF, ONG d'urgence « qui ne modifie pas les modes de vie », y était parvenu malgré elle.

Il ne s'agit pas de dénoncer la création involontaire de Marial Lou par MSF. Après tout, la création d'une ville n'est pas en soi négatif – et l'hôpital est aujourd'hui investi par d'autres acteurs étrangers, mais plutôt de souligner de nouveau la grande ambiguïté derrière la notion « d'intervention d'urgence ». Même dans le cas de nécessités vitales clairement reconnues, l'impact politique, social, démographique et institutionnel de « l'urgence » dépasse de loin ce que l'humanitaire implique théoriquement.

Le penseur et critique de la société industrielle Ivan Illich (1926-2002), qui connut son heure de gloire au début des années 1970, donna un éclairage intéressant à cette question lorsqu'il raconta l'histoire « *d'un villageois mexicain dont les reins se sont*

*détraqués, sans doute par abus de téquila. « Il n'y a rien à faire, a dit le médecin du village, sauf greffer un nouveau rein ou effectuer une dialyse rénale. » On a emmené l'homme dans un hôpital, loin de sa famille, où en peu de temps il a trouvé une mort misérable. Mais ce besoin d'une greffe ou d'une dialyse, c'est au village entier qu'on l'avait injecté : pourquoi les pauvres, en effet, seraient-ils exclus d'un privilège réservé aux riches? Or quand, avec un homme qui connaît la vie au Mexique, nous nous sommes armés de papier et d'un crayon pour chiffrer le coût des derniers mois de ce pauvre ivrogne, nous sommes arrivés à l'équivalent de quarante-deux maisons comme celles qu'habitent ces mêmes gens, désormais en besoin d'une dialyse rénale! »*

Bref, la médecine moderne et ses miracles ne peut être isolée de la civilisation qui l'accompagne. L'humanitaire peut bien continuer à se prétendre « neutre », dans les faits, la pratique humanitaire véhicule des formes spécifiques de rapport au monde, dont les conséquences et les impacts nous dépassent et nous demeurent la plupart du temps inconnus. Qu'ils le veuillent ou non, les acteurs humanitaires influencent et modifient la société dans laquelle ils interviennent, la façonnant même selon leur propre mode de fonctionnement, en créant même parfois de nouvelles hiérarchies sociales, de nouvelles normes et des bouleversements inévitables.

Situer l'humanitaire sans tenter de porter un éclairage sur ces formes de rapport au monde, qui vont du politique jusqu'à la façon dont nous avons de nous rapporter à la mort et à la finitude, nous condamne à rester prisonnier de ses ornières et de ses apories. C'est le déplacement que propose l'anthropologie de l'humanitaire et les principales critiques de l'humanitaire, dont nous allons maintenant explorer les principales avenues.

## **PARTIE III : PENSER L'HUMANITAIRE**

## CHAPITRE 9 : PENSER L'HUMANITAIRE : PREMIERS JALONS HISTORIQUES

*« Je pense que le danger aujourd'hui se situe précisément dans un genre d'activisme pragmatique aveugle. Vous savez lorsque les gens vous disent : « Mon Dieu les enfants en Afrique meurent de faim et vous avez du temps pour vos stupides débats philosophiques. Il faut faire quelque chose. » J'entends toujours dans cette injonction : « Agissez et ne pensez pas trop. » Aujourd'hui nous avons besoin de penser.<sup>215</sup> »*

Slavoj Žižek

### INTRODUCTION

Dans les trois chapitres qui vont suivre, nous allons chercher à comprendre les dessous de l'humanitaire contemporain à partir d'une mise en perspective globale, philosophique, historique et anthropologique.

Deux grandes postures critiques s'affrontent lorsqu'il est question de penser l'humanitaire. Une première de sensibilité « réformiste », qui prend l'humanitaire et l'aide internationale comme un donné et un fait acquis qui va de soi, qui nécessite certes d'être critiqué et d'être amélioré, mais dont on n'ébranle que difficilement les fondements. Et une deuxième posture plus « radicale » - au sens de prendre les questions à leur racine - qui questionne la légitimité des interventions humanitaires et les implications politiques et morales qui la sous-tendent, tout comme les formes de domination ou d'enjeux de souveraineté qui sont souvent voilées par l'évidence des secours à apporter. Cette dernière position voit aussi l'humanitaire comme un

---

<sup>215</sup> Cité par : MARTIN, Éric et OUELLET, Maxime. 2014. *La tyrannie de la valeur. Débats pour le renouvellement de la théorie critique*. Montréal : Écosociété, p.7.

espace privilégié où s'expriment et se dévoilent de manière visible les contradictions et les apories de notre contemporanéité. Ici, l'humanitaire n'est pas qu'une entreprise de secours critiquable, mais aussi un laboratoire idéal pour comprendre notre temps globalisé. C'est la position que j'adopte ici.

S'inscrivant dans le sillage ouvert à la suite de Nietzsche, de Heidegger et de Foucault, la radicalité en question ici répond à l'appel d'authenticité lancé par la modernité. Dans « Qu'est-ce que les lumières », Michel Foucault rappelle que la modernité que nous prenons spontanément comme une époque historique, est plutôt avant tout une attitude ou une manière d'être qui nous met dans la disposition de « *faire l'analyse de nous-mêmes en tant qu'êtres historiquement déterminés* »<sup>216</sup>. Dans cette optique, « *l'attitude de modernité* » à laquelle nous sommes conviés est de « *diagnostiquer le présent* », de manière à entrer dans un rapport plus libre à lui et de façon moins déterminée par notre histoire. En ce sens, critiquer l'humanitaire ne signifie aucunement de s'installer dans une posture idéologique quelconque afin de surplomber de haut cet enjeu pour l'attaquer, mais bien d'entrer dans un rapport plus libre avec ce qui est en question. Voilà essentiellement ce que j'entends ici par « radicalité ».

Le présent chapitre approfondit plus spécifiquement les origines et les jalons historiques de la critique de l'intervention internationale, du colonialisme jusqu'à l'humanitaire d'urgence contemporain, en passant par la question du développement.

Après avoir examiné l'apport des courants conservateurs dans la critique de l'universalisme abstrait inhérent à toute intervention internationale, je m'attarde à ce que je nomme ici les théoriciens de l'impasse progressiste. Il s'agit d'approfondir un visage de la crise du politique, en analysant les formes de dépossession que provoque le monopole des grands systèmes techniques modernes, tout en situant la médecine et l'idéologie médicale à l'intérieur de ce paradigme. Cette mise au point nous permet

---

<sup>216</sup> FOUCAULT, Michel. *Dits et écrits. 1954 – 1988. Tome I*. Paris : Gallimard, p. 127.

de questionner l'idéologie du développement et de la croissance illimitée, qui entre en crise au moment même où l'aspiration au mode de vie à l'occidental est désormais la norme planétaire dominante. C'est à situer l'humanitaire à partir de cette aporie, que nous questionnerons les limites du « rattrapage » entre le sud et le nord dans le contexte de la crise multiforme du présent.

L'anthropologie américaine du développement nous donnera ensuite une assise critique pour comprendre la dimension idéologique et politique derrière le discours sur le développement. Ceci nous amènera au tournant des années 1990, au moment où les premières critiques de l'humanitaire apparaissent, surtout chez certains humanitaires de carrière, mais aussi au sein de la discipline anthropologique. Nous terminons ce chapitre avec la critique radicale de Sylvie Brunel qui, après avoir passé 18 ans dans l'humanitaire à occuper des postes à hautes responsabilités, dénonce sans détour l'aporie et les contradictions insurmontables dans lesquelles évolue l'aide humanitaire contemporain.

### **CRITIQUE DE L'UNIVERSEL : L'APPORT DES COURANTS CONSERVATEURS**

Les critiques entourant les formes d'aide internationale ne sont pas récentes et sont une constante des relations internationales. Fait significatif, ces critiques ne sont pas le propre d'une posture idéologique bien définie, mais se retrouvent à tous les niveaux du spectre politique. On oublie parfois que les premières critiques de l'universalisme compassionnel furent le fait des milieux conservateurs ou en réaction à la Révolution Française. En France, la droite monarchiste et réactionnaire s'est par exemple opposée à l'universalisme de la gauche dès le début de la plupart des expéditions coloniales.

En Angleterre, le conservateur Edmond Burke critique les droits de l'homme et la « tabula rasa » de la Révolution française de 1790, prévoyant avec lucidité les dérives de la terreur de 1793. Certains axes visionnaires de sa pensée ont influencé des



penseurs aussi différents que Tocqueville, Marx, Joseph de Maistre, Nietzsche, Hannah Arendt ou même Hayek. On ne peut déduire de système universel à partir de la raison philosophique, soutient Burke, et chaque peuple se comprend à partir des constructions historiques qui lui sont propres. « *Les révolutionnaires ont déchiré le tissu social, substituant ainsi à la sage gestion du progrès naturel une dictature de principes abstraits, coupés de tout le concret historique* »<sup>217</sup>. Même si la pensée de Burke n'est plus recevable dans son intégralité aujourd'hui – son traditionalisme en faveur des préjugés est en rupture avec la vitesse contemporaine et peut contribuer à maintenir des groupes minoritaires sous une domination quelconque - sa pensée continue néanmoins d'influencer souterrainement certaines positions contemporaines critiquant la légitimité des interventions internationales. L'ambiguïté des « guerres humanitaires » ou les errances du « nation-building » par exemple, lorsqu'elles sont perçues comme des formes d'aveuglement universaliste qui s'accommodent trop facilement de la supériorité militaire et commerciale de l'Occident, avaient été annoncées dès 1790 par Edmond Burke qui voyait dans les droits de l'homme une idéologie qui appelle à faire la guerre à la terre entière. Lorsque Bismarck cherchait une légitimité à l'expansionnisme colonial par exemple, c'est en cherchant des occasions de s'indigner des « coutumes » indigènes (esclavage local, guerres tribales, etc.) qu'il justifia la mission civilisatrice derrière la colonisation. Burke est un des premiers à l'avoir clairement perçu et nommé : en modernité libérale, l'universalisme abstrait reste l'outil de prédilection pour l'impérialisme absolu.

Du côté allemand, le mouvement *völkisch* du romantisme et de la révolution conservatrice allemande apportera un autre regard sur les Lumières et influencera les critiques de l'universalisme inhérent à toute forme d'aide internationale. Un auteur comme Martin Heidegger, qui peut être situé au pourtour de cette mouvance,

---

<sup>217</sup> BURKE, Edmond. (1790) 1989. *Réflexions sur la Révolution de France*. Paris : Hachette.

déconstruira<sup>218</sup> la métaphysique occidentale - qui démarre avec la distinction platonicienne du sensible et de l'intelligible - et l'abstraction universelle qui en découle, pour inviter à partir de la « chose même ». La métaphysique tend à enfermer l'homme et le monde dans des préconceptions conceptuelles qui nient toute spécificité et caractère propre aux êtres et aux choses, et qui empêche en outre de cerner les enjeux de pouvoir en cours. Il faut « *penser à neuf les concepts chaque jour* » disait fréquemment Martin Heidegger, dont l'influence se fera profondément sentir au 20<sup>ème</sup> siècle chez Jacques Derrida, Giorgio Agamben, Hannah Arendt ou Michel Foucault, auteurs qui seront utilisés plus tard par la plupart des critiques anthropologiques de l'humanitaire.

Comme l'a vu l'anthropologue Louis Dumont, les formes « d'holisme » allemand qui sont porteurs d'une ambivalence réactionnaire et antimoderne – dont le nazisme en fut l'expression la plus violente - sont aussi le produit de l'égalitarisme des Lumières, qui déplace ce dernier des individus aux communautés.<sup>219</sup> On trouve explicitement la trace de cette influence dans le multiculturalisme nuancé du philosophe canadien Charles Taylor<sup>220</sup> (et de manière appliquée dans la politique canadienne contemporaine<sup>221</sup>) ou indirectement dans la pensée communautaire du philosophe américain Michael Sandel, pour qui le « moi » désencastré de la pensée libérale ne peut qu'aboutir à des formes de déshumanisation et de dissolution de la personne : « *Avoir une personnalité, c'est savoir que je m'inscris dans une histoire que je ne demande ni ne commande et qui, néanmoins, a des conséquences sur mes choix et ma conduite* »<sup>222</sup>.

---

<sup>218</sup> La notion de « déconstruction » est un mot de Derrida. Heidegger parlait plutôt de « dé-struere », c'est-à-dire enlever les couches de sédimentation qui se sont accumulées au cours des siècles, et qui fait qu'il n'y a plus d'accès au réel autrement qu'à travers le poids mort de la tradition.

<sup>219</sup> DUMONT, Louis. 1991. *Homo aequalis II : L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour*. Paris : Gallimard.

<sup>220</sup> TAYLOR, Charles. 2009. *Multiculturalisme, différence et démocratie*. Paris : Flammarion.

<sup>221</sup> À noter que le multiculturalisme défendu par Taylor n'est pas un « communautarisme ». Il repose sur une philosophie libérale et individualiste qui ne fait pas précéder la communauté sur l'individu, mais considère que l'on doit prendre en compte l'ancrage communautaire et spirituel de la personne.

<sup>222</sup> SANDEL, Michael. 1984. « La République procédurale et le moi désengagé ». IN *Libéraux et communautariens*. Paris : PUF, p.268.

Cette entente moderne des dimensions sociales, communautaires et citoyennes de l'homme questionne l'horizon libéral à partir d'un angle pertinent pour notre propos, au sens où l'humanitaire qui prétend pouvoir agir partout dans le monde met forcément en veilleuse cet horizon politique, historique, communautaire et social de l'homme. C'est qu'en portant son attention sur l'individu souffrant, sur une représentation de l'homme qui « *n'est pas fait pour souffrir*<sup>223</sup> », selon la définition que donne de l'homme Rony Brauman, l'humanitaire valide une représentation de l'humain comme être privé, apolitique et asocial. Ce faisant, l'humanitaire nourrit et se nourrit de représentations du monde qui placent l'homme comme être radicalement détaché de tout ; de la nature et du monde, comme de ses semblables.

« *Qui ne souffre pas tend à la barbarie* » disait Wittgenstein, et nombreux sont les auteurs qui s'inquiètent des dérives que peut contenir cet imaginaire libéral qui soutend plusieurs positions humanitaires. Cette représentation apolitique de l'humain a par exemple été bien critiquée par Hannah Arendt, qui rappelle qu'un certain « conservatisme » social est inhérent à toute politique comme à toute éducation. Toute conception du bien commun transcende forcément l'intérêt privé ou le souci exclusif de la vie individuelle, « *car ce monde qui est le nôtre, par cela même qu'il existait avant nous et qu'il est destiné à nous survivre, ne peut simplement prétendre se soucier essentiellement des vies individuelles et des intérêts qui leur sont liées. En tant que tel, le domaine public s'oppose de la façon la plus nette possible à notre domaine privé, où dans la protection de la famille et du foyer toute chose sert et doit servir la sécurité du processus vital.* »<sup>224</sup>

Ici, contrairement à la pensée libérale, ce n'est plus la vie ou la survie qui occupe l'horizon premier chez l'homme, mais un souci du monde qui impose un dépassement de soi que l'on peine à retrouver dans l'horizon consumériste contemporain : « *Le*

<sup>223</sup> BRAUMAN, Rony. 1996. *Humanitaire : le dilemme*. Paris : Textuel, p. 38.

<sup>224</sup> ARENDT, Hannah. 1972. *La crise de la culture*. Paris : Gallimard, p.202.

*courage libère les hommes de leurs soucis concernant la vie au bénéfice de la liberté du monde. Le courage est indispensable parce qu'en politique ce n'est pas la vie, mais le monde qui est en jeu. »<sup>225</sup>*

Or, dans l'humanitaire, ce n'est pas « le monde », mais « la vie » qui est en jeu. Cette tension entre politique et survie, ou plutôt cette indistinction entre survie et politique<sup>226</sup> que l'on retrouve souvent dans l'humanitaire, sera au cœur de la critique que porteront les anthropologues à l'aide humanitaire.

Comme l'a bien démontré Hannah Arendt dans les origines du totalitarisme<sup>227</sup> : « *C'est seulement à des hommes réduits à leur pure humanité par la destruction de leurs formes naturelles et politiques de solidarité que l'on peut imposer une servitude et une oppression absolues* ». Réduire des hommes à la survie ou « à leur pure humanité », pour reprendre l'expression de Arendt, ouvre la porte à la possibilité d'une domination totale. Et nous verrons plus loin que certains anthropologues percevront dans les camps de réfugiés gérés par les humanitaires, l'acmé paradigmatique de cette domination à l'œuvre. Le camp de réfugié se caractérisant en effet, entre autres, par « *la destruction des formes naturelles et politiques de solidarité* » et son remplacement par une gestion technocratique et « humanitaire » des corps.

---

<sup>225</sup> ARENDT, Hannah. 1972. *La crise de la culture*. Paris : Gallimard, p.202.

<sup>226</sup> Ou entre « zoe » et « bios », pour reprendre les termes grecs souvent utilisés à la suite de leur appropriation critique par Giorgio Agamben.

<sup>227</sup> Arendt s'appuie ici sur Burke et sa critique de l'abstraction des droits de l'homme (séparé des droits du citoyen) pour étudier le phénomène totalitaire.

## L'ANTI-COLONIALISME : PREMIER MOMENT CRITIQUE SIGNIFICATIF

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui découle en partie de cette sensibilité politique et sociale de l'homme, s'affirme d'ailleurs après la Première guerre mondiale, au départ de manière isolée chez quelques penseurs critiques.<sup>228</sup> Tranquillement, une mouvance anticolonialiste prend forme au sein de plusieurs radicalités ayant parfois peu d'affinités en commun : des courants anarchistes, communistes ou spiritualistes/traditionnalistes seront ainsi les premiers à attaquer de front le colonialisme. En 1927 par exemple, le spiritualiste et traditionaliste René Guénon (1886 – 1951) <sup>229</sup> dénonce l'Occident colonisateur avec une radicalité visionnaire surprenante, dans une interview publiée dans le journal français Comœdia du 14 février 1927 : « *On parle d'une menace de l'Orient ? Moi je crois qu'il faudrait plutôt parler d'une menace de l'Occident. C'est l'Occident qui a envahi l'Orient, il me semble ! C'est l'Occident qui cherche à imposer partout son esprit. (...) L'Occident va tout droit à sa perte et risque d'entraîner avec lui le reste du monde ! L'esprit mauvais,*

---

<sup>228</sup> Ironiquement, ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (ou droit à l'auto-détermination des peuples) a été aussi instrumentalisé par l'impérialisme allemand pour la conquête de territoires pendant la Deuxième guerre mondiale, pour affaiblir les états nations contenant des minorités allemandes. Pensons entre autres aux Sudètes dans ce qui est l'actuelle République Tchèque ou à la ville de Danzig en Pologne qui était composée à 95 % de germanophones.

<sup>229</sup> René Guénon eut une influence souterraine importante dans la vie intellectuelle française, occidentale et russe tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle. Il fut entre autres à la source de l'intuition originaire et centrale de l'anthropologue Louis Dumont. Suite à l'analyse d'un Guénon qui lit la « crise du monde moderne » à partir de l'orient, Louis Dumont ira vivre en Inde et regardera notre spécificité moderne à partir de la hiérarchie indienne (Notons que Dumont cherchera par la suite à minimiser l'influence de Guénon sur son œuvre, sans doute par souci d'acceptabilité universitaire). On trouve ainsi de nombreuses personnalités de tout horizon, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite du spectre politique, qui reconnaissent l'influence centrale de Guénon sur leur vie et leur pensée. André Breton, Umberto Eco, Mircea Eliade, Antonin Artaud, René Daumal ou Simone Weil en sont des exemples connus. Plus récemment et au niveau politique, c'est surtout dans les mouvances dites de « droite identitaire » que des personnalités publiques ont reconnu l'influence centrale de Guénon sur leur pensée. Pensons à Steeve Banon, conseiller stratégique du président américain Donald Trump qui fut limogé en août 2017, qui parla à plusieurs reprises de René Guénon comme étant une lecture de jeunesse à l'origine de sa pensée politique et idéologique actuelle. Ou à Alexandre Douguine, un idéologue du Kremlin proche du président Russe Vladimir Poutine, qui se revendique explicitement du courant Traditionnaliste guénonien. Ajoutons quand même que René Guénon se serait sans doute distancié de ces embarrassantes filiations : converti à l'islam soufi, il était à distance de toute formation politique, tout en percevant dans l'Occident moderniste et prométhéen la source de tous les maux. Pour plus de détails sur l'influence de René Guénon dans la vie intellectuelle du vingtième siècle, voir ces deux ouvrages : 1) ACCART, Xavier. 2005. *René Guénon ou le renversement des clartés : Influence d'un métaphysicien sur la vie littéraire et intellectuelle française (1920-1970)*. Paris : Archè EDIDIT. 2) BISSON, David. 2013. *René Guénon : Une politique de l'esprit*. Paris : Pierre-Guillaume de Roux.

*c'est lui. (...) D'ailleurs, quel pays européen n'a pas de vanité ? Nous nous imaginons qu'il n'y a que notre civilisation qui compte ! Avouez que c'est là un étrange esprit ! (...) À nous de nous corriger ! Si l'Occident doit se défendre, c'est avant tout contre lui-même !*  
»<sup>230</sup>

À gauche du spectre politique, la notion d'anti-impérialisme s'impose dans le mouvement communiste dès le début du 20<sup>ième</sup> siècle – surtout chez les communistes dissidents et antistaliniens – au moment où l'empire français commence à être perçu de plus en plus comme une entreprise d'exploitation.<sup>231</sup> La mouvance anarchiste partage aussi les mêmes préoccupations anticoloniales. En France, Daniel Guérin (1904-1998) fut parmi les premiers de cette mouvance à critiquer ouvertement l'entreprise coloniale française suite au voyage qu'il fit dans la Syrie sous mandat français en 1927 et dans l'Indochine en 1930 : « *Je vis à l'œuvre les colonialistes, militaires, civils, ecclésiastiques, leur racisme, leur brutalité, leur cynisme, leur fatuité, leur sottise* »<sup>232</sup>, écrira-t-il au retour d'Indochine. Il sera suivi de près par Simone Weil, qui fut suspectée dès sa première année d'enseignement, en 1931<sup>233</sup>, de distiller une critique trop radicale de l'empire colonial français.<sup>234</sup> Simone Weil démissionnera de l'enseignement public peu de temps après ces premières tensions avec l'administration républicaine. En 1938, elle s'approprie le « J'accuse » de Zola pour condamner l'entreprise coloniale : « *J'accuse l'État français et les gouvernements*

<sup>230</sup> <https://www.cahiersdelunite.com/interview-guenon-comoedia>

<sup>231</sup> Les violences de la colonisation au Congo décrites dans le roman « Au cœur des ténèbres » de Joseph Conrad parue en 1899, tout comme les rapports de la mission française Voulet-Chanoine au Tchad qui parurent au même moment et qui décrivaient les nombreux massacres et les abus de pouvoir des officiers Voulet et Chanoine envers les populations locales, marquèrent les esprits progressistes qui étaient souvent en faveur de la colonisation et initièrent un retournement anticolonial en France.

<sup>232</sup> GUÉRIN, Daniel. 1973. *Ci-gît le colonialisme : Algérie, Inde, Indochine, Madagascar, Maroc, Palestine, Polynésie, Tunisie, témoignage militant*. Paris : Mouton.

<sup>233</sup> Rappelons qu'en 1931 s'est tenue à Paris l'exposition coloniale universelle, qui faisait l'éloge de l'Empire français. À côté des éléphants, des fakirs et des vestiges archéologiques ramenés du monde entier, on y trouvait des zoos humains où des Malgaches, des Sénégalais et des Congolais figuraient comme indigènes. 8 millions de personnes ont visité cette exposition. Seul le parti communiste et quelques anarchistes marginaux (dont Simone Weil) s'y opposèrent à l'époque.

<sup>234</sup> Simone Weil a écrit de nombreux articles sur la question coloniale, dont : « Le sang coule en Tunisie » (1937), « Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français » (1938), À propos de la question coloniale, dans ses rapports avec le destin du peuple français » (1943). Voir à ce propos : WEIL, Simone. 2003 *On colonialism. An ethic of the other*. Lanham : Rowman & Littlefield.

*successifs qui l'ont représenté jusqu'à ce jour, y compris les deux gouvernements de Front Populaire ; j'accuse les administrations d'Algérie, de Tunisie, du Maroc ; j'accuse le général Noguès, j'accuse une grande partie des colons et des fonctionnaires français de menées antifrancaises en Afrique du Nord. Tous ceux à qui il est arrivé de traiter un Arabe avec mépris ; ceux qui font verser le sang arabe par la police ; ceux qui ont opéré et opèrent l'expropriation progressive des cultivateurs indigènes ; ceux qui, colons, industriels, traitent leurs ouvriers comme des bêtes de somme ; ceux qui, fonctionnaires, acceptent, réclament qu'on leur verse pour le même travail un tiers de plus qu'à leurs collègues arabes ; voilà quels sont ceux qui sèment en territoire africain la haine de la France. »<sup>235</sup>*

La mouvance anticolonialiste se consolide dans les années 1950 avec Frantz Fanon qui, dans « médecine et colonialisme »<sup>236</sup>, décrit l'impasse de la médecine coloniale en Algérie en des termes qui pourraient encore aujourd'hui faire réfléchir les travailleurs humanitaires contemporains. On ne peut comprendre la souffrance et les maux des Algériens que si l'on tient compte de l'effet aliénant du système colonial, dira Fanon. Les promoteurs de la médecine occidentale en zone coloniale doivent comprendre qu'ils font aussi partie du système oppressif et qu'en ce sens, leur travail ou leur assistance fait aussi partie du problème dans lequel se trouve le colonisé. On ne peut donc séparer médecine et politique selon Fanon, et ne serait-ce qu'à ce niveau, son analyse reste toujours pertinente.

Fanon est un des pères fondateurs du courant postcolonial et sa pensée sera au cœur du « tiers-mondisme » à son apogée dans les années 1970. Fait significatif pour notre propos - et comme je l'ai dit en conclusion de ma mission du Cameroun au chapitre 7 - c'est en attaquant le tiers-mondisme comme une entreprise idéologique qui a « *trop souvent masqué la réalité des faits* »<sup>237</sup>, que MSF se situera idéologiquement en 1985,

---

<sup>235</sup> WEIL, Simone. 1938. *Qui est coupable de menées anti-françaises ?*  
<http://www.matierevolution.org/spip.php?article3759>

<sup>236</sup> FANON, Frantz. (1959) 1972. « Médecine et colonialisme » IN *Sociologie d'une révolution*. Paris : François Maspero, p. 96 - 135.

<sup>237</sup> BRUNEL, Sylvie. 1987. *Tiers Mondes. Controverse et réalités*. Paris : Economica, p.5.

lors de la création de la fondation « Liberté sans Frontières ». Malgré la pertinence toujours valide de certaines critiques « antitotalitaires » à l'époque, l'ambiguïté entre MSF et les positions anticoloniales reste à souligner.

## LES THÉORICIENS DE L'IMPASSE PROGRESSISTE

Des premières critiques du développement et du progrès apparaissent dès les années 1930. Des auteurs se situant dans les mouvances anti-utilitaristes ou dans celles du personnalisme communautaire<sup>238</sup> comme Bernard Charbonneau (1910 – 1996), Jacques Ellul (1912 – 1994) ou Ivan Illich (1926-2002), donneront une impulsion critique en alimentant une critique du progrès et de la croissance, de l'industrialisation et de la modernisation hors des schèmes de pensées libérales, marxisantes ou fascisantes.

Dans « *Directives pour un manifeste personnaliste* »<sup>239</sup> paru en 1935, Jacques Ellul et Bernard Charbonneau font de la critique du progrès un prérequis à toute forme d'émancipation sociale. Assumant que les effets néfastes du progrès technique sont inséparables de ses effets favorables, ces auteurs soutiennent que les possibilités d'émancipation humaine ne peuvent se mesurer à l'aune de critères « progressistes ». « *Aujourd'hui, toute doctrine qui se refuse à envisager les conséquences du progrès, soit qu'elle proclame ce genre de problèmes secondaires (idéologie de droite), soit qu'elle le divinise (idéal de gauche), est contre-révolutionnaire* ».

---

<sup>238</sup> Le personnalisme apparaît dans les années 30 et se veut une réaction « spiritualiste » aux critiques marxistes, fascistes ou libérales de la modernité. La revue « Esprit » et son fondateur Emmanuel Mounier sont sans doute un des visages les plus connus de ce mouvement, qui réapparaît aujourd'hui dans les mouvements de « décroissance » ou les courants conservateurs de gauche français qui critiquent l'illimitation et le prométhéisme moderne. La revue d'écologie intégrale française « Limite », en est aujourd'hui un des véhicules les plus féconds.

<sup>239</sup> ELLUL, Jacques et CHARBONNEAU, Bernard. 2014. « Directives pour un manifeste personnaliste » IN *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous*. Paris : Seuil.



Le progrès technique n'est pas neutre, disent Ellul et Charbonneau, il n'est pas qu'un moyen en vue d'une fin. Le progrès technique nous impose entre autres des orientations globales qui induisent une manière de se rapporter à l'entièreté du réel qui est lourd d'impact et qui réduit considérablement l'autonomie de l'homme. Pris dans un dispositif techno-bureaucratique (et aujourd'hui virtuel) de plus en plus lourd, c'est la possibilité même du politique qui est questionnée par le progrès, disent ces auteurs. « *Les idéologies ne comptent plus* », dira Ellul dès la sortie de la deuxième guerre mondiale. « *Que l'on ait un discours communiste ou un discours capitaliste, un discours libéral ou un discours socialiste, en réalité on est obligé de faire à peu près la même chose.* »<sup>240</sup>

Ivan Illich s'appuiera sur les intuitions d'Ellul pour développer sa critique de la société industrielle et du développement. Des 1971, Illich connaît un certain succès planétaire<sup>241</sup> et est reçu par quelques chefs de gouvernement comme Indira Gandhi en Inde, Pierre Trudeau au Canada, le Shah en Iran, Georges Pompidou en France et bien d'autres en Amérique du Sud, chez qui il cherchera à influencer les politiques. Dans le sillage du rapport du club de Rome de 1970<sup>242</sup> sur l'impasse écologique et politique du progrès industriel, Illich attaque l'idéologie du développement et soutient que « *les deux tiers de l'humanité peuvent encore éviter de traverser l'âge industriel s'ils choisissent dès à présent un mode de production fondé sur un équilibre post-industriel - celui-là même auquel les nations surindustrialisées vont être acculées par la menace du chaos.* »<sup>243</sup>

---

<sup>240</sup> ELLUL, Jacques. 2008. « *Ellul par lui-même entretiens avec Willem H. Vanderburg* ». Paris : La petite vermillon, p.122

<sup>241</sup> À partir de 1978, Illich se retirera graduellement de la scène. En 1983, son ouvrage « *Le Genre vernaculaire* » sera critiqué comme trop nostalgique de la tradition par des représentantes du mouvement féministe. À partir de ce moment, Illich sera partialement oublié jusqu'au début des années 2000 (il décède en 2002). Il est aujourd'hui redécouvert par le mouvement écologiste et le mouvement Décroissant, qui voient en lui un précurseur de l'écologie politique. Dans son ouvrage « *Penser dans l'urgence. Parcours critique d'un humanitaire* », Rony Brauman aborde l'œuvre d'Illich et invite à revisiter sa pensée et sa critique de la médecine, féconde pour penser les limites de l'humanitaire selon Brauman.

<sup>242</sup> Le Club de Rome. 1973 : *Halte à la croissance ?* Paris : Fayard.

<sup>243</sup> ILLICH, Ivan. 1973. *La convivialité*. Paris : Le Seuil.

La thèse centrale d'Illich est simple : au-delà de certains seuils, les institutions mises en place par le développement industriel deviennent nocives (sans nécessairement le savoir ou le vouloir) et ont de moins en moins rapport à leur finalité première. De moyen qu'ils étaient au départ (l'école pour former, la médecine pour soigner, le développement pour moderniser, etc.), ces institutions tendent à devenir leur propre finalité. C'est en ce sens que le développement est « contre-productif », au sens où ses conséquences globales (pollution, fardeau fiscal, destruction du paysage urbain et rural, dépendance aux experts en tout genre, etc.) dépassent de loin ses quelques bénéfices réels (traitement de certaines maladies, alphabétisation, etc.).

Pour Illich, un moyen technique « trop efficace » en vient presque automatiquement à créer un monopole qui empêche l'accès à toute autre alternative, occasionnant de nouvelles servitudes, puisque l'homme doit désormais adapter son rythme de vie à l'outil. L'individu perd ici son autonomie et sa dignité, et l'outil finit parfois même par remplacer l'homme.

Le cas des transports et de l'automobile, qui a été étudié en profondeur par Illich, nous offre une métaphore parlante à ce propos. Quiconque s'aventure à faire une promenade à pied sur le bord d'une autoroute s'aperçoit rapidement qu'il est de trop, la voiture ayant pris dans ce cas précis la place de l'homme. Cet exemple peut servir d'analogie pour comprendre les formes « d'obsolescence de l'homme<sup>244</sup> » pouvant découler du développement des institutions de la société industrielle.

Nous pouvons aussi regarder l'humanitaire et son impressionnante expertise technique à partir de cette critique illichienne. Réfléchissons par exemple à l'énorme dispositif technique et logistique de MSF. Ce qui au départ a motivé la mise en forme de *guidelines* et de kits devient maintenant une exigence pour la poursuite du développement des projets. L'humanitaire d'urgence s'est constitué par un impressionnant dispositif technique qui rend les équipes humanitaires sur le terrain

---

<sup>244</sup> ANDERS, Günters. 2002 (1956). *L'obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris : Encyclopédie des nuisances.

complètement prisonnières de leur propre organisation logistique. Camions et 4X4, radios satellites, ordinateurs et maisons climatisées, créent un environnement artificiel qui place les équipes dans un monde parallèle où le temps et l'espace se mesurent dans des unités fort différentes de celle du pays dans lequel ils se trouvent. Les équipes humanitaires sont bien souvent dans une bulle, un non-lieu, un espace virtuel, une mission qui pourrait être partout et nulle part. Les mêmes kits pour répondre à telle urgence se retrouvent à l'identique d'un bout à l'autre de la planète. Et la gestion d'un tel dispositif est si absorbant qu'elle finit par occuper beaucoup plus de place que l'action humanitaire comme telle. Les moyens logistiques deviennent une fin en eux-mêmes et l'approche d'Illich permet de le voir sans faux fuyant.

Le « *prétendu développement* » est aussi l'idéologie principale du capitalisme, dira Illich dans « le travail fantôme »<sup>245</sup> publié en 1981. L'idéologie du développement permet de légitimer la guerre que fait l'oligarchie libérale à l'économie de subsistance, en délégitimant « l'ordre vernaculaire » et traditionnel afin d'établir partout le mode de production et de consommation du Capital. En faisant disparaître l'univers symbolique, religieux et culturel des populations du globe, le développement transforme la pauvreté en misère, tout en accentuant les inégalités entre riches et miséreux. En ce sens, c'est aussi au niveau symbolique et civilisationnel que l'enjeu est central et l'impasse contemporaine ne peut être réduite à des enjeux économiques, à des enjeux de mobilité ou de frontières, comme le proposent certains altermondialistes qui tendent à réduire les malheurs du monde au triomphe du néolibéralisme. « *Sans croissance négative*, disait Ivan Illich à la fin des années 1970, « *il est impossible de maintenir l'équilibre écologique, d'arriver à la justice entre les régions du monde et à la paix entre les peuples. Et il faut que cette tendance soit beaucoup plus accentuée dans les pays riches que dans les pays pauvres. Le maximum à quoi chacun puisse prétendre, c'est un accès égal aux ressources rares du monde d'un niveau peut-être comparable à celui des nations actuellement les plus pauvres.*<sup>246</sup> ».

---

<sup>245</sup> ILLICH, Ivan. 1981. *Le Travail fantôme*. Paris : Seuil.

<sup>246</sup> ILLICH, Ivan. 2005 « Sexisme et croissance économique », In *Œuvres complètes Volume 2*. Paris. Fayard, p.261.

Ivan Illich a aussi étudié l'idéologie médicale comme paradigmatique de cette dépossession. «*L'entreprise médicale menace la santé*», dira Illich en ouverture de son ouvrage «*Némésis médical*» de 1975, *c'est-à-dire (qu'elle menace) la capacité de faire face de manière autonome à la maladie et la mort, à la finitude de l'être humain.* »<sup>247</sup>

La médecine est désormais partie intégrante du système industriel global et enchaîne l'homme à ce dispositif planétaire de manière insidieuse. Il y a certes un combat politique et juridique à mener pour contrer «*l'invasion médicale*», mais ce combat ne peut se faire sans renouer aussi avec une entente plus «*traditionnelle*» de la condition humaine : «*J'invite chacun à détourner son regard, ses pensées, de la poursuite de la santé à tout prix, et à cultiver l'art de vivre. Et, tout aussi importants aujourd'hui, l'art de souffrir et l'art de mourir.* »<sup>248</sup>

En France, la revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales) fondée en 1981, s'inscrit à l'intérieur de ce courant critique. Le MAUSS, qui critique l'utilitarisme et la rationalité instrumentale en philosophie morale, en économie et en politique, produira quelques critiques radicales du développement, vu comme une entreprise impérialiste<sup>249</sup> d'occidentalisation du monde<sup>250</sup>, qui détruit toutes possibilités d'émancipations locales. Membre du Mauss, l'économiste français Serge Latouche publie en 1986, «*Faut-il refuser le développement ?*»<sup>251</sup>, ouvrage qui questionne l'hétéronomie qu'amène l'aide au développement, vue comme un paradigme destructeur qui accentue la dépendance au macro-système économique

---

<sup>247</sup> ILLICH, Ivan. Mars 1999. « Un facteur pathogène prédominant. L'obsession de la santé parfaite. » IN *Le monde diplomatique*. <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/03/ILLICH/2855>

<sup>248</sup> ILLICH, Ivan. 1975. *Nemesis medical*.

<sup>249</sup> LATOUCHE, Serge. 1984. *Critique de l'impérialisme : Une approche marxiste non léniniste des problèmes théoriques du sous-développement*. Paris : Anthropos.

<sup>250</sup> LATOUCHE, Serge. 1989. *L'Occidentalisation du monde : Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris : La Découverte.

<sup>251</sup> LATOUCHE, Serge. 1986. *Faut-il refuser le développement ?* Paris : PUF.

planétaire<sup>252</sup>. L'inséparabilité entre le développement, la misère et la clochardisation des pays du sud y est développée, exemples à l'appui, tout au long de l'ouvrage.

Au Québec, le sociologue Michel Freitag situe la question du développement dans un axe ontologique similaire et questionne les fondements de la philosophie du développement. En se demandant en 2003 « *combien de temps le développement peut-il encore durer* »<sup>253</sup>, Freitag nous rappelle que la condition humaine et le monde dans lequel elle se déploie sont incompatibles avec le projet de croissance illimitée qui nous tient lieu d'horizon social. Dans son essence même, le développement repose donc sur un aveuglement et une fuite civilisationnelle vers le toujours plus qui est irréalisable en pratique.

Ces analyses rejoignent les constats alarmistes souvent vulgarisés depuis quelques années par un nombre croissant de scientifiques et d'écologistes, qui soutiennent de manière imagée qu'il faudrait plusieurs planètes si sept milliards d'humains partageaient notre mode de vie : en d'autres mots, qu'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. « *La croissance infinie des biens et des services qui fonde le développement de nos sociétés est impossible. Ou, si l'on préfère, suicidaire.* », constatait l'ancien rédacteur en chef du journal Le Monde, Jean-Paul Besset, en 2005. « *Elle est incompatible avec la stabilité de la biosphère et inaccessible à l'essentiel de la population mondiale. Elle ne saurait donc tenir lieu de projet de civilisation. L'humanité a atteint le bout ultime de la voie progressiste qu'elle a empruntée au début de la modernité* ». <sup>254</sup>

Pour le dire autrement, il y a une limite au « rattrapage » entre le sud et le nord et les pauvres ne deviendront pas riches. Le rêve universel de prospérité à l'occidentale,

---

<sup>252</sup> LATOUCHE, Serge. 1995. *La Mégamachine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès* (Essai à la mémoire de Jacques Ellul). Paris : La Découverte.

<sup>253</sup> FREITAG, Michel. 2007. « Combien de temps le développement peut-il encore durer ? », *Société*, 27 : 209-241.

<sup>254</sup> BESSET, Jean-Paul. 2005. *Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire*. Paris : Fayard.

« l'Américan Dream » devenue aspiration mondiale, est en réalité le cauchemar de l'avenir. Nous devons donc assumer l'impasse et surtout penser à l'urgente nécessité du partage. *« L'avenir peut-il se stabiliser quand le 1% le plus riche de la population mondiale dispose d'autant de revenus que les 57 % les plus pauvres ou quand la fortune de trois personnes est équivalente au PIB total des 48 pays les plus démunis. (...) L'humanité supportera-t-elle encore longtemps qu'en son sein un milliard de personnes tentent de survivre avec moins d'un dollar par jour pendant qu'un autre milliard d'individus accaparent 80% des richesses mondiales ? »*<sup>255</sup>

Ainsi, le néolibéralisme et la marchandisation du monde qui l'accompagne rencontrent aujourd'hui le mur du ravage de la terre et de ses « ressources », ainsi qu'une inégalité ahurissante couplée d'une bulle financière spéculative, le tout sous fond d'état d'urgence permanent entretenu par une solide propagande diffuse.

Ces questions touchent l'humanitaire de plein fouet. Si les valeurs humanistes cardinales de notre monde sur lesquelles repose l'humanitaire contemporain ne peuvent se déployer qu'à partir d'une organisation matérielle, économique et sociale difficilement accessible à la plupart des habitants de la terre, au nom de quoi peut-on légitimer des interventions qui propagent (ne serait-ce qu'implicitement) ce même mode de vie ?

Dans son chapitre « Questions aux défenseurs des droits de l'homme », Jean Bricmont<sup>256</sup> rappelle que nous sommes parvenus à notre niveau de développement au terme d'un long processus historique qui reposa sur une domination planétaire généralisée, un sentiment de supériorité raciale et civilisationnelle, des guerres coloniales, des pillages, l'élimination de populations autochtones, le travail des enfants dans les usines et surtout sur la possibilité d'envoyer le surplus humain européen en temps de crises coloniser des pans entiers de la terre (l'Amérique du

---

<sup>255</sup> BESSET, Jean-Paul. 2005. *Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire*. Paris : Fayard, p.284.

<sup>256</sup> BRICMONT, Jean. 2006. *L'impérialisme humanitaire*. Montréal : Lux Editeur.

nord, l'Australie, etc.). « *Il faut alors se demander, dit Bricmont, comment des pays qui se trouvent à un autre niveau de développement socio-économique peuvent accéder à celui que nous connaissons ; et, en particulier, comment ils peuvent le faire tout en adhérant à des normes en matière de droits de l'homme que nos sociétés ne respectaient pas le moins du monde lorsqu'elles en étaient à leur stade de développement.* »<sup>257</sup>

En défendant désormais les droits de l'homme partout sur la terre et en s'ingérant dans le cadre de guerres humanitaires au nom de la responsabilité de protéger les populations, ne ressemblons-nous pas à « *un mafioso qui, vieillissant, décide de défendre la loi et l'ordre, de s'attaquer à ses collègues plus petits que lui et de prêcher l'amour du prochain et le respect de la vie.* » ? Et cela d'autant plus que ce mafioso garde « *néanmoins les biens illégalement acquis et (jouit) des rentes que ceux-ci lui procurent. Qui ne dénoncerait là une immense hypocrisie ? Cependant, personne ou presque ne réagit de cette façon face au discours de l'Occident défenseur des droits de l'homme, et il est difficile de comprendre les raisons de cette attitude.* »<sup>258</sup>

Il demeure toutefois très difficile d'assumer pleinement les conséquences de ces constats, dans le contexte actuel d'unification mondiale par la technique, qui s'accompagne d'inégalités abyssales. Et cela, au moment même où l'aspiration au mode de vie à l'occidental est désormais la norme planétaire dominante. Comme l'écrivait Mark Duffield en 2012 : « *Les gens, dans le Sud, désirent des progrès politiques et matériels réels. Ils veulent vivre dans le type de maisons que nous faisons, conduire le même genre de voitures, avoir des emplois similaires et accéder aux systèmes éducatifs et de santé dont nous profitons. Penser autrement est inacceptable.* »<sup>259</sup>

Pour quiconque se préoccupe de justice, c'est donc à l'intérieur de ces apories et des contradictions insolubles du mode de rapport au monde occidental désormais

---

<sup>257</sup> BRICMONT, Jean. 2006. *L'impérialisme humanitaire*. Montréal : Lux Éditeur, p.84.

<sup>258</sup> Op. Cit., p.83.

<sup>259</sup> DUFFIELD, Mark. 2012. *Autour d'un livre* Mark Duffield, *Development, Security and Unending War : Governing the World of Peoples*, Cambridge, Polity, 2007, IN "Politique Africaine", No 125. Éditions Karthala, p.43 <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-215.htm>

mondialisé, que la question de l'humanitaire et de l'aide internationale doit aujourd'hui se formuler.

## L'ANTHROPOLOGIE AMÉRICAINE DU DÉVELOPPEMENT

Du côté de l'anthropologie américaine, des premières critiques du développement apparaissent vers la fin des années 1980 et inaugurent un tournant épistémologique essentiel pour notre propos. Dans « *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World* », Arturo Escobar analyse l'entreprise du développement international à partir d'une critique du discours inspirée de Michel Foucault. Comme le dévoile Escobar, l'ère du développement naît dans le sillage du discours d'investiture du président des États-Unis Harry Truman du 20 janvier 1949. Dans ce discours, le président Truman désigne la situation mondiale de l'humanité en ces termes : « *Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères.* »<sup>260</sup>

En nommant des pans entiers de l'Asie, de l'Afrique et d'Amérique du sud comme étant « sous-développés », le discours du président Truman met implicitement dans l'ombre la diversité culturelle, sociale, géographique, spirituelle et humaine au profit d'une vision purement économique du monde, mesurable quantitativement par le PIB (produit intérieur brut). Escobar voit ici un tournant : Le combat contre le « *sous-développement* » prendra à partir de ce moment le relais de la *mission civilisatrice* des anciennes puissances coloniales européennes et ouvrira la voie à une organisation du monde en accord avec les prétentions impériales américaines.

---

<sup>260</sup> MAFOUTA, Noël Izenzama. 2008. *Le paradigme écologique du développement durable en Afrique subsaharienne à l'ère de la mondialisation*. Berne : Publications universitaires européennes, p.50.



Le développement né sous l'impulsion de Truman avait trois caractéristiques : il était étatique, il visait des programmes de longue durée et fonctionnait avec des budgets qui étaient en grande partie publics. Aux USA, cet horizon donna naissance au programme de développement international qu'est l'*Act for International Development*, pendant qu'en Europe, c'est plusieurs institutions d'outre-mer conçues en période de colonisation qui se transformeront en agences de développement. En France par exemple, la *Caisse centrale d'institution d'outre-mer* devient en 1958 la *Caisse centrale de coopération économique* (CCCE), pour ensuite se transformer en *Caisse française de développement* (CFD) en 1992, pour finalement se nommer depuis 1998 l'*Agence française de développement* (AFD).<sup>261</sup>

En France, cette aide publique au développement se met en place au moment même où le Général de Gaulle déclare ouvertement que la France a besoin de son ancien empire pour son approvisionnement énergétique et pour préserver sa place de grande puissance dans le monde. « *Tous les pays sous-développés qui hier dépendaient de nous et qui sont aujourd'hui nos amis préférés demandent notre aide et notre concours. Mais cette aide et ce concours, pourquoi les donnerions-nous si cela n'en vaut pas la peine?* »<sup>262</sup>, dit de Gaulle lors d'une conférence de presse.

Le dispositif néocolonial de contrôle des anciennes colonies françaises nommé « *Françafrique* »<sup>263</sup>, conçu par Jacques Foccart sous le Général de Gaulle, est mis en place dès les indépendances. Sa collusion avec l'aide publique au développement a été dénoncée à quelques reprises par des chercheurs universitaires et par des membres de gouvernements africains. Pensons à l'économiste français François-Xavier Verschave, à l'origine de l'expression « *Françafrique* » qui, dans son ouvrage

---

<sup>261</sup> À ce propos, voir l'excellente thèse de doctorat de Julien Meimon : MEIMON, Julien. 2005. « *En quête de légitimité. Le ministère de la coopération (1959 - 1999)* ». Thèse de doctorat en science politique. Université de Lille 2.

<sup>262</sup> BARLET, Olivier. *Africultures*. La revue des cultures africaines. No. 83. Janvier 2011.

[http://www.revues-plurielles.org/php/index.php?nav=revue&no=1&sr=2&no\\_article=11805](http://www.revues-plurielles.org/php/index.php?nav=revue&no=1&sr=2&no_article=11805)

<sup>263</sup> Qui fut mis à mal par l'affaire ELF de 1994 avec la mise à jour de réseaux de corruption mettant en cause de grands patrons et des personnalités politiques françaises et africaines.

« *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?* », paru en 2000, dira qu'un « *pays est d'autant plus aidé par la France qu'il est riche de matières premières, l'aide française ayant tout l'air d'un lubrifiant de leur exploitation.* »<sup>264</sup> Après la parution de cet ouvrage qui critique autant la politique française que les dictatures africaines, trois chefs d'États africains, Omar Bongo, Idriss Déby et Denis Sassou-Ngesso, poursuivront François-Xavier Verschave et son éditeur en justice, pour offense à chef d'État étranger. Bien que ces derniers aient perdu leur procès et que les thèses de François-Xavier Verschave soient critiquables sous certains angles – il manque entre autres à Verschave une expérience concrète de l'Afrique - ces quelques exemples nous rappellent que l'aide publique au développement n'existe pas en vase clos et est difficilement séparable des intérêts stratégiques et économiques des pays aidants, comme de l'intérêt des dirigeants des pays « aidés ».<sup>265</sup>

Les autres pays occidentaux emboîteront d'ailleurs rapidement le pas en développant des réseaux similaires d'aide financière et de coopération technique en direction des pays pauvres. Le Canada par exemple crée l'ACDI - agence canadienne de développement international - en 1968 pour coordonner le programme d'aide publique au développement du Canada.

À l'image d'Escobar, d'autres anthropologues se pencheront de manière similaire sur ce nouveau visage du monde qui se dessine à travers les projets de développement. S'appuyant lui aussi sur les travaux de Michel Foucault, l'anthropologue James Fergusson explore les conséquences locales du discours et des pratiques du

---

<sup>264</sup> VERSCHAVE, François-Xavier. 2000. *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?* Paris : Les arènes

<sup>265</sup> Pour rejoindre ce que je disais plus haut sur le Cameroun, pensons par exemple à la société de coupe forestière Pallisco, filiale du français Pasquet, qui est une des principales compagnies de coupe à l'est du Cameroun. Depuis les années 1990, elle est l'objet de nombreuses critiques de la part des ONG de protection de l'environnement, comme des populations locales qui ont perdu l'accès à la forêt et leur principale source de revenu. En réponse à ces critiques, la société de coupe Pallisco a démarré des projets de construction d'écoles et de plantations d'arbres, financés en partie par l'Agence française de développement. Ici, la collusion entre une agence de développement et la domination d'une multinationale est patente.

développement, dans une étude de cas sur un projet de développement canadien au Lesotho, financé par l'ACDI.<sup>266</sup>

En définissant un projet à partir de la notion de « développement », nous dit Fergusson, on se coupe automatiquement de l'histoire et du contexte géographique, pour isoler abstraitement le pays à développer. Alors qu'au Lesotho, 70% des revenus des ruraux proviennent du travail de migrants dans les mines et l'industrie en Afrique du sud, Fergusson souligne que les documents de la banque mondiale sur ce pays le décrivent comme étant coupé du monde avec « une agriculture de subsistance » qui serait « en attente de développement ». Dans le cas du Lesotho donc, le développement dépolitise la question de l'allocation des ressources, tout en renforçant le pouvoir bureaucratique. La critique globale de Fergusson sera radicale : le développement est une entreprise en grande partie construite pour asservir les peuples; elle détruit les savoirs et les savoir-faire locaux et participe de la domination capitaliste en empêchant toute prise en main locale.

Le médecin et anthropologue de la santé Paul Farmer, présent en Haïti de 1983 à 1990 au moment où apparaissent les premiers cas de SIDA, tentera de démontrer que la paupérisation des populations qu'il côtoie au village de Dokai – avec plusieurs personnes atteintes du VIH - doit son existence à un projet de développement élaboré à Washington. En 1949, le gouvernement haïtien signe un accord avec la Import-Export Bank pour la construction d'un barrage visant l'électrification de Port au Prince. En inondant une vallée fertile habitée, ce projet de développement a chassé du jour au lendemain les paysans qui ont tout perdu – bétail, maisons, style de vie, rapport au monde, etc. – pour se retrouver en bidonvilles. Les récits de vie recueillis par Farmer dévoilent la perte de repères et de ressources économiques qui suivirent l'inondation causée par le projet de développement, engendrant de nouvelles formes

---

<sup>266</sup> FERGUSON, James. 1990. *The Anti-Politics Machine. Development, depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge : Cambridge University Press.

de violence et de désespérances, conduisant certains à se prostituer et la majorité à vivre dans une dépendance accrue au macro-système économique.

Autrement dit, pour Farmer, l'épidémie du sida en Haïti s'explique en grande partie par l'histoire et la géopolitique mondiale, qui place Haïti depuis son indépendance dans un réseau de relations économiques et politiques internationales qui lui sont néfastes. Et son approche nous aide à comprendre que l'aide publique au développement s'inscrit elle aussi à l'intérieur de ce paradigme.

Le concept clé qui sous-tend la thèse de Farmer – et qui fera fortune dans la discipline anthropologique – est celui de « violence structurelle »<sup>267</sup>, c'est-à-dire ces formes de dominations politiques, économiques et symboliques invisibles qui maintiennent des populations entières en situation de grande pauvreté ou de violence larvée et qui déterminent en grande partie ses souffrances.

C'est à situer l'entreprise humanitaire au cœur de cette violence structurelle, comme participant de cette injustice globale en la légitimant derrière de bons sentiments ou, de manière plus nuancée, comme étant prisonnière de sa logique interne, que les principales critiques de l'aide humanitaire porteront leur regard à partir du milieu des années 1990.

Notons toutefois qu'à la différence d'Escobar ou de Fergusson, Farmer initiera un courant activiste et engagé, avec la fondation de son ONG *Partners in Health*, qui l'amène à côtoyer le clan Clinton<sup>268</sup> et à participer à des levées de fonds sur scène lors de concerts rocks, entre autres avec le groupe rock montréalais Arcade Fire.<sup>269</sup>

---

<sup>267</sup> Comme l'ont noté certains théologiens de la libération, il serait sans doute préférable d'utiliser le terme « d'injustice structurelle », plutôt que celui un peu vague de « violence » structurelle.

<sup>268</sup> Au point de devenir un ami proche de Bill Clinton.

<sup>269</sup> Régine Chassagne, chanteuse et leader du groupe Arcade Fire, est très impliquée dans les projets haïtiens de l'ONG *Partners in Health*. Elle en fait régulièrement la promotion lors de ses concerts en Europe ou en Amérique du Nord.

L'anthropologie médicale critique nord-américaine qui se développe à partir des années 1990 tend d'ailleurs à être engagée dans plusieurs interventions médicales en zones de paix comme en zones de conflits. On peut penser ici au parcours de Vinh Kim Nguyen avec sa catégorie de biocitadin<sup>270</sup> ou à Mary Jo DelVecchio Good et Byron Good<sup>271</sup> et de leur intervention après le tsunami en Indonésie, dont la pratique anthropologique est inséparable d'un champ d'action de secours à l'international. Dans une moindre mesure, le parcours de Peter Redfield, qui fera une ethnographie de MSF<sup>272</sup> à partir de terrains en Ouganda (au moment où j'étais d'ailleurs l'administrateur de MSF/Suisse à Kampala), s'inscrit aussi dans ce courant activiste.

### **L'HUMANITAIRE : UN VISAGE DU NÉOLIBÉRALISME ?**

En 1977, l'autodidacte Paul Virilio écrit « Vitesse et politique : essai de dromologie », dans lequel il nous met face à une évidence : « *Nous l'avions semble-t-il oublié, à côté de la richesse et de son accumulation, il y a la vitesse et son accélération, sans lesquelles, centralisation et capitalisme auraient été impossibles. (...) Après avoir longtemps signifié la suppression des distances, la négation de l'espace, la vitesse équivaut soudain à l'anéantissement du Temps : c'est l'état d'urgence.* »<sup>273</sup>

Une nouvelle temporalité signe notre présent et c'est ce que réalisent à leur manière plusieurs penseurs critiques de l'aide internationale, à un moment où plusieurs acteurs de l'aide internationale prennent conscience de la place prépondérante que commence à avoir l'humanitaire, dans les représentations populaires comme sur les terrains d'interventions. C'est aussi à ce moment que certains protagonistes du

---

<sup>270</sup> NGUYEN, Vinh-Kim. 2010. *The Republic of Therapy: Triage and Sovereignty in West Africa's Time of AIDS*. Durham : Duke University Press Books.

<sup>271</sup> GOOD, Byron et GOOD, Mary-Jo DelVecchio. 2008. *Postcolonial Disorders*. University of California press.

<sup>272</sup> REDFIELD, Peter. 2013. *Life in crisis. The Ethical Journey of Doctors Without Borders*. University of California press.

<sup>273</sup> VIRILIO, Paul. 1977. *Vitesse et politique : essai de dromologie*. Paris : Éditions Galilée.

développement porteront un regard inquiet et très critique sur le tournant pris par l'aide humanitaire.

C'est aussi vers le milieu des années 1990 que les anthropologues commencent à réfléchir sur ce phénomène émergent qu'est l'humanitaire. L'anthropologue Mariella Pandolfi, qui fut avec Didier Fassin une pionnière de ce champ d'étude, s'étonna au milieu des années 90 de l'absence de considération de l'anthropologie pour l'humanitaire et l'exprima en ces termes : « *Beaucoup de territoires devenus indépendants depuis la fin du colonialisme ont également connu de massives entreprises de coopération humanitaire. Les travaux des anthropologues sur ces pays sont restés muets sur ces armées de volontaires, d'experts internationaux, de cadres et de soldats, comme si leur présence n'avait pas d'impact sur les écosystèmes culturels réifiés par l'écriture ethnographique. Pourquoi a-t-on attendu jusqu'à présent pour commencer de mentionner cette réalité massive en Afrique et en Asie, cette introduction générale sur tous les territoires étrangers d'un dispositif standardisé fait de capacité d'organisation, de liberté, de droits de l'homme et de garantie de la paix?* »<sup>274</sup>

Ces questionnements et ces interrogations ne furent pas uniquement le fait des spécialistes du développement, de la science politique, des universitaires critiques ou des anthropologues. Les humanitaires eux-mêmes furent nombreux à se questionner sur leur propre pratique et certains n'hésitèrent pas à tracer des liens entre leur pratique humanitaire et les nouvelles formes planétaires d'ultra-libéralisme. Je pense en particulier ici à Rony Brauman, dont le parcours humanitaire chez MSF s'accompagna d'une critique permanente à partir des années 1985 et dont le combat lucide contre l'ingérence humanitaire et le militaro-humanitaire reste encore aujourd'hui une référence en la matière. Pensons aussi à Jean-Christophe Ruffin<sup>275</sup>

---

<sup>274</sup> PANDOLFI, Mariella. *Une souveraineté mouvante et supracoloniale. L'industrie humanitaire dans les Balkans*. Multitudes 2000/3, n° 3, p. 97-105.

<sup>275</sup> De 1976 à 2006, Jean-Christophe Ruffin fut tour à tour vice-président de MSF, directeur médical d'Action contre la faim, président d'Action contre la faim, administrateur de la Croix Rouge française, conseiller du secrétaire d'État aux Droits de l'homme en France et Ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie.

qui, en écrivant « *Le piège humanitaire. Quand l'humanitaire remplace la guerre* » en 1986, et son roman « *Les causes perdues* »<sup>276</sup> en 1999, dévoila sans concessions les manipulations politiques et les tensions internes à l'univers humanitaire, dont les membres ressemblent souvent à de pauvres aventuriers paumés, perdus dans un univers situé à mille lieux de l'image que renvoie le marketing humanitaire.

Fait à noter, c'est parfois de l'intérieur du milieu humanitaire que la critique fut la plus virulente et la plus radicale. En 2002 par exemple, la présidente d'Action contre la faim Sylvie Brunel se retire avec fracas de l'humanitaire, après 18 ans passés dans le milieu. Elle publie en 2003 un ouvrage qu'elle intitule « *Frontières* »,<sup>277</sup> dans lequel elle dénonce l'univers humanitaire comme étant un pur produit du néolibéralisme, gangréné par l'hypocrisie et la fausse conscience. L'humanitaire est une « *charity business qui fonctionne selon les pires modalités du capitalisme sauvage* », dénonce Brunel. « *Pensons à ce bordel devant lequel se garent plusieurs soirs par semaine les 4x4 des différentes ONG du secteur* », mais aussi à la fragilisation des économies locales, avec même dans certains endroits, « *comme à Kaboul en 2002* », une population locale qui ne peut plus se loger correctement, « *les volontaires occidentaux s'étant approprié à prix d'or les logements disponibles.* »

Avec une gestion « *au seul profit de la technostructure: siège luxueux, frais de mission exorbitants, comptes truqués, rapports de mission fantaisistes* », la vie des volontaires en mission rappelle le « *joli temps des colonies* ». De plus, ces organisations qui se disent « *non gouvernementales* », sont de facto financées à plus de 75% par des gouvernements qui leur dictent les projets, dit Brunel (à l'exception notable de MSF qui est financé à près de 90% par des fonds propres). Mais pire encore, les ONG ne sont pas que le visage souriant d'un monde de plus en plus soumis aux multinationales, « *les ONG servent aussi les dictateurs du tiers monde en les dispensant*

---

<sup>276</sup> RUFFIN, Jean-Christophe. 1999. « Les causes perdues ». Paris : Gallimard. Et RUFFIN Jean-Christophe, 1986, *Le piège humanitaire. Quand l'humanitaire remplace la guerre*, Paris, Jean-Claude Lattès.

<sup>277</sup> BRUNEL, Sylvie. 2003. *Frontières*, Paris : Denoël.

*d'assumer leurs responsabilités et en alimentant - contraintes et forcées - leurs comptes en Suisse. » Et pendant que les travailleurs humanitaires vont soigner les habitants des pays du sud en vivant dans les anciennes demeures des colonisateurs, « c'est autant de jeunes médecins et de cadres originaires de ces pays et formés à prix d'or qui désertent et s'installent, sitôt leur diplôme en poche, dans les confortables banlieues des grandes villes européennes. »*

La contradiction est devenue insoutenable pour Sylvie Brunel qui a passé 18 ans dans ce milieu et « *les cruelles ambiguïtés qui pèsent sur les relations entre les ONG, les gouvernements occidentaux, les compagnies pétrolières et les dictatures locales* », doivent maintenant être dénoncées.

L'heure est donc à la surenchère critique en ces débuts d'années 2000 et l'anthropologie de l'humanitaire, qui est appelée à devenir acteur phare de ce mouvement, s'élaborera dans cet horizon de remise en cause multiforme où se côtoie l'uniformisation planétaire, l'immigration de masse, les guerres humanitaires et une refonte encore incertaine de l'ordre géopolitique du monde.

C'est ce que nous allons maintenant explorer dans le chapitre suivant.



## CHAPITRE 10 : L'ANTHROPOLOGIE DE L'HUMANITAIRE AU 21<sup>IÈME</sup> SIÈCLE

*« En passant de la raison à l'instinct, l'idée de justice acquiert une prodigieuse capacité de destruction. L'instinct de justice, disposant de toutes les ressources de la technique, s'apprête à ravager la terre. »*

Georges Bernanos

### INTRODUCTION

Ce chapitre questionne la place de l'humanitaire dans l'ordre international à partir des années 1990 et l'apport de l'anthropologie de l'humanitaire dans l'étude de cette question.

Un changement de paradigme intervient en effet avec la fin de la guerre froide, qui donne une place importante aux opérations humanitaires. C'est en étudiant l'enjeu des migrations, des déplacements de populations et des réfugiés, que nous tenterons d'en cerner au départ les principales dimensions.

Les guerres impériales avec leurs composantes sécuritaires nous aideront ensuite à cerner les dessous du succès de l'humanitaire depuis les années 1990. Nous nous appuyerons ici surtout sur le travail de Mark Duffield, afin de mettre cette situation en perspective avec la mondialisation économique et les stratégies d'endiguement des populations qu'elle induit.

Pour finir, je trace un lien entre ma pratique humanitaire au début des années 2000 et les questions qui se posaient dans la discipline anthropologique à cette époque. C'est en m'appuyant sur la notion de victime comme catégorie politique que j'entre

dans l'anthropologie de l'humanitaire, afin de profiter de l'éclairage que nous offre la discipline sur ces questions. L'humanitaire est aussi un pouvoir et une stratégie politique impliqué dans les enjeux de souveraineté à l'échelle globale et c'est en parcourant les travaux de Didier Fassin, Mariella Pandolfi et ceux de Michel Agier, que nous terminerons d'étudier les paradoxes et les apories de ce dispositif mondial. Car si l'humanitaire est partie prenante d'une organisation globale qui déstabilise les sociétés en les insérant dans la logique du capitalisme globalisé, les secours d'urgence répondent aussi à cette crise dans un cercle vicieux dont il est difficile d'entrevoir la sortie. C'est à questionner cette aporie centrale de l'humanitaire contemporain que nous terminerons ce chapitre.

### **L'ÈRE DU « TOUT-HUMANITAIRE »**

Les critiques radicales du développement et de l'humanitaire que nous venons d'explorer, s'élaborent au moment même où explose le nombre d'ONG humanitaires et qu'on assiste à une croissance exponentielle des organisations de secours. Quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : Le personnel du Programme alimentaire mondial des Nations Unies a été multiplié par 8 entre 1995 et 2014<sup>278</sup>, passant de 1500 à 11 400 employés permanents. MSF a aussi subi un développement très important pendant cette période, et la croissance ne s'est pas interrompue et a continué jusqu'à aujourd'hui. Entre les années 1998 et 2014 par exemple, MSF a vu son personnel employé tripler de volume, passant de 12 000 en 1998 à près de 40 000 employés aujourd'hui (36 500 employés en 2014)<sup>279</sup>. Avec en 2016 près de 3000 employés au sud Soudan, 2000 employés en République Centrafricaine et 1800 employés en Afghanistan, MSF est devenue une véritable multinationale de secours et un acteur incontournable dans la gestion des soins de santé de certains pays.

---

<sup>278</sup> WEISSMAN, Fabrice & NEUMAN, Michaël. 2016. *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques*. Paris : CNRS Editions, p.28.

<sup>279</sup> Op. Cit., p.29.

De fait, le succès de l'humanitaire depuis les années 1990 s'est imposé parallèlement aux différents constats d'échec de l'aide publique au développement et de l'aide bilatérale et multilatérale aux États pauvres en situation néocoloniale, doublé de l'entrée dans le monde unipolaire d'après la chute du mur de Berlin qui consacra la libre circulation des capitaux et l'ouverture des marchés financiers avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1994. Concrètement, d'importants budgets alloués aux projets de développement ou de long terme ont été redirigés explicitement ou implicitement vers l'aide humanitaire et les gouvernements occidentaux ont fait de l'humanitaire un fer de lance de leur politique étrangère.

Au début des années 1990, au moment même où l'ère est à l'ouverture des frontières pour le commerce, les bailleurs de fond institutionnels investissent alors massivement dans des opérations de secours ou de maintien de la paix destinées à contenir les guerres à l'intérieur de leurs frontières, entre autres pour empêcher les flux de réfugiés de déborder, contribuant à la croissance et au développement des organisations de secours, ainsi qu'à la professionnalisation du milieu humanitaire. Comme le disent Michaël Neuman et Fabrice Weissman du centre de réflexion humanitaires de MSF<sup>280</sup>, *« cette expansion a été encouragée et en grande partie financée par les gouvernements des pays occidentaux, engagés dans des politiques de « containment » et de stabilisation dans des conflits périphériques. Comme Mark Duffield et d'autres l'ont montré, ces politiques se sont largement appuyées sur les organisations humanitaires pour contenir les crises et les déplacements de population à l'intérieur de leurs frontières, soutenir les opérations de maintien de la paix ou de construction de l'État. »*<sup>281</sup>

---

<sup>280</sup> Nommé le « Crash »; centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires. Voir le site web ici : <https://www.msf-crash.org/fr/home>

<sup>281</sup> WEISSMAN, Fabrice & NEUMAN, Michaël. 2016. Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques. Paris : CNRS Editions, p.29.

À partir des années 1990, les opérations de secours changent donc de visage. Ils passent d'aide à la périphérie des conflits – souvent en camp de réfugiés<sup>282</sup> - vers de l'assistance directe en zones de guerre, de conflit ou de « crise » quelconques. C'est à cette époque par exemple, qu'après de nombreux débats, MSF définit l'épidémie de SIDA en Afrique comme relevant de l'urgence, situant implicitement cette dernière dans le registre du long terme.

C'est aussi à ce moment que l'on voit apparaître une nouvelle catégorie humanitaire, celle de « déplacé interne », qui vise à répondre aux besoins vitaux des personnes fuyant des persécutions ou une importante insécurité, tout en s'assurant qu'ils sont maintenus à l'intérieur de leur pays. Créant un précédent, le HCR s'est même vu attribuer la prise en charge des personnes déplacées pendant la guerre d'ex-Yougoslavie (1991-1995). On vit ici apparaître une mutation dans la gestion des mouvements de populations victimes de guerre. Il ne s'agissait plus, comme à l'époque de la guerre froide, de les parquer systématiquement en camp de réfugiés à l'extérieur de leur pays d'origine, mais d'opérer à l'intérieur des pays en guerre afin d'y contenir la population. La gestion humanitaire des déplacés internes s'élabore quand même souvent de la même manière que celle des réfugiés, par la gestion en camps. D'une certaine façon, on assiste dans plusieurs endroits à une gestion à minima de populations réduites à leur dimension de survie. Les « guidelines » MSF, décrivant la quantité quotidienne de calories, d'eau et de nourriture nécessaire à la survie, doublée de la distance entre abris, latrines et points d'eau, deviennent une référence et un modèle pour la gestion des crises humanitaires.

Quoiqu'il en soit, une réponse institutionnelle d'ordre humanitaire accompagne ce mouvement. En 1992, l'Union Européenne crée l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO), rebaptisé « Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne » en 2009. La création d'ECHO répond

---

<sup>282</sup> Pensons aux grandes opérations des années 1980 dans les camps de réfugiés du Pakistan pour les réfugiés Afghans, du Malawi pour les réfugiés Mozambicains ou de Thaïlande pour les réfugiés cambodgiens.

à cette reconfiguration des interventions internationales dans les crises. Officiellement chargé de l'aide humanitaire et de la protection civile à l'échelle internationale, ECHO devient un organisme incontournable pour les humanitaires à partir du milieu des années 1990. En finançant de nombreuses organisations humanitaires et en devenant un point focal entre ONG pour les secours - les réunions hebdomadaires ou quotidiennes entre organisations humanitaires se déroulant souvent dans ses locaux - ECHO s'imposa de facto comme le centre de coordination des secours au milieu des années 1990, avant d'être supplanté par l'organisme de coordination des Nations Unies (OCHA), même si des organismes indépendants comme MSF ou le CICR maintiendront une certaine distance critique avec ECHO ou avec OCHA.

### **RÉFUGIÉS, MIGRANTS ET GESTION SÉCURITAIRE**

On assiste donc avec la fin de la guerre froide à un changement de paradigme qui touche de nombreux aspects de la sphère internationale. Le réfugié perd par exemple sa valeur symbolique et quasi héroïque de personne fuyant les régimes communistes pour le « monde libre », pour tranquillement se transformer symboliquement en menace, en « migrant », en « terroriste » ou en porteur de maladie. Didier Fassin rapporte par exemple qu'en 1976, 95 % des demandes d'asile étaient évaluées positivement par l'administration française, comparativement à moins de 10% au cours des années 2000.<sup>283</sup>

Si le phénomène est complexe et qu'il est aussi à mettre en parallèle avec certaines tensions et inquiétudes populaires découlant des migrations de masse, une des conséquences troublantes de ce phénomène est que la parole du demandeur d'asile étant soupçonné fausse dès le départ, c'est à l'expertise médicale que revient souvent la charge de trancher. « *Jusqu'au début des années 1990*, nous dit encore Didier Fassin,

---

<sup>283</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire*. Paris : Seuil, p.150.

*il était tout à fait exceptionnel de se réclamer de la maladie pour obtenir un titre de séjour. Une décennie plus tard, le critère des soins médicaux est devenu l'un des premiers motifs de régularisation et même celui dont la progression est la plus forte.* »<sup>284</sup> On passe en quelque sorte de la légitimité de la parole, à celle de l'expert (médical ou humanitaire).

C'est aussi à ce moment qu'un imposant dispositif d'enfermement et de tri se met en place en Europe et en Amérique. On compte aujourd'hui un nombre très important de centres d'enfermement, « d'encampement » et de tri en Europe<sup>285</sup>, nommés souvent « hotspots » ou « processing centers », centres qui s'apparentent à des prisons temporaires où l'on traite plusieurs demandes de résidence ou de réfugié, avec déportation en cas de refus. L'externalisation du blocage migratoire est aussi mis en place à l'extérieur de l'Union Européenne, à travers des accords bilatéraux passés entre l'Union Européenne et le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Turquie, la Moldavie et l'Ukraine par exemple, qui ont permis la mise en place de centres d'enfermement et de tri dans ces pays. L'Union Européenne a même réglé en partie la crise migratoire de 2014-2015 en sous-traitant le problème à la Turquie, via l'accord sur les réfugiés de mars 2016, qui permet de contenir les flux de réfugiés transitant par la Turquie dans ce pays, faisant de la Turquie le pays détenant aujourd'hui la plus grosse population de réfugiés au monde.

Le Canada et les États-Unis d'Amérique procèdent aussi de manière similaire. Selon les statistiques officielles du gouvernement américain<sup>286</sup>, l'administration Obama aurait déporté 2.5 millions d'immigrants via le U.S. Customs and Border Protection (CBP) entre 2009 et 2015. L'information fut rendue publique en novembre 2016 et fit les manchettes à la suite de l'élection de Donald Trump, rappelant que l'administration Obama a déporté plus de gens qu'aucune autre administration dans l'histoire des États-Unis. Si l'accent est porté sur les non résidents avec dossier

---

<sup>284</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire*. Paris : Seuil, p.138.

<sup>285</sup> Seulement pour la Suisse, on en trouve plus de 30.

<sup>286</sup> <https://www.dhs.gov/immigration-statistics/yearbook>

criminel, les requérants d'asile provenant surtout du Guatemala, du Salvador et d'Honduras sont les principaux requérants touchés par cette politique.

Ajoutons toutefois que nombre de « migrants »<sup>287</sup> instrumentalisent aussi la catégorie de « réfugié », qui est parfois un des seuls recours pour s'expatrier lorsque l'on est originaire de pays pauvres ou violents. Le terme de « réfugié économique », qui n'a aucune valeur juridique mais seulement une valeur descriptive, fait son apparition à ce moment pour décrire le phénomène. Pendant mes années en Afrique de 1996 à 2010, ainsi qu'à Montréal depuis 7 ans, j'ai fréquenté (et je continue de fréquenter) de nombreux Congolais, Burundais ou Ougandais, souvent de profession médicale ou liée au journalisme, et dont la situation plutôt acceptable ne correspondait en rien à la définition classique du réfugié<sup>288</sup>, qui tentèrent l'immigration en tant que requérant d'asile, en espérant recevoir le statut de réfugié en Europe ou au Canada.

Ajoutons ici que pour vraiment cerner les dessous de la question des « réfugiés », il faut se référer à la « Convention internationale du 28 juillet 1951 », qui régit le statut juridique des réfugiés. Notre entente contemporaine du réfugié fut en effet élaborée et construite à un moment de notre histoire qui se caractérisait par l'entrée en guerre froide entre les deux superpuissances de l'époque, avec les luttes politiques d'influence qui marquaient les négociations internationales à ce moment. Si l'ouest – et particulièrement les USA – insistait sur les atteintes aux libertés individuelles pour statuer sur le droit d'asile, avec aussi comme objectif d'affaiblir l'URSS, les soviétiques et les régimes communistes insistaient de leur côté sur l'importance des droits sociaux, avec un agenda politique tout aussi présent.

---

<sup>287</sup> Les Nations Unies définissent officiellement le migrant comme une « *personne qui se déplace pour plus de 3 mois pour des raisons autres que les vacances, le travail ou la santé.* »

<sup>288</sup> Selon les conventions de Genève, « *un réfugié est une personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle ; qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques et qui ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays.* »

C'est la version américaine qui l'emporta en 1951 et l'accent sur les persécutions individuelles sont depuis ce temps au cœur de notre entente de la légitimité pour revendiquer ce statut. Que les demandes d'asile aujourd'hui découlent en grande partie d'injustices économiques globales, beaucoup plus que des « persécutions individuelles » doit donc toujours être mis en perspective et libéré d'une entente catégoriale du refuge qui voile des formes de domination importantes.

En ce sens, il ne s'agit pas du tout ici de juger quiconque instrumentalise le statut de réfugié – souvent le seul moyen d'arriver en Europe pour les Africains possédant un certain capital financier - mais seulement de constater le brouillage des catégories de l'humanitaire classique à partir des années 1990. Du reste, comme le montrent quelques études, ce type d'immigration relève parfois de stratégies communautaires, où l'on envoie la personne la plus débrouillarde tenter le périple migratoire. Si la personne parvient en Europe ou dans un pays qui lui permet d'avoir un revenu quelconque, elle sera responsable de l'envoi régulier d'argent à sa communauté.<sup>289</sup> Les agences de transfert d'argent du type « Western Union » ou « Moneygram », qui pullulent aujourd'hui dans la plupart des bourgades et des villes en Afrique, répondent à cette nouvelle réalité. Il s'agit en somme d'une « privatisation de l'aide » - et le phénomène est désormais documenté, connu et assumé jusqu'au sein d'institutions comme la Banque Mondiale.

Selon un rapport de l'OCDE de 2013, « *Perspectives économiques en Afrique 2013 : Transformation structurelle et ressources naturelles* »<sup>290</sup>, le volume financier provenant des solidarités familiales ou communautaires de la diaspora africaine représenterait la première source de flux financier en Afrique. En ce sens, il s'agit de la première et principale source d'aide, qui dépasse aujourd'hui l'aide internationale au développement sur le continent.

---

<sup>289</sup> CÉSARI, Jocelyne. 1997. « Les réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb : l'international sans territoire ». IN *Revue européenne des migrations internationales*. Volume 13, numéro 2, pp. 81-94.

<sup>290</sup> OCDE. 2013. *Perspectives économiques en Afrique 2013 : Transformation structurelle et ressources naturelles*, Paris : Éditions OCDE.



En retour, ce phénomène provoque une imposante fuite de cerveau des pays du sud vers le nord, qui est particulièrement criante dans le secteur de la santé. Dans un rapport des Nations Unies datant de 2004, *Human Resources for Health : Overcoming the Crisis*,<sup>291</sup> on apprend que plus de la moitié des infirmiers et médecins en Grande-Bretagne avaient été formés à l'étranger. Rien que pour l'année 2004, 16 000 infirmières africaines avaient présenté une demande de travail en Grande Bretagne. On trouverait même à Manchester (Grande-Bretagne), plus de médecins provenant du Malawi qu'il y a de médecins au Malawi. Pendant qu'en Zambie seulement 60 des 600 médecins formés depuis l'indépendance (1964) y travaillaient encore, au Ghana c'est 75 % des diplômés en médecine qui émigrent dans les pays du Nord au bout de 9 ans.

Ce phénomène de migration complexe participe aussi de l'humanitaire ou de la forme de rapport au monde qui l'accompagne, au sens où ses catégories sont souvent mobilisées pour migrer (à travers le statut de réfugié par exemple), et qu'en retour le manque à combler de personnel médical au sud participe ou influence indirectement ce que l'on a pris l'habitude de nommer « crise humanitaire » ou « enjeu humanitaire », qui sont désormais inscrits dans le long terme comme nous venons de le voir plus haut.

## **GUERRES IMPÉRIALES ET ENJEUX SÉCURITAIRES**

L'humanitaire est même devenu un argument central de la rhétorique politique, avec comme acmé l'utilisation du terme de « guerre humanitaire » par Tony Blair lors de la guerre du Kosovo de 1999, au moment où les forces de l'OTAN attaquèrent la Serbie et le Kosovo pour interrompre la répression qui s'abattait sur les Kosovars albanais. L'humanitaire devient ici beaucoup plus qu'un enjeu de secours et se transforme en

---

<sup>291</sup> The Lancet, [Volume 364, Issue 9449](#), Pages 1984 - 1990, 27 November 2004.

outil géostratégique servant à voiler des intérêts divers. Manié par des États puissants, il permet de neutraliser tout questionnement d'ordre politique. Et de fait, à partir du milieu des années 1990, il n'y eut pratiquement plus d'interventions militaires sans justifications « humanitaires ».

Pour certaines ONG d'urgence dont l'indépendance et la neutralité étaient le fer de lance, le réveil fut brutal. Car si les frontières entre le politique et un humanitaire neutre et impartial ont toujours été discutables, à partir des années 1990, elles deviendront de plus en plus poreuses. En 2001 par exemple, dans une sortie qui a fait beaucoup réagir MSF et le CICR, l'ancien Secrétaire d'État américain Colin Powell a même qualifié les ONG humanitaires de « *véritables multiplicateurs de force* » de l'armée américaine en Irak. Dans cette envolée lyrique quasi messianique, les ONG humanitaires ont même été décrites par Colin Powell comme « *une part importante de notre équipe de combat.* »<sup>292</sup> En associant ainsi directement les humanitaires à l'agenda politique et militaire américain, c'est le cœur de l'humanitaire classique - qui se veut neutre et impartial - qui était touché. Il y avait certes de l'opportunisme politique derrière les propos de Powell, mais aussi une conscience aigüe de ce qu'était devenu l'idéal humanitaire pour les populations occidentales entrant dans le 21<sup>ème</sup> siècle. Ici, l'alibi humanitaire devient un élément central de toute entreprise de domination à l'étranger, tout en contribuant directement à l'aplanissement et à l'appauvrissement de la compréhension du monde.

En France, Rony Brauman fut une des personnes les plus impliquées dans la critique de cette question<sup>293</sup> et son opposition aux thèses de Bernard Kouchner sur le droit/devoir d'ingérence marque encore aujourd'hui les débats entourant l'ingérence militaro-humanitaire. En Angleterre, des acteurs de l'aide comme Vanessa Pupavac<sup>294</sup>

---

<sup>292</sup> BRAUMAN, Rony. *Mission civilisatrice, ingérence humanitaire*. Le Monde Diplomatique, septembre 2005.

<sup>293</sup> Comme j'en ai brièvement parlé en conclusion du chapitre 5 sur la première guerre du Congo-Zaïre.

<sup>294</sup> PUPAVAC Vanessa. 2006. « The politics of emergency and the demise of the developing state: problems for humanitarian advocacy », *Development in Practice*, 16, 3-4 : 255-269.

ou Mark Duffield<sup>295</sup> se tourneront vers une carrière académique pour penser les apories de l'aide internationale à partir de ce nouveau paradigme qui se met en place dans les années 1990. Mark Duffield sera un auteur phare pour éclairer cette politisation de l'aide, en questionnant la dimension sécuritaire de « containment » des populations au cœur de l'aide internationale qui se met en place à la fin de la guerre froide.

Comme je l'écrivais plus haut, l'ère du développement qui s'ouvre dans le sillage du discours d'investiture du président Harry Truman en 1949, ne s'est pas faite prioritairement sous le signe de la justice ou de l'aide à autrui, mais à partir d'une rhétorique particulière qui dévoile une dimension souvent ignorée de l'aide internationale. Dans ce discours, le président Truman désigne la situation mondiale de l'humanité en insistant sur le fait que la « *pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux (les pauvres du sud) que pour les régions les plus prospères.* »<sup>296</sup>

C'est donc sous le signe de l'enjeu sécuritaire que Truman invite à penser le développement et l'aide internationale – et ce dès 1949. Les pauvres et les pays « sous-développés » sont à craindre, car ils sont une « menace » pour le monde « prospère ». Cette dimension « sécuritaire » de l'aide fut toutefois partiellement voilée par les tensions de la guerre froide, les mouvements de décolonisation des années 1950-60 et les luttes d'influence souterraines ou explicites que se livraient les 2 grandes puissances de l'époque à l'échelle planétaire. La question sécuritaire ré-émerge toutefois explicitement à la fin de la guerre froide.

Le lien entre développement et sécurité n'est donc pas nouveau. Dans une perspective marxiste et foucauldienne, il s'agit même d'un paradigme de gouvernance centrale à la modernité capitaliste et industrielle. Mark Duffield nous rappelle ainsi que le

---

<sup>295</sup> Mark Duffield, fut chef de projet (« Country Representative ») au Soudan pour Oxfam dans les années 1980.

<sup>296</sup> MAFOUTA, Noël Izenzama. 2008. *Le paradigme écologique du développement durable en Afrique subsaharienne à l'ère de la mondialisation*. Berne : Publications universitaires européennes, p.50.

« développement » et le « progrès » ont été dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle des visages et des formes de contre-insurrection et de « *containment* » des masses superflues et des catégories de populations excédentaires (« surplus life ») produites par le capitalisme.

En détruisant les anciennes formes de solidarités coutumières ou hiérarchiques d'ancien régime<sup>297</sup>, le capitalisme libère et « prolétarise » une abondante force de travail. Comme l'a montré Foucault, à côté de la nouvelle « question sociale » engendrée par ce mouvement, s'élabore de nouvelles formes de contrôle, de discipline et d'administration des populations (démographie, reproduction, pratiques alimentaires, médicales, etc.), afin de s'assurer de la stabilité des capacités de production et de consommation. Foucault parlera de « biopolitique » ou de « biopouvoir » pour décrire ce phénomène de gouvernementalité à l'œuvre.

Transposée dans les colonies pendant la période coloniale, cette biopolitique constitue par la suite l'essence des programmes de développement, dira Duffield. Mais à la différence des États occidentaux où le système de protection sociale est constitué en bureaucratie d'État, Duffield montre que l'aide aux pays du sud – le « développement » – est une « biopolitique du pauvre » qui se consacre souvent surtout à encourager une prise en charge « auto-suffisante » des communautés par elles-mêmes.

Avec la fin de la guerre froide, nous assistons toutefois à un changement de paradigme à l'échelle internationale, qui voit l'arrivée de nouvelles guerres impériales avec une composante humanitaire affirmée. L'hypothèse de Michel Foucault sur la guerre comme dispositif de réglementation aidera à en cerner le contour, à un moment où le paradigme de la biopolitique comme forme de gouvernance globale apparaît sous nos yeux. L'humanitaire est désormais pleinement intégré à ces nouvelles guerres et l'amalgame entre sécurité, développement et gestion du surplus humain produit par

---

<sup>297</sup> Qu'il ne s'agit nullement d'idéaliser ici.

la mondialisation néolibérale est de plus en plus apparent. Plus qu'un simple dispositif de secours, l'humanitaire est à partir de ce moment une des figures de l'interventionnisme libéral, un visage des politiques néolibérales<sup>298</sup> désormais hégémoniques.

Duffield parlera même « d'empire humanitaire »<sup>299</sup> pour décrire ce phénomène qui permet de généraliser l'état d'exception tout en dépolitisant le réel. C'est qu'en séparant les « déplacés », les « victimes » et les « réfugiés » des « pauvres normaux », en instituant une claire distinction entre un « enfant malnutri » et un « enfant pauvre », l'humanitaire neutralise tout questionnement politique pour le remplacer par une réponse technocratique et/ou médicale.

Duffield a bien vu le déplacement du pouvoir qu'implique ce dernier point et qui est rarement perçu dans toute son amplitude par les travailleurs humanitaires. C'est qu'en délimitant de façon si précise son « objet » (le corps biologique de la victime), l'humanitaire d'urgence est dans une position de savoir absolu par rapport à l'objet en question. Dans cette forme de « biopouvoir » particulièrement insidieuse, la relation humaine s'efface forcément devant un écrasant dispositif technique dont la logique n'a que faire de tout ce qui existe en dehors de la « vie nue » prise en charge par l'humanitaire. D'ailleurs, tous les acteurs humanitaires le savent, les exemples sont légion d'indifférence, voire parfois d'agression, envers les diverses sphères de la société hôte (autorités traditionnelles, gouvernements locaux, institutions existantes, etc.), qui sont souvent perçues comme des freins aux secours.

---

<sup>298</sup> Au sens où l'entend par exemple le sociologue québécois Simon Pierre Savard Tremblay dans son ouvrage « L'État succursale », où le néolibéralisme est une entreprise de dépolitisation des « États pour en confier des pans entiers à des commissions d'experts, à des instances supranationales ou à l'entreprise privée ».

SAVARD-TREMBLAY, Simon-Pierre. 2016. *L'État succursale : la démission politique du Québec*. Montréal : VLB Éditeur.

<sup>299</sup> DUFFIELD, Mark. 2007. *Development, Security and Unending War : Governing the World of Peoples*, Cambridge : Polity, p.8.

## LA VICTIME COMME CATÉGORIE POLITIQUE

Cet « empire humanitaire » qui permet de généraliser l'état d'exception tout en dépolitisant le réel, voilà ce qui me sauta aux yeux à partir de ma mission burundaise de 2004 et que l'anthropologie médicale critique permet de nommer et d'analyser avec précision. Je racontais plus haut ma prise de conscience au Burundi, lorsque j'ai réalisé que le budget annuel des missions MSF dans ce pays était le double de celui du ministère de la santé du Burundi et que les critiques de « gouvernements parallèles » lancées aux humanitaires par certains membres du gouvernement burundais étaient fréquentes. À partir de ce moment, je ne pouvais plus me permettre d'ignorer les questions de géopolitique mondiale et les enjeux de souveraineté dans la mondialisation et dans la pratique humanitaire dont j'étais un acteur. L'impression d'être un conquérant intouchable de par sa puissance et son appartenance au camp du Bien, m'amena à poser des questions qu'aucun des secouristes ou employés du siège de MSF – pourtant très ouverts aux débats – ne pouvaient soutenir. Je me retrouvai donc complètement seul avec ces questions.

J'ignorais toutefois à l'époque qu'au moment même où je commençais à questionner ma pratique humanitaire sérieusement, plusieurs courants de pensée universitaire provenant de l'économie politique, des théories du discours ou des perspectives postcoloniales, avaient perçu depuis quelque temps dans l'humanitaire un nouveau fait social nous permettant d'étudier et de comprendre les nouvelles orientations politiques mondiales. Ces courants de pensée ont renouvelé et fécondé l'approche anthropologique autour de la biomédecine occidentale à la fin du vingtième siècle, qui s'engagea dans l'étude du phénomène humanitaire dès le milieu des années 1990.

Que la grande majorité de ces travaux universitaires de qualité sur la question humanitaire m'aient été à ce moment de mon parcours difficilement accessibles, tant par la difficulté à comprendre le langage disciplinaire utilisé, que par la difficulté à trouver ces travaux dans des rayons de librairie pour grand public, voilà qui soulève aussi d'importantes questions. La plupart des études critiques profondes sur les

questions humanitaires peinent en effet à sortir d'un petit cercle de spécialistes uniquement universitaires et cet enjeu doit aussi être affronté sérieusement. Il n'y a bien sûr pas de réponse simple à ce dilemme, mais cela pose de sérieuses questions à l'anthropologie - et plus globalement au milieu universitaire - sur l'accessibilité et la diffusion des travaux dans un langage accessible, pour quiconque se trouve à l'extérieur de l'université dans un questionnement sincère.<sup>300</sup>

À cette époque, vers 2005, c'est un ouvrage de Xavier Emmanuelli que je trouvai dans la bibliothèque du département de communication au siège MSF de Genève, « L'homme en état d'urgence »<sup>301</sup>, qui m'aida à débroussailler cette question. La clarté de l'ouvrage d'Emmanuelli qui reposait sur un juste équilibre entre l'analyse politique globale et les anecdotes personnelles, m'ouvrit sur une nouvelle entente de la victime et mis en perspective la place de l'humanitaire dans les grandes inégalités mondiales.

Xavier Emmanuelli, qui s'est converti au christianisme en mission humanitaire avec MSF (et qui fonda par la suite le SAMU social de Paris en 1993 avec l'aide de Jacques Chirac alors maire de Paris), nous rappelle dans le sillage de René Girard et sa théorie du bouc émissaire<sup>302</sup>, que la dimension et le rôle particulier accordé à la victime dans la chrétienté fournit un horizon de sens qui nous détermine toujours. « *La chrétienté opère un renversement des valeurs*, nous dit Emmanuelli : *elle innocente la victime.* »

---

<sup>300</sup> Notons toutefois que l'enjeu de l'hyperspécialisation fermée sur elle-même n'est pas nouveau. Edmond Husserl avait parlé de la crise de l'université et des sciences dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle. Simone Weil en avait aussi parfaitement diagnostiqué les contours en 1943, lorsqu'elle dévoila les dessous d'une « *spécialisation poussée à l'extrême* » comme symptomatique de notre absence de quête désintéressée de vérité : « *Aujourd'hui (...) une spécialisation poussée à l'extrême a pour effet que les savants de chaque spécialité, qui constituent les uns pour les autres l'unique public, forment l'équivalent d'un village. Les cancans y circulent continuellement ; chacun connaît chaque autre, a pour chaque autre de la sympathie ou de l'antipathie. Les générations et les nationalités s'y heurtent ; la vie privée, la politique, les rivalités de carrière y tiennent une grande place. Dès lors, l'opinion collective de ce village est viciée par nécessité ; or elle constitue l'unique contrôle du savant, car ni les profanes, ni les savants des autres spécialités ne prennent aucune connaissance de ses travaux. La force des stimulants sociaux soumet la pensée du savant à cette opinion collective ; il cherche à lui plaire. Ce qu'elle consent à admettre est admis dans la science ; ce qu'elle n'admet pas en est exclu. Il n'existe aucun juge désintéressé, puisque chaque spécialiste, du fait même qu'il est spécialiste, est un juge intéressé.* » WEIL, Simone. 1999. *Œuvres*, Paris : Quarto Gallimard, p.1189.

<sup>301</sup> EMMANUELLI, Xavier. 2005. *L'homme en état d'urgence*. Paris : Hachette.

<sup>302</sup> GIRARD, René. 1982. *Le bouc émissaire*. Paris : Grasset.

Dans le monde chrétien, « *le monde est chargé de péchés, mais la victime est innocente* ». <sup>303</sup> Les hommes ayant été jusqu'à mettre à mort Dieu lui-même, en la figure de son fils, c'est toute une théodicée et une entente de l'être qui s'imposa lentement à la conscience occidentale : la présence de Dieu et son innocence radicale dans la figure du pauvre, de l'exclu, du faible et du malade, voilà un legs du christianisme qui perdure malgré la sécularisation et la presque-disparition du christianisme institutionnalisé en Occident. Cette « *représentation chrétienne du monde*, rappelle Emmanuelli, *nous gouverne toujours* ». <sup>304</sup>

Nous touchons ici à une dimension cardinale de l'humanitaire moderne, tout comme à l'imaginaire victimaire très prégnant dans la gauche contemporaine. <sup>305</sup> « *Le monde moderne n'est pas méchant* », dit le conservateur Gilbert Keith Chesterton en 1908 dans un extrait maintenant célèbre. « *Sous certains aspects, le monde moderne est beaucoup trop bon. (...) Le monde moderne est plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles. (...) C'est ainsi que nous voyons (...) des humanitaires éperdus de pitié mais dont la pitié (je regrette de le dire) est souvent un mensonge.* » <sup>306</sup> Pour

---

<sup>303</sup> EMMANUELLI, Xavier. 2005. *L'homme en état d'urgence*. Paris : Hachette, p.141.

<sup>304</sup> Je me suis rapproché un temps des thèses de René Girard afin de penser les formes de violences locales expiatrices auxquelles j'avais été confrontées, comme les lynchages publics pour de menus larcins ou les mise à mort de sorciers, qui demeurent souvent difficilement compréhensibles pour une sensibilité moderne ou occidentale. Mes impressions allaient à l'encontre de celles de Paul Farmer dans son ouvrage « *La victime accusée* », où il perçoit en Haïti la prégnance d'une posture communautaire égalitaire qui défend implicitement les « victimes » à l'opposé de l'idéologie américaine de la responsabilité individuelle qui accuse la victime. Contrairement à Farmer donc, ce que j'avais couramment sous les yeux en Afrique dans les contextes de crises, se ramenait plutôt à des formes de violences réflexes qui se déchargent sur le faible, le petit voleur, les enfants ou les vieillards accusés de sorcellerie. Les théories de René Girard sur la violence mimétique et le bouc émissaire qui s'inscrivent forcément à l'intérieur d'une théologie chrétienne, restent des intuitions particulièrement fécondes pour comprendre ce phénomène, même si l'on doit aussi les coupler avec l'analyse politique matérialiste qui fait reposer ces violences sur les inégalités globales et les relations de pouvoir asymétriques.

<sup>305</sup> Il est d'ailleurs significatif que 3 grands penseurs de la gauche contemporaine ; Slavoj Žižek (2008), Giorgio Agamben (2000 et 2011) et Alain Badiou (1997), aient récemment consacré chacun un ouvrage à St-Paul ou à l'héritage chrétien, afin de repenser l'universalisme, voire même de le sauver en partie dans le cas d'un Žižek qui retient la charge critique et potentiellement subversive du christianisme. Giorgio Agamben, philosophe italien et inspirateur de certaines radicalités contemporaines, parle même de l'impérieuse nécessité de se référer aux Épîtres de Paul pour comprendre notre temps : « *À l'origine de ce livre, il y a la conviction qu'entre les Épîtres de Paul et notre époque, il y a une sorte de rendez-vous secret que nous ne devons à aucun prix manquer.* » (Agamben, 2000).

<sup>306</sup> CHESTERTON, Gilbert Keith. 1984 (1908.) *Orthodoxie*. Paris : Gallimard.



l'humanitaire, l'état de victime est en effet en quelque sorte un absolu qu'il est très difficile de questionner. La base de la sensibilité humanitaire, sa grandeur qui est aussi paradoxalement son point faible, c'est de « *servir sans politique, sans religion, sans nationalité, servir tous ceux qui souffrent sans aucune frontière* »<sup>307</sup>, comme le dit une infirmière de la Croix Rouge en conclusion d'un documentaire qui célèbre les 150 ans du CICR.

Si on peut certainement voir dans cette proclamation le visage indéniable d'un progrès en humanité, « *cela engendre (toutefois) un paradoxe, note Xavier Emmanuelli, et même une perversion. Et le paradoxe est de taille : « Au rétablissement d'un rapport de parité avec le reste du monde, l'Occident préfère la protection de celui qu'il désigne comme une victime. Dès lors, que gagnerait-il à sortir les autres pays de ce statut? Il ne ferait que perdre ses bonnes œuvres, et n'a aucun intérêt à le faire. Jamais on ne le dit, mais que seraient sans « leurs » victimes toutes ces associations de sauveteurs que l'on entend sans cesse déplorer hypocritement leur existence ?* »<sup>308</sup>

Cette critique politique de l'humanitaire, elle est au départ de l'anthropologie médicale critique lorsqu'elle se penche sur les secours humanitaires. Didier Fassin, qui est un pionnier de l'anthropologie politique de la santé<sup>309</sup> et dont la question des inégalités traverse les travaux, se pose frontalement la question en ouverture de son opus sur la raison humanitaire : « *Au fond, que gagne-t-on et que perd-on au change lorsqu'on parle de souffrance pour dire les inégalités (...) lorsqu'on mobilise la compassion à défaut de la justice ?* »<sup>310</sup> En tant que médecin – il fut d'ailleurs vice-président de MSF-France entre 1999 et 2003 - Didier Fassin assume aussi une certaine proximité critique avec les valeurs humanitaires. Prenant acte du fait que la vie comme bien suprême est une valeur cardinale qui nous meut, Fassin est plus

---

<sup>307</sup> Extrait du documentaire : « *150 ans du CICR - Une histoire d'Humanité* » En ligne : [https://www.youtube.com/playlist?list=PLaytsrWbD1\\_3VtUULz960Gu2DdyFQwv3e](https://www.youtube.com/playlist?list=PLaytsrWbD1_3VtUULz960Gu2DdyFQwv3e)

<sup>308</sup> EMMANUELLI, Xavier. 2005. *L'homme en état d'urgence*. Paris : Hachette, p.152.

<sup>309</sup> Au sens des disparités en matière de soins et des rapports de pouvoir autour de la médecine.

<sup>310</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris : Gallimard, p. 17.

nuancé – et moins radical - que plusieurs auteurs dans sa critique de la biopolitique et s'attaque plutôt à la contradiction entre la vie comme bien suprême qui nous gouverne et l'inégalité concrète observée sur les terrains.

Exposant l'inégalité fondatrice et indépassable de l'ordre humanitaire, qui se traduit entre autres par le fait que le point de vue des victimes n'est structurellement pas pris en compte dans l'ordre humanitaire, Fassin interroge la catégorie de « victime », dont une des contreparties est d'essentialiser les personnes assistées : *« Présenter une population ou un peuple comme victime, c'est imposer à ses membres un statut dans lequel ils ne se reconnaissent pas nécessairement : l'individu représenté comme victime peut se voir comme combattant ou résistant, ou bien comme politiquement dominé et territorialement spolié ; néanmoins, il arrive fréquemment qu'il se plie à la catégorie qui lui est assignée en comprenant ses logiques et en anticipant ses bénéfices. Quoiqu'il en soit, cette construction est nécessaire à la justification de l'humanitaire, puisqu'elle détermine la cible de son intervention et lui est suffisante, en ce qu'elle n'a nul besoin du point de vue des personnes concernées sur la signification qu'elles donnent à leur situation. »*<sup>311</sup>

Si avoir « nul besoin du point de vue des personnes concernées » pour agir sur elles, pourrait être une définition acceptable du despotisme, de la dictature ou de la domination absolue, elle est aussi inhérente à l'approche biomédicale dans son rapport au corps, comme l'a vu, nommé et analysé la critique de l'anthropologie médicale depuis les années 1960.

Cette critique est d'ailleurs reconnue et assumée depuis longtemps par certains humanitaires, comme Rony Brauman qui parle ouvertement de *« l'affinité théorique (de l'humanitaire) avec le totalitarisme. (...) Voir l'humanitaire comme une sorte de supplément d'âme du politique, un peu de chaleur humaine introduite dans le monde*

---

<sup>311</sup> FASSIN, Didier. 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris : Gallimard, p.298.

*froid des rapports de pouvoir ; c'est manquer ainsi une dimension essentielle de l'un et de l'autre. Partons du constat anthropologique que l'échange est la condition d'existence des sociétés humaines : un don doit trouver une réponse dans un contre-don, comme l'a analysé Marcel Mauss. Considéré sous cet angle, l'humanitaire est une activité antisociale puisqu'il réfute l'idée même d'échange : ce que je donne à un réfugié, en soins, en nourriture, en sollicitude, n'attend de sa part aucune contrepartie. Plus largement, on ne peut fonder un modèle de relations sociales sur l'assistance, ce qui me fait dire que la gratuité de l'humanitaire est « antisociale ». Une société qui se fonderait sur le modèle humanitaire ne pourrait être que totalitaire, au sens d'Arendt pour qui ce système se construisait sur une « masse d'ayant droit ».*

Et Brauman de poursuivre : *« Faut-il préciser que cette affinité théorique avec le totalitarisme n'est pas une disqualification de l'humanitaire, mais une assignation à demeurer dans les limites d'une situation donnée, celle de la survie, pour le dire brutalement. »*<sup>312</sup>

La sensibilité aux souffrances individuelles pour se relier au monde depuis les années 1990 n'a toutefois pas cantonné l'humanitaire dans les limites de la survie comme le souhaite Brauman, mais en a plutôt fait une lecture du monde dont se sont emparés les puissants pour mener des guerres impériales, comme nous l'avons vu plus haut. Or, notre entente de la victime est au centre de cet enjeu. En réduisant la complexité d'une guerre à seulement quelques facteurs : les victimes, les secours humanitaires et le tyran responsable, la sensibilité humanitaire et victimaire est à la fois un puissant outil de propagande de guerre pour les puissants - la propagande étant une constante dans toute guerre - et une forme d'engourdissement de l'esprit critique qui peut être lourd d'impact politique. C'est donc à l'épaisseur et à la complexité du réel que l'approche victimaire nous interdit de penser.

La catégorie de « victime » a certes sa légitimité – les victimes existent - mais comme

---

<sup>312</sup> BRAUMAN, Rony. 2006. *Penser dans l'urgence : Parcours critique d'un humanitaire*. Paris : Seuil, p.215.

nous le rappelle avec un brin de provocation le journaliste David Rieff, « *les adultes qui traversent des frontières sont pris dans des combats et ont des opinions politiques, ils ont même souvent commis des assassinats.* »<sup>313</sup> Le rappeler, c'est aussi cesser de prendre nos catégories normatives pour le réel et s'ouvrir à ce qui se présente. Les populations locales s'insurgent d'ailleurs souvent contre cette représentation humanitaire « victimaire ». Comme le souligne Rony Brauman en parlant des Bosniaques : « *Ils auraient voulu être filmés en combattants, pas en « mendiants », disaient-ils en substance, et ils nous reprochaient souvent, à Sarajevo en particulier, d'être un alibi* ». <sup>314</sup>

Reconnaissons cependant que si présenter une population sous l'angle victimaire comporte de nombreuses questions, cela permet quand même d'agir en cas de crises importantes. Un « migrant » qui se noie en traversant la Méditerranée ou une personne atteinte de choléra dans un endroit où se trouve peu d'eau potable, ont tous deux besoins d'aide. En ce sens, il faut rester prudent avec la dénonciation trop rapide d'une catégorie humanitaire dont l'imprécision et les formes de dominations réelles qui l'accompagnent permet néanmoins d'entreprendre des secours parfois nécessaires.

Rappelons-nous toutefois ce que tous les travailleurs humanitaires d'expérience savent très bien : l'urgence réelle est très rare. Certaines situations dramatiques nécessitent clairement des interventions d'urgence, mais dans l'ensemble, la grande majorité des missions humanitaires évoluent dans un espace qui ressemble à la description que je faisais de mon arrivée au Zaïre en 1996, où l'on rencontre certes des gens pauvres ou très pauvres qui sont inscrits dans un contexte de domination internationale et locale qui nécessite d'être clarifié ou combattu, mais qui ne correspondent qu'exceptionnellement à ce qu'on pourrait nommer spontanément des « victimes ».

---

<sup>313</sup> RIEFF, David. 2003. *L'humanitaire en crise*. Paris : Le serpent à plume, p.31.

<sup>314</sup> BRAUMAN, Rony. 2006. *Penser dans l'urgence : parcours critique d'un humanitaire*. Paris : Seuil, p. 221.

## MONDIALISATION, SOUVERAINETÉ ET DISPOSITIF HUMANITAIRE

C'est ici que la radicalité des travaux de Mariella Pandolfi et ceux de Michel Agier apportent des nuances importantes et permettent d'éclairer une facette de l'aide souvent voilée par la nécessité des secours. À l'image de ce que je constatais à partir du Burundi sur la colonisation des espaces étatiques de plusieurs pays du sud par le dispositif humanitaire, Pandolfi remarque que la nouvelle communauté de bureaucrates cosmopolites et d'experts-sans-frontières assument désormais une autorité importante dans les contextes d'interventions et sont capables d'imposer des normes et des stratégies qui sont indépendantes des endroits d'intervention.

Dans les Balkans postcommunistes où elle effectua ses recherches, Pandolfi voit que les élites locales deviennent par exemple les courroies de relai des experts internationaux, ce qui renforce leur pouvoir tout en les coupant de la population, aidant à la transformation de la société en accord avec l'agenda otanesque. C'est en ce sens que l'humanitaire, qui est au cœur des nouveaux enjeux de souveraineté de la mondialisation néolibérale, *est (aussi) un nouveau fait social révélateur des orientations politiques mondiales actuelles*<sup>315</sup>».

Cette observation de Pandolfi, tout travailleur humanitaire sincère se doit de l'assumer. Que ce soit au Malawi, au Burundi, en Ouganda, en RDC ou ailleurs, toutes les missions humanitaires auxquelles j'ai participé comportaient ce visage, à quelques nuances près. La force des travaux de Pandolfi est de lier cette question aux nouveaux enjeux de souveraineté, dans le cadre de la mondialisation néolibérale.

Dans « Empire », Toni Negri et Michael Hardt montrent le fait suivant : « *The decline in sovereignty of nation-states (...) does not mean that sovereignty as such has declined. (...) Our basic hypothesis is that sovereignty has taken a new form, composed of a series*

---

<sup>315</sup> PANDOLFI, Mariella. *De l'humanitaire imparfait*. Ethnologie française 2011/3 (Vol. 41), p.457.

*of national and supranational organisms united under a single logic of rule. This new global form of sovereignty is what we call Empire.*"<sup>316</sup>

C'est à l'approfondissement de ces nouvelles formes de souverainetés que se consacre Pandolfi, en percevant dans l'humanitaire des formes de « souverainetés mobiles » qui relativisent les autorités locales et l'organisation sociale en place. Comme je l'ai décrit à quelques reprises dans mon ethnographie, l'autorité exercée par le corps d'experts international n'est jamais ancrée dans les territoires d'intervention et la relation entre les locaux et les internationaux est toujours inextricablement prisonnière des conséquences de cette « souveraineté mobile » analysée par Pandolfi.<sup>317</sup> Il s'agit ici d'une nouvelle forme de domination (« thérapeutique »), que Pandolfi nomme « culture de l'urgence » et qui déplace le lieu du politique vers ces formes de « souveraineté migrante » non vues et non perçues, qui sont complètement en phase avec la domination néolibérale contemporaine. « There is no such thing as society » disait Margaret Thatcher. L'humanitaire international pousse d'un cran plus loin la conception « thatchérienne » du monde. Au nom des vies à sauver, on s'interdit à priori de prendre en compte la légitimité et l'existence d'univers symboliques et politiques autres que ce qui est nécessaire aux interventions d'urgence.

Une « zone grise » caractérise l'humanitaire. Par son discours et ses pratiques, l'humanitaire ne valorise que la survie et dépouille de ce fait les acteurs locaux de toute forme de subjectivité. Ces derniers se transforment en fonction des politiques du moment en victimes, en terroristes, en ennemis ou en dommages collatéraux – pendant que lors des opérations de secours militaro-humanitaires on amalgame les largages de bombes aux largages de nourriture, le transport d'armes et le secours aux victimes<sup>318</sup>. Le roi est nu, dira Pandolfi, et le moment est à la critique de cette forme nouvelle de domination qu'est l'entreprise humanitaire.

---

<sup>316</sup> NEGRI, Toni et HARDT, Michael. 2000. *Empire*. Harvard University Press, p.XI.

<sup>317</sup> PANDOLFI, Mariella. 2009. et MCFALLS, Laurence. 2009. « Souveraineté mobile et cosmopolice humanitaire », in Köveker, D. and A. Deneault (eds.), *Souveraineté : lieux et emprises*. Quebec, Presses de l'Université Laval.

<sup>318</sup> Ce phénomène était particulièrement visible dans l'Afghanistan à partir de 2001.

Cette critique radicale a soulevé quelques réactions dans le milieu humanitaire, dont la réponse donnée par Claude Moncorgé<sup>319</sup>, président de Médecins du Monde de 2000 à 2004, à un article de Mariella Pandolfi, est représentative du débat que peut (ou pourrait...) soulever la critique anthropologique dans les milieux humanitaires. Malgré un échange intellectuel musclé entre le président de Médecins du Monde et Mariella Pandolfi, Claude Moncorgé n'a jamais répondu aux deux dernières questions que lui posait l'anthropologue, et qui restent toujours d'actualité : *« J'aurais pu aller encore plus loin dans ma critique. Voici deux autres pistes que je soumets, Claude Moncorgé, à votre réflexion. (a) L'assistance humanitaire d'urgence vient répondre à des besoins fondamentaux dans les populations : elle le fait à travers une forme d'intrusion étrangère, en grugeant les droits d'un pays au moment même où on réclame le respect des droits par le pays en question. (b) La création de services parallèles, contrôlés par des agences internationales ou des ONG, court-circuite, dans les faits (non intentionnellement?), les responsabilités des autorités publiques nationales. Voilà donc deux autres beaux sujets de débats au cas où vous souhaiteriez que nous vidions la question de l'humanitaire. »*<sup>320</sup>

Si le président de Médecins du Monde n'a pas répondu à cette ultime critique de Pandolfi, c'est qu'elle pointe sans détour la contradiction insoluble au sein de laquelle se déploient les secours d'urgence contemporain. Répondre à cette question, pour tout humanitaire, implique d'assumer une forme de schizophrénie institutionnelle que la plupart des secouristes préfèrent ignorer. C'est que l'humanitaire, tout en subordonnant le « local » aux nécessités de son dispositif déshumanisant – et il ne peut faire autrement – répond aussi indirectement à la crise du contemporain dans un cercle vicieux dont on peine à entrevoir une possibilité de sortie. L'humanitaire « sauve des vies », c'est indéniable, mais l'humanitaire est aussi partie prenante d'un dispositif mondial global qui déstabilise, voire ignore les sociétés en les insérant dans

---

<sup>319</sup> MONCORGÉ, Claude, « Réponse à Mariella Pandolfi », *Multitudes*, 3/2000 (n° 3), p. 106-112.

<sup>320</sup> PANDOLFI, Mariella, « Réponse à Claude Moncorgé », *Multitudes*, 1/2001 (n° 4), p. 211.

la logique du capitalisme globalisé. « *Le paradoxe de l'humanitaire tient dans un énoncé simple* » constate Michel Agier, « *l'intention humanitaire n'est pas discutable en elle-même, comme solution d'urgence dont l'évidence s'impose à chaque nouveau drame, comme recherche de la réponse la mieux adaptée et la plus rapide aux souffrances des personnes. Pourtant, ses effets sont totalement conformes à cette modernité extrême où se multiplient les désaffiliations sociales, les pertes d'identité et les « non-lieux », phénomènes que Marc Augé a identifiés comme les conséquences d'une surmodernité, une modernité poussée à l'excès, et qui semblent aujourd'hui s'emballer sous toutes les latitudes.*<sup>321</sup> »

Osons aller au bout de ce dilemme, car l'enjeu est de taille pour les implications voilées de l'humanitaire. Car la représentation catastrophiste et victimaire du monde qu'il véhicule, accompagne et alimente une idéologie mortifère très prégnante dans nos sociétés, qui dépolitise tout enjeu social pour rabattre l'homme sur sa dimension de victime, avec entre autres comme conséquence sociale catastrophique la réduction du bonheur à la consommation, la justice au pouvoir d'achat et la politique à une gestion victimaire d'ayant droits.

Comme l'écrit Michel Agier, « *Le monde humanitaire c'est aussi le monde selon l'humanitaire, c'est-à-dire le monde (physique et social, politique et culturel) tel que l'humanitaire se le représente*<sup>322</sup> ». Et ce monde tel que l'humanitaire se le représente ressemble dangereusement au stade ultime d'un nihilisme qui enferme et enferme tout un chacun dans l'univers étroit du capitalisme globalisé. « *Contrairement à bien des idées reçues, l'humanitaire n'est pas l'avenir radieux de l'humanité mais le degré zéro du dialogue et de la construction sociale.* » dit encore Agier. « *Par glissements successifs et apparemment innocents, l'action humanitaire tend naturellement à transformer les individus-sujets en victimes-objets dépersonnifiées, à remplacer le droit par la générosité. Au nom de l'urgence, du pragmatisme, de sa proximité avec les*

---

<sup>321</sup> AGIER, Michel. 2002. *Aux bords du monde, les réfugiés*. Paris : Flammarion., p.119.

<sup>322</sup> AGIER, Michel. 2008. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion., p.283.



*victimes et du caractère généreux de ses intentions, l'action humanitaire court le risque de tarir le rapport de responsabilités, de droits et de devoirs réciproques qui structurent plus durablement la vie sociale et qui limitent les phénomènes de violences individuelles ou collectives. Après avoir expérimenté la toute-puissance de leurs actions de substitution, les organisations de secours éprouvent leur impuissance dans la recherche de solutions. »*<sup>323</sup>

---

<sup>323</sup> WEISSMAN, Fabrice. 2003. « Espaces humanitaires, espaces d'exception. » In « *A l'ombre des guerres justes.* » Paris : Flammarion., p.317.

## CHAPITRE 11 : UNIFORMISATION DU MONDE ET MUTATION ANTHROPOLOGIQUE

*« Je voudrais déclarer que je suis un « conservateur » en matière d'ontologie, car ce qui importe aujourd'hui, pour la première fois, c'est de conserver le monde absolument comme il est. (...) Nous devons être conservateurs au sens authentique, conservateurs dans un sens qu'aucun homme qui s'affiche comme conservateur n'accepterait.<sup>324</sup> »*

Günther Anders

### INTRODUCTION

Ce chapitre final analyse la mutation anthropologique qui signe l'entrée en modernité tardive et accompagne l'uniformisation du monde et la crise de l'habitation, qui va de pair avec une crise de l'anthropologie en tant que discipline universitaire. Les sciences sociales et l'anthropologie évoluent en effet au sein des mêmes apories et des mêmes contradictions que celles dans lesquelles se déploient les secours humanitaires. Le capitalisme globalisé est un « fait social total » et c'est à situer la réponse humanitaire et l'analyse anthropologique à l'intérieur de ce fait social total que s'attarde ce chapitre.

Nous questionnerons pour finir l'enjeu des migrations de masse au moment où les droites populistes et autoritaires parviennent à capter le mécontentement populaire de manière de plus en plus évidente. La place d'une future anthropologie de l'humanitaire est centrale pour traiter de ces questions et c'est en situant ce phénomène dans sa complexité multi-causales et en évitant les lectures idéologiques trop marquées que je conclurai ce travail.

---

<sup>324</sup> ANDERS, Günther. 2010. *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?* Paris : Allia, p.54.

## PENSER LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

Le 1 novembre 1975, quelques heures avant d'être assassiné sur la plage d'Ostie près de Rome, Pier Paolo Pasolini donnait son dernier entretien à un journaliste. *« Je voudrais que tu regardes autour de toi et que tu prennes conscience de la tragédie. En quoi consiste la tragédie ? La tragédie est qu'il n'y a plus d'êtres humains, mais d'étranges machines qui se cognent les unes contre les autres. »*<sup>325</sup>

Pasolini remarque l'arrivée d'un nouveau type humain produit par la société de consommation. Le néo-capitalisme a construit un monde sur le désir et la jouissance hédoniste, parvenant à unifier et uniformiser les comportements à un niveau jamais égalé par le passé. Les vieilles cultures et les particularismes disparaissent pour être remplacés par une discipline petite-bourgeoise acceptée de tous : travail, consommation et loisir. Quant à ceux et celles qui sont « exclus » de ce système, c'est la mort sociale et on cherchera à les inclure. Hors du marché point de salut. La société de consommation a réussi ce qu'aucun autre régime n'avait pu faire avant. *« Aucun centralisme fasciste n'est parvenu à faire ce qu'a fait le centralisme de la société de consommation. Le fascisme proposait un modèle réactionnaire et monumental mais qui restait lettre morte. De nos jours, au contraire, l'adhésion aux modèles imposés par le centre est totale et inconditionnée. On renie les véritables modèles culturels. L'abjuration est accomplie. On peut donc affirmer que « la tolérance » de l'idéologie hédoniste voulue par le nouveau pouvoir est la pire des répressions de l'histoire humaine. »*<sup>326</sup>

Pasolini, qui va jusqu'à qualifier le développement économique de « génocide », rejoint ici les diagnostics les plus sombres de notre temps mondialisé. « Le désert croît », disait Nietzsche : partout nous traversons et habitons ce que l'anthropologue Marc Augé nomme les « non-lieux »<sup>327</sup>, c'est à dire ces espaces interchangeables où

---

<sup>325</sup> « Pasolini, quelques heures avant sa mort. »

<https://www.revue-ballast.fr/pasolini-quelques-heures-avant-sa-mort/>

<sup>326</sup> PASOLINI, Pier Paolo. 2009. *Écrits corsaires*. Paris : Flammarion.

<sup>327</sup> AUGÉ, Marc. 1992. *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Seuil.

l'être humain peut consommer à loisir, mais qu'il peut difficilement habiter ; ou plutôt qu'il ne peut habiter qu'à condition d'amputer en lui une part essentielle de son humanité. Ces étendues indifférenciées que sont les « non-lieux » ne portent en eux aucune histoire, aucune coutume, aucune légende, mais sont le pur produit d'une organisation rationnelle optimale gouvernée par le profit et l'efficacité : aéroports, autoroutes et centre commerciaux en sont des exemples parlants. Que l'on soit à Dubaï, à Montréal, à Paris ou à New Dehli, nous pouvons nous retrouver dans un de ces non-lieux – un centre commercial ou un aéroport par exemple - et n'avoir aucune idée de l'endroit où nous nous trouvons. *« Si un lieu peut se définir comme identitaire, relationnel et historique, un espace qui ne peut se définir ni comme identitaire, ni comme relationnel, ni comme historique définira un non-lieu. »*<sup>328</sup>

Cette crise de la localité - ou crise de l'habitation - signe la trame de notre présent depuis l'entrée dans l'ère industrielle et s'est accélérée à partir de la fin du 20<sup>ième</sup> siècle.

De nombreux auteurs ont décrit et analysé le phénomène, chaque fois à partir d'un angle différent. Si la philosophe Hannah Arendt a perçu dans cette « atomisation de la société »<sup>329</sup> une des sources principales des totalitarismes du vingtième siècle, Simone Weil avait nommé avant elle le phénomène sous le vocable de « déracinement »<sup>330</sup> : *« Le déracinement est de loin la plus dangereuse maladie des sociétés humaines, car il se multiplie lui-même. Des êtres vraiment déracinés n'ont guère que deux comportements possibles : ou ils tombent dans une inertie de l'âme presque équivalente à la mort, comme la plupart des esclaves au temps de l'Empire romain, ou*

---

<sup>328</sup> AUGÉ, Marc. 1992. *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Seuil, p.100.

<sup>329</sup> ARENDT, Hannah. 1994 (1958). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket.

<sup>330</sup> Simone Weil voit dans l'enracinement une catégorie existentielle incontournable de la condition humaine. Elle définit ce terme de cette façon : *« L'Enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine. C'est un des plus difficiles à définir. Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d'avenir. Participation naturelle, c'est-à-dire amenée automatiquement par le lieu, la naissance, la profession, l'entourage. Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle, par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie. »* (WEIL, Simone. 1999. *Œuvres*. Paris : Quarto Gallimard, p. 1052).

*ils se jettent dans une activité tendant toujours à déraciner, souvent par les méthodes les plus violentes, ceux qui ne le sont pas encore ou qui ne le sont qu'en partie. (...) Qui est déraciné déracine. Qui est enraciné ne déracine pas. »*

C'est aussi cette mutation anthropologique et ce nouveau type humain « déraciné » que nous devons cerner pour comprendre certaines apories de l'aide internationale contemporaine. Les humanitaires qui gèrent un camp de réfugiés – exemple par excellence de « non-lieu » interchangeable - sont en cela à la jonction de cette nouvelle humanité aliénée et amputée d'une part essentielle de son humanité – la part politique, poétique et symbolique - que critiquaient Pasolini, Arendt ou Weil.

Les « bénéficiaires » que constituent les populations locales à secourir, comme d'ailleurs les volontaires « secouristes », sont en effet les jouets de cette planétarisation et de cette nouvelle « condition de l'homme moderne »<sup>331</sup>, qui évoluent désormais au sein de l'espace planétaire unifié et uniformisé par la technique et l'économie. Pouvoir se déplacer d'un bout à l'autre de la terre et reproduire sans se questionner le même dispositif de secours que l'on soit au Népal, en Afghanistan, en République Centrafricaine ou en Haïti, nécessite une épuration du monde et une violence uniformisatrice qui est rarement perçue dans toute son ampleur. C'est dans cet horizon de possibles que se déploie « *la non-existence sociale et politique des bénéficiaires de l'aide* »<sup>332</sup>, dans les camps de réfugiés décrits par l'anthropologue Michel Agier.

Comme l'a décrit l'iconoclaste Philippe Muray ; « *Le siècle qui commence, et l'Empire qui le domine, ne se connaissent pas d'autre devoir que de transformer le monde en un espace de libre circulation pour cet individu qui incarne au plus haut point le marché Universel : le touriste. (...) Il s'agit de la plus vaste épuration jamais entreprise. Le tourisme est le flicage absolu et planétaire. Il est même bien plus efficace que toutes les*

---

<sup>331</sup> ARENDT, Hannah. 1994 (1958). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket.

<sup>332</sup> AGIER, Michel. 2008. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion., p.200.

*techniques de fichage et de contrôle par vidéosurveillance, identification biométrique, etc., que l'on puisse imaginer. Ici comme ailleurs, le tourisme est le meilleur moyen d'accroître le maintien de l'ordre (...) il est l'ultima ratio de l'Empire. Il faut bien se mettre dans la tête que, par-delà toutes les autres considérations politiques, économiques, écologiques, passionnelles et géopolitiques, le tourisme est le destin de l'humanité. Personne ne l'a encore compris. Et cependant tout le monde travaille dans cette direction. Et nul n'y échappe. »*<sup>333</sup>

Ce que décrit ici à sa manière Philippe Muray, c'est ce que Martin Heidegger nomme le règne du *Ge-stell* : l'arraisonement général du monde par la technique et la raison marchande, le règne de la quantité, la logique du profit, la complète mise à disposition de la totalité du réel, qui conduit à la dévastation de la terre et à l'aménagement industriel intégral du monde. « Dévastation » au sens où « *tout, le monde, l'être humain, la terre, est dé-vasté, c'est-à-dire transformé en désert.* »<sup>334</sup>

Or, cette représentation strictement économique ou utilitaire du monde comme de la société a des conséquences considérables. Réduisant les faits sociaux, les choses et les êtres à un univers où tout peut être quantifié pour pouvoir être optimisé, il transforme aussi les hommes en choses, en « marchandises » qui doivent vendre leur force de travail, comme l'a bien vu Karl Marx. Sommes-nous tous condamnés à n'avoir d'autres alternatives que d'être des « outils » et des « ressources » pour le capitalisme globalisé ; condamné à n'être que « *la plus importante des matières premières* »<sup>335</sup>, comme le dénonçait Heidegger ? Et pour les exclus, s'agira-t-il de se contenter de survivre à l'aide d'un « revenu universel garanti », sorte de « biopouvoir pour les pauvres », ou d'être géré de manière humanitaire, comme l'entrevoit l'anthropologue Michel Agier ? « *Le gouvernement humanitaire qui se forme aujourd'hui est en train de devenir un dispositif performant et mondialisé, composé*

---

<sup>333</sup> MURAY, Philippe. 2005. *Festivus Festivus. Conversations avec Elisabeth Levy*. Paris : Fayard., p.237.

<sup>334</sup> HEIDEGGER, Martin. *La dévastation et l'attente. Entretien sur le chemin de campagne*. Paris : Gallimard., p.27.

<sup>335</sup> GA, 7, 90.

*d'experts et d'expatriés qui devront assurer la gestion du chaos, le contrôle et le confinement des effets « catastrophiques » de la partition du monde entre zones de prospérités et les surnuméraires. »*<sup>336</sup>

On comprend en retour que dans ce monde massifié, atomisé et dévasté, la sensibilité victimaire puisse se développer à outrance jusqu'à devenir une nouvelle lecture du monde, qui évolue en parallèle à l'édification de nouvelles formes de « crispations identitaires », de « murs » et de nouvelles frontières. Dans l'horizon glacial de la rentabilité optimale, perdus dans la masse, fragilisés et en attente de reconnaissance, les membres de cette société, « *ne sont pas seulement des consommateurs, mais aussi des produits de la marchandisation de l'existence privée* », observe Zygmunt Bauman. « *Pour obtenir leur carte de séjour permanente dans l'univers de la consommation, ils doivent eux-mêmes satisfaire aux conditions définies par les critères de marché. Ils doivent, en d'autres termes, se « gérer » comme on gère un objet, se rendre disponibles et apprendre à vivre sur un marché « flexible » tout en recherchant, en concurrence avec tous leurs semblables, leur « valeur marchande » optimale.* »<sup>337</sup>

## **HABITER L'IMMONDE**

Dès lors, que faire ? Une fois admis avec Heidegger que le « faire » en question reste prisonnier d'une entente technique de l'être qui nous enferme dans l'arrondissement du monde et dévaste toujours plus en avant la terre en dépossédant l'homme de la capacité à l'habiter ? Qu'on le veuille ou non, une forme d'aliénation au monde très particulière et unique dans l'histoire de l'humanité signe notre présent. Un processus d'abstraction virtuelle, de vitesse et de déterritorialisation difficile à cerner est partout à l'œuvre. Du coup, c'est la maîtrise même de notre destinée qui est atteinte au plus profond. Lorsque tout est fabriqué ailleurs, lorsque l'on devient étranger au

---

<sup>336</sup> AGIER, Michel. 2008. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion., p.306.

<sup>337</sup> BAUMAN, Zygmunt. 2003. *La Vie en miettes. Expérience postmoderne et moralité*. Paris : Hachette., p.36.

monde sans même le réaliser, c'est la possibilité de produire notre monde et d'avoir une prise quelconque sur lui qui est amputée, et cela au moment même où la dimension prométhéenne de l'humanité n'a jamais atteint une puissance aussi impressionnante. Nous devenons par le fait même le jouet des circonstances et des enjeux financiers globaux qui apparaissent comme de mystérieuses entités ingouvernables. Une masse de salariés soudainement licenciés parce que le coût de la main d'œuvre est moins cher ailleurs, apparaît dans la nature même de l'ordre du monde. C'est donc le politique, l'être ensemble et l'espace public qui deviennent virtuels. Et les petits arrangements ne résolvent rien quant à l'essentiel.

De plus, être tenus à distance de tout, de telle manière que plus personne ne soit responsable de rien, pose des questions éthiques abyssales, car nous prenons part à la violence du monde sans le vouloir. Gustave Anders<sup>338</sup> l'a clairement exprimé au milieu du siècle dernier : nous pouvons anéantir une ville de 10 millions d'habitants en quelques secondes avec une bombe nucléaire, voire la planète entière avec plusieurs bombes, mais nous sommes dans l'impossibilité de pleurer tous ces morts. Georges Bernanos faisait le même constat au sortir de la Deuxième guerre mondiale : « *Ce qui me fait précisément désespérer de l'avenir, c'est que l'écartèlement, l'écorchement, la dilacération de plusieurs milliers d'innocents soit une besogne dont un gentleman peut venir à bout sans salir ses manchettes, ni même son imagination.*<sup>339</sup> » Le « décalage prométhéen » entre ce que nous pouvons faire et ce que nous pouvons ressentir et éprouver est patent. « *Aucun des pilotes d'Hiroshima n'a eu besoin de mobiliser la quantité de haine qu'il a fallu à Caen pour tuer son frère Abel.*<sup>340</sup> » nous rappelle encore Anders. Nos actions ne peuvent plus suivre nos perceptions et notre responsabilité perd ses ancrages. « *Et pourtant nous continuons à faire des projets et à*

---

<sup>338</sup> ANDERS, Günther. 2010. *Et si je suis désespéré que voulez-vous que j'y fasse ?* Paris : Allia.

<sup>339</sup> BERNANOS, Georges. 2005 (1944). *La France contre les robots*. Paris : Le livre de poche, p.161.

<sup>340</sup> ANDERS, Günther. 2006. *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*. Paris : Éditions du Rocher, p.273.



*vivre comme si tout allait continuer comme avant.*<sup>341</sup> » rajoute de son côté Gilles Bibeau dans sa récente étude sur la « généalogie de la violence ».

On s'offusque des propos d'Aristote pour qui l'esclavage était un mal nécessaire, au moment même où le coût humain et environnemental de notre mode de vie, de l'achat d'une chemise « made in Bangladesh » jusqu'à l'aller-retour Paris-Montréal en avion, peut impliquer des formes d'esclavage et de violence beaucoup plus importantes que celles qui existaient chez les Grecs. Aristote avait au moins la possibilité de respecter - ou non - ses esclaves, alors que nous sommes complètement coupés des gens qui fabriquent nos objets. Pire, ils sont de moins en moins présentés comme des personnes, mais plutôt comme des « coûts de production ». Dans l'horizon tracé par un univers uniquement orienté par la productivité, l'efficacité et le profit, l'être humain n'est rien d'autre qu'un outil et un rouage de la méga machine.

Se pose dès lors la question de l'agir et du faire pour regagner une certaine maîtrise de notre destinée, ou à tout le moins pour vivre de manière digne et en accord avec soi-même. Or, et c'est tout le paradoxe de notre temps, alors que l'homme n'a jamais possédé de moyens techniques aussi puissants lui permettant d'être « maître et possesseur de la nature » comme le voulait Descartes, notre capacité d'agir collectivement n'a sans doute jamais été aussi compromise qu'aujourd'hui.

En vérité, et comme le craignait Hannah Arendt, c'est la capacité même de penser en prise avec le réel qui est menacée. Plongé au sein d'un développement techno-virtuel apparemment autonome qui s'accompagne d'hyperspécialisations, amputant nos concitoyens de toute vision globale, est-on encore en mesure de comprendre réellement ce que l'on fait ? « *Il se pourrait*, écrit Hannah Arendt, *que nous ne soyons plus jamais capables de comprendre, c'est-à-dire de penser et d'exprimer, les choses que nous sommes cependant capables de faire. (...) comme si notre cerveau (...) ne pouvait*

---

<sup>341</sup> BIBEAU, Gilles. 2015. *Généalogie de la violence. Le terrorisme : piège pour la pensée*. Montréal : Mémoire d'encrier, p. 220.

*plus suivre ce que nous faisons, de sorte que désormais nous aurions vraiment besoin de machines pour penser et pour parler à notre place. »*<sup>342</sup>

La recherche et l'activité des universités sont d'ailleurs de plus en plus orientées vers une technoscience qui transforme notre environnement à une vitesse qui ne nous permet plus d'avoir une prise réelle sur notre vie. On crée de nouveaux outils virtuels extrêmement performants à une vitesse qui dépasse tout le monde, et ce, avant même de savoir quoi en faire. La méga machine est en marche et personne ne peut l'arrêter. « *Tout fonctionne* », dit Martin Heidegger, « *C'est bien cela l'inquiétant, que ça fonctionne, et que le fonctionnement entraîne toujours un nouveau fonctionnement, et que la technique arrache toujours davantage l'homme à la terre, l'en déracine. (...) Nous ne vivons plus que des conditions purement techniques. Ce n'est plus une terre sur laquelle l'homme vit aujourd'hui.* »<sup>343</sup>

Or, dans ce cadre, la dépossession est quasi totale, « *la pensée arrive à peine à justifier sa présence brève et dérisoire une fois les faits déterminants accomplis par la technique* », comme l'écrit le philosophe québécois Jacques Dufresne. « *On se demande même si elle a encore sa place dans les universités, tant ces dernières sont obligées pour survivre de s'asservir au système technicien.* »<sup>344</sup>

Et si la pensée est à ce point mise en cause, ce sont les valeurs cardinales de l'humanisme prométhéen occidental qui vacillent, au moment même où leur succès planétaire s'accompagne de guerres de conquête et de guerres humanitaires faites en leurs noms. Ce qui transforme le projet moderne d'une maîtrise totale de l'homme sur son destin en quelque chose s'apparentant de plus en plus à une dépossession radicale. « *Le maître et possesseur de la nature se rend compte qu'il ne possède rien et*

---

<sup>342</sup> ARENDT, Hannah. 1983. *Condition de l'homme moderne*. Paris : Calmann-Levy, p.36.

<sup>343</sup> HEIDEGGER, Martin. 1988. « Entretien avec le Spiegel ». In *Réponses et questions sur l'histoire et la politique*, Paris : Mercure de France, p. 88.

<sup>344</sup> DUFRESNE, Jacques. 2003. « *La raison au secours de la vie* ». In *L'Agora*. Québec : [http://agora.qc.ca/documents/vie-la\\_raison\\_au\\_secours\\_de\\_la\\_vie\\_par\\_jacques\\_dufresne](http://agora.qc.ca/documents/vie-la_raison_au_secours_de_la_vie_par_jacques_dufresne).

*n'est maître ni de la nature (celle-ci se retire peu à peu de la planète) ni de l'histoire (elle lui échappe) ni de soi-même.* »<sup>345</sup>, écrit Milan Kundera.

## **LE CAPITALISME GLOBALISÉ COMME FAIT SOCIAL TOTAL**

Pour le dire autrement, le capitalisme globalisé est un « fait social total » dont « *tous les moments sont inséparables, qu'ils soient économiques, politiques et culturels*<sup>346</sup> », rappelle Jean-Claude Michéa. Ce « capitalisme » nous traverse et nous habite, il façonne notre monde et ce monde nous façonne en retour. Pensons seulement à notre rapport au temps, déterminé depuis si longtemps par le temps mécanique et abstrait des horloges. Nécessaire au rendement et à l'efficacité de la production, ce temps abstrait - qui est devenu le nôtre - est dans les faits en complet décalage avec le temps naturel et symbolique qui nous est propre, celui des saisons comme celui des âges et des étapes de la vie qui nous caractérisent.

Le capitalisme est donc bien plus qu'une machine à profits qui produit de l'inégalité et qui ravage la terre, il est aussi ce que nous sommes désormais. Comme l'ont vu Christian Laval et Pierre Dardot, il s'agit en fait « *de la manière dont nous vivons, dont nous sentons, dont nous pensons. Ce qui est en jeu n'est ni plus ni moins que la forme de notre existence, c'est-à-dire la façon dont nous sommes pressés de nous comporter, de nous rapporter aux autres et à nous-mêmes. Le néolibéralisme*<sup>347</sup> *définit en effet une certaine norme de vie dans les sociétés occidentales et, bien au-delà, dans toutes les sociétés qui les suivent sur le chemin de la « modernité ». Cette norme enjoint à chacun de vivre dans un univers de compétition généralisée, elle somme les populations d'entrer en lutte économique les unes contre les autres, elle ordonne les rapports sociaux au*

<sup>345</sup> Cité par : FINKIELKRAUT, Alain. 2005. *Nous autres, modernes*. Paris : Folio essais, p.12.

<sup>346</sup> MICHÉA, Jean-Claude. 2013. *Les mystères de la gauche – de l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*. Paris : Climats, p.35.

<sup>347</sup> Notons que ce que nous appelons « néolibéralisme » aujourd'hui, n'est au fond que l'aboutissement logique du capitalisme mondialisé déjà parfaitement analysé et prévu par Marx il y plus de 150 ans.

*modèle du marché, elle transforme jusqu'à l'individu, appelé désormais à se concevoir comme une entreprise. »*<sup>348</sup>

C'est d'ailleurs au moment même où l'humanité tout entière est prolétarisée - est prolétaire tout homme condamné au salariat et à vendre son existence pour la reproduction de la marchandise - que la notion même de « prolétaire » disparaît du radar de la plupart des critiques pour être remplacée par les notions « d'exclusion », de « discrimination », de « stigmatisation », de « victime » ou de toutes autres terminologies semblables mises au goût du jour, pendant qu'au niveau de l'analyse critique les notions « d'aliénation », « d'unidimensionnalité »<sup>349</sup> et de « fausse conscience » disparaissent, comme si le capitalisme avait colonisé l'entièreté du réel et qu'il ne nous restait plus qu'à l'accepter et qu'à s'y adapter.

Nous avons vu d'ailleurs plus haut que c'est en décrivant le personnel national de MSF comme étant « discriminé » (et non pas « aliéné » ou « prolétarisé »), que l'organisation d'urgence parvient à échapper à une critique radicale qui pourrait mettre en question sa place comme acteur important de la domination mondiale du capital, de par l'arraisonnement du monde qu'induit son dispositif de secours et l'imaginaire inégalitaire sur lequel il repose.

Cette observation rejoint la thèse que défend le philosophe français Jean-Claude Michéa, lorsqu'il soutient que la forme libérale d'émancipation des individus défendue par la gauche depuis une quarantaine d'années - en gros le mouvement d'extension indéfini des droits de l'homme, tout comme le « sans frontiérisme » humanitaire - est partie prenante de la domination capitaliste. Le libéralisme économique et le libéralisme culturel étant deux faces complémentaires d'un même mouvement historique selon Michéa. « *Le libéralisme économique (qui exige l'abolition*

---

<sup>348</sup> DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian. 2009. *La nouvelle raison du monde : essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte., p.5.

<sup>349</sup> MARCUSE, Herbert. 1968. *L'homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Paris : Les Éditions de minuit.

par l'État de toutes les limites à l'expansion supposée « naturelle » du marché et de la concurrence) et le libéralisme culturel (qui exige l'abolition par l'État de toutes les limites au développement supposé « naturel » des droits de l'individu et des « minorités ») sont – d'un point de vue philosophique – logiquement indissociable<sup>350</sup> ».

Dans son ouvrage « Les mystères de la gauche », Michéa s'attaque d'ailleurs à la critique foucauldienne de la normativité, en l'identifiant à un « libéralisme culturel » qui fonctionne en complémentarité parfaite avec libéralisme économique, véritable cheval de Troie permettant l'avancée du capital. En « déconstruisant » tous les montages normatifs pour émanciper l'individu, on s'attaque selon Michéa au symbolique qui tient le commun, dernier rempart permettant de combattre le capital : « Dans la mesure où le relativisme moral constitue la clé de voûte idéologique du libéralisme culturel, celui-ci se présente donc logiquement comme le seul complément philosophique susceptible de justifier dans son intégralité<sup>351</sup> le mouvement historique qui porte sans cesse le marché capitaliste à envahir toutes les sphères de l'existence humaine, y compris les plus intimes. (...) L'idée que tout montage normatif est nécessairement le fruit d'une construction culturelle « discriminante » et historiquement arbitraire (est la condition pour) libéraliser le commerce des drogues, de s'approvisionner sur le marché de l'adoption en « enfants désirés » made in Asia, ou encore – comme dans le sud de l'Espagne - d'ouvrir des écoles privées de prostitution destinées à permettre aux jeunes chômeuses de tirer un parti plus rationnel de leurs compétences inemployées.<sup>352</sup> »

Autrement dit, il y a des racines à la liberté<sup>353</sup>, des conditions objectives qui la rende possible et qui doivent être pris en compte si l'on désire que le processus d'émancipation moderne garde son sens.

---

<sup>350</sup> MICHÉA, Jean-Claude. 2013. *Les mystères de la gauche*. Paris. Climats Flammarion, p.116.

<sup>351</sup> Souligné par l'auteur.

<sup>352</sup> Op. cit., p.118.

<sup>353</sup> LABELLE, Gilles, MARTIN, Éric et VIBERT, Stéphane. 2014. *Les racines de la liberté. Réflexion à partir de l'anarchisme tory*. Montréal : Éditions Nota bene.

## L'ANTHROPOLOGIE EN QUESTION

La nécessité de clarifier ce point m'apparaît d'autant plus fortement que l'anthropologie, par nature et par tradition, est portée par une forme de relativisme méthodologique qui peut facilement ouvrir la porte à des formes de relativisme moral et normatif, qui acceptent tout au nom du respect à la différence. En ce sens, la parenté idéologique de l'anthropologie avec le nihilisme marchand et utilitaire sera toujours à clarifier. C'est d'ailleurs au moment même où l'anthropologie entre forcément en crise face à ce monde en voie d'uniformisation, que plusieurs pans de la discipline s'approprient l'horizon postmoderne de déconstruction intégrale, qui finit par accorder le jugement critique sur un ultra-subjectivisme en parfait accord avec l'horizon du capitalisme mondialisé.

Jean-Claude Michéa souligne d'ailleurs à ce propos qu'il suffit « *de parcourir la littérature socialiste originelle pour découvrir à quel point la notion d'essence humaine (et donc l'idée qu'il existe des conditions sociales ou historiques dans lesquelles ce qu'il y a d'humain en l'homme peut être effectivement brisé) jouait alors un rôle philosophique majeur dans la critique du système capitalisme naissant.*<sup>354</sup> »

Il importe de s'arrêter quelque temps sur ce constat, car il interpelle directement la discipline anthropologique, qui entre forcément en crise dans l'uniformisation planétaire actuelle. Il n'y a pas si longtemps, une caricature de journal était placée sur la porte d'un bureau au département d'anthropologie de l'Université de Montréal. Cette caricature qui montrait un anthropologue arrivant dans un village amazonien pendant que les « indigènes » se dépêchaient de cacher leurs téléviseurs pour jouer au sauvage authentique, reflète bien le dilemme dans lequel se trouve l'anthropologie à partir de la fin du 20<sup>ième</sup> siècle. Mark Duffield le disait plus haut : « *Les gens, dans le Sud (...) veulent vivre dans le type de maisons que nous faisons, conduire le même genre*

---

<sup>354</sup> MICHÉA, Jean-Claude. 2013. *Les mystères de la gauche*. Paris. Climats Flammarion, p.107.

*de voitures, avoir des emplois similaires et accéder aux systèmes éducatifs et de santé dont nous profitons. Penser autrement est inacceptable. »<sup>355</sup>*

Ce que la discipline anthropologique rencontre désormais sur le terrain, c'est avant tout les conséquences d'inégalités abyssales dans un monde désormais unifié. Et l'anthropologie médicale d'où proviennent la majorité des anthropologues de l'humanitaire s'adaptera pour en cerner les contours. Les questions de l'ethnomédecine ou de l'anthropologie de la maladie qui regardent du côté des pratiques traditionnelles de soins - et dont le romantisme latent voile souvent une part importante du réel - se sont vues graduellement déplacées vers les grandes disparités dans l'accès aux soins et les rapports de pouvoir autour de la médecine. Le chemin d'anthropologues comme Didier Fassin ou Mariella Pandolfi résume bien ce déplacement. Pandolfi voit même dans l'intervention humanitaire contemporaine un nouveau paradigme central pour comprendre notre temps et sur lequel doit se pencher l'anthropologie médicale. « *La progressive transformation de l'anthropologie médicale en une anthropologie de l'humanitaire apparaît irréversible* »<sup>356</sup>, dira même Pandolfi en 2011.

Il est vrai que la nébuleuse humanitaire est sans doute appelée à devenir pour l'anthropologie un lieu de prédilection pour répondre aux questions qui sont aujourd'hui posées par l'anthropologie et à l'anthropologie. Nulle part on y rencontre de manière si pointue les conséquences de ce qu'on nomme couramment « la mondialisation » avec tout ce que ce terme implique. Et nulle part aussi la rencontre de l'imaginaire et du dispositif technoscientifique d'origine occidentale avec le reste du monde ne se fait de manière aussi crue et aussi indiscutable.

---

<sup>355</sup> DUFFIELD, Mark. 2012. *Autour d'un livre* Mark Duffield, *Development, Security and Unending War : Governing the World of Peoples*, Cambridge, Polity, 2007, IN "Politique Africaine", No 125. Éditions Karthala, p.43 <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-215.htm>

<sup>356</sup> PANDOLFI, Mariella et CORBET, Alice. 2011. « De l'humanitaire imparfait », *Ethnologie française*, 3/2011 (Vol. 41), p.467.

L'humanitaire changera sans doute de visage dans un proche futur, comme il l'a fait à de nombreuses reprises au vingtième siècle, mais la dominante sécuritaire « d'endiguement » des populations restera fort probablement sa fonction principale. En ce sens, la « neutralité » dont se revendiquent toujours plusieurs organisations de secours – qui sont du reste toujours financées par des États puissants – sera toujours hautement discutable. Et à l'heure où la domination de la Chine, de l'Inde, de la Russie ou de la Corée du Sud (pensons seulement à l'achat des terres en Afrique par exemple) est un phénomène au cœur de la multipolarité en cours aussi important que certaines formes de dominations occidentales, l'anthropologie sera sans doute appelée à revisiter les assises de son appareil critique, quitte à peut-être se réapproprier de manière plus explicite une partie de son héritage occidental.<sup>357</sup>

### LES LIMITES DE LA CRITIQUE ANTHROPOLOGIQUE

On ne peut nier aussi que la critique anthropologique peine à mordre sur les organisations de secours, sur les populations des pays développés, comme sur les grandes institutions internationales et qu'elle reste l'apanage d'un petit cercle d'universitaires ou de marginaux critiques. Du 23 au 24 mai 2016 par exemple, s'est tenu à Istanbul un sommet mondial sur l'action humanitaire convoqué par Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies depuis janvier 2007. L'appel lancé par Ban Ki-moon s'ouvrait sur ce constat : « *Le monde se trouve à un moment critique de son histoire. La souffrance humaine a atteint un niveau inégalé depuis la Seconde Guerre mondiale. (...) En 2016, ce sont plus de 125 millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans le monde qui ont besoin d'une aide humanitaire. Depuis la Seconde Guerre mondiale, jamais autant de personnes n'ont été déplacées : plus de soixante millions, dont la moitié sont des enfants. Le coût humain et économique des catastrophes*

---

<sup>357</sup> Pensons entre autres que l'essentiel de la critique radicale de l'humanitaire se fait à partir d'une entente grecque du politique (avec Hannah Arendt et Giorgio Agamben par exemple).



*augmente lui aussi et, à mesure que les incidences des changements climatiques s'intensifient, ces catastrophes devraient devenir plus fréquentes et plus intenses.* »<sup>358</sup>

Et en effet, les chiffres officiels des personnes déplacées ou « qui ont besoin d'une aide humanitaire » au niveau mondial sont imposants. Mais la réponse à donner à ce constat soulève de nombreuses questions et inquiétudes, à commencer par la subtile remise en cause de certaines catégories classiques sur lesquelles repose l'humanitaire depuis 1945. Je pense entre autres à la catégorie de « réfugié », questionnée actuellement par différents populismes, par les conséquences des migrations de masse et par les difficultés d'accueil et d'intégration réelle ou construite par opportunisme politique, dans certains pays européens<sup>359</sup>, au Kenya<sup>360</sup>, en Birmanie<sup>361</sup>, en Iran et au Pakistan<sup>362</sup>, aux USA ou en Afrique du Sud par exemple.

Mais plus inquiétant que l'essoufflement ou la mise en cause de certaines catégories humanitaires, c'est aussi la formulation du constat de Ban Ki-moon qui invite à voir dans l'humanitaire la réponse à donner aux drames du monde à venir, qui soulève de nombreuses questions. Autrement dit, est-ce uniquement sous l'angle de l'humanitaire que la dramatique situation de ces « *125 millions de femmes, d'hommes et d'enfants* » doit être appréhendée ?

Rappelons que le camp/ville est devenu, dans plusieurs endroits du monde, une nouvelle forme d'organisation urbaine et sociale qui se pérennise. Pensons aux 5.2 millions de Palestiniens ou au 400 000 Somaliens du camp de Dadaab qui sont

---

<sup>358</sup> <http://www.un.org/fr/conf/whs/>

<sup>359</sup> Je pense ici entre autres à la clôture de barbelés construite par la Hongrie à sa frontière du sud en 2015, qui borde la Serbie et la Croatie.

<sup>360</sup> Le gouvernement du Kenya planifiait le rapatriement forcé en Somalie pour 2017 de plus de 200 000 personnes vivant dans les camps de Dadaab, qui est un des plus vieux camps de réfugiés au monde – mais la justice kényane est pour l'instant parvenue à annuler la décision.

<sup>361</sup> Minorité ethnique et religieuse de Birmanie, les Rohingyas subissent d'importantes persécutions depuis l'indépendance. Refoulés par les États voisins, les Rohingyas parviennent difficilement à rester dans leur pays, la Birmanie, ou à obtenir le statut de réfugié. C'est un des drames humains les plus préoccupants actuellement.

<sup>362</sup> Le Pakistan et l'Iran ont renvoyé des centaines de milliers de réfugiés afghans vers l'Afghanistan.

toujours sous menace d'expulsion vers la Somalie, malgré que ce camp/ville existe depuis plus de 30 ans et que plus de la moitié de sa population y est née à l'intérieur. Pensons encore aux camps du Darfour, qui se sont transformés en camps/villes et où plus de 2 millions personnes vivent désormais.

Ce phénomène qui s'étend et qui correspond à la manière que nous avons de gérer et d'endiguer les flux de réfugiés semble préfigurer le futur des réfugiés, des déplacés et des populations en surplus, voire même le futur de l'humanité où le modèle « Amazon » de « l'entreprise-monde » prend une place de plus en plus prégnante dans nos vies.

Nous l'avons vu, l'humanitaire est un pouvoir ou plutôt est inséparable du pouvoir. L'appréhension du monde sous l'angle victimaire a en ce sens pour conséquence de voiler les causes et les enjeux politiques sous-jacents, d'installer une « zone grise » entre guerre et paix, entre humanitaire et développement, entre secours et sécurisation du territoire, entre nouveaux enjeux multipolaires et refonte de l'ordre mondial. Or, cette critique anthropologique précieuse et essentielle peine pourtant à s'exprimer dans des sommets du type de ceux organisés par les Nations Unies, ainsi qu'ailleurs lorsqu'il est question d'enjeux humanitaires.

Au niveau du fonctionnement interne des organisations de secours, les nombreuses critiques qui questionnent en profondeur l'humanitaire depuis 20 ans, n'ont en rien modifié le dispositif inégalitaire, ainsi que le rapport instrumental aux locaux, qui sont des réalités structurelles indépassables et inhérentes à la pratique humanitaire, comme l'a parfaitement expliqué Didier Fassin. Ce dispositif s'est même renforcé avec les nouvelles méthodes de gestion et de sécurité, qui mettent à distance les secouristes des populations secourues de manière encore plus profonde que par le passé.

La reproduction de ce dispositif inégalitaire global se transmet d'ailleurs aujourd'hui jusqu'au sein des universités nord-américaines et européennes, ainsi que dans

certaines formations données pour se spécialiser comme travailleur humanitaire. En mai 2015 par exemple, j'ai participé à titre de « bénévole expérimenté » à un exercice de simulation de crise humanitaire pour l'évaluation finale d'étudiants de l'Université McGill pour le cours « Humanitarian Studies : Disaster and Humanitarian Response. »<sup>363</sup>

La simulation se déroulait sur 3 jours en pleine forêt, à 1h30 de Montréal, pendant le Weekend du 15 au 17 mai 2015. 70 étudiants de McGill participaient à cette simulation et 60 bénévoles humanitaires expérimentés (dont je faisais partie) jouaient divers rôles (victimes locales, chefs de mission humanitaire, représentants des Nations Unies, militaires, rebelles, journalistes de la BBC, etc.).

Pendant 3 jours, dans le nord de Montréal, les étudiants de l'Université McGill étaient confrontés à des jeux de rôles avec des prises d'otages, des embuscades de rebelles armés et des violences diverses, tout en développant des stratégies d'aide d'urgence comme la mise en camp, l'aide nutritionnelle ou la vaccination, sans jamais avoir à composer avec des autorités locales normales, avec un gouvernement quelconque ou avec du personnel local compétent, qui étaient tous complètement absents des jeux de rôles. Ces catégories « locales » n'existaient tout simplement pas dans le scénario développé par le cours de McGill. Les locaux étaient représentés bien sûr, mais ils étaient systématiquement réduits à 2 rôles très caricaturaux : celui de victimes (joué pour l'essentiel par des femmes en détresse avec une poupée en guise d'enfants) et celui de militaires/rebelles très violents (c'était d'ailleurs un de mes 2 rôles, avec celui de chef de mission pour Oxfam).

Face à cette évaluation universitaire construite sur mesure pour mettre en scène le narratif du sauveur occidental et de la victime exotique sans voix, mes commentaires critiques donnés en public à la fin de l'évaluation furent complètement inaudibles, ou

---

<sup>363</sup><https://www.mcgill.ca/familymed/global-health/courses/hsir/disaster-and-humanitarian-response-program>

plutôt écoutés avec distraction, tant par les organisateurs de l'événements (qui étaient pourtant des humanitaires expérimentés) que par les étudiants participants (qui pour la plupart rêvaient d'une carrière humanitaire et n'avaient visiblement pas envie de penser en profondeur leur action).

Les travailleurs humanitaires disent fréquemment aujourd'hui que l'immense corpus de critiques qui existe depuis une bonne vingtaine d'années a un impact véritable sur leur pratique. Mais dans les faits – et malgré de nombreux perfectionnements techniques, gestionnaires et organisationnels (approche intégrée, coordination, codes de conduite, etc.) - la critique fondamentale de l'humanitaire n'atteint en rien la pratique des secours à sa source. On peut même soupçonner que la professionnalisation de l'humanitaire va implicitement et nécessairement de pair avec une déshumanisation des secours. Sommes-nous « *devenus à ce point déments d'organisation, d'affairement et de vitesse que nous ne soyons plus capables d'être amis de l'essentiel, du simple et de ce qui tient bon* »<sup>364</sup> ?, se demandait Heidegger. C'est en tout cas ce que laisse entrevoir la pratique humanitaire contemporaine.

## **L'ANTHROPOLOGIE FACE AUX MIGRATIONS DE MASSE**

Mais c'est sans doute dans la réponse à donner aux migrations de masse, aux drames des réfugiés et à l'accueil des « migrants » que l'anthropologie de l'humanitaire pourrait être pertinente dans les années qui viendront. Ici, l'approche de Mariella Pandolfi, qui prend en compte la dimension de la souveraineté à sa source, sera d'une aide précieuse. Cela dit, la critique anthropologique se doit aussi d'éviter toute posture angélique ou idéologique, au moment où les droites populistes et autoritaires parviennent à capter le mécontentement populaire de manière de plus en plus évidente.

---

<sup>364</sup> HEIDEGGER, Martin. 1981. *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris : Gallimard. p.23.

Il s'agit ici d'un défi immense pour l'anthropologie, comme pour quiconque est préoccupé de justice. C'est que si les migrations de masse demandent une réponse humaine et attentive, elles sont aussi partie prenante de la dévastation du monde, du déracinement et de la crise d'habitation dont je faisais la description ci-haut. En ce sens, la réponse donnée à cette question est extrêmement complexe et peut difficilement se concevoir à l'extérieur de ce même déracinement.

Un exemple très simple peut nous orienter pour cerner une des ambiguïtés derrière cette question. Récemment, le sociologue québécois Gérard Bouchard qui fut chargé avec Charles Taylor d'une « commission de consultation sur les pratiques d'accommodements raisonnables » dans la société québécoise en 2007, plaidait pour des quotas d'embauche pour les immigrants à travers une politique solide de discrimination positive.<sup>365</sup> Le sociologue québécois invite à affronter le problème réel du sous-emploi, de l'exclusion et de la discrimination de plusieurs immigrés au Québec dans le cadre du travail, afin d'intégrer et de créer un sentiment d'appartenance des immigrants à l'égard du Québec. Pour ce faire, Bouchard propose de soumettre les entreprises à l'obligation d'employer des immigrés via des politiques de discrimination positives, en rappelant que le problème est surtout « *du côté des PME, (qui) se tournent souvent vers des connaissances, des parents (appelons ça « le facteur cousin »), quand vient le temps d'engager. Ce facteur est beaucoup moins présent dans les multinationales.* », reconnaît Bouchard.

Et en effet, IKEA, Amazon, Walmart, Costco ou les énormes entrepôts d'import-export de l'est de Montréal qui n'ont besoin que d'une humanité interchangeable et indifférenciée pour fonctionner, sont sans doute des entreprises qui ne pratiquent aucune « discrimination » à l'embauche. Il ne s'agit pas ici de minimiser les difficultés réelles que vivent tous les immigrants – et je ne parle même pas de la masse des « sans-papiers » et des « illégaux » qui sont dans une situation encore plus difficile. Il

---

<sup>365</sup> Voir un bref exposé de sa position dans cet article de La Presse : <http://www.lapresse.ca/actualites/201712/28/01-5148530-immigration-gerard-bouchard-plaide-pour-des-quotas-dembauche.php>

s'agit plutôt de pointer le fait que Bouchard n'ait pu s'empêcher de caractériser ce qui reste de solidarités spontanées, familiales ou de voisinage dans les petits commerces, comme étant lié à un problème de « discrimination ». L'immigrant est bien sûr la première victime du système actuel, mais pour amoindrir ses difficultés, comment comprendre qu'un sociologue préoccupé de justice sociale ait pu prendre appui sur l'anonymat des multinationales et attaquer ce qui reste de spontanément « enraciné » dans les petites entreprises québécoises?

Cette petite anecdote est plus importante qu'il n'y paraît à première vue. Quand le fascisme progresse dans les classes populaires, disait Orwell, la gauche en est souvent responsable. Cet avertissement devrait aussi résonner au cœur de l'anthropologie, comme au sein de la gauche contemporaine prise dans son sens large.

C'est que l'anecdote impliquant Gérard Bouchard démontre que pour traiter ce type de question, les sciences sociales (et l'anthropologie) évoluent au sein des mêmes apories et des mêmes contradictions insolubles que celles dans lesquelles se déploient les secours humanitaires. Si, comme nous l'avons vu plus haut, l'humanitaire répond à la crise du contemporain tout en l'alimentant, dans un cercle vicieux dont on peine à entrevoir une possibilité de sortie, l'anthropologie et les sciences sociales sont souvent prisonnières d'un piège similaire. Une question aussi importante que la place des immigrés au Québec, se fait donc difficilement sans être aussi partie prenante de l'énormité du dispositif mondial global qui déstabilise, voire ignore les sociétés en les insérant dans la logique du capitalisme globalisé.

Traiter ce type de question ne peut se faire qu'à partir d'une approche multifactorielle qui s'élabore au cœur de la contradiction, tout en assumant le tragique de la condition politique contemporaine. Il s'agit d'être sans promesse; ou plutôt d'être à l'affût de tout espoir consolateur lorsqu'il n'est rien d'autre qu'une manière de se protéger et de fuir le tragique inhérent à notre époque. Personne aujourd'hui ne peut prétendre avoir une « solution » aux enjeux globaux qui se présentent à nous. L'horizon progressiste moderne s'est épuisé dans la démesure techno-capitaliste globalisée et

nous avons désormais à habiter au sein du désastre. C'est ce que voulait dire Jacques Ellul lorsqu'il invitait à ne pas fuir l'impasse contemporaine : « *Si évidentes que soit aujourd'hui les injustices, les famines, les persécutions, les oppressions, les répressions, les guerres et les tortures, ce n'est pas là que se situe le désastre central de l'homme moderne. Et nous avons à nous porter au centre du désastre, et non pas vers ses conséquences ou à sa périphérie.*<sup>366</sup> »

En ce sens, on est en droit de questionner certaines orientations de l'anthropologie actuelle. Depuis 2011 par exemple, Michel Agier réfléchit à la question de l'hospitalité, des migrations et de la circulation des personnes au niveau mondial, en dénonçant le « piège identitaire » qu'il perçoit à l'œuvre en Occident et ailleurs dans le monde. Si Agier réfléchit avec un talent indéniable sur la condition cosmopolite contemporaine en partant de la situation des migrants et des déboutés de l'asile, son approche qui annonce « *la condition à venir d'un être-au-monde mobile et multiple* »<sup>367</sup>, peine à voir que la grande majorité de la population mondiale n'est pas appelée – ni ne désire – vivre dans un état de déracinement perpétuel. Et cela d'autant plus qu'il est évident qu'une part importante de la mobilité contemporaine est partie intégrante de la dévastation du monde et du capitalisme globalisé comme « fait social total ». Pensons seulement à l'imposante fuite de cerveaux du personnel médical du continent africain. Peut-on sérieusement aborder cette question à l'aide des catégories « d'inclusion », de « racisme » ou de « discrimination » sans participer à la barbarie en cours ? Peut-on aussi dans ce cas parler sérieusement et avec espoir « *d'un être-au-monde mobile et multiple* » sans être de facto dans la position du dominant protégé des ravages de la révolution perpétuelle du techno-capitalisme ?

L'approche multi-causale de cette question ne peut plus ignorer les pensées d'auteurs qui regardent aussi cette question à partir des populations occidentales qui ne

---

<sup>366</sup> ELLUL, Jacques. 2004. *L'espérance oubliée*. Paris : La Table Ronde, p.160.

<sup>367</sup> AGIER, Michel. 2013. *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*. Paris : La Découverte, p. 207.

profitent pas - ou peu - de la mondialisation. Un auteur comme Christophe Guilluy<sup>368</sup> par exemple, qui démontre qu'une partie importante de la population française qui vit à l'écart des villes mondialisées, ne participe pas de cette mondialisation et souffre de tensions communautaires ou d'inquiétudes qu'il est désormais dangereux de nier, pourrait permettre d'intégrer une variable centrale - celles des populations occidentales marginalisées - qui est souvent mise de côté dans certaines analyses anthropologiques qui traitent de la question des migrations internationales. Que des auteurs comme Christophe Guilluy soient inévitablement récupérés par divers mouvements classés à l'extrême-droite en France, ne devrait pas non plus nous empêcher d'ignorer que « l'insécurité culturelle » découlant des migrations de masse contemporaine est bien réelle au sein d'une frange assez importante des populations des pays développés et qu'elle doit aussi être analysée à partir de la domination du capitalisme globalisé, sous peine de voir une partie importante de l'électorat se rapprocher des mouvements populistes de droite.

À l'instar de la philosophe Chantal Mouffe, qui est une des inspiratrices du mouvement *Podemos* en Espagne et du *Front de Gauche* de Jean-Luc Mélenchon en France, il est temps de prendre avec sérieux la fracture de plus en plus évidente entre les « élites » occidentales et une partie importante des populations qu'ils administrent et de renouer ainsi avec un certain « populisme » de gauche. Une démocratie cosmopolite, sans frontières et sans ennemis, est une illusion qu'il peut être périlleux d'entretenir. Le politique vu comme un être ensemble qui repose sur le consensus et la délibération et qui nie la part conflictuelle et passionnelle inhérente au politique est aveugle à une dimension centrale de l'homme, celle que Simone Weil nommait « l'enracinement ». Comme le dit Chantal Mouffe, « *l'aspiration à un monde qui aurait dépassé la différenciation entre un « nous » et un « eux » se fonde sur des prémisses fallacieuses et ceux qui adhèrent à ce projet ne peuvent que manquer la tâche véritable qui incombe à une politique démocratique. (...) L'erreur du rationalisme*

---

<sup>368</sup> GUILLUY, Christophe. 2014. *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris : Flammarion.



*libéral est d'ignorer la dimension affective que mobilisent ces identifications collectives et d'imaginer que ces « passions » prétendument archaïques sont vouées à disparaître avec la montée de l'individualisme et les progrès de la rationalité. (...) Le cosmopolitisme peut-il être autre chose que l'imposition hégémonique mondiale d'un pouvoir qui serait parvenu à cacher son jeu en identifiant ses intérêts à ceux de l'humanité? »<sup>369</sup>*

Afin d'affiner cette question, rappelons-nous aussi que le mode de production capitaliste dans lequel nous sommes embourbés a comme caractéristique principale d'avoir en horreur toute forme de « conservatisme ». Comme le souligne Franck Fischbach, la bourgeoisie est une classe « *profondément révolutionnaire, et qui reste révolutionnaire même une fois devenue classe dominante, contrairement à toutes les classes dominantes du passé qui, elles, ont toujours estimé n'avoir de chance de le rester qu'en devenant conservatrices. Cela tient au fait que le pouvoir de la bourgeoisie dépend directement de la circulation toujours accélérée du capital, (...) de l'invention permanente de nouveaux moyens et modes de production (...) et donc d'un bouleversement permanent (...) des rapports sociaux de production. (...) La révolution permanente n'est pas une stratégie politique pour le prolétariat : c'est d'abord la forme même que prend la domination de la bourgeoisie, et qu'elle ne peut pas ne pas prendre.*<sup>370</sup> »

Rien de nouveaux ici, Marx avait bien vu que la principale caractéristique du capitalisme mondialisé est être en état de révolution permanente, et cela dès les premières pages du « Manifeste du parti communiste » : « *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner en permanence les instruments de la production, donc les conditions de la production, donc l'ensemble des rapports sociaux.*<sup>371</sup> ».

---

<sup>369</sup> MOUFFE, Chantal. 2016. *L'Illusion du consensus*. Paris : Albin Michel, p.13-15.

<sup>370</sup> FISCHBACH, Franck. 2011. *La privation de monde. Temps, espace et capital*. Paris : Librairie Philosophique J. Vrin, p.100.

<sup>371</sup> MARX, Karl. 1998 (1848). *Manifeste du parti communiste*, Paris : Flammarion.

De son côté, Hannah Arendt avait compris qu'il y a un moment conservateur dans toute critique réelle. Nous y sommes : il y a une mesure propre au séjour humain. Et ce n'est pas dans la démesure du techno-capitalisme virtuel et globalisé que nous pourrions la trouver. Il y a des situations où la vitesse, le changement incessant et les innovations techniques qui s'accumulent, brise en l'humain la possibilité même d'une vie décente.

L'anthropologie, si elle veut avoir une voix et une place dans les bouleversements en cours, se doit de nommer et de fixer les contradictions du présent sans fuir dans de fausses consolations. Nulle réponse facile ici, nulle espérance à portée de main non plus, mais un socle de départ incontournable pour toute future anthropologie de l'humanitaire.

## CONCLUSION : ÊTRE DE RETOUR

*« L'humanité est devenue assez étrangère à elle-même pour réussir à vivre sa propre destruction comme une jouissance esthétique de premier ordre. »*

Walter Benjamin

En 1982, le réalisateur et acteur américain Sylvester Stallone fait paraître un film sur le difficile retour à la vie civile américaine de John Rambo, un ex-combattant de la guerre du Vietnam désormais solitaire, désœuvré et sans emploi. Marchant au bord d'une route de l'ouest américain à la recherche d'un ancien compagnon d'arme, Rambo est arrêté par le shérif d'une petite ville alors qu'il cherchait seulement à se restaurer dans une bourgade où il était de passage. Incarcéré sans raison valable, il s'évadera rapidement de prison et retrouvera ses réflexes de guerrier et de combattant, pour entrer de nouveau en guerre, mais cette fois contre sa propre société.

Après plusieurs jours de cavale et de sanglants guet-apens tendus aux autorités policières américaines, Rambo se retrouve acculé dans un bâtiment après avoir fait exploser une station d'essence et mitraillé le commissariat de police où il avait été enfermé. Bien qu'étant armé d'un fusil M16 volé à un camion de l'armée américaine, il est aussi encerclé par plus de 200 militaires de la garde nationale lourdement armés, qui s'apprêtent à lancer l'assaut final pour l'abattre. On lui laisse toutefois une dernière chance de se rendre, en permettant à son ancien supérieur hiérarchique au Vietnam d'aller le retrouver pour tenter de le raisonner.

Mais Rambo reste sourd aux conseils de son ancien colonel et semble prêt pour une ultime tentative de défense et d'attaque. Puis soudainement, retrouvant l'espace disponible pour une parole, Rambo s'effondre par terre et raconte son retour du Vietnam au colonel : *« Je suis revenu dans le monde et j'ai vu ces larves m'attendre à l'aéroport (...) Pour moi, la vie civile ce n'est rien. Au combat, on avait un code d'honneur ; tu couvres mes arrières et je couvre les tiens. Mais ici, il n'y a plus rien. Là-bas, je pilotais un avion, un tank ou des camions et j'avais en charge pour un million de dollars de matériel. Alors qu'ici je n'arrive même pas à avoir un boulot de gardien de building. (...) Là-bas, j'étais toujours avec les autres. Où ils sont maintenant ? Ici, je n'ai plus rien. »*

Ce difficile retour à la vie civile du combattant américain, plusieurs humanitaires de carrière l'éprouvent avec une intensité similaire lorsqu'ils tentent de se réinsérer chez eux. Le contraste avec la joyeuse exubérance de la vie communautaire africaine, l'impossibilité de partager les préoccupations banales et vulgaires du quidam moyen ou tout simplement la difficulté de trouver sa place dans le « marché du travail », expose à nue toute la violence masquée et la solitude aseptisée de nos sociétés libérales avancées, qui saute désormais aux yeux.

Mais la convergence entre Rambo et les secouristes humanitaires ne se trouve pas seulement dans les difficultés à s'ancrer de nouveau chez soi, elle git aussi dans l'espace ouvert par une longue fréquentation des situations extrêmes. La guerre fait partie intégrante de l'humanitaire et malgré les atrocités évidentes qu'on y trouve, plusieurs secouristes entretiennent avec elle une relation tissée de non-dits plus ou moins avouables. Le travailleur humanitaire est bien sûr toujours du côté des privilégiés qui auront la chance d'être évacués en premier lorsque la situation devient trop risquée, contrairement aux populations locales qui sont prisonnières des pires situations imaginables, mais l'énergie et la liberté qu'on trouve en contexte de guerre devient parfois pour l'humanitaire de carrière un refuge et un stimulus indispensable.

Le correspondant de guerre Anderson Cooper<sup>372</sup> a parlé à quelques reprises de l'addiction au drame et au sang, l'intoxication à l'adrénaline vécue par plusieurs acteurs présents au cœur des zones en crise, en particulier les correspondants de guerre et les travailleurs humanitaires de carrière. Ce dernier point est sans doute un des plus difficilement exprimable lorsque l'on tente de faire une lecture phénoménologique de la vie des travailleurs humanitaires, et c'est du reste une dimension plutôt taboue entre les secouristes eux-mêmes.

Lors du décès du chanteur populaire Léonard Cohen le 7 novembre 2016 par exemple, un commentaire de ce dernier sur la guerre a circulé sur les réseaux sociaux pour disparaître ensuite rapidement, tant il était incompréhensible pour la plupart de ses admirateurs. Dans une interview donnée à son retour aux USA après avoir participé à la guerre du Yom Kippur de 1973 en Israël, Leonard Cohen exprima son enthousiasme pour la guerre en des termes qui se situent à rebours de ce qui est aujourd'hui pensable pour la majorité de nos contemporains : « *War is wonderful. They'll never stamp it out. It's one of the few times people can act their best. There are opportunities to feel things that you simply cannot feel in modern city life.* »<sup>373</sup>

Il y a en effet dans les contextes de guerre, de crises, de violences et de pauvreté où se déploie l'humanitaire une indéniable dimension de risque et de liberté, qui ouvre sur une modalité d'être complètement absente des sociétés occidentales contemporaines. Le jésuite Teilhard de Chardin qui était brancardier pendant la Première guerre mondiale et qui reçut la Légion d'honneur pour sa bravoure, l'a exprimé de manière convaincante en ces termes : « *Le front attire invinciblement parce qu'il est, pour une part, l'extrême limite de ce qui se sent et de ce qui se fait. Non seulement on y voit autour de soi des choses qui ne s'expérimentent nulle part ailleurs,*

---

<sup>372</sup> COOPER, Anderson. 2006. « *Dispatches from the Edge: A Memoir of War, Disasters, and Survival* ». New York: Harper perennial.

<sup>373</sup> [http://www.israelhayom.com/site/newsletter\\_article.php?id=11943](http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?id=11943)

*mais on y voit affleurer, en soi, un fond de lucidité, d'énergie, de liberté, qui ne se manifeste guère ailleurs, dans la vie commune. »<sup>374</sup>*

Comme Léonard Cohen ou Teilhard de Chardin, plusieurs travailleurs humanitaires découvrent avec surprise la vitalité et l'énergie qui peuvent exister en marge ou au cœur de certaines zones de guerres, où le sexe, l'amour et le partage sont souvent décuplés et où la possibilité d'agir directement avec un haut niveau de responsabilité s'exprime avec amplitude. Le célèbre Général sudiste de la guerre de Sécession américaine, Robert Edward Lee, a réussi à bien exprimer ce paradoxe lorsqu'il déclara : « *Heureusement que la guerre est une chose horrible - sinon nous pourrions l'apprécier.* »<sup>375</sup>

Le sociologue Émile Durkheim documentant la guerre franco-prussienne de 1870-1871<sup>376</sup> remarquait d'ailleurs que le taux de suicide diminuait considérablement en temps de guerre, laissant entendre que les formes de cohésions sociales qui peuvent exister en temps de conflit – et que nous ignorons en temps de paix – ne sont pas à négliger.

Bien sûr, « *nul ne sait ce qu'est la guerre, s'il n'y a son fils* »<sup>377</sup>, a déjà dit avec sagesse Joseph de Maistre. Mais le mal et le tragique font aussi partie de la condition humaine et les contextes de guerre, en les dévoilant de manière frontale, permettent parfois d'habiter cette condition de manière plus lucide et avec moins d'hypocrisie qu'à l'intérieur de nos sociétés asphyxiées par la recherche obsessionnelle de sécurité, de bien-être et de confort.

---

<sup>374</sup> TEILHARD DE CHARDIN, Pierre. 1997. *Genèse d'une pensée. Lettres 1914 - 1919*. Paris : Bernard Grasset.

<sup>375</sup> MCPHERSON, James. 1991. *La guerre de Sécession (1861-1865)*, Paris : éditions Robert Laffont.

<sup>376</sup> STORA-LAMARRE, Annie. « La guerre au nom du droit », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 30 | 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 23 novembre 2016.

URL : <http://rh19.revues.org/1017> ; DOI : 10.4000/rh19.1017

<sup>377</sup> DE MAISTRE, Rodolphe. 1853. *Lettres et opuscules inédits du comte J. de Maistre*. Paris : Vaton.

Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes schizophréniques de l'humanitaire, que de transformer parfois ses secouristes prisonniers d'injonctions bourgeoises en personnes dépendantes aux expériences limites. D'un autre côté, il s'agit aussi d'un phénomène plutôt banal et qui s'inscrit à l'intérieur des réactions propres à notre temps. « *Même si notre époque a délaissé le puritanisme bourgeois pour l'obsession de la sécurité et de la bonne santé* », analyse l'essayiste québécois Jean-Philippe Trottier, « *les comportements sexuels risqués ou underground tels que le sadomasochisme, les initiations diverses ou les autres sollicitations extrêmes constituent souvent autant de résistances, étonnantes à première vue, de cette nature primordiale qui refuse le pacte sécuritaire et asphyxiant qui lui est proposé.* »<sup>378</sup> Jacques Ellul avait lui aussi bien perçu toute l'ambiguïté qui se cachait derrière l'aspiration égalitaire au confort pour tous comme horizon ultime, avec le risque important d'un retour du refoulé : « *L'homme moderne veut vivre un temps de puissance et de désastres. Seules les grandes catastrophes l'intéressent et l'émeuvent, il devient héros, pleinement homme quand il est plongé dans l'atroce, quand il participe aux drames de ce temps.* »<sup>379</sup>

En cela, la recherche d'adrénaline, d'aventure, de vitesse et d'action qui caractérise souvent le travailleur humanitaire, participe de cet étrange nivellement uniformisateur qui accompagne la société moderne et qui tue dans l'œuf toute aspiration authentique au profit d'un affairement et d'une agitation qui s'accordent parfaitement à la domination techno-gestionnaire du monde. « *Désormais, le spectacle de l'homme fatigué* », dit Nietzsche. « *Qu'est-ce que le nihilisme aujourd'hui, sinon cela ? Nous sommes fatigués de l'homme ...* »<sup>380</sup>

Rappelons toutefois qu'à l'origine, l'humanitaire participait pleinement de cette tonalité aristocratique que Nietzsche espérait voir reflourir sous un jour nouveau. Rony Brauman rappelait récemment que le centre de « *Un souvenir de Solférino* », l'ouvrage d'Henry Dunant fondateur de l'humanitaire moderne, n'était pas la

<sup>378</sup> TROTTIER, Jean-Philippe. 2012. *Lettre au fils. Testament spirituel*. Montréal : Liber, p.222.

<sup>379</sup> ELLUL, Jacques. 2004 *L'espérance oubliée*. Paris : La Table Ronde, p. 79.

<sup>380</sup> NIETZSCHE, Friedrich. 2000. *Généalogie de la morale*. Paris : Le Livre de Poche, p.12.

« victime », mais plutôt la noblesse du combattant.<sup>381</sup> On trouve en effet dans cet ouvrage qui donna naissance aux Conventions de Genève, un éloge des combats et du courage qui amène aujourd'hui à penser que le succès du livre lors de sa parution doit plus à la sensibilité aristocratique qui était toujours présente dans l'Europe de l'époque, qu'à l'humanitarisme sentimental et pacifiste d'une Florence Nightingale par exemple.

À l'origine, l'humanitaire moderne serait même probablement un des derniers soubresauts de la pensée aristocratique et Traditionnelle, et Henry Dunant un des derniers représentants de cet idéal chevaleresque chrétien que porta un jour l'Europe en son sein. En ce sens, la neutralité de l'humanitaire, celle de « l'espace humanitaire », ne serait pas la neutralité axiologique du libéralisme ou du Capital, mais un horizon éthique de noblesse. Comme le dit Brauman : « *L'origine de la notion de neutralité dans l'humanitaire vient de ce que le soldat, neutralisé par ces blessures, est de fait « neutre ». La neutralité originare de l'humanitaire serait donc plutôt une notion aristocratique de décence face au noble qui n'est plus en mesure de combattre.* »<sup>382</sup>

Autrement dit, le devoir de soigner le combattant blessé vient directement de sa noblesse et s'inscrit à l'intérieur du processus civilisationnel européen, où la guerre se faisait entre des peuples et des nations qui partageaient un système de pensée similaire (même conception du droit, de la diplomatie ou de la négociation par exemple), permettant une codification qui reposait, en gros, sur les réflexions chrétiennes autour de la guerre juste et la manière d'établir la paix. Une des idées partagées par tous étant que la guerre se faisait entre hommes armés et qu'elle doit épargner les civils – en théorie bien sûr. Cette conception de la guerre n'était d'ailleurs plus valide dans les colonies, où l'on autorisait certains actes qui étaient proscrits en territoire « civilisé ». Les balles à fragmentation par exemple, qui explosent à

---

<sup>382</sup> BRAUMAN, Rony. 2017. *Guerre et humanitaire*. IN DURIEUX, Benoît et RAMEL, Frédéric. *Dictionnaire de la guerre et de la paix*. Paris : PUF.



l'intérieur du corps, étaient proscrites pour l'Europe par le droit de la guerre de la fin du 19<sup>ième</sup> siècle, mais autorisées dans les colonies, ainsi que pour la chasse au gros gibier.<sup>383</sup>

Notons toutefois que si Dunant fait à quelques reprises une apologie de la guerre et du courage dans son ouvrage fondateur du CICR, « Un souvenir de Solferino » se termine quand même sur une description apocalyptique de ce que sera la guerre dans le futur. Dunant voyait bien que la puissance technique de l'humanité ne cesserait pas de s'améliorer et qu'on ne fait pas la guerre avec des bombes nucléaires ou des drones de la même manière qu'avec des mousquets.

La posture dunantienne ne put d'ailleurs tenir longtemps avec l'arrivée des guerres de masses, en particulier la Première guerre mondiale de 1914-1918, qui transforme le combattant en matériel de combat à l'image des grandes industries du capitalisme qui avaient transformé l'homme en travailleur, en main d'œuvre, en prolétaire. En ce sens, « Un souvenir de Solferino » est le chant du cygne d'une vision aristocratique de la guerre, qui se termine définitivement avec la Première guerre mondiale. Nous entrons à partir de ce temps dans une autre époque - la nôtre - que nous avons analysé dans cette thèse à l'aide des pensées de Benjamin, Arendt, Weil, Agamben, Illich, Pandolfi, Fassin, Duffield, Brauman ou même Bernanos.

Si au niveau de la guerre occidentale nous assistons depuis ce temps au développement de guerres technologiques, cybernétiques et économiques dont les formes contemporaines ne cessent d'évoluer, sur la majorité des terrains où se déploient les secours humanitaires, c'est à des formes de « guerres irrégulières »<sup>384</sup> auxquelles nous avons désormais à faire face. Terrorisme, guérillas de brousse ou urbaines, groupes armés nomades ou difficilement cernables, sont le lot de plusieurs terrains de secours depuis le milieu du vingtième siècle. Ceci s'est d'ailleurs amplifié

---

<sup>383</sup> Il est quand même important de dire ici que l'ouvrage d'Henry Dunant – ainsi que les conventions de Genève - se voulaient (et se veulent toujours bien sûr) à portée universelle.

<sup>384</sup> CHALIAND, Gérard. 2008. *Les guerres irrégulières. XXIème – XXIème siècle*. Paris : Gallimard.

depuis la fin de la guerre froide, avec la perte du narratif de deux blocs s'affrontant au niveau planétaire. C'est à ce moment qu'apparaît réellement un sentiment d'illisibilité et d'irrationalité des crises et des guerres dans la sphère occidentale ; chez les humanitaires, les diplomates, les militaires et les gouvernements occidentaux. Face à ce nouveau désordre global, l'impuissance de l'Occident, des États-Unis et de l'Europe, est de plus en plus palpable et il s'accompagne d'une crainte légitime pour la stabilité politique et économique du monde comme des pays occidentaux dans leur ensemble. Sur les terrains de conflits, le CICR continue néanmoins à enseigner les lois de la guerre et les conventions de Genève à ces groupes armés dits « irréguliers », lorsque l'accès aux « combattants » est possible, mais la plupart du temps sans obtenir de réelles conversions aux normes internationales sur la guerre.

En ce qui concerne le politique pour les sociétés modernes à partir du 20<sup>ième</sup> siècle, c'est sans doute ce qui restait de « morale du guerrier »<sup>385</sup>, pour reprendre le terme utilisé par Charles Taylor, qui a été le plus touché par l'avènement du règne de la technique et de la société de consommation. Le « citoyen-guerrier », cet idéal grec passé au crible de la pensée romaine et qui est une des sources lointaines et souvent oubliée de l'idéal Républicain américain – et dans une moindre mesure du républicanisme français – est directement atteint par la prise en charge technocratique et biopolitique de l'existence. Pour reprendre un autre terme de Taylor, nous entrons de plein pied dans l'âge de « l'affirmation de la vie ordinaire », avec un repli satisfait sur la sphère domestique et le travail. L'ouvrage bien connu et d'une lucidité prémonitoire d'Alexis de Tocqueville sur la démocratie en Amérique écrit 1840, en exprime parfaitement le potentiel totalitaire : « *Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au*

---

<sup>385</sup> TAYLOR, Charles. 2013. *Les sources du moi*. Montréal : Boréal, p. 159.

*demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. »<sup>386</sup>*

De manière plus diffuse, c'est donc à une disparition quasi complète de l'attitude « aristocratique », entendue dans son sens originaire de noblesse d'âme, que nous assistons depuis plus d'un siècle. Et c'est sans doute au sein de milieux comme l'humanitaire contemporain que l'on peut encore trouver des restes de cette aspiration, qui se cherche aujourd'hui à tâtons un point d'ancrage.<sup>387</sup> J'entends par aristocratie ce principe spirituel bien décrit par le russe Nicolas Berdiaev et qui correspond à « *un type psychique qui ne soit pas plongé dans l'atmosphère de la lutte pour l'obtention de droits. (...) Son caractère est la générosité et non l'avidité. L'aristocratie véritable peut servir les autres, l'homme et le monde, car elle ne se préoccupe pas de s'élever elle-même. Elle est située suffisamment haut par nature, dès le départ. Elle est sacrificielle. (...) Dans la société humaine, il faut qu'il y ait des gens qui n'ont pas besoin de s'élever et que ne chargent pas les traits sans noblesse de l'arrivisme.* »<sup>388</sup> Ajoutons qu'il ne s'agit pas ici de parler d'une stratification sociale particulière : « *un ouvrier peut avoir une tournure aristocratique de l'âme, alors qu'un noble peut n'être qu'un laquais.* »<sup>389</sup>

Cette tonalité foncièrement qualitative, essentielle à l'existence humaine, est frappée de plein fouet par la disparition du politique au profit de l'horizon gestionnaire et quantitatif contemporain. Un mot d'esprit de Charles Péguy en cerne parfaitement la signification profonde, qui est facilement dissimulée par l'abondance de surface des sociétés de consommation. On raconte que lorsqu'on parlait à Péguy du slogan

<sup>386</sup> DE TOCQUEVILLE, Alexis. 1981. *De la démocratie en Amérique, Vol. II*. Paris : Gallimard, p.316.

<sup>387</sup> Ajoutons toutefois que MSF se fait un point d'honneur de ne promouvoir aucune posture sacrificielle chez ses secouristes. La vie étant la valeur ultime pour MSF, il ne saurait être question de se sacrifier pour « la cause ». Didier Fassin a d'ailleurs très bien décrit la contradiction que cette position dévoile. Elle implique « *l'inégalité ontologique des vies* », dit Fassin en décrivant un CA MSF à Paris où l'on discutait du « *risque d'exposer la vie d'agents humanitaires pour sauver d'autres vies parmi les populations locales* ». FASSIN, Didier. 2010., p.289.

<sup>388</sup> BERDIAEV, Nicolas. 1976. *De l'inégalité*. Lausanne : l'Âge d'homme, p.106-107.

<sup>389</sup> Op. cit., p. 108.

chrétien convenu sur « l'éminente dignité des pauvres »<sup>390</sup>, Péguy objectait qu'au siècle de l'argent et de l'industrie toute puissante, nous devons désormais plutôt parler de « l'éminente pauvreté des dignes ».<sup>391</sup> L'horizon capitaliste qui carbure à l'accumulation de marchandises produit en effet un monde où les pauvres sont loin d'être toujours dignes, mais où les dignes deviennent presque inévitablement pauvres.

Ce renversement herméneutique a été récemment exploré par le philosophe québécois Alain Deneault, qui a caractérisé notre horizon social et politique actuel de « médiocratie ». En politique comme en entreprise, dit Deneault, les médiocres ont pris le pouvoir. « *Dans un monde où tout est fait pour satisfaire le marché* », nous sommes désormais dans « *un véritable système où la moyenne devient une norme et où le compromis domine.* »<sup>392</sup> Depuis l'entrée dans l'ère industrielle, avec la transformation des métiers en « fonctions », « *les idées et les hommes deviennent interchangeables* » et l'injonction à « être moyen » fixe le ton. Or, la moyenne est toujours une abstraction et c'est désormais sur cette abstraction que l'horizon normatif de notre temps est ébauché. Le « ni-gauche, ni-droite » qui fait d'ailleurs son chemin en politique contemporaine - pensons à Macron en France ou à Trudeau au Canada - est caractéristique de cette « médiocratie » ou de cet « extrême centre » auquel nous devons désormais nous rallier, dira encore Alain Deneault.

En ce sens, une critique féconde de notre condition contemporaine peut aujourd'hui difficilement faire l'impasse d'un horizon normatif assumé, qui repose sur une écoute de la noblesse possible en l'humain, à l'image de cette « décence commune » dont parlait Georges Orwell et que s'est récemment réappropriée Jean-Claude Michéa. Du reste, et comme le dit Berdiaev sans la prudence qui désormais nous caractérise : « *Ne vous laissez pas tromper par les apparences, ne cédez pas à des illusions trop indigentes.* »

---

<sup>390</sup> « L'éminente dignité des pauvres » est à l'origine un sermon célèbre de Bossuet. Voir ici : SUPIOT, Alain. 2015. « *De l'éminente dignité des pauvres,* » Paris : Éditions Les Mille et une Nuits.

<sup>391</sup> Cette anecdote m'a été transmise en fréquentant l'excellent travail du poète français Luc Olivier d'Alange.

<sup>392</sup> DENEAULT, Alain. 2017. *La médiocratie*. Montréal : Lux éditeur.

*Depuis la création du monde, c'est toujours la minorité qui a gouverné, qui gouverne et qui gouvernera. Cela est vrai pour toutes les formes et tous les genres de gouvernement, pour la monarchie et pour la démocratie, pour les époques réactionnaires et pour les révolutionnaires. On ne saurait échapper au gouvernement de la minorité, et vos efforts démocratiques pour créer le règne de la majorité représentent en fait une pauvre autosuggestion. La seule question qui se pose est de savoir si c'est la minorité la meilleure ou la pire qui gouverne. Une minorité en remplace une autre, c'est tout. »<sup>393</sup>*

Dans son roman « La ferme africaine »<sup>394</sup> de 1937<sup>395</sup>, la baronne danoise Karen Blixen soutient quant à elle qu'il est impossible d'entrer en résonance avec les Africains sans un esprit aristocratique. Les tensions et les incompréhensions entre la plupart des Européens et des Africains qu'elle côtoyait, s'expliquaient selon elle à partir de l'impossibilité pour plusieurs Européens modernes de s'ouvrir à cette dimension organique et hiérarchique présente en Afrique. Elle constatait surtout l'incompatibilité entre les principes formels, mécaniques et quantitatifs qui sont le propre de l'étatisme planificateur<sup>396</sup> des démocraties occidentales et les principes organiques, qualitatifs et communautaires dans lesquels nous sommes

---

<sup>393</sup> BERDIAEV, Nicolas. 1976. *De l'inégalité*. Paris : L'Âge d'homme, p.137.

<sup>394</sup> BLIXEN, Karen. (1942) 2006. *La ferme africaine*. Paris : Gallimard.

<sup>395</sup> Ce roman fut adapté à l'écran en 1985 par Sydney Pollack sous le titre « Out of Africa » avec les acteurs Robert Redford et Meryl Street.

<sup>396</sup> On comprend aussi très bien la prégnance du religieux en Afrique à partir de cette sensibilité et de cette manière de se rapporter au monde. On retrouve par exemple ce trait d'esprit chez le pape émérite Benoit XVI lorsqu'il parle de l'État planificateur dans son livre « Jésus de Nazareth », et qui ne peut qu'être entendu avec une certaine bienveillance pour quiconque s'est imprégné réellement de la vie en Afrique centrale. Jésus n'a pas apporté « la paix dans le monde, le bien-être pour tous ou un monde meilleur », dit Benoit XVI, « Il apporté Dieu. », c'est à dire une relation possible avec la transcendance d'un « Dieu père » qui est amour, qui prime sur tout le reste, et qui est la condition pour entrer en relation de façon juste avec le monde. Vouloir instaurer un « monde meilleur » par le biais de la planification rationnelle et de la recherche du bien-être est même, dans la perspective traditionnelle défendue par Benoit XVI, quelque chose qui relève presque du diable ou de l'Antéchrist : « *Le tentateur n'a pas la grossièreté de nous inciter directement à adorer le diable. Il nous incite seulement à choisir ce qui est rationnel, à donner la priorité à un monde planifié et organisé, où Dieu en tant que question privée peut avoir une place, sans avoir pourtant le droit de se mêler de nos affaires essentielles. Soloviev attribue un livre à l'Antéchrist, « Le Chemin public vers la paix et le bien-être du monde », livre qui devient pour ainsi dire la nouvelle Bible dont le contenu véritable est l'adoration du Bien-être et de la planification raisonnable.* »

RATZINGER, Joseph. 2007. *Jésus de Nazareth*. Paris : Flammarion. p.61.

immédiatement plongés en Afrique et qui accompagnent aussi une hiérarchie claire, mouvante et partagée de tous.

« Nous sommes ici avec les derniers vrais humains », m'a dit un jour un logisticien français, alors que nous sortions d'une petite maison de terre du Kivu, après avoir passé la soirée en compagnie de la famille d'un de nos employés congolais qui nous avait invité chez lui. C'est aussi le souvenir prégnant que m'ont laissées les nombreuses discussions que j'ai pu avoir dans les camps de réfugiés ou dans la vie aux pourtours des centres de secours de MSF avec plusieurs êtres d'exceptions, qu'on aborde pourtant dans l'humanitaire médical d'urgence qu'à partir de la « survie ».

Recevoir l'enseignement gratuit et spontané donné par ces derniers représentants de la race des nobles, c'est le cadeau tacite et involontaire que donne l'expérience humanitaire en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle. Elle permet de renouer avec cette aspiration à la juste noblesse qui parcourt l'humanité depuis toujours, et qui apparaît souvent lorsque l'homme est mis face à sa finitude et au tragique de l'existence sans faux-fuyant.

« *Le monde se perd dans l'obscurité, soyons-en la lumière* », disait le moine-ermite libanais du 19<sup>ème</sup> siècle, Charbel Makhoul. C'est cette disposition centrale qu'il s'agira toujours de cultiver. Elle fut transmise avec magnificence par le poète René Daumal (1908 – 1944), au moment même où l'Europe – et l'humanité – traversait la guerre la plus meurtrière de son histoire. C'est sur ses paroles que se fermera cette thèse :

*« Je vais faire un poème sur la guerre. Ce ne sera peut-être pas un vrai poème, mais ce sera sur une vraie guerre. (...) Voyez la jolie paix qu'on me propose. Fermer les yeux pour ne pas voir le crime. S'agiter du matin au soir pour ne pas voir la mort toujours béante. Se croire victorieux avant d'avoir lutté. Paix de mensonge ! S'accommoder de ses lâchetés puisque tout le monde s'en accommode. Paix de vaincus ! Un peu de crasse, un peu d'ivrognerie, un peu de blasphème, sous des mots d'esprit, un peu de mascarade, dont on fait vertu, un peu de paresse et de rêverie, et même beaucoup si l'on est artiste,*

*un peu de tout cela, avec autour, toute une boutique de confiserie de belles paroles, voilà la paix qu'on me propose. Paix de vendus ! Et pour sauvegarder cette paix honteuse, on ferait tout, on ferait la guerre à son semblable. Car il existe une vieille et sûre recette pour conserver toujours la paix en soi : c'est d'accuser toujours les autres. Paix de trahison !*

*Vous savez maintenant que je veux parler de la guerre sainte. Celui qui a déclaré cette guerre en lui, il est en paix avec ses semblables, et, bien qu'il soit tout entier le champ de la plus violente bataille, au-dedans du dedans de lui-même règne une paix plus active que toutes les guerres. Et plus règne la paix au-dedans du dedans, dans le silence et la solitude centrale, plus fait rage la guerre contre le tumulte des mensonges et l'innombrable illusion.*

*(...)*

*Et parce que j'ai employé le mot de guerre, et que ce mot de guerre n'est plus aujourd'hui qu'un simple bruit que les gens instruits font avec leurs bouches, parce que c'est maintenant un mot sérieux et lourd de sens, on saura que je parle sérieusement et que ce ne sont pas de vains bruits que je fais avec ma bouche. »<sup>397</sup>*

---

<sup>397</sup> DAUMAL, René. 1940. *La guerre sainte*. Paris : Analecta.  
Disponible sur le net : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1510111s>

## BIBLIOGRAPHIE

- ABELES, Marc, 2008. *Anthropologie de la globalisation*. Paris : Payot.
- ABELES, Marc, 2006. *Politique de la survie*. Paris : Flammarion.
- ACCART, Xavier. 2005. *René Guénon ou le renversement des clartés : Influence d'un métaphysicien sur la vie littéraire et intellectuelle française (1920-1970)*. Paris : Archè EDIDIT.
- AGAMBEN, Giorgio. 2017. *Le Mystère du mal. Benoît XVI et la fin des temps*. Paris : Bayard.
- AGAMBEN, Giorgio. 2014. *Pilate et Jésus*, traduit par Joël Gayraud, Paris : Payot & Rivages, coll. « Bibliothèque Rivages ».
- AGAMBEN, Giorgio. 2011. *Homo Sacer. IV, 1, De la très haute pauvreté : règles et forme de vie*, traduit par Joël Gayraud, Paris : Payot & Rivage.
- AGAMBEN, Giorgio. 2000. *Le Temps qui reste : un commentaire de l'Épître aux Romains*, traduit par Judith Revel, Paris : Payot & Rivages.
- AGAMBEN, Giorgio. 2003. *Etat d'exception, Homo sacer III*. Paris : Le seuil.
- AGAMBEN, Giorgio. 2003. *Ce qui reste d'Auschwitz, Homo sacer II*. Paris : Payot&Rivages.
- AGAMBEN, Giorgio. 2002. *Enfance et histoire. Destruction de l'expérience et origine de l'histoire*. Paris : Payot.
- AGAMBEN, Giorgio. 1998. *Le pouvoir souverain et la vie nue, Homo Sacer I*. Paris : Le Seuil.
- AGAMBEN, Giorgio. 2007. *Qu'est-ce qu'un dispositif ?* Paris : Rivage Poche.
- AGIER, Michel. 2013. *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*. Paris : La Découverte.
- AGIER, Michel. 2011. *Le couloir des exilés*. Paris : Editions du Croquant.
- AGIER, Michel. 2008. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion.
- AGIER, Michel. 2006. « Ce qui rend les terrains sensibles et l'anthropologie inquiète. » Dans BOUILLON, FRESIA et TALLIO. *Terrain sensible : expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris : Centre d'études africaines, Écoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, p.175-184.
- AGIER, Michel. 2003. « La main gauche de l'Empire. Ordre et désordre humanitaire » *Multitudes*, n° 11.



- AGIER, Michel. 2002. *Aux bords du monde, les réfugiés*. Paris : Éd. Flammarion.
- AGIER, Michel et BOUCHET-SAULNIER, Françoise. 2003. «Espaces humanitaires, espaces d'exception» *À l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*. Paris : Flammarion : 303-318.
- ANDERS, Günther. 2010. *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?* Paris : Allia.
- ANDERS, Günther. 2006. *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*. Paris : Éditions du Rocher.
- ANDERS, Günters. 2002 (1956). *L'obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris : Encyclopédie des nuisances.
- APPADURAI, Arjun. 2009. *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*. Paris : Payot.
- APPADURAI, Arjun. 2006. *Fear of Small Numbers: An Essay on the Geography of Anger*. Durham : Duke University Press.
- APPADURAI, Arjun. 2001. *Globalization*. Paris : Edition Broché.
- APPADURAI, Arjun. 1996. *Modernity at large : Cultural Dimensions of Globalization*. University of Minnesota Press.
- ARENDT, Hannah. 2007. *La politique a-t-elle encore un sens ?* Paris : L'Herne.
- ARENDT, Hannah. 2006. *Du mensonge à la violence : essais de politique contemporaine*. Paris : Pocket.
- ARENDT, Hannah. 1989. *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*. Paris : Folio Essais Gallimard.
- ARENDT, Hanna. 1991. *Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal*. Paris : Gallimard.
- ARENDT, Hannah. 1961. *Condition de l'homme moderne*. Paris : Calmann-Lévy.
- ARNSPERGER, Christian. 2010. « Sortir du capitalisme pour naître à l'humain ». *La chair et le souffle*. Vol 5, no 2 : 15-28.
- ARNSPERGER, Christian. 2006. *Critique de l'existence capitaliste, pour une éthique existentielle de l'économie*. Paris : Ed du Cerf.
- ATLANI-DUAULT, Laetitia. 2011. « Colonisation, développement, aide humanitaire : pour une anthropologie de l'aide internationale ». *Ethnologie française*. Vol. 41, p. 393-403.

- ATLANI-DUAULT, Laetitia. 2009. *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement*. Paris : Armand Colin.
- ATLANI-DUAULT, Laëtitia. 2005. *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire*. Paris : Société d'ethnologie.
- AUBERT, Nicole. 2004. *Le culte de l'urgence : La société malade du temps*. Paris : Flammarion.
- AUGÉ, Marc. 2011. *Où est passé l'avenir*. Paris : le Seuil.
- AUGÉ, Marc. 2009. *Pour une anthropologie de la mobilité*. Paris : Payot Rivages.
- AUGÉ, Marc. 2003. *Pour quoi vivons-nous ?* Paris : Fayard.
- AUGÉ, Marc. 2003. *Le temps en ruines*. Paris : Galilée.
- AUGÉ, Marc. 1997. *L'impossible voyage. Le tourisme et ses images*. Paris : Payot & Rivages.
- AUGÉ, Marc. 1994. *Pour une anthropologie des mondes contemporains*. Paris : Aubier.
- AUGÉ, Marc. 1992. *Non-Lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Le Seuil.
- BADIOU, Alain. 1997. *Saint Paul. La fondation de l'universalisme*. Paris : PUF.
- BARLET, Olivier. *Africultures*. La revue des cultures africaines. No. 83. Janvier 2011.
- BASS, Gary. 17 avril 2011. "Humanitarian wars : How doing the right thing can go so wrong" *The Washington Post*.
- BAUDELAIRE, Charles. 1908. *Œuvres posthumes et correspondances inédites*. Paris : BNF Hachette.
- BAUMAN, Zigmunt. 2000. *Le coût humain de la mondialisation*. Paris : Points-Pluriel.
- BAUMAN, Zigmunt. 2003. « L'humanité comme projet ». *Anthropologie et Sociétés*. Vol. 27, No3 : 13-38.
- BAUMAN, Zygmunt. 2003. *La Vie en miettes. Expérience postmoderne et moralité*. Paris : Hachette.
- BAUMAN, Zigmunt. 2007. *Le présent liquide*. Paris : Seuil.
- BAUMAN, Zigmunt. 2006. *Vies perdues : La modernité et ses exclus*. Paris : Payot.
- BAUMAN, Zigmunt. 2006. *La Vie liquide*. Paris : Le Rouergue/Chambon.

- BAYART, Jean-François. 2004. *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*. Paris : Le Seuil.
- BENJAMIN, Walter. 2011 (1933). *Expérience et pauvreté*. Paris : Petite bibliothèque Payot.
- BERDIAEV, Nicolas. 1976. *De l'inégalité*. Lausanne : l'Âge d'homme.
- BERNANOS, Georges. 1953. *La Liberté, pour quoi faire ?* Paris : Gallimard.
- BERNANOS, Georges. 2005 (1944). *La France contre les robots*. Paris : Le livre de poche.
- BERNANOS, Georges. 1944. *Où allons-nous?* Thonon-les-Bains : Pelissier.
- BERNIER, Bernard. 1983. « L'apparition du nationalisme en Occident, Les contextes historiques » *Anthropologie et sociétés*. 7, no2 : 111-129.
- BESNIER, Jean-Michel. 1993. *L'humanisme déchiré*. Paris : Descartes & Cie.
- BESSET, Jean-Paul. 2005. *Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire*. Paris : Fayard.
- BIBEAU, Gilles. 2015. *Généalogie de la violence. Le terrorisme : piège pour la pensée*. Montréal : Mémoire d'encrier.
- BIBEAU, Gilles, 2010. *Syllabus doctoral*. Département d'Anthropologie : Université de Montréal.
- BIQUET, Jean-Marc. 2009. *Accountability Towards Beneficiaries » ou De la responsabilité des humanitaires envers leurs populations-cibles*. Université Jean Moulin Lyon III. Faculté de Droit.
- BISSON, David. 2013. *René Guénon : Une politique de l'esprit*. Paris : Pierre-Guillaume de Roux.
- BLIXEN, Karen. 2006 (1942). *La ferme africaine*. Paris : Gallimard.
- BLOOM, Allan. 1987. *L'âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*. Montréal : Guérin.
- BOISSIER, Pierre. *Florence Nightingale et Henry Dunant - Convergences et divergences*. Revue Internationale de la Croix-Rouge, Volume 55, Mai 1973, p 261-273.
- BOURDIEU, Pierre. 1993. *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- BOURG, Dominique. 2010. *Crise écologique, crise des valeurs ? : Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*. Genève : Labor & Fides.
- BRADOL, Jean-Hervé et LE PAPE, Marc. 2016. *Génocide et crime de masse. L'expérience rwandaise de MSF 1982-1997*. Paris : CNRS.

BRAUMAN, Rony. 2017. *Guerre et humanitaire*. IN DURIEUX, Benoît et RAMEL, Frédéric. *Dictionnaire de la guerre et de la paix*. Paris : PUF.

BRAUMAN, Rony. *Mission civilisatrice, ingérence humanitaire*. Le Monde Diplomatique, septembre 2005.

BRAUMAN, Rony et SIVAN, Eyal. 2006. *Éloge de la désobéissance. À propos d'un spécialiste : Adolf Eichmann*. Paris : Éditions Le Pommier.

BRAUMAN, Rony. *MSF et le CICR : questions de principes*. Revue Internationale de la Croix Rouge. Volume 94 Sélection française. 2012/4.

BRAUMAN, Rony. 2006. *Penser dans l'urgence : Parcours critique d'un humanitaire*. Paris : Seuil.

BRAUMAN, Rony. 2006. *Aider, sauver : Pourquoi, comment ?* Paris : Bayard Centurion.

BRAUMAN, Rony. 1996. *Humanitaire : le dilemme*. Paris : Editions Textuel.

BRAUMAN, Rony. 1995. *L'action humanitaire*. Paris : Flammarion.

BRAUMAN, Rony. 1994. *Devant le Mal. Rwanda, un génocide en direct*. Paris : Arléa.

BRAUMAN, Rony. 1993. *Le crime humanitaire. Somalie*. Paris : Arléa.

BRAUMAN, Rony. 1986. *Le Tiers-mondisme en question*. Paris : Olivier Orban.

BRICMONT, Jean. 2006. *L'impérialisme humanitaire*. Montréal : Lux Editeur.

BROWN, Wendy. 2007. *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néoconservatisme*. Paris : Les Prairies ordinaires.

BRUCKNER, Pascal. 1983. *Le Sanglot de l'homme blanc. Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*. Paris : Seuil.

BRUNEL, Sylvie. 2003. *Frontières*. Paris : Denoël.

BRUNEL, Sylvie. 1987. *Tiers Mondes. Controverse et réalités*. Paris : Economica.

BURKE, Edmond. 1989 (1790). *Réflexions sur la Révolution de France*. Paris : Hachette.

BURKE, j. 1971. *Historique de la lutte contre la maladie du sommeil au Congo*. Annales de la Société Belge de Médecine Tropicale. No. 51, p.465- 477.

CALHOUN, Craig. 2010. "The idea of Emergency : humanitarian Action and global dis (order)". FASSIN, Didier and PANDOLFI, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 29-58.

CALHOUN, Craig. March 2004. « A World of Emergencies: Fear, Intervention, and the Limits of Cosmopolitan Order ». *Social Science Research Council*. Annual Sorokin Lecture, University of Saskatchewan : 373-395.

CAMUS, Albert. 1951. *L'homme révolté*. Paris. Gallimard.

CASANOVA, Vincent. *Refondation des droits humains. La solidarité comme citoyenneté internationale*. Vacarme, 2017/2, no79, p. 1 à 11.

CASTORIADIS, Cornelius. 2005. *Une société à la dérive : entretiens et débats 1974-1997*. Paris : Seuil.

CASTORIADIS, Cornelius. 1996. *La montée de l'insignifiance*. Paris : Seuil.

CASTORIADIS, Cornelius. 1990. *Le monde morcelé*. Paris : Seuil.

CAVANAUGH, William. 2010. *Migrations du sacré : Théologies de l'État et de l'Église*. Paris : Éditions de l'homme nouveau.

CAVANAUGH, William. 2007. *Etre consommé : une critique chrétienne du consumérisme*. Paris : Ed de l'Homme nouveau.

CEDRONIO, Marina. 1996. *Modernité, démocratie et totalitarisme. Simone Weil et Hannah Arendt*. Paris : Klincksieck.

CÉSARI, Jocelyne. 1997. « Les réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb : l'international sans territoire ». *Revue européenne des migrations internationales*. Volume 13, numéro 2, pp. 81-94.

CHALIAND, Gérard. 2016. *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental*. Paris : Odile Jacob.

CHALIAND, Gérard. 2008. *Les guerres irrégulières. XXIème – XXIème siècle*. Paris : Gallimard.

CHANDLER, David. 2002. *From Kosovo to Kabul. Human Rights and International Intervention*. London : Pluto Press.

CHESTERTON, Gilbert Keith. 1984 (1908.) *Orthodoxie*. Paris : Gallimard.

CLOUSCARD, Michel. 1973. *Néo-fascisme et idéologie du désir : Mai 68 : la contre-révolution libérale libertaire*. Paris : Delga.

COMPAGNON, Antoine. 2005. *Les antimodernes, de Joseph de Maistre à Roland Barthes*. Paris : Gallimard.

COMPTE-SPONVILLE, André. 2004. *Le capitalisme est-il moral ?* Paris : Albin Michel.

CONRAD, Joseph. 1989. *Au cœur des ténèbres*. Paris : Éditions Aubier-Montaigne.

COOPER, Anderson. 2006. « *Dispatches from the Edge: A Memoir of War, Disasters, and Survival* ». New York: Harper perennial.

COPANS, Jean. 1996. « Socio/anthropologie du travail/ de l'organisation /de l'entreprise? ». *Journal des anthropologues*. 2 : 84-97.

CORCUFF, Philippe. 2009. « Anticapitalisme et antiproductivisme à l'aube du XXIe siècle ». *Non au capitalisme vert*. Lyon : Parangon. : 99-106.

CROZIER, Michel. 1963. *Le phénomène bureaucratique*. Paris : Seuil.

DALLAIRE, Roméo. 2003. *J'ai serré la main du diable. La faillite de l'humanité au Rwanda*. Montréal : Libre expression.

DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian. 2009. *La nouvelle raison du monde : essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte.

DAUMAL, René. 1940. *La guerre sainte*. Paris : Analecta.

DAVID, Pierre Marie. 2013. *Le traitement de l'oubli. Épreuve de l'incorporation des antirétroviraux et temporalités des traitements du sida en Centrafrique*. Faculté de pharmacie : Université de Montréal.

DEBRAY, Régis. 2006. *Supplique aux nouveaux progressistes du XXIe siècle*. Paris : Gallimard.

DEFARGES, Philippe Moreau. 2006. *Droits d'ingérence dans le monde post-2001*. Paris : Presse de la fondation nationale des sciences politiques.

DELEUZE, Gilles. 1989. *Qu'est-ce qu'un dispositif? Michel Foucault philosophe. Rencontre internationale*. Paris : Seuil.

DE BOECK, Filip. 2000. « *Le « deuxième monde » et les « enfants-sorciers » en république démocratique du Congo* ». *Politique africaine*. 2000/4 (no 80). Paris : Karthala.

DE LUBAC, Henry. 1998. *Le Drame de l'humanisme athée*. Paris : Cerf.

DE MAISTRE, Rodolphe. 1853. *Lettres et opuscules inédits du comte J. de Maistre*. Paris : Vaton.

DENEAULT, Alain. 2017. *La médiocratie*. Montréal : Lux éditeur.

DE TOCQUEVILLE, Alexis. 1981. *De la démocratie en Amérique, Vol. II*. Paris : Gallimard.

DILLOUIN, René. 1951. *L'homme moderne, bourreau de lui-même*. Paris : Le Portulan.

DUBOST, Michel. 2001. *Être chrétien aujourd'hui*. Paris : Pygmalion.

DUFFIELD, Mark. 2007. *Autour d'un livre : Mark Duffield, Development, Security and Unending War : Governing the World of Peoples*. Cambridge: Polity.

DUFFIELD, Marc. 2010. « The Liberal Way of Development and the Development-Security Impasse: Exploring the Global Life-Chance Divide ». *Security Dialogue*, 40 : 53-76.

DUFFIELD, Marc. 2009. « Liberal Interventionsim and Fragile States: Linked by Design? » In Duffied, Marc et Hewit, Vernon (Eds.) *Empire, Development and Colonialism: The Past in the Present*, James Currey & Boydell and Brewer Inc : 116-129.

DUFFIELD, Marc. 2007. *Development, Security and Unending War : Governing the World of Peoples*. Cambridge : Polity.

DUFFIELD, Marc. 2005. « Governing the Borderlands: Decoding the Power of Aid ». Rorden Wilkinson (Ed.), *The Global Governance Reader*, London: Routledge : 204-216.

DUFFIELD, Marc. 2005. « Getting Savages to Fight Barbarians: Development, Security and the Colonial Present ». *Conflict, Security and Development*, 5 (2) : 141-160.

DUFFIELD, Marc. 2005. "NGOs, Permanent emergency and decolonization" *Development, Security and Unending War : Governing the world of peoples*. Cambridge: Polity Press : 32-65.

DUFFIELD, Marc. 2004. "Carry on killing : Global governance, Humanitarianism and Terror" *Danish institute for international Studies (DIIS)*. Working Paper, 23 : 1-24.

DUFFIELD, Marc. 2001. *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*. London : Zed Books.

DUFRESNE, Jacques. 2003. « *La raison au secours de la vie* ». *L'Agora*. Québec : [http://agora.qc.ca/documents/vie-la\\_raison\\_au\\_secours\\_de\\_la\\_vie\\_par\\_jacques\\_dufresne](http://agora.qc.ca/documents/vie-la_raison_au_secours_de_la_vie_par_jacques_dufresne).

DUFRESNE, Jacques. 1999. *Après l'homme... le Cyborg ?* Montréal : Multi Mondes.

DUFRESNE, Jacques. 1987. *Le procès du droit*. Montréal : Institut québécois de recherche sur la culture.

DUFRESNE, Jacques. 1986. *La Reproduction humaine industrialisée*. Montréal : Institut québécois de recherche sur la culture.

DUMONT, Louis. 1991. *Homo aequalis II : L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour*. Paris : Gallimard.

DUMONT, Louis. 1977. *Homo aequalis 1 ; Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*. Paris : Gallimard.

DUMONT, Louis. 1983. *Essais sur l'individualisme : une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris : Seuil.

DUPLESSIS, Isabelle. 2008. « Le droit international a-t-il une saveur coloniale ? L'héritage des institutions internationales multilatérales ». *Thémis*, vol. 42, no. 3 : 311-357.

DUSART, Jean Dusart. 1948. *Albert Thys : créateur de la ligne de Chemin de fer Matadi-Léopoldville*. Bruxelles : Bibliothèque de l'Étoile.

EBERHARD, Christoph. 1999. « Pluralisme et Dialogisme : Les Droits de l'Homme dans un contexte de mondialisation qui ne soit pas uniquement occidentalisation ». *La revue du MAUSS*, n° 13 : 261-27.

ELLUL, Jacques et CHARBONNEAU, Bernard. 2014. « Directives pour un manifeste personnaliste ». *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous*. Paris : Seuil.

ELLUL, Jacques. 2008. « *Ellul par lui-même entretiens avec Willem H. Vanderburg* ». Paris : La petite vermillon.

ELLUL, Jacques. 2004 *L'espérance oubliée*. Paris : La Table Ronde.

ELLUL, Jacques. 1988. *Le bluff technologique*. Paris : Hachette.

ELLUL, Jacques. 1977. *Le système technicien*. Paris : Calmann-Lévy.

ELLUL, Jacques. 1967. *Métamorphose du bourgeois*. Paris : Calmann-Lévy.

ELLUL, Jacques. 1966. *Exégèse des nouveaux lieux communs*. Paris : Calmann-Lévy.

ELLUL, Jacques. 1965. *L'illusion politique*. Paris : Robert Laffont.

ELLUL, Jacques. 1954. *La technique ou l'enjeu du siècle*. Paris : Armand Colin.

ELLUL, Jacques. 1948. *Présence au monde moderne: Problèmes de la civilisation postchrétienne*. Geneva: Roulet.

EMMANUELLI, Xavier, 2005. *L'homme en état d'urgence*. Paris : Hachette.

EMMANUELLI, Xavier. 2009. *La grande exclusion*. Paris : Bayard.

EMMANUELLI, Xavier. 2003. *Out... La malédiction de l'exclusion peut-elle être vaincue ?* Paris : Robert Laffont.

EMMANUELLI, Xavier. 1999. *Dernier avis avant la fin du monde*. Paris : Albin Michel.

FANON, Frantz. 1972 (1959). « Médecine et colonialisme ». *Sociologie d'une révolution*. Paris : François Maspero, p. 96 – 135.

FASSIN, Didier. 2011. *La raison humanitaire une histoire morale du temps présent*. Paris : Gallimard.



FASSIN, Didier. 2010. « Inequality of lives, hierarchies of humanity : Moral Commitments and Ethical Dilemmas of Humanitarianism ». In Ilana Feldman & Miriam Iris Ticktin (eds.), *In the Name of Humanity: The Government of Threat and Care*. Duke University Press : 238-255.

FASSIN, Didier. 2007. "Humanitarianism as a politic of life". *Public Culture* 19, no 3 : 499-520.

FASSIN, Didier. 2007. « La biopolitique n'est pas la politique de la vie ». *Sociologie et sociétés, spécial Michel Foucault : sociologue ?* vol. 38, n°2, : 35-48.

FASSIN, Didier. 2006. « L'humanitaire contre l'État, tout contre ». *Vacarme : spécial politique non gouvernementale*. n° 34 : 15-19.

FASSIN, Didier. 2005. « L'ordre moral du monde. Essai d'anthropologie de l'intolérable ». FASSIN, Didier et BOURDELAIS, Patrice. *Les constructions de l'intolérable. Etudes d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*. Paris : La découverte : 17-50.

FASSIN, Didier. 2004. *La cause des victimes*. Les temps modernes 59, no 627 : 73-91.

FASSIN, Didier. 2002. « La souffrance du monde, considerations anthropologiques sur les politiques contemporaines de compassion. » *Evolution psychiatrique* 67, no 4 : 676-89.

FÉDIER, François. 2013. « Nazisme ». *Le Dictionnaire martin Heidegger*. Paris : Cerf.

FÉDIER, François. 2008. *Entendre Heidegger – et autres exercices d'écoute*. Paris : Le Grand Souffle.

FÉDIER, François. 2008. *Péguy philosophe*. Communication à l'Université de Lecce. <http://parolesdesjours.free.fr/peguy.pdf>

FELDMAN Ilana et TICKTIN, Miriam. 2010. *In the Name of Humanity: The Government of Threat and Care*. Duke University Press.

FERGUSON, James. 1990. *The Anti-Politics Machine. Development, depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge : Cambridge University Press.

FERRY, Luc. 1996. *L'homme-Dieu ou le sens de la vie*. Paris : Grasset.

FINKIELKRAUT, Alain. 1987. *La défaite de la pensée*. Paris : Gallimard.

FINKIELKRAUT, Alain. 2005. *Nous autres, modernes*. Paris : Folio essais.

FISCHBACH, Franck. 2011. *La privation de monde. Temps, espace et capital*. Paris : Librairie Philosophique J. Vrin.

FLAMANT, Nicolas. 2003. *Une anthropologie des managers*. Paris: PUF.

FOUCAULT, Michel. 2012 (1963). *Naissance de la clinique. Une archéologie du regard médical*. Paris : Presses Universitaires de France.

FOUCAULT, Michel. 2004. *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France. 1978-1979*. Paris : Gallimard.

FOUCAULT, Michel. 1994. *Dits et Écrits*. Paris : Gallimard.

FOUCAULT, Michel. « Face aux gouvernements, les droits de l'homme », *Libération*, no 967, 30 juin – 1<sup>er</sup> juillet 1984, p.22.

FOUCAULT, Michel. « À quoi rêvent les Iraniens ? », *Le Nouvel Observateur*, 16-22 octobre 1978.

FOUCAULT, Michel. 1976. *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*. Paris : Gallimard.

FOUCAULT, Michel. 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard.

FOUCAULT, Michel. 1966. *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris : Gallimard.

FREITAG, Michel. 2008. *L'impasse de la globalisation (entretiens avec Patrick Ernst)*. Montréal : Écosociété.

FREITAG, Michel. 2007. « Combien de temps le développement peut-il encore durer ? », *Société*, 27 : 209-241.

GANGA, Rémi Bazenguissa. 1999. « Témoigner pour survivre ». *Congo-Brazzaville. Dérives politiques, catastrophe humanitaire, désirs de paix*. Paris : Karthala.

GAUDILLIÈRE, Jean-Paul. 2008. *La médecine et les sciences, XIXe – XXe siècles*. Paris : La Découverte.

GAUCHET, Marcel. 2004. *Un monde désenchanté?* Paris : Les Ed. de l'Atelier.

GAUCHET, Marcel. 1985. *Le désenchantement du monde : une histoire politique de la religion*. Paris : Gallimard.

GAUGELAC, Vincent. 2005. *La société malade de la gestion - Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*. Paris : Broché.

GIRARD, René. 1982. *Le bouc émissaire*. Paris : Grasset.

GOOD, Byron et GOOD, Mary-Jo DelVecchio. 2008. *Postcolonial Disorders*. University of California press.

GOUREVITCH, Philip. 11 octobre 2010. *Can you provide humanitarian aid without facilitating conflicts?* New York : The New Yorker.

GRAS, Alain. 2003. *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique*. Paris : Fayard.

- GRÉGOIRE, Émmanuel. « Niger : un État à forte teneur en uranium ». *Hérodote*. 2011/3, no 142. Paris : La Découverte.
- GUENON, René. 1992 (1927). *La crise du monde moderne*. Paris : Gallimard.
- GUENON, René. 1989 (1945). *Le règne de la quantité et les signes des temps*. Paris : Gallimard.
- GUÉRIN, Daniel. 1973. *Ci-gît le colonialisme : Algérie, Inde, Indochine, Madagascar, Maroc, Palestine, Polynésie, Tunisie, témoignage militant*. Paris : Mouton.
- GUILLOY, Christophe. 2014. *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris : Flammarion.
- GUITON, Jean. 1986. *Silence sur l'essentiel*. Paris : Desclée de Brouwer.
- HABERMAS, Jürgen. 1990. *La Technique et la science comme « idéologie »*. Paris : Gallimard.
- HARD, Michael et NEGRI, Antonio. 2000. *Empire*. Paris : Exil éditeurs.
- HARVEY, David. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. New York : Oxford University Press.
- HASKELL, Thomas L. 1985. "Capitalisme and the origins of the Humanitarian Sensibility" 1 and 2, *American Historical Review* 90, no. 2 : 339-61.
- HEIDEGGER, Martin. 2006. *La dévastation et l'attente. Entretien sur le chemin de campagne*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 2005. *Achèvement de la métaphysique et poésie*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 2001. *Lettre de 1925 à 1975 et autres documents*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 1996. « Science et méditation ». *Essais et conférences*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 1988. « Entretien avec le Spiegel ». *Réponses et questions sur l'histoire et la politique*. Paris : Mercure de France.
- HEIDEGGER, Martin. 1981. *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 1981. *Acheminement vers la parole*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 1971. *Nietzsche*. Paris : Gallimard.
- HEIDEGGER, Martin. 1970. *Lettre sur l'humanisme*. Paris : Aubier éditions Montaigne.
- HEIDEGGER, Martin. 1962. « L'époque des « conceptions du monde ». *Chemins qui ne mènent nulle part*. Paris : Gallimard.

- HEIDEGGER, Martin. 1958. « La question de la technique ». *Essais et conférences*. Paris : Gallimard : 9-48.
- HERZFELD, Michael. 1993. *The Social Production of Indifference: Exploring the Symbolic Roots of Western Bureaucracy*. Chicago : University of Chicago Press.
- HEYMAN, Josiah. 1995. « Putting power in the Anthropology of bureaucracy ». *Current Anthropology*. Vol. 36, No2, : 261-277.
- HOUELLEBECQ, Michel. 1998. *Les Particules élémentaires*. Paris : Flammarion.
- HUSSERL, Edmund. 1985 (1950). *Idées directrices pour une phénoménologie*. Paris : Gallimard.
- HUXLEY, Aldous. 2005. *Tour du monde d'un sceptique*. Paris : Payot.
- IGNIATIEFF, Michael. 2005. *American Exceptionalism and Human Rights*. Princeton : Princeton University Press.
- ILLICH, Ivan et CAYLEY, David. 2007. *La corruption du meilleur engendre le pire*. Paris : Actes Sud.
- ILLICH, Ivan. 2005. « Sexisme et croissance économique ». *Œuvres complètes Volume 2*. Paris : Fayard.
- ILLICH, Ivan. Mars 1999. *Un facteur pathogène prédominant. L'obsession de la santé parfaite*. Le monde diplomatique.
- ILLICH, Ivan. 1981. *Le Travail fantôme*. Paris : Seuil.
- ILLICH, Ivan. 1975. *Némésis médicale: l'expropriation de la santé*. Paris: Seuil.
- ILLICH, Ivan. 1973. *La convivialité*. Paris : Le Seuil.
- JACERME, Pierre. 2005. *Ethique à l'ère du nucléaire*. Paris : Lettrage.
- JACQUES, Roy. 1996. *Manufacturing the Employee*. London: Sage.
- JACQUIER, Charles. 1998. *Simone Weil. L'expérience de la vie et le travail de la pensée*. Paris : Sulliver.
- JAMESON, Fredric. 1991. *Postmodernism or The Cultural Logic of Late Capitalism*. Durham : Duke University Press.
- JEWSIEWICKI, Bogumil. 2012. *La première guerre du Congo-Zaïre (1996-1997). Récits de soldats AFDL*. Paris : L'Harmattan.
- JOCHUM, Bruno. 2009. *Guerre contre la terreur : conséquences*. TAG : MSF Genève.

- JONAS, Hans. 2008 (1979). *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*. Paris : Flammarion.
- JUNGER, Ernst. 2005 (1920). *Orage d'acier*. Paris : Le livre de poche.
- JÜNGER, Ernst. 1998. *Orages d'acier : journal de guerre*. Paris : Le livre de poche.
- JÜNGER, Ernst. 1997. *La guerre comme expérience intérieure*. Paris : Christian Bourgois éditeur.
- JUNGER, Ernst. 1990. *La mobilisation totale*. Paris : Gallimard.
- JUNGER, Ernst. 1989. *Le Travailleur*. Paris : Christian Bourgeois Editeur.
- KONÉ, Mariatou. 2006. *La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique*. LASDEL. Niamey. Niger.
- KOUCHNER, Bernard. 1992. *Le malheur des autres*. Paris : Odile Jacob.
- LABELLE, Gilles, MARTIN, Éric et VIBERT, Stéphane. 2014. *Les racines de la liberté. Réflexion à partir de l'anarchisme tory*. Montréal : Éditions Nota bene.
- LAFONTAINE, Annie. 2002. « Réfugiés ou "Local staff" ? ». *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no. 1 : 89-106.
- LAGARDE, François. 2013. *Mémorialistes et témoins rwandais (1994-2013)*. Paris : L'Harmattan.
- LARCHE, Jérôme. 2011. *La face cachée des casques rouges* : [www.grotius.fr/node/685](http://www.grotius.fr/node/685)
- LASCH, Christopher. 2006. *Le seul et vrai paradis. Une histoire du progrès et de ses critiques*. Paris : Flammarion.
- LATOUCHE, Serge. 2010. *Sortir de la société de consommation*. Paris : Les liens qui libèrent/Actes Sud.
- LATOUCHE, Serge. 2008. *L'autre Afrique, entre mondialisation et décroissance*. Paris : A plus d'un titre.
- LATOUCHE, Serge. 2005. *L'invention de l'économie*. Paris : Albin Michel.
- LATOUCHE, Serge. 2000. *La Planète uniforme*. Paris : Climats.
- LATOUCHE, Serge. 1998. *L'Autre Afrique, entre don et marché*. Paris : Albin Michel.

LATOUCHE, Serge. 1995. *La Mégamachine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès (Essai à la mémoire de Jacques Ellul)*. Paris : La Découverte.

LATOUCHE, Serge. 1991. *La planète des naufragés. Essai sur l'après développement*. Paris : La découverte.

LATOUCHE, Serge. 1989. *L'Occidentalisation du monde : Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris : La Découverte.

LATOUCHE, Serge. 1986. *Faut-il refuser le développement ?* Paris : PUF.

LATOUCHE, Serge. 1984. *Critique de l'impérialisme : Une approche marxiste non léniniste des problèmes théoriques du sous-développement*. Paris : Anthropos.

LAVAL, Christian. 2007. *L'Homme économique : essai sur les racines du néolibéralisme*. Paris : Gallimard.

Le Club de Rome. 1973. *Halte à la croissance ?* Paris : Fayard.

LEGENDRE, Pierre. 2004. *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident : conférences au Japon*. Paris : Mille et une Nuits.

LEGENDRE, Pierre. 2000. *La fabrique de l'homme occidental*. Paris : Mille et une nuits.

LINSTEAD, Stephen. 1997. « The Social Anthropology of Management ». *British Journal of Management* 8 : 85-98.

LIPOVETSKY, Gilles. 2007. *Le bonheur paradoxal : essai sur la société d'hyperconsommation*. Paris : Gallimard.

LUTTWAK, Edward. 1979. *The grand strategy of the Roman Empire: from the first century A.D. to the third*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.

MAFOUTA, Noël Izenzama. 2008. *Le paradigme écologique du développement durable en Afrique subsaharienne à l'ère de la mondialisation*. Berne : Publications universitaires européennes.

MAILLARD, Denis. 2007. *L'humanitaire, tragédie de la démocratie*. Paris : Michalon.

MAKAREMI, Chowra. 2010. « The Utopias of Power : from Human Security to the Responsibility to Protect ». Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 107-127.

MARCUSE, Herbert. 1968. *L'homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Paris : Les Éditions de minuit.

MARTEL, Andréanne. 2015. « La participation locale comme conditionnalité de l'aide ? L'expérience des camps de déplacés en Haïti », *Politique et Sociétés*, Volume 34, numéro 3, p. 9-36

MARTEL, Andréanne. 2014. « Coordination humanitaire en Haïti : le rôle des clusters dans l'externalisation de l'aide ». *Mondes en développement*, no.165, p. 65-78

MARTIN, Éric et OUELLET, Maxime. 2014. *La tyrannie de la valeur. Débats pour le renouvellement de la théorie critique*. Montréal : Écosociété.

MARX, Karl. 1998 (1848). *Manifeste du parti communiste*. Paris : Flammarion.

MARX, Karl. 1978. *Manuscrits de 1844. Économie politique et philosophie*. Paris : Éditions sociales.

MATTEI, Ugo. 2010. « Emergency-Based Predatory Capitalism: The Rule of Law, Alternative Dispute Resolution and Development ». Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 89-106.

MBEMBE, Achille. 2010. « Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée ». Paris : La Découverte.

MBEMBE, Achille. 2003. « Necropolitics », *Public Culture*. 15(1): 11-40.

MBEMBE, Achille. 2000. *De la postcolonie - Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Éditions Karthala.

MEIMON, Julien. 2005. « En quête de légitimité. Le ministère de la coopération (1959 – 1999) ». Thèse de doctorat en science politique. Université de Lille 2.

MICHÉA, Jean-Claude. 2017. *Notre ennemi, le capital*. Paris : Flammarion.

MICHÉA, Jean-Claude. 2013. *Les mystères de la gauche – de l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*. Paris : Climats.

MICHÉA, Jean-Claude. 2011. *Le Complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*. Paris : Climats.

MICHÉA, Jean-Claude. 2008. *La Double Pensée : retour sur la question libérale*. Paris : Climats.

MICHÉA, Jean-Claude. 2007. *L'empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*. Paris : Climats.

MICHÉA, Jean-Claude. Mars 2003. *Pour une critique de l'aliénation progressiste*. À contretemps, n° 11.

MICHÉA, Jean-Claude. 2002. *Impasse Adam Smith : brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*. Paris : Climats.

- MICHÉA, Jean-Claude. 1999. *L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*. Paris : Climats.
- MIDAL, Fabrice. 2015. *Comment la philosophie peut nous sauver*. Paris : Flammarion.
- MIDAL, Fabrice. 2009. *Risquer la liberté. Vivre dans un monde sans repères*. Paris : Seuil.
- MONCORGÉ, Claude, « Réponse à Mariella Pandolfi », *Multitudes*, 3/2000 (n° 3), p. 106-112.
- MOYN, Samuel. 2010. *The last utopia ; human right in History*. Harvard University Press.
- MC CLOY, Shelby T. 1957. *The Humanitarian Movement in Eighteen-Century France*. Lexington KY: University of Kentucky Press.
- MC FALLS, Laurence. 2010. « Benevolent Dictatorship: The Formal Logic of Humanitarian Government ». Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 317-333.
- MCPHERSON, James. 1991. *La guerre de Sécession (1861-1865)*. Paris : éditions Robert Laffon.
- MOUFFE, Chantal. 2016. *L'Illusion du consensus*. Paris : Albin Michel.
- MURAY, Philippe. 2005. *Festivus Festivus. Conversations avec Elisabeth Levy*. Paris : Fayard.
- NEGRI, Toni et HARDT, Michael. 2000. *Empire*. Harvard University Press.
- NIETZSCHE, Friedrich. 2000. *Généalogie de la morale*. Paris : Le Livre de Poche.
- NIWESE, Maurice. 2001. *Le peuple rwandais un pied dans la tombe. Récit d'un réfugié étudiant*. Paris : L'Harmattan.
- NGUYEN, Vinh-Kim et LOCK, Margaret. 2010. *An Anthropology of Biomedicine*. Montreal : Wiley-Blackwell.
- OCDE. 2013. *Perspectives économiques en Afrique 2013 : Transformation structurelle et ressources naturelles*, Paris : Éditions OCDE.
- OPHIR, Adi. Hiver 2006. « Le souverain, l'humanitaire et le terroriste ». *Vacarme*. 34.
- OPHIR, Adi. 2010. « The politics of catastrophization : Emergency and exception ». Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 59-89.
- PANIKKAR, Raymon. 1982. « La notion des droits de l'homme est-elle un concept occidental ? » *Diogène*. Paris, n°120 : 87-115.
- PANDOLFI, Mariella. « De l'humanitaire imparfait ». *Ethnologie française*, 2011/3 (Vol. 41), p. 465 - 472.



PANDOLFI, Mariella. 2010. « From Paradox to Paradigm The Permanent State of Emergency in the Balkans ». Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella (eds.). *States of Contemporary Emergency. The Politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York, Zone Books : 104-117.

PANDOLFI, Mariella et FASSIN, Didier. 2010. « Introduction: Military and Humanitarian Government in the Age of Intervention ». Fassin, Didier and Pandolfi, Mariella. (eds.). *States of Contemporary Emergency. The Politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 5-17.

PANDOLFI, Mariella. 2009. « The Do Something Syndrome – Critical Notes on the Humanitarian Military Apparatus », in Fischer, B. et P. Misha (eds.), *Albanian American Relations: Understanding the Future by Examining the Past*, Tirana (Albanie), Institute for Communication and Dialog (anciennement : Book and Communication House). Bloomington : Indiana University Press.

PANDOLFI, Mariella. 2009. et McFalls, Laurence. 2009. « Souveraineté mobile et cosmopolice humanitaire », in Köveker, D. and A. Deneault (eds.), *Souveraineté : lieux et emprises*. Quebec, Presses de l'Université Laval.

PANDOLFI, Mariella. 2009. « Postface » in Kobelinsky, C. and C. Makaremi (eds.). *Enfermés dehors. Enquêtes sur le confinement des étrangers*. Broissieux : Éditions du Croquant : 317-322.

PANDOLFI, Mariella. 2008. « Laboratory of Intervention. The Humanitarian Governance of the Postcommunist Balkan Territories » in DelVecchio Good M.-J., S. T. Hyde, B. Good and S. Pinto (eds.), *Postcolonial Disorders*, Berkeley : University of California Press : 157-186.

PANDOLFI, Mariella et CRAPANZANO, Vincent (dir.). 2008. « Les passions : au cœur du politique ». *Anthropologie et Sociétés : Passions politiques*. Vol. 32 (3) : 7-13.

PANDOLFI, Mariella. 2006. « La zone grise des guerres humanitaires ». Ellen Judd (ed). *Anthropologica*, numéro spécial, *Anthropological Perspective on War and Peace*. Vol 48, No1 : 43-58.

PANDOLFI, Mariella. 2002. « Moral entrepreneurs », souverainetés mouvantes et barbelés : le bio-politique dans les Balkans postcommunistes » *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, n° 1 : 29-51.

PANDOLFI, Mariella, « Réponse à Claude Moncorgé ». *Multitudes*, 1/2001 (n° 4), p. 211.

PANDOLFI, Mariella. *Une souveraineté mouvante et supracoloniale. L'industrie humanitaire dans les Balkans*. *Multitudes* 2000/3, n° 3, p. 97-105.

PASOLINI, Pier Paolo. 2009. *Écrits corsaires*. Paris : Flammarion.

PAUWELS, Jacques. 2002. *The myth of Good War*. Toronto: James Lorimier and Co.

POLANYI, Karl. 2005 (1944). *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard.

PROVENCHER, Paul. 1973. *Guide du trappeur*. Montréal : Les éditions de l'homme.

PROVENCHER, Paul. 1974. *Le dernier des coureurs de bois*. Montréal : Les éditions de l'homme.

PUPAVAC Vanessa. 2006. « The politics of emergency and the demise of the developing state: problems for humanitarian advocacy ». *Development in Practice*, 16, 3-4 : 255-269.

RANCIERE, Jacques. 2006. « Who is the Subject of the Rights of Man ? ». *South Atlantic Quarterly* 103 (2-3) : 297-310.

RATZINGER, Joseph. 2007. *Jésus de Nazareth*. Paris : Flammarion.

REDFIELD, Peter. 2013. *Life in crisis. The Ethical Journey of Doctors Without Borders*. University of California press.

REDFIELD, Petter et BORNSTEIN, Erica. 2011. *Forces of Compassion : Humanitarianisme Between Ethics and Politics*. Santa Fe : School for Advanced Research Press.

REDFIELD, Peter. 2010. « The Verge of Crisis : Doctors Without Borders in Uganda ». FASSIN, Didier and PANDOLFI, Mariella (eds). *Contemporary States of emergency: The politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books : 173-195.

REDFIELD, Peter. 2008. « Doctors Without Borders and the Moral Economy of Pharmaceuticals ». BULLARD, Alice. (Ed). *Human Rights in Crisis*, London: Ashgate Press : 129-144.

REDFIELD, Peter. 2005. *Doctors, Borders and Life in Crisis*. *Cultural Anthropology*. 20:3 (Aug.) : 328-361.

REY, Olivier. 2003. *Itinéraire de l'égarement, du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine*. Paris : Seuil.

REYNAUD, Patricia. 2003. *Mystique moderne et engagement social : Lecture croisée de Simone Weil, René Guénon et Pierre Bourdieu*. Cahiers Simone Weil. Vol. 26, n°4 : 399-415.

RIEFF, David. 2004. *L'humanitaire en crise*. Paris : Le serpent à plume.

RIST, Gilbert. 2007. *Le développement - Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Science Po.

ROBERT, Jean et PAQUOT, Thierry. 2010 (Août/septembre). *Monument ou chantier. L'héritage intellectuel d'Ivan Illich*. *Revue Esprit*.

RUFIN, Jean-Christophe. 2001. *L'empire et les nouveaux barbares*. Paris : J-C. Lattès.

RUFFIN, Jean-Christophe. 1999. *Les causes perdues*. Paris : Gallimard.

RUFIN, Jean-Christophe. 1995. *La dictature libérale : le secret de la toute-puissance des démocraties au 20<sup>e</sup> siècle*. Paris : Hachette.

RUFIN Jean-Christophe. 1986. *Le piège humanitaire. Quand l'humanitaire remplace la guerre*. Paris : Jean-Claude Lattès.

SAFRANSKI, Rudiger. 2005. *Quelle dose de mondialisation l'homme peut-il supporter ?* Paris : Actes Sud.

SANDEL, Michael. 1984. « La République procédurale et le moi désengagé ». *Libéraux et communautariens*. Paris : PUF.

SARR, Felwine. 2016. *Afrotopia*. Paris : Philippe Rey.

SASSEN, Saskia. 1998. *Globalization and its Discontents. Essais on The New Mobility of People and Money*. New York : New Press.

SENNETT, Richard. 2006. *The Culture of the New Capitalism*. New Haven et Londres : Yale University Press.

SHENHAV, Yehouda. 1999. *Manufacturing Rationality : The Engineering Foundations of the Managerial Revolution*. Oxford : Oxford University Press.

SAVARD-TREMBLAY, Simon-Pierre. 2016. *L'État succursale : la démission politique du Québec*. Montréal : VLB Éditeur.

SICHERE, Bernard. 2005. *Seul un dieu peut encore nous sauver*. Paris : Desclée de Brouwer.

SIMEANT, Joanna. 2001. « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire » *Mots*. no 65 : 28-49.

SIMÉANT, Johanna. 2001. *Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins Sans Frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises*. *Revue française de science politique*. Vol. 51, Numéro 1.

SKLAIR, Leslie. 1998. « The Transnational Capitalist Class ». Carrier, James et Miller, Daniel (dir.). *Virtualism : A new political economy*. Oxford : Berg : 135-160.

SLOTERDIJK, Peter. 2000. *La domestication de l'être*. Paris : Mille et une nuits.

SOULÉ, Bastien. 2007. *Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales*. *Recherches qualitatives*, 27 (1), 127 – 140.

SPENGLER, Olivier. 2007 (1918). *Le déclin de l'Occident : esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*. Paris: Gallimard.

STEWART, Matthew. 2009. *The Management Myth*. New York and London: Norton.

STORA-LAMARRE, Annie. « La guerre au nom du droit ». *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 30 | 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 23 novembre 2016. URL : <http://rh19.revues.org/1017> ; DOI : 10.4000/rh19.1017.

SUPIOT, Alain. 2015. *De l'éminente dignité des pauvres*. Paris : Éditions Les Mille et une Nuits.

TAYLOR, Charles. 2009. *Multiculturalisme, différence et démocratie*. Paris : Flammarion.

TAYLOR, Charles. 2013. *Les sources du moi*. Montréal : Boréal.

TAYLOR, Charles. 1998. *Les sources du moi : la formation de l'identité moderne*. Paris : Seuil.

TEILHARD DE CHARDIN, Pierre. 1997. *Genèse d'une pensée. Lettres 1914 - 1919*. Paris : Bernard Grasset.

TERRY, Fiona. 2002. *Condemne to Repeat? The paradox of humanitarian Action*, Cornell : University Press.

THOREAU, Henry-David. 2006 (1837). *L'esprit commercial des temps modernes et son influence sur le caractère politique, moral et littéraire d'une nation*. Paris : Le Grand souffle.

THOREAU, Henry-David. 1992 (1849). *La désobéissance civile*. Castelnau-le-Lez : Climats.

TICKTIN, Miriam. 2006. « Where ethics and politics meet : the violence of humanitarianism in France ». *American Ethnologist*. Vol. 33, No1 : 33-49.

TROTTIER, Jean-Philippe. 2012. *Lettre au fils. Testament spirituel*. Montréal : Liber.

TROUBÉ, Christian. 2009. *L'humanitaire, un business comme les autres ?* Evreux : Larousse.

VALLAEYS, Anne. 2004. *Médecins Sans Frontières : la bibliographie*. Paris : Fayard.

VAN REYBROUCK, David. 2012. *Congo : Une histoire*. Paris : Acte Sud.

VERSCHAVE, François-Xavier. 2000. *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?* Paris : Les arènes.

VIRILIO, Paul. 1977. *Vitesse et politique : essai de dromologie*. Paris : Éditions Galilée.

VIVERET, Patrick. 2005. *Pourquoi ça ne va pas plus mal ?* Paris : Fayard.

VOLLAIRE, Christiane. 2007. *Humanitaire, le cœur de la guerre*. Paris : L'Insulaire.

WAGNER, Patrick. 2015. *Davaï ! Du lac Baïkal aux plages de Ko Chang*. Paris : Les éditions des Paraiges.

WEBER, Max. 2004 (1905). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

WEIL, Simone. 2003 *On colonialism. An ethic of the other*. Lanham : Rowman & Littlefield.

WEIL, Simone. 2002. *La condition ouvrière*. Paris : Folio essais.

WEIL, Simone, 1990. *L'Enracinement, Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*. Paris : Gallimard.

WEIL, Simone. 1943. « À propos de la question coloniale. » *Œuvres*. Paris : Gallimard.

WEIL, Simone. 1999. *Œuvres*. Paris : Quarto Gallimard.

WEIL, Simone. 1999 (1934). « Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale ». *Œuvres*. Paris : Quarto Gallimard, p.336.

WEIL, Simone. 1954 (1938). *Lettre de Simone Weil à Bernanos*. Paris : Revue Témoin.

WEISSMAN, Fabrice et NEUMAN, Michaël. 2016. *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques*. Paris : CNRS Éditions.

WEISSMAN Fabrice, MAGONE Claire, NEUMAN, Michaël. (Sous la direction de). 2011. *Agir à tout prix ? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins Sans Frontières*. Paris : La Découverte.

WEISSMAN, Fabrice. (Sous la direction de). 2003. *À l'ombre des guerres justes*. Paris : Flammarion.

WEISSMAN, Fabrice. 2003. « Espaces humanitaires, espaces d'exception. ». *À l'ombre des guerres justes*. Paris : Flammarion.

ŽIŽEK, Slavoj. 2005. « Against Human Rights ». *New Left Review* (juillet-août) :115-131.

ŽIŽEK, Slavoj. 2008. *Fragile absolu Pourquoi l'héritage chrétien vaut-il d'être défendu?* Flammarion : La bibliothèque des savoirs.